

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°399

JUIN 2018

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : MALGRÉ ATTAQUES ET CONDITIONS ANTIDÉMOCRATIQUES, LE HDP DÉPASSE LE SEUIL DES 10% ET OBTIENT 67 DÉPUTÉS DONT 25 FEMMES**
- **IRAK : TOUJOURS PAS DE NOUVEAU GOUVERNEMENT, CONFUSION ET CONFLITS POST-ÉLECTORAUX...**
- **ROJAVA : LES FDS CONTINUENT DE TRAQUER DAECH, CONTACTS ET POSSIBLES NÉGOCIATIONS AVEC DAMAS**
- **IRAN : LE RÉGIME POURSUIT SES ASSASSINATS DE PORTEURS KURDES**

TURQUIE : MALGRÉ ATTAQUES ET CONDITIONS ANTIDÉMOCRATIQUES, LE HDP DÉPASSE LE SEUIL DES 10% ET OBTIENT 67 DÉPUTÉS DONT 25 FEMMES

Menées dans des conditions totalement antidémocratiques, les élections présidentielles du 23 juin ont apporté à M. Erdoğan la victoire qu'il recherchait, puisqu'il a été réélu dès le premier tour avec 52,55% des voix, tandis que son parti, l'AKP, obtenait 42,5% aux législatives. Il échappe ainsi encore une fois aux accusations de corruption qui le poursuivent. Cependant, en considérant les énormes moyens déployés, son score apparaît étonnant et la victoire de

l'alliance AKP-MHP n'est pas totale, loin s'en faut: malgré des conditions de campagne scandaleuses, le HDP «pro-kurde» arrive en tête dans 11 provinces et, dépassant de 2 points le seuil de représentation de 10%, obtient 67 députés, dont 25 femmes, améliorant même sa représentation précédente (59 députés dont 16 femmes) et arrivant devant le MHP. À Diyarbakir, ses partisans sont descendus dans la rue pour célébrer cette victoire. Le CHP (kémaliste) est second, mais avec seulement 22.63% et son

candidat, Muharrem Ince, obtient 30,67%. Le candidat HDP, Selahattin Demirtaş, se place en 3^e position avec 8,36% obtenus du fond de sa cellule, depuis laquelle il a pu diffuser par téléphone quelques déclarations publiques.

Antidémocratiques, les conditions l'étaient à l'extrême: vote sous état d'urgence (prolongé 7 fois depuis juillet 2016), censure de médias par ailleurs à 90% pro-Erdoğan: selon les propres chiffres du Conseil turc de l'au-

diotvisuel (RTÜK), du 14 mai au 22 juin, M. Erdoğan et l'AKP ont bénéficié de 181 heures d'antenne (dont 66 h sur la TRT-6 kurdo-phonie) contre seulement 32 mn (dont 0 mn sur TRT-6...) au HDP et M. Demirtaş! Enfin, la campagne a été rythmée par les agressions des bandes fascistes MHP et parfois des nervis des candidats AKP. Selon un rapport de sa Commission juridique, le HDP a subi 57 attaques depuis le 18 avril (annonce des élections anticipées par M. Erdoğan) lors des quelques rares rassemblements électoraux qu'il a pu organiser, et plus de 200 de ses membres ont été arrêtés, s'ajoutant à une dizaine de députés, une soixantaine de maires élus, et près de 5.000 cadres en détention provisoire depuis 2016. Par ailleurs, la nouvelle loi électorale permettant la prise en compte des bulletins non tamponnés par un bureau de vote légalise littéralement le bourrage d'urnes (lors du référendum constitutionnel de 2017, où Erdoğan l'avait emporté avec seulement 1,4 million de voix d'avance, 2,5 millions de bulletins non tamponnés avaient été validés...). Interdisant la présence dans les bureaux de vote d'observateurs civils et non partisans, la loi autorisait celle des forces de sécurité: des militaires et gardes de village ont pénétré armés dans plusieurs bureaux des provinces kurdes (*Mezopotamya*).

S'attendant à perdre de nombreuses voix kurdes, Erdoğan a tenu meeting le 3 à Diyarbakir pour tenter de les récupérer. Accusant le HDP de «brûler des mosquées», il a vanté sans rougir «la proximité de l'État avec le peuple» et la «paix inédite depuis 40 ans» (*RFI*). Mais visant surtout les voix d'extrême-droite, il a surtout surfé sur la vague nationaliste post-Afrîn et visé les voix d'extrême-droite par une rhétorique guerrière incessante:

menaces d'opérations dans le Nord de l'Irak contre Qandil (la base montagnaise du PKK), Sindjar et même Makhmour, si Bagdad ne «nettoyait» pas ces zones des «terroristes». Alors que les frappes aériennes se poursuivaient, les troupes au sol sont entrées de près de 30 km à l'intérieur de l'Irak, s'approchant à 50 km de Qandil. Le 11, M. Erdoğan a déclaré en meeting: «Nous drainerons le marais de terreur à Qandil». Qu'importe qu'aucun gouvernement turc n'ait jamais pu «nettoyer» du PKK cette région à la topographie formidable. Il s'agit plutôt de limiter un temps ses opérations en Turquie en contrôlant ses lignes d'approvisionnement et ses voies d'infiltration – un effet immédiatement perceptible par les électeurs... M. Erdoğan a aussi appelé au jugement rapide de Demirtaş, qu'il ne cesse d'accuser d'avoir «du sang sur les mains», allant jusqu'à suggérer qu'il mériterait la peine de mort si celle-ci était rétablie (*AFP*). Celui-ci a déposé plainte contre le Président turc le 2 pour «violation de la présomption d'innocence» – une plainte qui n'a évidemment aucune chance d'aboutir dans la République de peur d'Erdoğan.

Durant la campagne, la ligne du CHP sur la question kurde a paru légèrement évoluer. Son candidat, Muharrem Ince, s'est engagé à former s'il était élu une commission parlementaire interpartis à ce propos (*Hürriyet*), avant de promettre dans un meeting à Diyarbakir une éducation en langue kurde (ce qui lui a valu les attaques d'Erdoğan). Le 19, le vice-président du CHP, Gürsel Tekin, a déclaré qu'une vice-présidence pourrait aller à un Kurde (*Rûdaw*). Ces déclarations doivent être replacées dans leur contexte: la tentative d'attirer les voix des Kurdes déçus par l'AKP.

Durant toute la campagne, et jusqu'après la proclamation des résultats, le HDP a été la cible principale de la violence des bandes de l'AKP et du MHP, alors que la police a souvent refusé d'intervenir (comme à Gaziantep), quand elle n'a pas soutenu ou assisté les attaquants... Ainsi, à Ceylanpinar, la police, munie de fusils d'assaut, de canons à eau et de véhicules blindés, a arrêté et fouillé le convoi électoral du HDP avant d'attaquer la réunion du Coprésident du HDP Sezai Temelli, sous prétexte de «rassemblement illégal» (toutes les autorisations nécessaires avaient été obtenues). A Istanbul, des membres du HDP attaqués par une bande MHP au village de Huseyinli ont été emmenés par la gendarmerie avec les fascistes. A Karacabey (Bursa), quand un groupe scandant des slogans racistes et «Allahu Akbar» a attaqué un stand électoral du HDP, la police a laissé faire, avant d'arrêter... un membre du HDP. A Buca (Izmir), la police a attaqué aux gaz lacrymogènes un dîner de rupture du jeûne (*iftar*) de jeunes du HDP et en a arrêté 14 au prétexte de slogans antigouvernementaux. Le 14 à Kocaeli, 6 membres du HDP ont été blessés quand des nationalistes ont attaqué leur stand électoral. Disposant d'une vidéo de l'attaque, la police ne s'est pas pressée d'ouvrir une enquête. Le même jour, 4 membres du HDP faisant du porte-à-porte ont été attaqués et blessés à Malatya (*ANF*). Le 17, à Büyükkada (une «Île des Princes» près d'Istanbul), des membres du CHP ont été poignardés en tentant d'empêcher un groupe fasciste d'attaquer un stand électoral du HDP (*SCF*). Selon un membre du HDP présent, la police a pris le parti des assaillants. Le 23, la veille du vote, la police d'Ankara a arrêté 400 responsables du HDP, dont des respon-

sables de bureaux de vote, sous prétexte de «planification d'actions provocatrices» durant le vote. A Van, la police a dispersé un meeting HDP avec des canons à eau (vidéos internet).

Après le vote, les locaux du HDP à Esenler, Espentepe, Sultanbeyli et Umraniye à Istanbul, ainsi que dans le district de Keçiören, à Ankara, ont été attaqués. À Esenler, une foule scandant des slogans contre les «Bâtards d'Apo» (surnom d'Öcalan) et «Chaque Turc est un soldat» a exigé que le HDP retire ses banderoles électorales (*Ahval*). Le 27, la coprésidente du HDP, Pervin Buldan, a rapporté avoir été menacée par le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu suite au meurtre d'un contrôleur électoral de l'AKP à Doğubeyazıt: rendant le HDP responsable, il lui a déclaré au téléphone qu'elle «ne pouvait plus vivre ici» (*Cumhuriyet*).

De toutes les agressions, la plus grave est celle de Suruç, où plusieurs membres d'une famille pro-HDP, après avoir été blessés par balles, ont été lynchés dans leurs chambres d'hôpital par les soutiens du candidat AKP local, İbrahim Halil Yıldız, apparemment sur les ordres de celui-ci. Un rapport préliminaire du HDP publié le 16 juin fait état d'une première querelle au bazar le 12 entre commerçants pro-HDP et soutiens AKP. Ces derniers, armés, sont revenus le 14 et ont ouvert le feu et blessé des commerçants qui refusaient de retirer les couleurs kurdes, jaune, rouge et vert, de leur boutique. La suite est effrayante: les soutiens du candidat AKP ont retrouvé les blessés dans leurs chambres d'hôpital et les ont lynchés, une attaque confirmée par le responsable local du CHP, Servet Gören. L'incident a fait au total 4 morts et 12 blessés. Le 16, la police a arrêté 19 personnes,

dont un candidat HDP. Une délégation du HDP qui a visité l'hôpital a constaté qu'aucune preuve des meurtres n'avait été conservée, et qu'en particulier, les vidéos avaient disparu. Le même candidat AKP a refait parler de lui le jour de l'élection: accompagné dans plusieurs bureaux de vote par sa sécurité armée, il aurait frappé et mis en fuite des assesseurs du HDP avant d'obliger des électeurs à voter en faveur d'Erdoğan et de l'AKP... (*Mezopotamya*)

La répression s'est poursuivie durant la campagne. Le 2, la police a arrêté à Van 7 musiciens et acteurs simplement parce qu'ils avaient mis en scène des pièces en kurde (*SCF*) et à Diyarbakir l'artiste Şêrko Kanîwar (*ANF*). Le lendemain, le caricaturiste Nuri Kurtcebe a été incarcéré pour un an pour «insulte au Président». Le 6, la police d'Istanbul a attaqué une manifestation de fonctionnaires limogés demandant leur réintégration, incarcérant une candidate HDP présente, Sema Uçar. Le 11, le journaliste Berzan Güneş de l'agence *Mezopotamya* a été emprisonné pour ses publications sur les réseaux sociaux. Le 12, l'ancien député HDP de Şırnak Ferhat Encü a été condamné pour «insulte au gouvernement» à 10 mois de prison, finalement commués en amende. Le 13, Nagehan Alçı, une journaliste pro-AKP, a annoncé avoir été condamnée à 105 jours de prison pour avoir dit que la torture dans la prison de Diyarbakir avait été une des raisons de l'ascension du PKK... Le 19, la chanteuse du groupe kurde *Koma Rosida* a été arrêtée pour «propagande pour une organisation terroriste» – elle avait utilisé le mot «Kurdistan» dans une chanson durant un meeting HDP à Ağrı (*T24*). Le vice-président du HDP, Sezgin Tanrikulu, a été arrêté pour les mêmes accusations

(*Ahval*). Le 23, la chanteuse germano-kurde Hozan Cane a été arrêtée pour terrorisme à son retour d'un meeting HDP à Edirne: dans son documentaire sur le génocide des Yézidis par Daech en 2014, elle apparaissait en compagnie de combattants du PKK (*Turkey Purge*). Le 29, la députée HDP Leyla Güven, tout juste élue à Hakkari, poursuivie pour «activités terroristes» en raison de ses critiques de l'opération sur Afrîn, a été libérée pour manque de preuves puis réarrêtée le jour même après que le procureur ait contesté sa libération devant une juridiction supérieure (*SCF*). Le 30, d'anciens employés de l'agence russe *Sputnik* ont annoncé que celle-ci avait fermé son site web kurde à la demande de la Turquie (*Ahval*)...

La Turquie a aussi tenté d'empêcher plusieurs observateurs étrangers d'assister aux élections. L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en avait déployé plus de 350, et partis d'opposition ou ONG turques en avaient également invités. La Turquie a refusé l'entrée à plusieurs observateurs OSCE venus de Suède, comme Jabar Amin, un député Vert suédois d'origine kurde invité par le HDP, dont le matériel électronique et le passeport ont été confisqués (*Kurdistan* 24). D'autres observateurs ont été harcelés, interdits d'accès aux bureaux de vote, voire même incarcérés jusqu'à la fermeture des bureaux, comme la sénatrice communiste française Christine Prunaud et deux militants de ce parti à Ağrı. Une délégation du Parti de Gauche a été maintenue en garde à vue deux heures à l'aéroport d'Istanbul, menacée d'expulsion et d'interdiction définitive du territoire...

L'OSCE a tiré la sonnette d'alarme à propos du déroulement de

ces élections dans les rapports publiés sur son site (en anglais et en turc), notant que si «les électeurs avaient un véritable choix», il fallait relever «l'absence de conditions permettant aux concurrents de participer sur un pied d'égalité», notamment le fait que «le président sortant et son parti ont bénéficié d'un avantage notable, ce qui s'est traduit par une couverture excessive par les médias, publics et privés, affiliés au gouvernement».

Par ailleurs, «le cadre juridique restrictif et les pouvoirs conférés par l'état d'urgence limitaient les libertés fondamentales de réunion et d'expression, y compris dans les médias», et les «modifications à la législation électorale [...] adoptées à la hâte et sans consultations [...] ont supprimé d'importantes garanties» quant à la transparence le jour du vote. L'OSCE revient à plusieurs reprises sur ces modifications de dernière minute, insistant en particulier sur le fait qu'elles «ont affaibli des garanties importantes en remplaçant les représentants des partis politiques par des fonctionnaires comme présidents des comités de bureaux de vote, en autorisant le déplacement des bureaux de vote pour des raisons de sécurité, en renforçant le pouvoir des forces de sécurité dans les bureaux de vote et en validant les bulletins non tamponnés».

Enfin, l'organisation tire un bilan sombre de la présente situation de la démocratie en Turquie en relevant que non seulement «les droits et libertés fondamentaux ne sont pas pleinement garantis par la Constitution et le cadre juridique», mais que «les libertés de réunion et d'expression sont encore davantage restreintes dans la pratique, en particulier par les décisions des gouverneurs de provinces [prises dans le cadre] de l'état d'urgence», avant de conclure que «malgré la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et les recommandations antérieures du

BIDDH et du Conseil de l'Europe, le seuil de 10% continue de limiter le pluralisme politique» (le rapport préliminaire de l'OSCE daté du 27 juin peut être lu sur le site de l'Institut kurde: <https://www.institutkurde.org/en/info/turkey-early-presidential-and-parliamentary-elections-24-june-2018-statement-1232551409>; le site de l'OSCE propose aussi bien sur ce texte plus une série de documents complémentaires : <https://www.osce.org/odihr/elections/turkey/381448>).

A l'étranger, Washington a accueilli la réélection d'Erdoğan de manière glaciale alors que le pasteur Brunson demeure emprisonné (AFP), et l'Union européenne lui a refusé ses félicitations en raison des conditions électorales iniques. Au début du mois, alors que le ministre turc des Affaires étrangères annonçait la réception prochaine des premiers chasseurs américains F-35 *Lightning II*, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo l'a démenti devant un comité sénatorial, déclarant que la vente n'était pas encore décidée, en raison notamment de l'achat par la Turquie du système de défense antiaérien russe S-400, qui enfreint une loi américaine. Le 18, 44 membres de la Chambre des représentants ont adressé au secrétaire à la Défense James Mattis une lettre s'opposant à cette vente (*Sputnik*). A Bruxelles, la Rapporteuse Turquie du Parlement européen, Kati Piri, a appelé le 4 à la libération de Demirtaş.

Le 20, Zehra Doğan, peintre et journaliste kurde cofondatrice de l'agence de presse féminine JINHA, emprisonnée depuis juin 2017, a reçu le prix «*Courage in Journalism*» de la Fondation Internationale des Femmes pour les Médias (IWMF), basée à Washington (SCF).

Concernant les opérations militaires, l'armée turque a poursuivi ses opérations aussi bien au Kurdistan d'Irak, dans la région de Sidakan, que côté turc. A partir de 11 bases installées à la frontière turco-irakienne, les militaires ont lancé des patrouilles qui sont rapidement devenues des cibles d'embuscades du PKK. Le 24 cependant, celui-ci a annoncé suspendre toutes ses activités militaires durant les élections afin de «permettre aux électeurs du Kurdistan du Nord (*Bakûr*) de voter».

Plusieurs incidents ont suscité des accusations de racisme anti-kurde. En début de mois, la télévision chinoise CCTV a diffusé les images, tournées fin mai, d'un véhicule blindé écrasant une femme âgée qui allait à la poste. Le conducteur a été interrogé puis relâché. Selon une ONG turque, depuis 2016, 23 civils auraient été victimes de véhicules militaires. A Şemdinli, des militaires ont battu à mort puis abandonné pour mourir dans la montagne des bergers kurdes. Découverts par des proches, ils ont été hospitalisés. Le Procureur de Şemdinli a refusé de recevoir une délégation d'avocats à propos de cette affaire (*Mezopotamya*).

Le 2 juin, 2 soldats turcs ont été tués et un autre grièvement blessé côté irakien dans l'attaque contre le chantier d'une route (*Dünya*). L'armée de l'air a de son côté annoncé avoir neutralisé au moins 15 combattants PKK côté irakien et à Tunceli et Siirt (*Reuters*). Le lendemain, 3 soldats ont été tués près de Hakkari (AFP). Le 4, la guérilla kurde a revendiqué au moins 16 morts depuis le 29 mai dans des attaques sur Şemdinli, Çukurca, Siirt, Uludere, et côté irakien, Bradost. Le même jour, le ministre turc de l'Intérieur a annoncé que l'armée progressait vers les bases du PKK à Qandil (*Anadolu*). Le 7,

M. Erdoğan, menaçant l'Irak d'une opération anti-PKK, a pour la première fois mentionné Makhmour, une ville au sud de Mossoul et d'Erbil. L'armée a également déclaré que 34 militants avaient été «neutralisés» dans le nord de l'Irak entre les 1^{er} et 8 juin. Le 9, le gouverneur de Şirnak a annoncé qu'une frappe aérienne avait tué au moins 9 membres du PKK. Selon une source sécuritaire anonyme, un policier est mort dans l'opération. Par ailleurs, l'armée a annoncé la destruction par des frappes nocturnes durant le week-end de 14 cibles PKK au Kurdistan d'Irak, près de Qandil, Khwakourk et

Avasin-Basyan. Le 15, l'aviation turque a revendiqué la mort de 26 militants PKK à Qandil, puis de 35 le 17, frappés lors d'une réunion de haut niveau (*Reuters*). Le lendemain, un commandant des HPG, Amed Malazgirt, a démenti ces chiffres et a accusé la Turquie de viser plutôt des zones civiles (*Rûdaw*). Les maires de Rawandouz, Choman et Sidakan ont bien confirmé les frappes, mais ont tous déclaré qu'il n'y avait pas eu de dégâts matériels, jetant le doute sur leurs résultats militaires...

Le 19 et le 20, l'armée turque a de nouveau revendiqué la mort de 10

militants kurdes dans des frappes aériennes sur plusieurs villages des régions d'Avasin-Basyan et de Sinat Haftanin. Ce même jour le PKK a revendiqué 2 militaires morts et 2 blessés par une roquette tirée sur un convoi près de Cukurca (Hakkari). Le 22, l'armée a revendiqué de nouveau la mort de 15 militants dans des frappes au Kurdistan d'Irak, tandis qu'un porte-parole du PKK promettait une «résistance acharnée» à l'«invasion massive» turque (*AFP*). Le 30, l'armée turque a revendiqué la mort de 4 militants kurdes dans de nouvelles frappes aériennes près d'Avasin Basyan.

IRAK : TOUJOURS PAS DE NOUVEAU GOUVERNEMENT, CONFUSION ET CONFLITS POST-ÉLECTORAUX...

La confusion règne toujours en Irak concernant les résultats des législatives, avec des disputes institutionnelles sans fin à propos des recomptages, des annulations et des fraudes. En parallèle, les discussions se poursuivent discrètement entre partis pour parvenir à former un gouvernement, mais là aussi, fin juin, la solution ne semblait pas encore à portée de main...

Pour l'économie, le Kurdistan oscille entre optimisme et pessimisme: après la diminution initiale de la menace Daech, la croissance des échanges extérieurs a repris (le Ministère du Commerce du GRK l'a estimée à 20% par rapport à 2015), mais les relations tendues avec Bagdad ainsi que la recrudescence récente des activités djihadistes posent des limites à cette tendance. Avec les territoires disputés, le pétrole demeure l'une des principales pommes de discorde entre Bagdad et Erbil. Malgré les objections du gouvernement irakien, le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a poursuivi ses discussions avec le géant

pétrolier russe *Rosneft*, qui a annoncé le 1^{er} juin espérer doubler sa production au Kurdistan d'ici fin 2018, de 5.000 à 10.000 barils quotidiens. L'accord GRK-*Rosneft* de développement des infrastructures du Kurdistan conclu le 25 mai dernier au Forum économique de Saint-Pétersbourg inclut la construction d'un nouveau gazoduc qui permettra en 2020 d'exporter annuellement vers la Turquie et l'Europe 20 milliards de m³ de gaz. Chacun son partenaire: Bagdad a de son côté annoncé l'entrée en vigueur de l'accord signé avec l'Iran en novembre 2017 – juste un mois après la reprise champs pétroliers de Kirkouk aux pechmergas kurdes, qui prévoit l'envoi quotidien de 30 à 60.000 barils de pétrole brut de Kirkouk vers la raffinerie de Kermanshah. En échange, l'Iran renverra aux provinces du sud de l'Iraq autant de pétrole raffiné. L'Iran est intéressé, car Kirkouk se trouve plus près du Nord du pays que ses propres champs du Khouzistan... Le 28, la Cour suprême fédérale irakienne a de nouveau reporté sa décision concernant les exporta-

tions pétrolières indépendantes du GRK, cette fois-ci au 14 août, citant l'absence de législation claire sur la question (*Rûdaw*).

Au Kurdistan, la question des salaires demeure sensible. Le 1^{er} juin, les pechmergas ont exprimé leur colère sur Facebook après que le Ministère des finances ait annoncé un nouveau calendrier de paiement les faisant attendre la fin du Ramadan... Le PDK a assuré qu'il défendrait leur paiement rapide. Le Parlement d'Erbil devait se réunir le 11 pour tenter une nouvelle fois d'adopter un projet de loi controversé portant une réforme salariale, mais les désaccords entre GRK et Parlement ont encore retardé la session. Le projet prévoit de mettre fin à la perception simultanée de plusieurs salaires et de limiter le nombre de bénéficiaires de pensions de retraite, ce qui permettrait d'économiser 100 à 120 milliards de dinars et de mettre fin au système impopulaire des retenues sur salaires. Mais le projet a provoqué de nombreuses protestations pour d'autres articles, notamment celui allouant aux députés une

retraite de 4 millions de dinars (3.375 US\$) alors que la retraite minimum n'est que de 300.000 (253 US\$)...

Enfin, 3 mois seulement après la levée du blocus aérien du Kurdistan, la compagnie *Fly Erbil* a fait le 18 décoller vers Stockholm son premier vol. Prévu pour 2015, le lancement avait été retardé après l'irruption de Daech. La compagnie qui volera essentiellement vers l'Europe, compte passer rapidement de 3 à 10 appareils.

Si les élections du 12 mai ont au Kurdistan conforté les deux partis traditionnels, PDK (25 sièges contre 19 en 2014) et UPK (18), elles n'ont apporté à aucune formation irakienne la majorité suffisante (165 sièges sur 329) pour gouverner seule. Au niveau national, c'est la coalition *Sairûn* (sadrisme-communiste) du religieux chiite Muqtada al-Sadr qui est arrivée en tête avec 54 sièges, suivie par la coalition *Fatah* du chef *Hashd al Shaabi* Hadi al Amiri (47 sièges) et celle du Premier ministre sortant Haider al Abadi (42 sièges). Dans un contexte d'accusations réciproques de fraude, les négociations pour tenter d'arriver à un gouvernement de coalition ont commencé, un processus auquel les partis kurdes entendent participer.

Le 2 juin, le Président Fouad Massoum a déclaré invalide la décision du 29 mai du Parlement d'annuler les votes de l'étranger et des camps de déplacés, tant en raison de l'absence de quorum que du fait qu'elle constitue un empiètement sur les prérogatives du pouvoir judiciaire et donc une violation de la séparation des pouvoirs. Le 5, cependant, le Premier ministre a annoncé que son gouvernement suivrait cette décision et lancerait dans tous les bureaux de vote du

pays un recomptage manuel de 5% des bulletins minimum. Le 6, une explosion de munitions stockées dans une mosquée du quartier de Sadr City à Bagdad, bastion des miliciens sadristes, a fait 18 morts et plus de 90 blessés; Muqtada al-Sadr a alors lancé un ordre de désarmement des milices dans tout l'Irak. Le même jour, le Parlement décidait de geler le travail de la Commission électorale et a affecté 9 juges à un recomptage manuel global des votes, annulant de nouveau ceux des personnes déplacées, de la diaspora et du personnel de sécurité de la région du Kurdistan – des décisions prises sans PDK et UPK, qui avaient boycotté la session. La Commission électorale a annoncé qu'elle ferait appel de cette décision «inconstitutionnelle». Le 7, le Conseil supérieur de la magistrature a suivi le Parlement et annoncé la nomination des 9 juges. Le recomptage des bulletins de vote a commencé peu après. Les 6 partis kurdes qui avaient contesté les résultats électoraux, la Coalition pour la démocratie et la justice de Berhem Salih (CDJ), le Mouvement du changement (*Goran*), l'Union islamique du Kurdistan (*Yekgirtû*), le Groupe islamique du Kurdistan (*Komal*), le Parti communiste du Kurdistan et le Mouvement islamique du Kurdistan (*Bizutinewe*) ont exprimé leur soutien. Le PDK a au contraire dénoncé le 9 comme «anticonstitutionnelle et illégale» l'annulation des votes des peshmergas, des personnes déplacées et de la diaspora (*Rûdaw*).

Le 10, un incendie d'origine criminelle a éclaté dans un entrepôt de Bagdad où étaient entreposés plus d'un million de bulletins de vote... Après l'explosion du 6, l'incendie a encore attisé les tensions; le lendemain, Sadr a de nouveau pris la parole pour

avertir contre le risque de guerre civile, tandis que la coalition *Al-Wataniya* d'Ayad Allawi appelait à de nouvelles élections...

Le 13, PDK et UPK, apportant leur soutien à la tentative d'une alliance chiite regroupant les coalitions *Sairûn* (Sadr) et *Fatah* (Hadi al-Amiri), ont annoncé négocier ensemble à Bagdad avec les partis irakiens leurs conditions de participation au gouvernement – une déclaration reprise le 17 avec l'annonce d'une prochaine alliance, alors que d'autres partis kurdes déclaraient refuser de participer à toute alliance PDK-UPK, qu'ils accusent de fraudes. Selon Saadi Pira, porte-parole UPK, les demandes kurdes comprennent «la mise en œuvre de la constitution» (signifiant le respect de l'article 140 sur les territoires disputés, en particulier Kirkouk), et [...] la résolution de la question du budget» (*Kurdistan* 24). De son côté, le leader du PDK, Massoud Barzani, a indiqué que son parti ne rejoindrait aucune alliance avant que l'agenda sur les droits des Kurdes ne soit précisé (*Rûdaw*). Toujours le 13, des milliers de peshmergas ont manifesté à Sulaimaniyeh pour protester contre l'annulation de leurs votes, accusant certains partis kurdes de complicité. Le 20, la CDJ a réitéré son appel au recomptage et son rejet des résultats des districts pour lesquels elle disait avoir la preuve de fraudes. Le 21, la Cour suprême irakienne a annoncé sa décision: approbation du recomptage manuel, mais refus de l'annulation de votes, inconstitutionnelle et constituant une «confiscation de la volonté des électeurs» (*Rûdaw*). Le Parlement a approuvé cet arrêt; le PDK comme *Goran* ont exprimé leur accord avec le recomptage manuel, qui a débuté au Kurdistan le 23, en présence d'observateurs et de membres des partis.

Quant aux élections législatives du Kurdistan, initialement fixées au 1^{er} novembre 2017 puis retardées par la crise post-référendum, elles se tiendront le 30 septembre. La Commission électorale du Kurdistan avait recommandé le 6 novembre que les trois élections – présidentielle, provinciale et parlementaire – se tiennent simultanément, mais cette suggestion a été rejetée et seules les législatives auront lieu à l'automne. Le Parlement régional compte 111 sièges, dont 11 réservés par quota aux minorités chrétiennes, turkmènes et arméniennes. Dès le 1^{er} juin, le chef spirituel des Yézidis, Mir Tahsin Said Beg, a interpellé le GRK pour obtenir un siège de quota dans la province de Dohouk. Au Parlement sortant le PDK est le premier parti avec 38 sièges, suivi par *Goran* avec 24, puis l'UPK avec 18 sièges. Le 19, le GRK a annoncé avoir renoncé à réviser les listes électorales et avoir quasiment terminé l'élaboration de nouvelles listes à partir des formulaires de rations alimentaires du 31 décembre 2017. Ceci devrait permettre l'élimination de 100.000 doublons ou décédés (*Rûdaw*).

Après deux délais supplémentaires pour s'enregistrer auprès de la Commission électorale, 38 partis et 3 coalitions électorales ont finalement déposé un dossier. Les coalitions sont *Serdem* («Modernité»), regroupant Parti démocratique socialiste du Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan (*Kurdistan Workers' and Toilers' Party*) et Union démocratique du Kurdistan, l'«Union nationale», regroupant des partis assyriens et chaldéens, et le «Front de la réforme» islamique, composé de l'Union (*Yekgirtû*) et du Mouvement (*Bizutinewe*). *Goran*, le Groupe islamique (*Komal*) et la CDJ iront finalement aux élections isolément. Enfin, la Commission a

indiqué avoir rejeté les dossiers de 3 partis «ne correspondant pas aux critères», l'Alliance égalité turkmène, le Parti démocratique yézidi-turkmène et le parti de l'alliance assyrienne.

L'échéance électorale a réactivé le débat sur la présidence de la Région. *Goran* demande toujours la suppression du poste ou sa nomination par le Parlement et non au suffrage universel – le présent mode de désignation, soutenu par le PDK.

L'autre grand conflit entre Bagdad et Erbil demeure la gouvernance des territoires disputés. Le 3 juin, la justice irakienne a émis un mandat d'arrêt contre Rêbwar Talabanî, le président kurde du Conseil provincial de Kirkouk, pour avoir soutenu le référendum du 25 septembre et fait hisser le drapeau kurde sur les bâtiments officiels de la province (*AFP*). Bagdad et Erbil ont échangé des dizaines de mandats de ce genre après le référendum. Le 5, Talabani, réfugié à Erbil depuis octobre, a indiqué qu'on lui reprochait aussi d'avoir quitté son poste; il a fait appel, déposé sa propre plainte pour les menaces sur sa vie, et obtenu la suspension du mandat. La Cour fédérale a ajourné l'affaire à février 2019 (*Rûdaw*). Le 6, *Rûdaw* a annoncé qu'un tribunal de Kirkouk avait émis fin mai un mandat d'arrêt contre l'ancien gouverneur de Kirkouk, Nejmeddine Karim, accusé d'avoir utilisé un projet pour détourner des fonds. Comme Talabani, Karim a été aussi inquiété pour son soutien au référendum d'indépendance et le lever de drapeaux kurdes à Kirkouk. Le 7, le leader du PDK, Massoud Barzani, a rencontré Karim et qualifié le mandat contre lui de «décision illégale».

Au même moment, *Rûdaw* a dénoncé des opérations de chan-

gements démographiques organisées par le gouverneur intérimaire de la province, Rakan al-Jabouri: il aurait transféré vers Kirkouk les résidences de personnes déplacées au moyen de cartes de rations alimentaires. Selon *Rûdaw*, depuis octobre 2017, 391 familles turkmènes et arabes d'autres provinces ont vu leurs cartes de rationnement transférées à Kirkouk – dont 371 en mai, sans fournir de preuve de résidence. Jabouri a nié toute volonté de changement démographique, parlant de considérations humanitaires. Mais le 17, il a envoyé au ministère irakien de la Jeunesse et des Sports une lettre demandant le remplacement par un Arabe du responsable kurde du Département des sports de la ville. Celui-ci a témoigné qu'il s'agissait du 3^e courrier de Jabouri en ce sens. Depuis son accession Jabouri a limogé 11 responsables kurdes de la sécurité et l'administration...

A Kirkouk, les questions de fraude et de recomptage des votes ont accru des tensions déjà élevées. Quand les 9 juges chargés de superviser le recomptage manuel ont annoncé le 24 que celui-ci ne concernerait que les bureaux où des plaintes officielles avaient été déposées, ils ont déclenché un tollé, notamment du parti *Turkmeneli*, mais aussi des partis kurdes d'opposition, qui ont décidé de faire appel de cette décision. L'UPK, de son côté, s'est opposée à un recomptage global, déclarant que, les bulletins n'ayant pas été stockés dans des conditions de sécurité appropriées, les urnes avaient été ouvertes entretemps (*Kurdistan 24*).

Au Sindjar, des tensions ont éclaté le 6 entre milices chiïtes *Hashd al-Shaabi* et milices yézidies *Ezidixan* de Haider Shesho, leader du Parti démocratique yézidi,

qui refusent de se laisser désarmer, arguant que depuis mars 2018 elles sont officiellement enregistrées auprès du ministère des pechmergas du GRK.

Enfin, tout au long du mois, on a assisté dans les territoires repris aux pechmergas en octobre dernier à une véritable réémergence de Daech, que les forces de sécurité irakiennes semblent incapables d'enrayer. Le 8 au soir, Kirkouk a été frappé par au moins 3 explosions qui ont fait 2 morts et plus de 10 blessés. D'autres attaques ont frappé la province de Diyala, près de Khanaqin, au point d'inciter des familles kurdes à partir. Le 10, une bombe a explosé à Halabja, sans faire de victime. Le 11, des djihadistes ont enlevé 5 personnes au sud de Kirkouk dont un notable kakaï. Le 13 juin, les dirigeants de cette communauté, dont les membres évacuent de plus en plus de villages au fur et à mesure des attaques, ont accusé armée et milices irakiennes de «négligence» et d'être «incapables d'assurer leur sécurité», et ont

demandé l'incorporation au Kurdistan de Kirkouk et d'autres zones contestées (*Rûdaw*). D'autres kakaïs qui avaient choisi de rejoindre les *Hashd al-Shaabi* pour combattre Daech, n'ayant pas été payés par Bagdad depuis 8 mois, ont décidé le 19 de se retirer de la région (*Kurdistan 24*). Par ailleurs, les unités irakiennes à Kirkouk sont accusées de comportements hostiles à l'égard de la population. Une membre du Conseil provincial, Almas Fazil (UPK), a révélé le 20 avoir déposé plainte contre elles à propos du meurtre de deux civils. A Khanaqin, le bazar s'est mis en grève le 21 contre la détérioration de la situation sécuritaire et les habitants ont demandé le retour des pechmergas.

Le 24, les djihadistes ont décapité à Hamrin (Diyala) une mère et sa fille travaillant pour la Commission électorale irakienne. Le 25, les forces de sécurité irakiennes ont déclaré que 6 de leurs membres avaient été kidnappés par des militants de Daech sur

l'autoroute Kirkouk-Bagdad (VOA). Daech a exigé dans une vidéo en échange de leur vie la libération sous trois jours de prisonnières sunnites. Le même soir, Daech a pris le contrôle d'un village kakaï près de Daquq, tuant une personne et en blessant deux autres. Les monts Hamrin sont devenus un lieu de concentration de djihadistes, qui utilisent de faux points de contrôle pour opérer des enlèvements (*Rûdaw*). Le 28, une délégation multiconfessionnelle comprenant kakaï, chrétiens et musulmans a visité le bureau des Nations-Unies à Sulaimaniyeh pour demander le redéploiement des pechmergas dans leur région. Mais le leader du Front turkmène irakien, Arshad al-Salihi, s'y est déclaré hostile, car il causerait des problèmes «irréversibles» (*Dailysabah.com*)...

Le 30, pechmergas et avions de la coalition internationale ont mené une opération conjointe contre Daech près de Makhmour, à 60 km au sud-ouest d'Erbil (*Rûdaw*).

ROJAVA : LES FDS CONTINUENT DE TRAQUER DAECH, CONTACTS ET POSSIBLES NÉGOCIATIONS AVEC DAMAS

A lors que les Forces démocratiques syriennes (FDS) poursuivent leur avance contre Daech dans l'Est de la Syrie, les supplétifs de la Turquie continuent leurs exactions à Afrîn, et la Turquie, en pleine fièvre pré-électorale, menace l'ensemble du Rojava, Ankara demandant notamment aux États-Unis l'évacuation de la ville de Manbij par les combattants des YPG kurdes... Des contacts ont aussi commencé entre FDS et Damas.

Le 1^{er} juin, les YPG ont revendiqué la mort d'un grand nombre de combattants de l'opération *Rameau d'olivier* à Afrîn lors d'at-

taques lancées fin mai sur 2 bases turques, l'une à 7 km à l'est, l'autre à 8 km au nord de la ville, au cours desquelles 3 de leurs propres combattants ont été tués (*Rûdaw*). Dans les zones tenues par les combattants pro-turcs, les tensions se sont poursuivies. Le 4, le responsable du Conseil civil indépendant de Jandaris, le Dr. Ahmed Sileman, créé par les résidents après l'invasion turque pour gérer la ville, a été enlevé par des hommes armés et emmené dans un lieu inconnu. La Turquie avait créé son propre conseil... Le 15, les YPG ont revendiqué la mort de 15 combattants ennemis près de Sherawa et du centre-ville d'Afrîn (AMN

News). Le 27 enfin, l'OSDH a rapporté la mort d'au moins 9 personnes, 5 civils et 4 miliciens pro-turcs dans un double attentat, non immédiatement revendiqué. Une moto piégée a explosé près d'une position turque en centre-ville, puis une voiture piégée a visé une patrouille de miliciens. Le bilan est ensuite monté à 15 victimes, tuées ou blessées. Ces 2 explosions se sont produites quelques heures après des affrontements à l'arme légère entre 2 groupes djihadistes. Déjà, le 13, une dispute pour un narguilé avait dégénéré en un combat armé ayant fait plusieurs morts... La sécurité s'est tellement dégradée que certaines familles de la Ghouta orientale

réfugiées à Afrîn ont choisi de repartir (*Rûdaw*). La veille, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), la milice *Ahrar al-Sham* avait forcé sept familles arabes à quitter les maisons kurdes où elles avaient été réinstallées: ayant signé des contrats de location avec les propriétaires, elles ont été accusées d'«avoir traité avec les forces kurdes», expulsées et menacées de prison si elles revenaient.

Dans la ville, des protestations ont éclaté après que les djihadistes aient placardé des affiches instruisant d'obéir à la charia montrant la silhouette d'une femme en niqab... Les affiches ont été ensuite enlevées par la police militaire turque mais ont provoqué des protestations publiques de femmes kurdes accusant les djihadistes de chercher à les exclure de la vie publique. Certaines témoignent être insultées en pleine rue dès qu'elles s'habillent à l'occidentale. A Bulbul, où habitent encore 100 familles kurdes contre 600 avant l'invasion, un résident a témoigné de pressions pour se rendre à la mosquée et faire porter le hijab aux femmes (*The Independent*). De nombreux Kurdes pensent que cette pression fondamentaliste vise à les faire partir pour imposer le nettoyage ethnique.

Les menaces turques continuent aussi sur le reste du Rojava. Selon l'agence kurde ANHA, citant des sources locales, à l'est de Kobanê, les militaires turcs ont ouvert le feu le 6 pendant 20 minutes sur le village d'Ali Shar, provoquant la panique des habitants. Le village avait déjà été bombardé auparavant.

Mais la pression maximale s'exerce sur Manbij, à 30 km de la frontière turque, où sont stationnées des troupes américaines et françaises. Le 31 mai, l'administration Trump avec réfuté tout accord de

retrait des YPG, mais le 6, deux jours après une rencontre entre le secrétaire d'État américain Mike Pompeo et son homologue turc Mevlüt Çavuşoğlu, celle-ci a pourtant été annoncée... Cependant, il semble bien qu'il s'agisse d'un retrait en trompe-l'œil, les Kurdes ayant dès après la rencontre déclaré avoir retiré leurs «conseillers militaires», chargés de former des combattants antijihadistes locaux, et laissé le contrôle de la ville au Conseil militaire de Manbij, une entité certes majoritairement arabe, mais créée et encadrée par les Kurdes... Washington et Ankara avaient défini fin mai les contours d'une «feuille de route» concernant la ville, mais les interprétations des deux capitales divergent: pour Washington, pas de calendrier de mise en œuvre, pour Ankara, inspections militaires conjointes américano-turques en ville dans les 45 jours et, sous 60 jours, formation d'une administration locale remplaçant l'ancien Conseil civil... Le Conseil militaire de la ville a déclaré avoir reçu des garanties sur son maintien par la coalition, et indiqué que les militaires étrangers étaient toujours présents (*AFP*).

Le 7, l'armée américaine a commencé à patrouiller dans les rues de Manbij, alors que le Conseil militaire annonçait rejeter la «feuille de route» qui prévoit une administration militaire turque, ajoutant être capable de «préserver la sécurité et les frontières de la ville contre toute menace extérieure» (*Reuters*). Le secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, a réitéré l'importance pour les États-Unis des FDS dans la lutte contre Daech, tandis que le colonel Thomas Veale, porte-parole de la coalition, faisait leur éloge pour avoir «créé les zones les plus stables de la Syrie»...

Le 18, quelques véhicules blindés turcs ont commencé à patrouiller

près de la ville (Mevlüt Çavuşoğlu a fait une déclaration à visée pré-électorale évidente...), mais ne sont pas entrés dans les zones contrôlées par les FDS, demeurant sur la rive nord de la rivière Sajour, qui sépare ces zones de la ville de Jerablous, contrôlée par des miliciens pro-turcs. Le porte-parole du Conseil militaire de Manbij, Şerfan Derwiş, a déclaré: «Les forces américaines patrouillent de notre côté. Les forces turques ne sont pas entrées dans nos zones à Manbij et n'ont pas traversé les lignes de front»... Damas a condamné le lendemain ces «incursions des forces turques et américaines» dans le secteur. Les déclarations de Çavuşoğlu: «Nos forces ont commencé à entrer et à patrouiller dans la zone située entre l'opération *Euphrate Shield* et Manbij» ont été contredites rapidement par le colonel Sean Ryan, porte-parole de la coalition: «Je peux vous dire que les soldats turcs n'iront pas à Manbij; [...] Le Conseil militaire de Manbij contrôle toute la région».

Ces déclarations contradictoires interviennent deux jours après que Daech ait commis son premier attentat dans Raqqa depuis sa perte de la ville en octobre 2017. Revendiquant la mort de plusieurs combattants kurdes, l'organisation djihadiste a menacé de nouvelles attaques. Selon d'autres sources, il y a eu au moins 1 mort quand un engin piégé a explosé au passage d'un véhicule militaire près d'une base de soldats américains et français. Devant cette résurgence de Daech, la coalition semble plus que jamais avoir besoin de l'alliance sur le terrain des FDS.

Le 5, l'OSDH a annoncé que 55 combattants pro régime avaient été tués en 2 jours dans des attaques de Daech dans la vallée de l'Euphrate, puis le 16, que les FDS avaient pris aux djihadistes

dans la province de Hasakeh le village de Tall al-Shayr, puis le lendemain son voisin al-Dashisha, dernier bastion djihadiste dans l'est du pays et point de contrôle stratégique pour passer en Irak. Les Kurdes ne se trouvaient plus qu'à 3 km de la frontière irakienne. Plus de 30 djihadistes ont été tués dans les combats. Dans la province voisine de Deir Ez-Zor, Daech contrôle encore trois grands villages, Hajine, Soussa et Al-Shaafa. Le 17, des frappes aériennes nocturnes sur la ville d'al-Hari (Deir Ez-Zor) ont tué au moins 52 combattants pro-régime, principalement irakiens et iraniens. Damas a accusé la coalition, qui a démenti. Les frappes pourraient être dues à Israël.

Le 22, Daech a lancé une attaque sur Raqqa, déterminant les FDS, qui ont déjoué 2 tentatives d'infiltrations, à y déclarer le 24 l'état

d'urgence et un couvre-feu complet d'une semaine accompagné de nombreux points de contrôle.

Le 26, les FDS ont annoncé avoir totalement libéré de Daech la province d'Hasakeh. Un des objectifs suivants pourrait être, dans la province de Deir Ez-Zor, la ville de Hajin, sur la rive orientale de l'Euphrate.

Parallèlement, des contacts ont commencé entre la Fédération du Nord syrien et le régime de Damas, alternant toujours avec des menaces d'attaque d'Asad (la dernière, datée du 31 mai avait provoqué un avertissement du Pentagone). Le 2, une délégation de l'opposition syrienne «officielle» a visité Qamishli, alors que Damas demandait aux Américains de se retirer de la base militaire d'al-Tanf... Damas aurait en parallèle passé avec les Kurdes un

accord de partage concernant le pétrole du champ pétrolifère Al-Omar (Deir Ez-Zor): pétrole brut contre essence (Damas n'a pas commenté). Le 7, le journal syrien *Al-Watan* a confirmé une rencontre entre le Front démocratique syrien et l'administration kurde, qui a abouti à la possibilité de négociations. La porte-parole du Front, Mays al-Kareidi, a déclaré que les Kurdes avaient assuré ne pas avoir d'intentions séparatistes ni hostiles, mais avaient des «exigences concernant la démocratisation de la société et la gestion administrative». Le 10, le Conseil démocratique syrien (CDS), expression politique des FDS, a annoncé être prêt à des pourparlers avec Damas sans conditions préalables. Le 14, le président syrien a déclaré sur *Russia Today* être prêt à des négociations, tout en se réservant la possibilité d'une action militaire en cas d'échec...

IRAN :

LE RÉGIME POURSUIT SES ASSASSINATS DE PORTEURS KURDES

Rien ne montre davantage la misère dans laquelle le régime iranien maintient le Kurdistan d'Irak que les suicides réguliers de ses habitants. Dans la seule province iranienne du Kurdistan, plus de 6.000 personnes sont sous surveillance par crainte de suicide, et le 31 mai, selon l'Organisation de défense des droits de l'homme *Hengaw*, deux sœurs de Mariwan, Amina et Farida Saidi, 30 et 35 ans, qui survivaient à peine en vendant des légumes de montagne, ont toutes deux mis fin à leurs jours. Le 30 mai, un soldat kurde de Piranshar s'est tiré une balle dans la tête. L'an dernier, il y a eu 60 tentatives de suicide (39 hommes et 21 femmes), dont 4 mortelles (*Rûdaw*).

Les provinces kurdes sont parmi les provinces les plus pauvres et avec le taux de chômage le plus élevé du pays. Celui de la pro-

vince du Kurdistan est de 16,3%, le troisième plus élevé d'Irak. Selon l'agence kurde *Kurdpa*, les provinces kurdes du Kurdistan, d'Ilam, de Kermanshah et du Lorestan sont celles qui ont eu l'an dernier le plus grand nombre de suicides de tout l'Irak. Confrontés à des difficultés économiques insupportables, de nombreux Kurdes n'ont d'autre choix pour survivre que de transporter des marchandises au travers de la frontière avec la région voisine du Kurdistan d'Irak et les revendre en profitant des différences de prix entre les deux États. Ce commerce transfrontalier, pourtant vital pour les populations, est bien sûr considéré comme de la contrebande par les forces de sécurité du régime. D'où des informations régulières sur la mort de ces porteurs, appelés en kurde *kolbers*, sous les balles des gardes-frontières ou des

Gardiens de la révolution iraniens (*pasdaran*). Le 6 juin, l'organisation *Hengaw* a rapporté que 4 *kolbers* avaient été tués et 7 autres blessés durant les deux semaines précédentes. De plus, la plupart des points de passage avec le Kurdistan d'Irak sont demeurés fermés durant des mois, ce qui a mis au chômage des dizaines de milliers de Kurdes d'Irak, augmentant dramatiquement leurs difficultés économiques et entraînant des semaines de manifestations et de grèves.

Le 6 juin, le responsable des affaires économiques de la province du Kurdistan, Hussein Firozy, a déclaré à l'agence d'État IRNA que des postes de douane allaient rapidement ouvrir aux points de passage semi-officiels pour les *kolbers* des régions de Baneh, Mariwan et Sarvabad, et a demandé aux officiels de ces régions de recevoir

ceux-ci pour qu'ils puissent enregistrer leurs cartes. Téhéran a en effet tenté de réglementer la profession en émettant des cartes, dont selon les données officielles, 68.000 personnes sont à présent munies. Mais des annonces semblables dans le passé n'avaient pas été suivies d'effet, les tueries de porteurs s'étant poursuivies... Le 7, les forces de sécurité iraniennes ont de nouveau ouvert le feu sur des *kolbers* non armés dans 2 incidents distincts, faisant 3 morts et 3 blessés, et dans l'attaque à l'artillerie et aux mitrailleuses d'un groupe d'une quinzaine en route vers l'Irak, en ont encore blessé 2 autres.

Le 12, le régime iranien a rouvert partiellement un point de passage dans la province du Kurdistan, annonçant qu'il imposerait des taxes sur les marchandises le traversant. Les tirs sur les *kolbers* n'ont pas pour autant cessé. Deux ont été blessés par balles dans la région de Chaldiran, l'un d'eux devant être transférée à l'hôpital à Ouroumieh; puis la semaine suivante, les forces du régime ont pris en embuscade un nouveau groupe près de Sardasht, en blessant plusieurs et confisquant leurs marchandises. Toujours près de Sardasht, un autre *kolber* est décédé d'une crise cardiaque alors qu'il transportait un chargement...

Parallèlement, plusieurs affrontements ont opposé les forces de sécurité aux *pechmegas* du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), qui a repris la lutte armée en mars 2016. Le 5 au soir, deux militaires iraniens ont été tués près de la frontière à Sardasht. Mais en l'occurrence, si l'agence IRNA a accusé des «groupes contre-révolutionnaires» kurdes, aucun parti n'a revendiqué l'opération, et le représentant du PDKI à Erbil a attribué l'événement à des combats entre Gardiens de la révolution (*pasdaran*) et d'autres forces intérieures iraniennes. Le 8, des combats entre *pasdaran* et *pechmegas* du PDKI dans la région de Shno (Oshnavieh) ont abouti selon le PDKI à la mort de 9 Gardiens (*pasdaran*) et 18 blessés. Le Conseil des Gardiens de la Révolution (CGR) a annoncé de son côté la mort de 9 «terroristes», alors que le PDKI a déclaré n'avoir subi aucune perte. Enfin, le 26, le PDKI a annoncé la mort d'un haut gradé *pechmerga* lors d'affrontements avec les *pasdaran* le 23 «dans les montagnes de Ziwa et Kona Lajan à Piranshar». Le régime a de son côté confirmé la mort d'un officier et d'un soldat.

Concernant la répression des prisonniers politiques, les détenus de plusieurs prisons ont protesté le 19 contre la condamnation à mort d'un jeune homme kurde,

Ramin Panahi, après que le régime iranien l'ait accusé de faire partie d'un parti kurde interdit. L'affaire de Panahi a attiré l'attention d'*Amnesty International* en raison de son procès injuste. Le régime a par ailleurs exécuté un autre prisonnier politique kurde, Mohamed Salas, crime dénoncé par *Amnesty International* dans un communiqué.

Dans un tout autre domaine, les ambassadeurs de Suède et de Norvège en Iran ont visité le 11 juin la province kurde de Kermanshah et rencontré son gouverneur. Le but de leur visite était d'observer les dégâts causés par le séisme de magnitude 7,3, le plus meurtrier de 2017, qui a dévasté la région en novembre, faisant plus de 620 morts et 12.000 blessés, mais aussi de faire le suivi de leur aide humanitaire. En effet, le gouvernement iranien avait refusé l'aide de la Turquie, du Japon, du Qatar et de la Géorgie, offerte quelques jours après l'événement, mais la Suède avait versé 200.000 € d'aide aux personnes touchées, et souhaite continuer à apporter une aide sous forme d'équipement médical. La population kurde touchée par la catastrophe s'était sentie totalement abandonnée par le gouvernement iranien.

Le Pentagone déconseille à Assad de s'attaquer à ses alliés

Écrit par i24NEWS 01/06/2018
www.i24news.tv/fr

Le Pentagone a déconseillé jeudi au président syrien Bachar al-Assad d'utiliser la force face aux combattants arabo-kurdes soutenues par les Etats-Unis, les Forces démocratiques syriennes (FDS), pour récupérer les zones sous leur contrôle dans le nord-est du pays.

"Toute partie impliquée en Syrie doit comprendre que s'attaquer aux forces armées des Etats-Unis ou à nos partenaires de la coalition serait une très mauvaise politique", a déclaré un responsable de l'état-major américain, le général Kenneth McKenzie, au cours d'un point de presse.

Dans une interview à la chaîne de télévision Russia Today, diffusée jeudi, M. Assad a estimé que "le seul problème qui reste aujourd'hui en Syrie, c'est les Forces démocratiques syriennes".

"Nous avons deux options pour régler ce problème: nous avons d'abord ouvert la voie à des négociations car la majorité des membres (des FDS) sont des Syriens. Si cela ne marche pas, nous allons libérer nos territoires par la force. Nous n'avons pas d'autre choix", a-t-il souligné.

Soutenues par la coalition antidjihadiste menée par les Etats-Unis, les FDS, une alliance com-



posée de combattants kurdes et arabes, ont joué un rôle crucial dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) qu'elles ont chassé de plusieurs régions de Syrie dont son fief de Raqa, et qu'elles continuent de combattre dans une partie de la province orientale de Deir Ezzor.

Elles contrôlent de larges territoires dans le nord et nord-est syrien, riche en pétrole.

Les Etats-Unis considèrent les FDS comme leurs partenaires au sein de la coalition dont l'objectif est de détruire le "califat" du groupe Etat islamique et éliminer les derniers combattants qui lui résistent encore.

Washington a abattu l'an dernier un avion de l'armée syrienne qui visait des combattants des FDS à Tabqa, dans la région de Deir Ezzor.

Mais l'armée américaine est déployée en Syrie au



Des combattants des Forces démocratiques syriennes à Raqa, ancienne "capitale" du groupe Etat islamique en Syrie, le 21 octobre 2017 BULENT KILIC (AFP/Archives)

titre de la lutte contre l'EI, a rappelé une porte-parole du Pentagone, Dana White. "Notre désir n'est pas de nous impliquer dans la guerre civile syrienne", a-t-elle affirmé au cours du même point de presse.

Si le président syrien devait lancer son armée sur les FDS dans une région où les forces arabo-kurdes ne sont pas engagées dans la lutte contre l'EI, Washington serait obligé de réévaluer sa mission. ♦

REUTERS

Iraq and Iran swap Kirkuk oil in strategic boost for Tehran

June 3, 2018 LONDON (Reuters) - Bozorgmehr Sharafedin

IRAQ AND IRAN have begun exchanging crude oil, the Iranian oil ministry's news agency SHANA said on Sunday, in a deal that will position Tehran to expand its interests in its most important Arab ally in the face of growing pressure from Washington.

Crude from the Kirkuk field in northern Iraq is being shipped by truck to Iran. Tehran will use the oil in its refineries and will deliver the same amount of oil to Iraq's southern ports, on the Gulf.

After helping Iraq stifle a Kurdish push for independence last year, OPEC producer Iran positioned itself to take control of oil exports from the region's giant Kirkuk field.

Baghdad agreed for the first time to divert crude from Kirkuk province, which it retook from the Kurds, to Iran, where it will supply a refinery in the city of Kermanshah.

The pact is likely to create unease in Saudi Arabia, which along with its ally the United States accuses Iran of trying to dominate the Middle East. Tehran denies the allegations.

REGIONAL RIVALRY

Iran is locked in a proxy war with Saudi Arabia that has fueled instability in the region. As well as Iraq, it has been extending its influence in Syria, Yemen and Lebanon

Faced with the U.S. withdrawal from the Iran nuclear deal, Tehran is expected by analysts to focus on preserving its interests in neighboring Iraq, where it is competing for influence with Washington.

Iran also faces a challenge from Iraqi Shi'ite cleric Moqtada al-Sadr. The



FILE PHOTO:
Flames emerge from flare stacks at the oil fields in Kirkuk, Iraq October 18, 2017. REUTERS/Alaa Al-Marjani

nationalist's bloc secured a stunning victory in last month's election by tapping growing public discontent with Iran's sway in Iraq, and appealing to the poor.

Between 30,000 and 60,000 barrels per day (bpd) of Kirkuk crude will be delivered by the tanker trucks to Darreh Shahr in southwestern Iran, SHANA said.

Iraq and Iran plan to build a pipeline to carry the oil from Kirkuk to avoid having to use trucks.

The swap deal allows Iraq to resume sales of Kirkuk crude, which have been halted since Iraqi forces took back control of the fields from the Kurds in October 2017.

Even though talks between Baghdad and Tehran have been conducted between oil ministry officials and Chamber of Commerce, Iran's elite Revolutionary Guards are well positioned.

Those dealings are overseen by the desk responsible for Iran's investments in Iraq at the president's office and are run by the powerful force. ●

'The End of the World Will Start Here in Manbij'

By Jenan Moussa and Harald Doornbos
JUNE 1, 2018
www.nytimes.com

About six miles north of the Syrian city of Manbij is a town near the Turkish border called Dadat, which has been ruled by multiple occupiers since 2012. Atop one hill, the armed fighters of the predominantly Kurdish Syrian Democratic Forces, or S.D.F., crouch within bunkers and behind earthen walls. Through binoculars they stare at their enemies: the Turkish Army and Turkish-backed Syrian militias, who have built their own bases and bunkers about a mile away.

Often American special-operations soldiers visit the Kurds for updates and a cup of tea. The Americans live among them near the front line and work with the S.D.F. to keep the Islamic State from returning. During a recent trip to the area in late March, an S.D.F. commander named Shiar drove us in his pickup truck a short distance from the front line to a small house clearly marked by an American flag flying from the roof. Armored vehicles were parked outside.

"You see, this is their base," Shiar said. "We wanted to give the house for free to the Americans. But the Americans insisted they pay rent for it."

On the porch, American soldiers carrying lumber appeared to be fortifying their position. They declined to comment.

Northern Syria has been troubled by violence for more than seven years. Armed groups have risen and fallen, the Syrian military has contracted and expanded and regional players with a stake — Turkey, Iran, Russia and the United States, along with multiple Persian Gulf countries — have all supported their favored causes or combatants or inserted their own fighters into the conflict. The result has been a confounding array of forces on the ground, including traditional allies now on opposing sides, or aligned in one locale and opposed in another.

Although Syria officially is still a unified country, in reality it has been divided into three sectors by the outside countries intervening on the ground: Russia (in the west, north and center), Turkey (in the northwest) and America (in the north and east).

Much of the conflict in Syria arises in locations where two or more of these sectors border one another. This is why Manbij and the surrounding area is such a hot spot. Located on the western edge of the American sector, this city of 300,000 also borders the Turkish and Russian

sectors. "I have fought ISIS, Turkey, and now I am in Manbij, where all sides meet," Shiar said, "It is just a little city. Who would have thought that a place like this would attract so much international attention?" In the town Arima, just west of the city, the S.D.F., Americans, Turks, rebels, Syrian Army, Russians and Iranians are squeezed into one square kilometer. For the time being, this area is off limits to journalists.

"As schoolkids we were little rascals," said Ali, a Kurdish fighter whom we met in Ainissa, just east of Manbij. "Our teacher would often yell at us and say, 'If you kids continue being such troublemakers, the end of the world will start here in Manbij.' If I now look at the situation Manbij is in, I often think back on my teacher's words."

Officially the Americans and the Turks are NATO allies, but not in Dadat, where the mortars in the garden of the American compound were pointed in the direction of Turkey's army.

This front is not active; the forces rarely exchange fire. But the American soldiers work with Kurdish forces who have squared off elsewhere in Syria against not only a NATO ally but also Syrian rebels who were for years armed and financed by the United States. Those rebels are now working with Turkey.

The situation inside the city, and for civilians, is equally complex. Since the start of the conflict, Manbij's residents have been ruled at one time or another by almost all sides. Syrian government forces were here until mid-2012, when rebels of the Free Syrian Army replaced them, until early 2014. ISIS then took over and ruled until mid-2016, when the S.D.F. took back the city.

A majority of Manbij's inhabitants are Syrian



A United States military base in Dadat, a village north of Manbij, in April. Credit: Delil Souleiman/Agence France-Presse — Getty Images



United States-backed coalition forces driving in Manbij, a northern Syrian town, in April. Credit: Delil Souleiman/Agence France-Presse — Getty Images

Arabs. Being occupied by the Kurdish-led S.D.F. does not sit well with many of them. The S.D.F. is secular, left-leaning and vocal about women's rights. Its ranks include female fighters who don't wear veils and shake hands with men. Some of these women command male troops. The Arab population of Manbij is deeply conservative. Most women who leave the house do so with covered faces. Some Arab residents in Manbij would prefer the city to be taken over by the Turkish Army and Syrian rebels allied with them. Others see risks in allying with Turkey, and say they want the Syrian government to retake Manbij.

"If Turkey replaces the Kurds, there is no way of knowing if they ever will leave again," said one resident, who asked not to be named. "So it is better to get Assad back. Assad is an Arab. Kurds and Turks aren't."

Still other Arab groups in Manbij have been pragmatic and work with the current authorities — the S.D.F. — to keep the peace, because yet another destabilizing factor lurks in Manbij: ISIS. The extremist group ruled the city for more than two years. It has been driven from local power, though residents and local fighters said that it still maintains cells in the area. The Sufi imam at the destroyed mosque still hardly dares to speak to foreign journalists. He would not give his name. "We are scared," he said. "Unfortunately, ISIS is still around."

On March 29, two coalition soldiers were killed in Manbij and five more were wounded when unknown assailants attacked a vehicle near the Sufi graveyard. Although ISIS did not claim the attack, it is generally believed that ISIS or other extremist elements carried it out. The uncertainties about the attack fit a pattern. Few people know whom to trust, and no one knows what to expect. Few civilians in Manbij are willing to speak on the record.

"What can we do?" said a shop owner who runs a small business near one of the main streets. "If we say we like the Kurds, the Turks will be angry. If we say we like the Turks, the Kurds and the Syrians are angry. The only thing we can say is this: We hope for three things — stability, stability and stability."

In Manbij, the S.D.F. can't afford to close an eye for a minute because of the constant fear of a sudden, devastating Turkish strike. To the Kurdish commander Muhammad Abu

Adel, head of the Manbij Military Council, that fear is rooted not only in the death and destruction such an invasion would sow but also in the uncertainty about whether American backing for his Kurdish forces will end.

Adel said he had received assurances that American troops will stay. Standing near his headquarters in the outskirts of Manbij, he scrolled through his smartphone and found WhatsApp messages he had recently received from commanders of an American unit in the city. "Listen," he said.

In one message, an interpreter working with the Pentagon's forces relayed an American officer's assurances: "The captain passes his regards to you and says we are supporting you," he said, in Arabic.

Another WhatsApp message also expressed American support for the Kurdish fighters, at least for now. "Are there any injuries on the front lines?" the voice asked. "Make sure everybody is safe."

In another message, the American captain

asked through the translator: "Are your cars still O.K.? You need any spare parts for the cars? Just to let you know, we were on a patrol. We just returned to base."

"Don't let the news disturb you," he added, referring to reports at the time that American forces may withdraw. "It's all rumors." ●

Jenan Moussa is a roving reporter for the Arabic-language Al Aan TV. Harald Doornbos is a Dutch reporter based in the Middle East.

REUTERS

Syrian Kurdish YPG says will pull military advisers from Manbij

June 5, 2018 BEIRUT/ANKARA (Reuters) -



THE SYRIAN KURDISH YPG militia said on Tuesday its military advisers would leave Syria's Manbij, a day after Turkey and the United States reached an agreement for administering the area that includes a longstanding Turkish demand the YPG withdraw.

Under the roadmap endorsed by Ankara and Washington for Manbij, near Syria's northern border with Turkey, the two nations would jointly maintain security and stability there.

Turkey sees the YPG as a terrorist group and an extension of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which has waged a three-decade insurgency on Turkish soil. Washington views the YPG as a key ally in the fight against Islamic State.

In a statement, the YPG said its fighting forces had withdrawn from Manbij in November 2016 shortly after Islamic State was defeated there, but military advisers which had remained to work with the Manbij Military Council would now also withdraw.

The YPG added that its forces remained willing to help the people of Manbij "should it be needed".

In Washington, U.S. officials welcomed the announcement.

"Those advisers are largely there to ensure that if there was a military offensive, they would be there to defend the city," a U.S. official told reporters. "Without the threat of a military offensive, the situation is different."

"So obviously we encourage that announcement and we'll continue to work with all sides to implement the roadmap as it was agreed yesterday by the secretary and foreign minister."

The U.S. officials, speaking on customary condition of anonymity, did not give a timeline for the roadmap, saying details still need to be negotiated and implementation will be based on developments on the ground.



U.S. forces set up a new base in Manbij, Syria May 8, 2018. Picture Taken May 8, 2018. REUTERS/Rodi Said

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said on Tuesday YPG personnel withdrawing from Manbij would be disarmed and sent east of the Euphrates River.

TURKISH ANGER

Ankara has been angered by U.S. support for the YPG-dominated Syrian Defence Forces in northern Syria and pledged earlier this year to drive the Kurdish militants from Manbij, raising the possibility of confrontation with U.S. forces stationed alongside them.

The Pentagon has long feared that Manbij could become a flashpoint in Syria, with U.S.-backed forces who cleared the city of Islamic State fighters clashing with Turkish forces. That would put Washington in the unenviable position of either fighting a NATO ally or abandoning its proxy forces in Syria.

At a meeting in Washington on Monday, Cavusoglu and U.S. Secretary of State Mike Pompeo agreed a roadmap for cooperating over Manbij at a time of considerable strain in bilateral ties over wider Syria policy and over Washington's decision in December to move its embassy in Israel to Jerusalem.

Speaking in Turkey's southern province of Antalya on Tuesday, Cavusoglu said that joint preparatory work on the roadmap would begin in 10 days and implementation would be carried out within six months.

He said that in future the model should also be applied to Syria's Raqqa, Kobani and other areas controlled by the YPG.

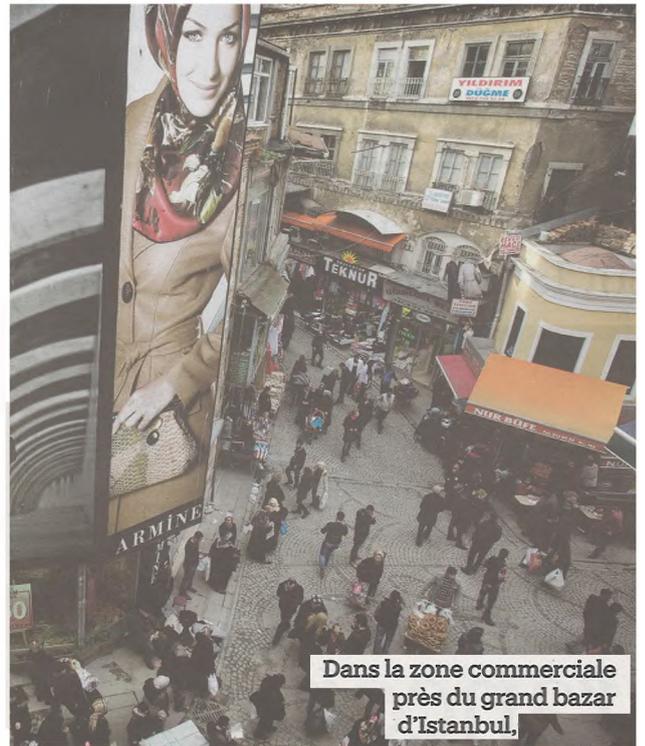
"The YPG is a terrorist organisation and cannot have any role in any city. We cannot hand over a region or city to a terrorist organisation," Cavusoglu said.

He said he recognised that Kurds who are not part of the YPG could remain in these areas and said he aims to return the "population structure" of Manbij to what it was "before the YPG's arrival". ●

La crise perdue, Ankara endure

ANALYSE

Le président Erdogan, qui a toujours bénéficié d'une croissance florissante, voit chuter la livre turque et l'inflation ronger le pouvoir d'achat. Devenue le principal sujet d'inquiétude de la population, la situation économique du pays pourrait peser sur les scrutins du 24 juin.



Dans la zone commerciale près du grand bazar d'Istanbul.

Par
QUENTIN RAVERDY
Correspondant à Istanbul

L'attractivité de la Turquie et la bonne forme de son économie, qui ont assuré l'assise au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan, pourraient-elles bientôt faire trébucher le «Reis» et mettre un terme à ses quinze années de règne sans partage sur la politique turque ? Si la réponse ne devrait pas se dessiner avant le 24 juin au soir, à l'heure des résultats du double scrutin présidentiel et législatif, une chose est certaine, le charismatique tribun d'Istanbul n'a jamais abordé d'élections avec autant de difficultés. Chahuté dans les sondages par une opposition enfin organisée, le président turc peine surtout à masquer les déboires de sa politique économique. Pas étonnant donc de retrouver le sujet au cœur des stratégies de campagne de la plupart des ses opposants.

Le thème est porteur puisque selon plusieurs sondages, la situation économique du pays est devenue le principal sujet d'inquiétude des Turcs, loin devant les questions de justice ou de sécurité. Alors pour tenter de gagner des voix, Erdogan et ses ministres n'ont pas hésité à taper dans les tiroirs-caisses de l'Etat et annoncé pléthore de cadeaux électoraux. Les quelque 12 millions de retraités du pays se verront ainsi offrir un double bonus de 1 000 livres turques (environ 185 euros). Egalement annoncée, toute une série d'aides fiscales et de programme d'incitations pour les entrepreneurs, au risque de creuser encore un peu plus le lourd déficit des finances publiques. Tandis que plus de 13 millions de bâtiments sans titre de propriété – une pratique courante en Turquie – devraient être «légalisés». Autre marque de fabrique électorale du candidat Erdogan : la promesse de poursuivre les projets pharaoniques, à l'instar du «Kanal Istanbul», cette nouvelle voie maritime artifi-

cielle longue de 45 km destinée à désengorger le détroit du Bosphore, l'un des axes les plus fréquentés au monde. Un projet censé flatter l'orgueil national et dont le coût est estimé à 16 milliards de dollars (13,6 milliards d'euros). Pas certain que cela suffise à rassurer les électeurs turcs. Le mal est déjà fait.

«TURBULENCES»

La liste des voyants économiques dans le rouge ne cesse de s'allonger. Si la Turquie a affiché en 2017 un fringant taux de croissance de plus de 7%, les prévisions pour cette année ne sont plus aussi optimistes. La faute notamment à un secteur du BTP – moteur de la croissance du pays lors de la dernière décennie – qui montre aujourd'hui de clairs signes de surchauffe. Autres inquiétudes : un taux de chômage officiel qui se maintient aux alentours des 11% (17% selon nombre d'experts) et qui atteint le double chez les jeunes, ainsi qu'une inflation tenace, qui campe solidement autour des 12%. «Même si l'on ne parle pas encore de crise, en Turquie, beaucoup de gens souffrent déjà de cette situation économique et ces turbulences affectent les milieux modestes», explique l'économiste indépendant Mustafa Sönmez. Et cet editorialiste d'*Al-Monitor* de rappeler : «Parmi ces gens-là,

**Un «avertissement»
pouvait se voir lors
de la courte victoire
d'Erdogan au
référendum d'avril 2017,
marqué par des revers
dans des grandes villes
acquises à l'AKP.**

une part importante a soutenu Erdogan et l'AKP parce qu'ils ont pu bénéficier de plein de choses, comme l'accès à la santé, au crédit, aux infrastructures [...]. Mais cela pourrait ne pas suffire pour garder certains de ces électeurs s'ils perdent leur emploi et si leur pouvoir d'achat continue de diminuer.» A en croire cet observateur avisé de la Turquie, un premier «avertissement» pouvait se voir lors de la très courte victoire d'Erdogan au référendum d'avril 2017, notamment marqué par des revers électoraux dans plusieurs grandes villes, jusque-là acquises à l'AKP.

INTERVENTIONNISME

Mais dans les trois semaines à venir, Recep Tayyip Erdogan aura également la lourde tâche de rassurer les partenaires économiques de la Turquie, déstabilisés ces derniers temps par les sorties peu orthodoxes en matière d'économie du président turc. Sur la scène nationale, le courroux du chef de l'exécutif se concentre régulièrement sur la Banque centrale turque et son «entêtement» à maintenir un taux d'intérêt directeur élevé (une nouvelle hausse est attendue jeudi) pour lutter contre l'inflation qui ronge le pouvoir d'achat. Le Président y voit un dangereux frein à l'emprunt des ménages et à la croissance. Cet interventionnisme du chef de l'Etat inquiète de plus en plus des investisseurs internationaux qu'Ankara doit pourtant ménager, rappellent les économistes. Le pays dépend lourdement des flux de capitaux étrangers pour financer les plus de 50 milliards de dollars de déficit de son compte courant. Une situation d'autant plus dangereuse qu'au cours des derniers mois, la livre turque a été malmenée face au dollar et à l'euro. Des aléas de la monnaie nationale qui ont de quoi donner des sueurs froides aux entreprises turques, qui accumulent une dette en devises étrangères de plus de 200 milliards de dollars, dont un tiers vient à échéance dans l'année. ◀

Syrie : les Kurdes contraints de lâcher Manbij

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MOYEN-ORIENT À 30 km de la frontière turque dans le nord de la Syrie, Manbij était le principal point de frictions entre les forces américaines et françaises déployées sur place, et les militaires turcs, qui menaçaient de conquérir cette ville, comme ils l'ont fait en février à Afrine.

Mardi, après des mois de tensions, les miliciens kurdes, alliés des Occidentaux contre Daech mais considérés comme terroristes par Ankara, ont finalement annoncé qu'ils allaient retirer leurs conseillers militaires de Manbij. La veille, Américains et Turcs avaient établi une « feuille de route », éloignant la perspective d'une confrontation armée à Manbij entre alliés au sein de l'Otan.

Dans le cadre de cet accord, négocié depuis février et « approuvé » par les ministres américain et turc des Affaires étrangères, Mike Pompeo et Mevlüt Çavuşoğlu, les combattants kurdes seront transférés à l'est du fleuve Euphrate, qui traverse la Syrie. Entre Américains et Turcs, la tension avait culminé en février quand Ankara avait, à plusieurs reprises, menacé d'étendre à Manbij son offensive militaire qu'elle venait de mener, avec succès, dans l'enclave kurde d'Afrine, à 100 km à l'ouest. Mais depuis début mars, en coulisses, experts militaires des deux camps négociaient, et il ne faisait guère de doutes, que faute de choix, les Kurdes devraient, une fois de plus, reculer, à Manbij.

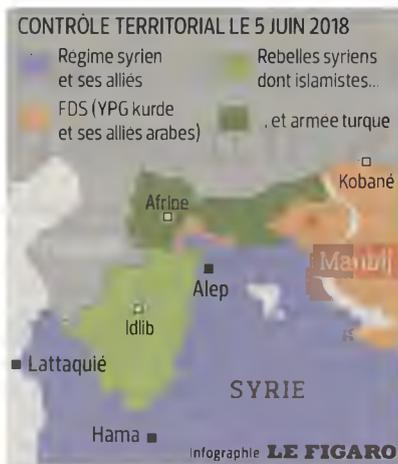
Dans cette région où sévissent de nombreux acteurs du conflit, cet accord, a toutefois prévenu un responsable américain, ne sera pas facile à mettre en œuvre. Il s'articule autour de trois étapes, selon l'agence officielle turque Anadolu. La première, d'une durée de 45 jours, doit permettre le retrait et le désarmement de tous les miliciens kurdes de Manbij. À la suite de quoi, des « inspections conjointes » américano-turques auront lieu. Et deux mois après, soit début août, sera créée une administration locale pour remplacer les conseils actuels au sein desquels les miliciens kurdes tirent les ficelles. Il s'agira de mieux respecter l'équilibre confessionnel dans une ville où les Arabes sont majoritaires. C'est probablement à ce stade que les choses risquent de se corser. Déjà, les Américains ne confirment pas le calendrier annoncé par Ankara, estimant que l'application de la feuille de route dépendra de l'évolution de la situation sur le terrain.

La France « attentive »

Depuis que les Kurdes ont réussi à chasser Daech de Manbij à l'été 2016, la sécurité était assurée par un Conseil mili-



Au cours d'une conférence de presse, mercredi, le porte-parole des miliciens kurdes a annoncé le retrait de ses troupes de leurs positions à Manbij. DELIL SOULEIMAN/AFP



taire, dominé par les miliciens kurdes qui avaient été en première ligne dans la guerre contre les djihadistes. Un nouveau Conseil militaire devrait voir le jour. Les Turcs ont obtenu le départ des miliciens kurdes, mais des Arabes, adeptes des idées d'Abdullah Öcalan, le héros des Kurdes, y demeurent. La Turquie acceptera-t-elle leur maintien dans la nouvelle gouvernance de la ville ? Ces derniers mois, plusieurs ténors du Conseil militaire de Manbij ont été la cible de tentatives d'assassinats, probablement télécommandées par Ankara.

Dans l'esprit des Turcs, l'accord sur Manbij sera étendu à d'autres villes plus à l'est, comme Kobané, où les Kurdes ont acquis une autonomie vis-à-vis du régime de Bachar el-Assad. « Les Turcs vont se concentrer sur les villes à majori-

té arabe, comme Tall al-Abyad et la cinquantaine de villages arabes alentour dominés par les Kurdes qu'ils feront partir comme à Manbij, anticipe un expert du conflit, c'est pour cela qu'Ankara a déjà enrôlé des jeunes de ces villes. » Par ailleurs avancée augure, là encore, de délicates négociations avec Washington. D'autant que ces régions convoitées, contrairement à Manbij, se trouvent à l'est de l'Euphrate, où 2 000 soldats américains sont stationnés, en vertu d'un accord conclu avec la Russie, principal acteur du conflit syrien.

« Aucun pays tiers, qu'il s'agisse de la France ou de la Grande-Bretagne, n'a son mot à dire dans l'accord que nous avons conclu avec les États-Unis », a affirmé le chef de la diplomatie turque. Un avertissement destiné à Emmanuel Macron, monté en première ligne pour défendre Manbij contre une « occupation » turque, avant d'envoyer des unités de forces spéciales en renfort.

La France sera « attentive au modèle de gouvernance mis en place » à Manbij, prévient le Quai d'Orsay. « Il devra être pluraliste, représentatif et accepté par les populations, arabes et kurdes ». En attendant, un responsable militaire américain a indiqué que, pour l'instant, « aucun changement dans le déploiement des forces américaines et françaises n'était au programme ». « Il ne s'agit pas de voir les Turcs ou les Américains prendre le contrôle de Manbij », a-t-il ajouté. Histoire de rassurer les Kurdes. Le conseil militaire de Manbij a averti qu'il s'opposerait à toute présence militaire turque dans la ville. ■

L'électorat kurde détient la clé du scrutin turc

— La campagne en vue des élections en Turquie le 24 juin se déroule sous haute tension dans les régions à majorité kurde.

— Les résultats dans le sud-est du pays s'annoncent déjà déterminants pour l'obtention par le parti présidentiel AKP d'une majorité au Parlement.



Diyarbakir
De notre envoyé spécial

La boutique de maroquinerie de Gökhan est joliment aménagée et idéalement située sur l'artère principale qui traverse la vieille ville de Diyarbakir. Mais le jeune commerçant fait grise mine. Depuis les violents combats ayant opposé les forces armées turques et la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fin 2015 et début 2016, les visiteurs ne sont pas nombreux, et l'avenue Gazi, sur laquelle se trouve son commerce, est jonchée de terre et de boue. « La tutelle a promis de refaire la rue, mais les travaux n'avancent pas », soupire-t-il.

La « tutelle », c'est l'administrateur nommé en 2016 par Ankara pour diriger cette ville majoritairement kurde d'un million d'habitants, lorsque les deux co-maires appartenant au Parti de la démocratie des peuples (HDP, gauche pro-Kurdes) ont été limogés et emprisonnés – comme une centaine de maires de la même obédience politique – pour « appartenance à une organisation terroriste », le PKK. Depuis son arrivée, le budget a été voté sans débat, et les activités municipales ont été réduites à leur plus simple expression. La population, qui avait repris espoir après la conclusion d'un cessez-le-feu entre An-



Des partisans du Parti de la démocratie des peuples (HDP, gauche pro-kurde) lors d'un rassemblement électoral à Silvan, une ville de la province de Diyarbakir, le 5 juin. Umit Bektaş/Reuters

kara et le PKK en 2013, est à nouveau sous une chape de plomb.

Depuis le retour des hostilités et l'état d'urgence mis en place à la suite du coup d'État raté de 2016,

« L'espace politique a énormément rétréci ici, on peut même dire qu'il s'est effondré. »

l'électorat kurde, dont une majorité soutient le HDP et une minorité, plus conservatrice, l'AKP de Recep Tayyip Erdogan, ne sait plus à quel saint se vouer. « Les gens sont plus méfiants envers l'AKP depuis la tutelle », explique

Cuma Çiçek, docteur en sociologie politique.

« Le parti ne parvient plus à incarner le réformisme comme il le faisait. Il a perdu la confiance de la population sur sa capacité à régler la question kurde, analyse l'universitaire. Mais après les combats de rue, le HDP est devenu complètement passif. Il ne s'exprime plus, n'a plus d'actions sur le terrain. En réalité, l'espace politique a énormément rétréci ici, on peut même dire qu'il s'est effondré ». Décapité par l'arrestation de centaines de ses cadres, le HDP tente de survivre. Pour le scrutin présidentiel à venir, son ancien leader Selahattin Demirtas, candidat, fait campagne depuis sa cellule de prison, où il est en détention provisoire pour « terrorisme ». Pour les législatives, le parti doit dépasser le seuil réglementaire de

10 % des voix pour envoyer des députés au Parlement. L'enjeu est de taille : si le parti n'atteint pas cet objectif, l'AKP pourrait obtenir la totalité des sièges de la région. Ici pourrait donc se jouer la majorité parlementaire que Recep Tayyip Erdogan espère conserver pour la coalition pro-gouvernementale.

Les partis politiques en ont bien conscience. Même Muharrem Ince, candidat du CHP, le Parti kémaliste dont l'électorat est microscopique dans ces régions, a démarré sa campagne dans le sud-est du pays. Tandis que Meral Aksener, candidate issue de l'extrême droite nationaliste, promet de « régler la question kurde de façon pacifique »...

Au siège du HDP de Diyarbakir, le député Ziya Pir se montre inquiet : « La préfecture et les forces de l'ordre, ignorant la loi, ont commencé à interdire un certain nombre de choses : ils nous demandent des autorisations, procèdent à des opérations d'intimidation... Et la nouvelle loi électorale ouvre la porte à des irrégularités le jour du scrutin. »

Dans une région quadrillée par les forces spéciales de sécurité et dont les grandes villes sont désormais directement administrées par Ankara, les craintes de fraudes massives sont évoquées par tous les partis d'opposition. Ils ont en mémoire le référendum constitutionnel d'avril 2017, remporté de justesse par Recep Tayyip Erdogan, alors que le Haut-Conseil électoral avait validé, le jour même du scrutin, des bulletins de vote à la légalité douteuse.

Alexandre Billette

repères

Des élections très disputées

Au pouvoir depuis 2003, Recep Tayyip Erdogan et son parti islamo-conservateur, l'AKP, affrontent une concurrence inédite pour les élections – présidentielle et législatives – du 24 juin, d'autant que les partis de l'opposition ont noué une alliance en vue des législatives.

Jouissant d'une popularité importante, Muharrem Ince, candidat du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) a le vent en poupe, tandis que Meral Aksener, ancienne ministre de l'intérieur, incarne l'opposition nationaliste laïque.

Pour le Parti de la démocratie des peuples (HDP), Selahattin Demirtas fait campagne depuis la prison d'Edirne (nord-ouest) où il est écroué pour activités « terroristes ».

The Jailed Kurdish Politician Set to Determine Erdogan's Future

By Selcan Hacaoglu JUNE 5, 2018
<https://www.bloomberg.com>

Turkish President Recep Tayyip Erdogan's hopes of cementing his one-man rule come down to how well he's sowed divisions among Kurds.

With several polls suggesting he'll lose his parliamentary majority on June 24 and be forced into a runoff presidential ballot, Erdogan has a lot riding on the millions of them he's tried to turn against the pro-Kurdish HDP party leader, Selahattin Demirtas, who was jailed in 2016.

Problem is, for as many hearts as Erdogan has won among religious Kurds who like that he's put Islam at the core of national life after decades of secularism, there are enemies determined to bring him down.

"The Kurds opposing Erdogan want to settle scores with him at the ballot box," Murat Baykan, an HDP politician, said late last month at a party headquarters in the Mediterranean port city of Mersin, home to hundreds of thousands of Kurdish migrants.

He'd just returned from addressing a cheering crowd of supporters gathered at a playground, eager to hear the latest word from Demirtas, who's facing more than a dozen charges from inciting hatred to terrorism. "Our support can't be taken for granted. The candidate facing off against Erdogan in the run-off vote will depend on it," Baykan said.

While from prison, Demirtas is unlikely to be a viable presidential contender against Erdogan, three polls last month predicted the HDP will get at least 10 percent of the vote, the threshold it needs to win seats in parliament and threaten the ruling AK Party's majority. For a man who's until now had no air time on state TV and is running his campaign entirely via his Twitter page to 1.6 million followers, it's a feat.



An HDP supporter holds photos of its imprisoned leader Selahattin Demirtas, during a pre-election campaign in the Esenyurt neighborhood of Istanbul.

Photographer: Kostas Tsironis/Bloomberg

AGAINST THE ODDS

"Kurds are waiting for June 24 to give the AKP an appropriate response," Demirtas said from his cell at a maximum-security prison in the western city of Edirne, in response to questions from Bloomberg sent via his lawyers.

The odds have been against Demirtas, 45, since the HDP won an unprecedented 80 seats in the nation's short-lived 550-member legislature in mid-2015, denying the AKP a majority for the first time in its then 13-year rule. After that, Erdogan did everything he could to malign his reputation, branding him a terrorist with ties to the PKK, the Kurdish militant group carrying out an armed insurgency in the southeast that's killed tens of thousands of people.

Erdogan then sought to blur the line between the PKK and HDP, both of which are seeking Kurdish rule in the southeast, but the HDP through non-violent political means. He jailed hundreds of HDP politicians and ousted almost 100 elected mayors in jurisdictions with large Kurdish populations. His hand-picked replacements were instructed to boost spending on infrastructure and healthcare to placate voters.

"If the Kurdish HDP can win seats in parliament, that would be a game changer," said Nihat Ali Ozcan, an analyst at the Ankara-based Economic Policy Research Foundation of Turkey. "It means that, despite all of Erdogan's efforts to cripple the power of Turkey's political Kurdish movement, Kurds could once again play a key role in denying him a majority."

EMBOLDENED OPPOSITION

Beyond the Kurdish party, Turkey's opposition has upped its game to try to unseat Erdogan. An alliance bringing together seculars, nationalists and Islamists – each fielding a presidential candidate – has agreed to back whoever Erdogan's challenger is in any runoff. They have a lot to lose if Erdogan wins; a referendum last year gave him the mandate after elections to abolish the prime minister's job and weaken the role of parliament.

"The opposition is thinking this is the time to beat the incumbent party and its leader," said Ozgehan Senyuva, an associate professor at the Middle East Technical University in Ankara.

For more on why this is the most pivotal election in modern Turkish history, click here.

Yet even if the Kurdish vote manages to whittle down the sway of Erdogan's AK Party in parliament, it may inadvertently put him over the top if a second-round presidential vote pits Erdogan against Muharrem Ince, the candidate for the secular Republican People's Party, or CHP. Ince gained favor among Kurds for opposing a 2016 bill that ended Kurdish lawmakers' immunity from prosecution, and more recently for visiting



A banner showing HDP party leader Selahattin Demirtas sits above a street in the Esenyurt neighborhood of Istanbul.
 Photographer: Kostas Tsironis/Bloomberg

Demirtas in jail.

This is where Ozcan says the opposition's unified stance might unravel. Other opposition parties have distanced themselves from the HDP to avoid alienating their supporters, many of whom abhor the PKK and are suspicious of Demirtas' ties to it. In his statement from prison, Demirtas refused to condemn imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan, saying instead the government should take his calls to negotiate peace more seriously.

If the HDP were to officially throw its support behind Ince, "conservative voters would want to avoid being seen as supporting the same candidate as HDP and could instead opt to vote for Erdogan," Ozcan said.

DIVIDED KURDS

That's how Ziya Gurkan, a 50-year-old Kurd from the southeastern province of Bitlis, sees things: "I'm inclined to vote for Erdogan. I haven't seen any harm from him and the HDP failed to act independently from the PKK," he said. Gurkan likes how the AK Party is "now taking care of the elderly and handing out cash to the pregnant" in his neighborhood.

Caykan Ekinci, a 22-year-old Kurdish university student, said he isn't fooled by Erdogan's manipulation tactics. "We are heading to elections under extremely unfair conditions," he said at the rally in Mersin, carrying a rolled up HDP flag under his arm. "While CHP is merely copying the government's policies to win votes, I can still think about voting for its candidate against Erdogan."

Demirtas' fate depends on the opposition sticking to its guns. He has 17 separate court cases pending against him that, if he were found guilty, would carry a cumulative sentence of 142 years.

"I'm not a prisoner, I'm a political hostage," he said. "My situation will be determined by political developments, not legal developments." ♦

'Nothing is ours anymore': Kurds forced out of Afrin after Turkish assault

Many who fled the violence January say their homes have been given to Arabs

Martin Chulov Middle east correspondent and Kareem Shaheen / 7 Jun 2018
www.theguardian.com

When Areen and her clan fled the Turkish assault on Afrin in January, they feared they may never return.

Six months later, the Kurdish family remain in nearby villages with other Afrin locals who left as the conquering Turks and their Arab proxies swept in, exiling nearly all its residents.

Recently, strangers from the opposite end of Syria have moved into Areen's home and those of her family. The few relatives who have made it back for fleeting visits say the numbers of new arrivals – all Arabs – are rising each week. So too is a resentment towards the newcomers, and a fear that the steady, attritional changes may herald yet another flashpoint in the seven-year conflict.

Unscathed through much of the Syrian war, and a sanctuary for refugees, Afrin has become a focal point of a new and pivotal phase, where the ambitions of regional powers are being laid bare and a coexistence between Arabs and Kurds – delicately poised over decades – is increasingly being threatened.

The small enclave in northwestern Syria directly reflects the competing agendas of four countries, Turkey, Syria, Russia and the US – though none more so than Ankara, whose creeping influence in the war is anchored in Afrin and the fate of its peoples.

Turkey's newfound stake has given it more control over its nearby border and leverage over its arch foe, the Kurdistan Workers' party (PKK), which had used its presence in Afrin to project its influence northwards.

But the campaign to oust Kurdish militias has raised allegations that Ankara is quietly orchestrating a demographic shift, changing the balance of Afrin's population from predominantly Kurdish to majority Arab, and – more importantly to Turkish leaders – changing the composition of its 500-mile border with Syria.

Ahead of the January assault, the Turkish president, Recep Tayyip Erdoğan, said: "We will return Afrin to its rightful owners."

Erdoğan's comments followed a claim by US officials that it would help transform a Kurdish militia it had raised to fight Islamic State in northeastern Syria into a more permanent border force. The announcement incensed Turkish leaders, who had long feared that Syria's Kurds would use the chaos of war to advance their ambitions – and to move into a 60-mile area between Afrin and the Euphrates river, which was the only part of the border they didn't inhabit.



A Syrian man walks away from the entrance to Afrin. Photograph: Nazeer Al-Khatib/AFP/Getty Images

Ankara denies it is attempting to choreograph a demographic shift in Afrin, insisting it aimed only to drive out the PKK, not unaffiliated Kurdish locals.

"The people of Afrin didn't choose to live under the PKK," said a senior Turkish official. "Like Isis, the PKK installed a terrorist administration there by force. Under that administration, rival Kurdish factions were silenced violently. [The military campaign] resulted in the removal of terrorists from Afrin and made it possible for the local population to govern themselves. The vast majority of the new local council consists of Kurds and the council's chairperson is also Kurdish."

Many who remain unable to return to Afrin are unconvinced, particularly as the influx from elsewhere in Syria continues. Both exiles and newcomers confirmed to the Guardian that large numbers of those settling in Afrin came from the Damascus suburb of Ghouta, where an anti-regime opposition surrendered to Russian and Syrian forces in April, and accepted being transferred to northern Syria

Between bandits, militiamen, and wayfarers, Afrin is barely recognisable, say Kurdish locals who have made it back. "It's not the Afrin we know," said Areen, 34. "Too many strange faces. Businesses have been taken over by the Syrians, stores changed to Damascene names, properties gone. We feel like the Palestinians."

"The Syrian government couldn't care less to help us reclaim our property, they won't even help us get back into Afrin. We want to go back, we couldn't care less if we're governed by the Kurds or Turks or Assad, we just want our land back."

A second Afrin exile, Salah Mohammed, 40, said: "Lands are being confiscated, farms, wheat, furniture, nothing is ours anymore; it's us versus their guns. It's difficult to come back,



A Syrian woman cooks in Afrin. Displaced from their homes in Ghouta, families have sought refuge in abandoned houses in the traditionally Kurdish town Photograph: Nazeer Al-Khatib/AFP/Getty Images

you have to prove the property is yours and get evidence and other nearly impossible papers to reclaim it.

"There is definitely a demographic change, a lot of Kurds have been forcibly displaced on the count that they're with the PKK when in fact they weren't. There are barely any Kurds left in Afrin, no one is helping us go back."

Another Afrin local, Shiyar Khalil, 32, said: "When the Kurds try to get back to their house they have to jump through hoops. You cannot deny a demographic change, Kurds are not able to go back. Women are veiled, bars are closed; it's a deliberate erasing of Kurdish culture."

Umm Abdallah, 25, a new arrival from Ghouta said some Kurds had returned to Afrin, but anyone affiliated with Kurdish militias had been denied entry. "I've seen about 300 Kurds come back to Afrin with their families in the past month or so. I don't know whose house I am living in honestly, but it's been registered at the police station."

She said Afrin was lawless and dangerous, with Arab militias whom Turkey had used to lead the assault now holding aegis over the town. "The Turks try to stop the looting but some militias are very malicious," she said. "They mess with us and the Kurds, it's not stable here."

Both Umm Abdallah and another Ghouta resident, Abu Khaled Abbas, 23, had their homes confiscated by the Assad regime before fleeing to the north. "The Assad army stole everything, even the sinks," said Abbas.

"These militias now are not leaving anyone alone [in Afrin], how do you think they will treat the Kurds? There are bad things happening, murder, harassment, rapes, and theft. They believe they 'freed' the land so they own it now." ♦

Turkey

The Kurdish kingmaker

NUSAYBIN

An oppressed minority could decide whether Turkey's strongman retains power

HUNDREDS of new apartment blocks are rising from the rubble of Nusaybin, a city in Turkey's Kurdish south-east. The government is doing its best to concrete over the devastation. But traces of the horrific clashes between the Turkish army and insurgents of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which claimed thousands of lives nationwide in 2015 and 2016, are easy to find. A third of the city, including some 6,000 buildings, was destroyed by helicopters and tanks during the siege. Debris still lines some of the streets. Bullet holes pepper outlying houses and the minaret of a mosque. Only last October, workers unearthed another dead body. Few locals speak openly of any of this. The fighting, accompanied by a series of PKK terror attacks, has ended. But the fear persists.

On June 24th Turkey will hold snap elections, and towns like Nusaybin may determine the fate of the entire country. Whether the opposition can wrest control of parliament from the ruling Justice and Development (AK) party, and the presidency from the strongman Recep Tayyip Erdogan, depends largely on Kurdish votes.

The Kurds in Turkey number some 15m. Those in the south-east, as well as secular Kurds elsewhere, tend to vote for the Peoples' Democratic Party (HDP), a group also backed by some leftists and liberals. Those elsewhere, the children and grandchildren of villagers displaced by war in the 1980s and 1990s, many of them assimilated into Turkish culture, have frequently voted AK, as have some religious Kurds.

The HDP is locked out of an alliance formed by the rest of the opposition, so under Turkey's electoral rules it needs at least 10% of the vote to enter parliament. Unless it does so, Mr Erdogan's AK will almost certainly retain its long-held majority. If the HDP gets past the magic number, though, parliament may be up for grabs. And that could prompt a political showdown with a re-elected President Erdogan.

The Kurdish vote may even prove decisive in the presidential election, too. In the first round, the vast majority of Kurds are sure to vote for the HDP's candidate, Selahattin Demirtas, who has spent the past 19 months in prison, facing dozens of flimsy "terror propaganda" charges and up to 142 years behind bars. Assuming the contest goes to a run-off, as the polls suggest, they and the rest of Turkey will probably end up choosing between Mr Erdogan and the opposition front-runner, Muharrem Ince, the

candidate of the secular Republican People's Party (CHP). Mr Erdogan remains the favourite by a large but narrowing margin.

For the Kurds, the choice is not as straightforward as it might seem. Some continue to see Mr Erdogan as a symbol of reform: the leader who made it easier for them to use their own language and follow their own customs without being harassed by the police. Others hope Mr Erdogan might revive negotiations with the PKK, which he launched a decade ago but disowned in 2015. (That was when he unleashed the army against the insurgents who had holed up in towns like Nusaybin.) Most Kurdish voters, however, no longer give him the benefit of the doubt, says Vahap Coskun of Dicle University in Diyarbakir, the south-east's largest city. Mr Erdogan himself has ruled out new peace talks. Earlier this year, he launched an offensive against Kurdish insurgents in Syria's Afrin. Officials now suggest that a new operation against PKK bases in northern Iraq is only a matter of time.

The government insists it is fighting terror. But its crackdown has respected few boundaries. Some 95 Kurdish mayors have been sacked and replaced by state appointees. Nearly 5,000 HDP officials and nine MPs, including Mr Demirtas, as well as dozens of Kurdish journalists, have been arrested. Earlier this year, police detained

over 800 people for protesting against the Afrin incursion. A Kurdish artist, Zehra Dogan, was sentenced in March 2017 to nearly three years in prison for a painting of Nusaybin's smouldering ruins in which she depicted army vehicles as scorpions.

Just because they have tired of Mr Erdogan does not mean Kurdish voters are sure to back Mr Ince. Since the early 1990s, when the CHP formed an alliance with one of the HDP's predecessors, the secular opposition has done little to endear itself to the Kurds, says Gonul Tol of the Middle East Institute, a think-tank. Nationalists within the party have long had the upper hand over progressives, she adds.

But if any secular politician can make inroads in the Kurdish south-east, it is the affable Mr Ince. Unlike most of his colleagues, he opposed stripping Mr Demirtas and other HDP parliamentarians of their immunity. He also made a point of visiting the Kurdish leader in prison and called for his release before the election. His party's manifesto now promises more autonomy for local governments, a key Kurdish demand. "Between him and Erdogan, people here feel closer to Ince," says Ferhat Kut, an HDP official in Nusaybin.

For Mr Ince to have a chance in a run-off against Mr Erdogan, he would probably need a clear endorsement from Mr Demirtas. The Kurdish candidate will not endorse anyone before the first round, but he would plainly like to see the back of Mr Erdogan. Turkey is facing a choice between "a democracy and a dictatorship", he told *The Economist* through his lawyers. For the Kurds in particular, the past few years have been a preview of the kind of regime Mr Erdogan has in mind, he adds. Mr Demirtas refers to himself as a political hostage. He might be a kingmaker soon. ■



Demirtas: in jail, but on the campaign trail

Comment le président turc active ses réseaux en France

JEAN-MARC LECLERC [@leclercjm](#)

LA SCÈNE s'est répétée à Valence, à Nîmes ou au Pontet, au sud d'Avignon : le 25 mai, des militants AKP menaçaient des kiosquiers parce qu'ils affichaient une couverture du Point désignant Erdogan comme un « dictateur ». « La liberté de la presse n'a pas de prix : sans elle, c'est la dictature », a réagi, ce vendredi-là, Emmanuel Macron sur Twitter. Mais sur ce sujet, le gouvernement ne peut se contenter de tweets. Le bureau des cultes au ministère de

l'Intérieur à Paris s'intéresse de près à l'activisme des pro-Erdogan en France : les officiels à Beauvau n'hésitent pas à qualifier d'« entrisme » la nouvelle stratégie dictée par Ankara.

Dernière illustration en date : la harangue de Recep Tayyip Erdogan à tous ses partisans en Europe, lors d'un meeting à Sarajevo, en Bosnie, le 20 mai : « J'ai une demande à vous faire, prenez un rôle actif dans les partis politiques dans les pays où vous vivez », a-t-il lancé à la foule compacte qui criait « Allah akbar ! », « Sultan Erdogan ! ». Il a même ajouté : « Vous devriez prendre place dans ces

parlements. » Beaucoup de Turcs de France avaient fait le déplacement pour l'écouter. En Europe, la diaspora turque représente 6 millions de personnes, dont une bonne moitié d'électeurs potentiels. En France, la communauté représente 650 000 personnes, implantées majoritairement dans l'est, le nord et le sud du pays. Strasbourg est considérée comme un laboratoire d'Erdogan. Un immense campus coranique européen doit y voir le jour dans le quartier de Hautepierre. La mairie soutient le projet.

« Les professeurs de turc en France sont nommés par le pouvoir et prodiguent un enseignement très nationaliste »

KENDAL NEZAN,
PRÉSIDENT DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS

La mauvaise santé économique est devenue une arme de campagne

DELPHINE MINOUI [@DelphineMinooui](#)
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

C'EST UNE AUBAINE pour les rivaux d'Erdogan. Pénalisés par le manque de temps et d'exposition médiatique, les prétendants au fauteuil présidentiel ont fait de la mauvaise santé économique leur arme de campagne contre le chef de l'État turc, candidat à sa réélection. Du kémaliste Muharrem Ince à Selahattin Demirtas, condamné à militer derrière les barreaux de sa prison, en passant par l'ex-nationaliste Meral Aksener, ils y vont tous de leur petite phrase sur les mauvais résultats du pays. « Je mettrai fin à la corruption ! », promet la candidate du Bon Parti (Iyi Partisi) en raillant les proches du président turc, qui « se sont foulés les poignets à force de compter les billets récoltés en pots-de-vin ». Ces dernières semaines, c'est la chute de la livre turque qui a surtout occupé le devant de la scène. En un an, elle a perdu le tiers de sa valeur. Un indicateur de mauvais augure : quand la monnaie dévisse, l'inflation flambe (elle a atteint 12,15 % en mai contre 10,85 % en avril) et fait baisser le pouvoir d'achat des ménages en contribuant à leur mécontentement.

Croissance artificielle

Mais les récentes interventions d'urgence de la banque centrale pour relever les taux d'intérêt ne sont pas du goût d'Erdogan. Persuadé que la livre turque est son plus farouche adversaire, il crie au complot et dénonce « le lobby des taux d'intérêt », en invitant ses supporteurs à servir Dieu plutôt que les intérêts du milliardaire américano-hongrois George Soros. Dans les rangs de l'AKP, son parti islam-conservateur, on parle ainsi ouvertement de « coup d'État économique » - en allusion à la tentative de

putsch politique raté de juillet 2016 - fomenté par des pays étrangers hostiles au régime. Et pour masquer la dérive économique, on évoque fièrement la croissance de 7 % l'an dernier.

La réalité est nettement plus complexe. De l'avis des experts, cette croissance reste artificiellement entretenue par le surendettement des dix dernières années, facilité par des taux d'intérêt proches de zéro. Parallèlement à une augmentation de l'inflation et du chômage, le déficit des comptes courants se creuse et la prudence est de mise. Selon une enquête menée en avril par le centre d'études de l'opinion Metropoll, 50 % des personnes interrogées déplorent une « détérioration de leur niveau de vie » en 2018. Au mécontentement latent s'ajoutent d'autres indicateurs inquiétants comme ces restructurations financières de grosses entreprises à hauteur de plusieurs milliards de dollars. La presse a récemment évoqué deux cas précis, celui du groupe Dogus, qui détient notamment la banque Garanti, et Yldiz Holding, propriétaire des chocolats Godiva.

Cette dégradation économique pésera-t-elle dans les urnes ? Longtemps, le président Erdogan a touché les dividendes de sa politique économique. « Aujourd'hui, même les hommes d'affaires qui soutenaient l'AKP sont beaucoup plus frileux. À cause de l'état d'urgence, en place depuis le putsch raté, ils ne parlent pas haut et fort, mais sont inquiets et mécontents », observe l'économiste Atilla Yesilada. Il n'empêche : pour une bonne partie de la population, Erdogan reste l'homme qui a accéléré la modernisation du pays. ■

Plus largement, dans l'Hexagone, l'État turc peut s'appuyer sur 250 mosquées et 150 imams, fonctionnaires qu'il rémunère. Pour fédérer ce réseau, le ministère turc des Affaires religieuses (Diyanet) a missionné l'Union des affaires culturelles turco-islamiques, plus connue sous l'acronyme de Ditiib, avec l'assentiment de Beauvau et du Quai d'Orsay. Il peut aussi compter sur les 70 mosquées de la confrérie islamique turque Milli Görüs, très implantée dans l'est de la France.

La Turquie dispose d'une myriade d'associations officiellement apolitiques. La plus influente est l'Union des démocrates turcs européens (UETD). En France, elle a longtemps été présidée par Ahmet Ogras, le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), très proche d'Erdogan. L'UETD a mené campagne contre la reconnaissance du génocide arménien, avant de devenir un précieux outil de logistique électorale, quand les Turcs d'Europe ont obtenu l'autorisation de voter à distance en 2014. Ce vivier électoral est largement acquis aux thèses de l'AKP, le parti d'Erdogan.

Ankara dispose d'un autre levier : le Conseil pour la justice, l'égalité et la paix, héritier de l'association Jeunes Turcs, créée dans les années 1980 à Belfort. Il a donné naissance en 2015 au Parti égalité justice (PEJ) qui a présenté une soixantaine de candidats aux dernières législatives. De nombreux instituts et fondations ont également été créés ces dernières années. Sans parler des supports qui véhiculent la « bonne parole » : l'organe Medyaturk.info et la webtélé Média France TV, le site Internet Red'Action ou la page Facebook « La renaissance turque » et ses 219 000 « amis ».

Président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nizan rappelle qu'Ankara trouve autant d'avocats dans le réseau des 200 professeurs de turc postés en France. « Ils sont nommés par le pouvoir et prodiguent un enseignement très nationaliste », affirme-t-il. À l'entendre, « la France est devenue la nouvelle plaque tournante des réseaux d'Erdogan ». ■

Understanding the Political Economy of the KRI: The way forward toward better governance



by Nesreen Barwari
11 JUNE 2018
<http://blogs.lse.ac.uk>

STRUCTURAL ISSUES AND RECENT MULTIPLE CRISES

As with the rest of Iraq, the KRI economy is characterised by four severe weaknesses:

1 High dependency on the oil sector. The KRI's economy is highly dependent on oil that has enabled rapid economic development. Though suspended in 2014, constitutionally-mandated oil revenues from Baghdad constituted about 85 percent of the KRG's revenue. The sector, however, is only estimated to have a 1 percent share of the region's employment. High oil dependency has enabled a rentier state.

2 Excessive role of the public sector. The public sector dominates the KRI economy. The KRG is the main employer with over 50% of total employment, 26% non-military. As in the rest of Iraq, payments for salaries, pensions, social assistance, and subsidies (electricity, fuel, water, and health and education services) consume over 50% of the budget. Taxes are only about 5% of total revenue. At this stage, public expenditure remains a primary driver of economic growth. Despite the strong entrepreneurial spirit, the greatly expanded KRI private sector still has a long way to go to meet its potential.

3 Dependency on imports. Due to the relatively undiversified Iraqi economy, aside from oil exports, there is a huge gap between the demand for locally produced food and other products and the consumption of imports, a typical feature of a rentier economy. Virtually everything is readily available in the Region. Under the current policy regime, it is hard for local businesses to diversify and grow vis-à-vis imports.

4 Weak financial system and dependency on a cash-based economy.

These structural challenges have been aggravated by a series of recent shocks:

- A conflict with ISIS from mid-2014 that reached to within 20 km of Erbil.
- A rapid population increase of 28% as a result of the influx of 2 million displaced people from the rest of Iraq and Syria.
- The sharp decline in international oil prices, from \$115 per barrel in June 2014 to about \$45 in 2017.
- The suspension of revenue transfers from the national government, from \$12 billion in 2013 to about \$1 billion in 2014, to zero in 2015.

OIL

Under a 2005 agreement that broke down in

2014, the KRI was to receive Iraqi state revenue based on estimated proportional population. Along with the failure of the national government to enact hydrocarbon and revenue sharing laws, around 2007 the Region began implementing a regional oil policy with a constitutionally sound oil and gas law that enabled leading oil companies to operate within a more market-oriented framework.

Begun only after the 2003 overthrow of the Saddam regime, the KRI's oil and gas industry is still in an early stage. Exploration continues all across the Region and production continues to markedly increase. Based on its hard experience with excessively centralized national governance, the Region has taken major steps toward ensuring personal security, energy security, and public revenue security.

In accordance with World Bank guidelines, the Regional Council for Oil and Gas Affairs invited the "Big Four" international accounting firms to tender for a project to produce a report on the KRI's oil and gas industry. A Master Service Agreement (MSA) was signed with Deloitte and Ernst & Young. Deloitte has been engaged to audit KRI oil and gas production and earned revenue. Deloitte's first report was for the first six months of 2017. It is publicly available and additional reports going back to the beginning of the KRI's oil and gas industry are expected.

EMPLOYMENT

The KRG's payroll issue is neither new nor unique. As is the case in rentier economies throughout the world, state-sector employment has long been one of the primary channels through which oil export revenues are distributed among the population.

To address the excessive government staff issue, in order to continue receiving their salaries, whatever their names may be on official records, all staff have had to re-register with biometric data including iris scans that cannot be faked. A filtering and examination process has begun to eliminate double and triple dippers, so-called ghost workers, and other unauthorized and unqualified recipients.

On the government payroll, only about 700,000 are actually government staff (58%). Others include pensioners (20%), bona fide social welfare beneficiaries, and families of those who disappeared in chemical weapon attacks, the Anfal campaign, and other struggles. Of the 700,000, 40% (281,000) are security staff – police and Peshmerga. 60% (415,000) are non-security staff of whom 51% (212,000) are health and education staff including more than 100,000 teachers in K-



A popular picnic spot overlooking Dohuk Dam, 23 December 2011. Credit: David Stanley / Flickr

12 classes alone, not including those who teach in the KRI's 15 public universities.

By favouring the rapid development of the private sector, the KRG has greatly enabled the expansion of job opportunities. Recent punitive measures by the Baghdad government along with the loss of the constitutionally-mandated share of national revenue has severely, adversely affected job opportunities. The influx of displaced people including educated, skilled, and experienced refugees from Syria has also adversely affected employment in the Region.

CORRUPTION

In 2009 the KRG engaged Pricewaterhouse Coopers (PwC), another of the "Big Four", to help develop good governance with a focus on integrity. Good material was produced, in Kurdish, Arabic, and English, including a Code of Conduct for government staff that addressed conflicts of interest. But, like the Iraqi Constitution, words on paper are just that unless there is an effectively implemented roadmap to put such ideas into practice.

Of 180 countries on Transparency International's Corruption Perceptions Index (CPI) 2017, Iraq ranks 169, the 11th most corrupt country in the world. TI's CPI includes only countries, not sub-national entities. However, in 2014 a report by The Economist Intelligence Unit (EIU) ranked the Kurdistan Region well above Iraq (and Iran).

CONCLUSION

Some view the KRG's economic reform program as a case of ill-timed fiscal austerity when in fact the KRG really has no alternative. In the absence of any other way to make ends meet, cutting expenses and raising revenues are its only options. Reducing payroll fraud, moving toward eliminating subsidies, and improving tax ➤

► collection are all positive steps, though it is naturally too early to say whether any of the changes now underway will lead to permanent improvements in public sector governance.

There is reason to be cautiously optimistic about the KRC's efforts to make ends meet in the short term. Phasing out subsidies has already made a significant contribution to balancing the budget and the effectiveness of biometric registration and a more aggressive taxpayer office may yet have the potential to brighten the fiscal picture next year. However, the extent to which these initiatives can bring about lasting reform is less clear. The old habits of the rentier economy will be hard to break.

Strengths of the Region and the Way Forward

The KRI has strengths and opportunities to get

the economy out of the fiscal crisis and on a balanced sustainable growth path. These include:

- large oil and gas resources
- fertile agricultural land and substantial water resources
- a young, trainable population
- central location at crossroads of trade routes
- a government that is determined to implement reforms
- a donor community that is eager to help
- the entrepreneurial spirit of its population
- a relatively stable location as of now to do business in comparison to the rest of the country
- and most of all, an internally secure environment where crime, drug abuse, and taxes are remarkably low

If these strengths and opportunities are used effectively in a supportive policy environment, the KRI economy has a good chance to overcome

current difficulties and have a more diversified economy and sustainable high growth in the medium to longer term.

This is part of the proceedings of a workshop on Iraq and its Regions: The Future of the Kurdistan Region of Iraq after the Referendum, held at the LSE on 16 March 2018. See below for the full list of papers. ●

Nesreen Barwari has over 25 years of experience in humanitarian relief and development, having worked in government at the regional and national levels, focusing on public policy, leadership, and management. She is an architect and urban planner by training, with an MPA from Harvard's Kennedy School of Government and a PhD in Spatial Planning from Technical University in Dortmund. She is Professor of Governance and Planning at the University of Dohuk, Iraqi Kurdistan. She tweets at @NesreenBarwari

The Washington Times June 26, 2018

'This is the beginning of a new era in Iranian politics'

By Eli M. Gold -- Tuesday, June 26, 2018

www.washingtontimes.com

ANALYSIS/OPINION:

The events of December 2017 were a turning point in modern Iranian history. Incomparable to the protests in 2009, which were made up of "reformers" (known as Tehran's educated, middle class), this recent demonstration was different as it was completely secular, civil and socially geared against the totality of the Iranian Regime — not religious. Unlike those of the past, this time around, at least 85 Iranian cities took part in the demonstration, making it the largest since the Iranian Revolution.

"The oppression on Kurdish people in Iran rests on two pillars," explained Secretary General Mustafa Hijri, Democratic Party of Iranian Kurdistan, during recent comments at a policy lunch at the London Center in Washington, DC. "The current political system and its power, and the national oppression of so-called intellectuals (reformists) of the Islamic Republic." As a result, there is clearly the denial of the national identity of Kurds.

Under the Republic, Iranian Kurdistan has been dealt great difficulties. Iranian Kurdistan is heavily militarized by the Iranian State, with the inclusion of checkpoints, police killings, and tight security. As a result, Kurdistan has the lowest number of educated and employed within all of Iran.

For example, only two factories exist in Kurdistan, yet they were established by those outside of Kurdistan, and only worked by non-Kurds; this has led to economic exploitation. Land mines have deprived Kurdish lives, as well as ruined lands and their ability to be cultivated. For reasons like these, 15,000+ Kurds migrate to central parts of Iran annually, in search of

employment. Kurdistan has the ability to be a great place of tourism and economic activity, but because of the regime, they are denied every opportunity to better themselves. Amongst the 10 Iranian cities with the highest rate of unemployment, six of them are in Kurdistan.

While Iran has had protests and civil unrest in the past, the current unrest that began in Kurdish territories has now spread throughout the rest of the country. 80-85 percent of Iran is not in support of the current regime. While they may look for a regime change, Iran's youth is looking for more. They are looking to become Westernized, with access to Internet, social media, "rock music," etc.

The secretaries general expressed that much of their optimism comes from President Trump's departure from the Iran nuclear deal (JCPOA), yet are quite disappointed in the response from others involved, in particular Europeans. There must be renewed sanctions, however more importantly, they must be smart sanctions. Even though the sanctions may hurt in the short term, in the long term, they are a necessary evil. There is no doubt that the regime will cheat on the sanctions — even possibly through Baghdad — it is all par for the course and should not deter from implementation.

Secretary General Abdullah Mohtadi, of the Komala Party of Iranian Kurdistan, told us that the JCPOA shows exactly what the Iranian people do not want to see; the fact that it actually went above and beyond to do more harm to the Iranian people, the region, and quite frankly the world. The JCPOA has allowed Iran to increase terrorism and instability within the Middle East, even after the defeat of ISIS. The United States withdrawing from the deal is the start, but now, the rest of the international community must follow.

Russia has used Iran to advance its regional



goals, including pressure on the United States. This one-sided relationship can be seen by Russia "urging" foreign fighters to get out of Syria — including Iran — showing that the Russian/Iranian alliance is not all that strong and have different views on Israel. It is clear that this relationship has been, and will continue to be an exploitative one.

It was important to understand that there is a belief among the opposition that Saudi Arabia and Gulf countries would be willing to play a vital role, supportive or otherwise in combating the Iranian threat, however they must have U.S. leadership. Mr. Trump began the leadership role with his participation at the May 2017 Riyadh summit by his call for an Arab NATO (aka Gulf and Red Sea Treaty Organization).

As we look forward to a regime change, it is important to have clarity as to what will replace it. Currently, opposition groups are working, but still do not have a clear picture of what the alternative will be. If the U.S. is serious enough to help in the fight for a true democracy, they need to support the new regime whenever it arises. The opposition is not looking for U.S. boots on the ground, but for assistance in peaceful change in Tehran.

This can come through providing true access to the Internet, access and training in the use of social media, and providing alternatives to state-run television. The mobilization of new recruits is a big deal. "This is the beginning of a new era in Iranian politics," says Secretary-General Mustafa Hijri, and the United States needs to empower the opposition and its youth, allowing for a regained sense of optimism. ♦

● Eli M. Gold is the senior vice president of the London Center for Policy Research.

Turkish opposition hopes 4 parties are mightier than 1



Muharrem Ince, the front-runner among the opposition parties' presidential candidates,

ISPARTA, TURKEY

BY CARLOTTA GALL

President Recep Tayyip Erdogan's abrupt decision to call elections in Turkey more than a year ahead of schedule, hoping to catch the opposition off guard, may backfire.

Turkish opposition parties have come together in a rare alliance that could pose a serious challenge to Mr. Erdogan in his attempt to be re-elected in the June 24 vote to a presidency with vastly expanded powers.

Mr. Erdogan, 64, remains easily the most popular politician in Turkey. But the election, as with a referendum last year that created a more powerful presidential system, is turning into a vote for or against his continued rule.

The front-runner among the opposition candidates is Muharrem Ince, a physics teacher and five-time member of Parliament for the Republican People's Party.

"I see a huge desire for change," Mr. Ince said in an interview last week on his campaign bus between rallies in southern Turkey. "Erdogan will be very sorry."

Reliable pollsters and analysts expect the race to be exceptionally close. If no candidate wins more than 50 percent of the votes, the election goes to a second round, something Mr. Erdogan hopes to avoid.

Pollsters say the chances are 50-50 for a second round in which the top two vote-getters face each other. The opposition is even, for the first time, organizing an operation to count the entire national vote independently, to counter any attempt at vote-rigging.

If the opposition alliance holds and can force a second round, Mr. Ince could present a serious challenge to the president. The alliance candidates have pledged to unite behind whoever challenges Mr. Erdogan, Mr. Ince said.

Mr. Erdogan remains a skilled campaigner and a bruising opponent. He is running a campaign on nationalist themes, blaming terrorism and the West for Turkey's economic woes — rising un-

employment, inflation and a falling lira — and boasting about his social and building programs.

For many he is still a towering figure and the only convincing candidate for president.

But Mr. Ince is offering an uplifting antidote to Mr. Erdogan, parrying the president's slurs with jokes and cheerfulness.

"The clouds of desperation are hanging over the country," he said. "I promise serenity, happiness, and I promise peace."

In all, four opposition parties have banded together, supporting each other's candidates. They have even offered a hand to the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, whose leader, Selahattin Demirtas, is in jail on various charges, including terrorism and insulting the president.

In a bold gesture, Mr. Ince visited Mr. Demirtas in jail, risking accusations from Mr. Erdogan of collusion with terrorists, but reaching out to a critical part of the electorate. The Kurds, roughly 10 percent of the electorate, could swing the overall vote against Mr. Erdogan.

Independent opinion surveys show Mr. Erdogan at 45 percent support, with Mr. Ince at 20 percent. Yet when combined, the opposition alliance, plus the Kurds, stand neck and neck with Mr. Erdogan.

The president had 45.9 percent support, not enough to win the election outright in the first round, according to a survey last month by the Metropoll, an independent polling organization. The combined opposition vote amounted to 44.5 percent.

Mr. Erdogan's party cites other polls that show him winning in the first round with between 51 and 55 percent.

Yet even government officials are acknowledging that Mr. Erdogan's alliance, which his Justice and Development Party formed with the right-wing Nationalist Movement Party, may fall short of a majority in Parliament.

A presidential adviser and a pro-government columnist both have suggested that if Mr. Erdogan won the presidency but failed to win a majority in Parliament, he might even call new elections

again.

Another opposition candidate, former Interior Minister Meral Aksener, who broke from the Nationalist Movement to form her own party, the Good Party, last year is adding to strains within Mr. Erdogan's alliance.

She has proved to be a dynamic force in the opposition — as she was in the "no" campaign ahead of last year's referendum — not only drawing away right-wing supporters from the governing alliance, but also making a strong pitch for women and young voters with her newly formed party.

In Ms. Aksener's party song posted on YouTube, a mixture of rock and rap, young singers rail against those who "gave in to a tyrant" and warn "I've got flames burning in my heart." In a glancing reference to Mr. Erdogan's endless speeches, it calls on him: "Calm down, Champ."

Ms. Aksener was meeting with opposition allies this week to seal a cross-party agreement to revise the Constitution and return the country to a parliamentary system should they win.

The deal would reverse Mr. Erdogan's new powerful presidential system that by law will come into being with these elections.

That such disparate parties could come together on constitutional changes is groundbreaking in Turkey, as is the parties' outreach to the Kurds. But Mr. Erdogan's growing authoritarianism has proved to be a rallying point.

Since a failed coup in 2016, Mr. Erdogan has ruled the country under a state of emergency that has allowed him to dominate the media and all government institutions, including the Supreme Election Council.

Determined to prevent fraud, Ms. Aksener invited Burcu Akcaru, who used to run an election monitoring group, to join her as co-founder of the Good Party last year.

Ms. Akcaru has overseen a large-scale mobilization across the opposition alliance to monitor the election and do its own tally. The party has designed its own software and a mobile phone app so thousands of opposition helpers across the country can record and photograph the result sheet of every ballot box.

In two independent centers in Ankara, the capital, the opposition will collate the results on their own servers, with a manual backup system in case of electricity or internet failures.

In the referendum last year, over 5,000 ballot boxes had no observers and 20,000 boxes were included in the count without a result sheet, Ms. Akcaru said in an interview.

This time, Mr. Ince has called on volunteer lawyers to help challenge any suspected fraud and Ms. Aksener has vowed to camp outside the Supreme Election Board in case of irregularities.

"You will have to remove me with a razor," she said. •

« Le gouvernement syrien est toujours ambigu sur l'autonomie des Kurdes »

Le Conseil démocratique syrien, bras politique des forces kurdo-arabes, contrôlant une partie du territoire dans le nord-est de la Syrie, vient d'annoncer qu'il était prêt à des pourparlers avec le régime de Damas.

Pourquoi cette tentative de rapprochement entre les Kurdes de Syrie et le régime de Damas ?

Dans un communiqué publié dimanche, le Conseil démocratique syrien, lié aux Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), a affirmé être prêt à résoudre le conflit syrien par le dialogue et « n'hésitera pas à donner son accord à des pourparlers sans conditions » avec le régime syrien.

Un des responsables de cet organe, Hekmat Habib, a ajouté que

« les FDS, qui contrôlent 30 % du territoire syrien, et le régime (qui en contrôle plus de la moitié, NDLR), sont les deux seules forces qui peuvent s'asseoir à la table des négociations et élaborer une solution à la crise syrienne ».

Cette tentative de rapprochement entre les autorités kurdes et le régime vise à éviter un affrontement armé dans le nord de la Syrie. En effet, le mois dernier, Bachar Al Assad avait averti les Kurdes qu'il pourrait utiliser la force contre eux s'il ne parvenait pas à reprendre, par la négociation, les territoires qu'ils contrôlent. Peu après, une délégation de l'opposition syrienne tolérée par le régime avait effectué une médiation entre les Kurdes de Qamichli, et le régime.

Les Kurdes sont-ils en position de négociier ?

La tentative de rapprochement entre Kurdes et gouvernement sy-

rien n'est pas surprenante, estime Jordi Tejel, professeur d'histoire à l'université de Neuchâtel : « Les relations entre les Kurdes de Syrie et le pouvoir syrien n'ont jamais été rompues depuis le début de la guerre en 2011. »

Au début du conflit, les Kurdes ont acquis une grande autonomie. Ainsi la plupart des territoires qu'ils contrôlent, via les Forces démocratiques syriennes (FDS), sont gérés par une administration autonome kurde. Mais après l'offensive de la Turquie en janvier 2018, ils ont perdu le contrôle de la ville d'Afrin, (à une trentaine de kilomètres de la frontière turque), qu'ils contrôlaient depuis six ans.

« La perte d'Afrin a fragilisé la position des Kurdes », poursuit Jordi Tejel. Grâce à l'appui de la coalition internationale, dirigée par Washington, ils gardent le contrôle d'une partie du territoire, mais Damas voit d'un mauvais œil

ce soutien. « Ils doivent donc trouver un équilibre avec les intérêts de Damas, assurer leurs arrières et se protéger », résume l'universitaire.

Damas est-il prêt à leur accorder l'autonomie ?

« Le gouvernement syrien est toujours ambigu sur l'autonomie des Kurdes, estime Jordi Tejel. Est-ce une autonomie politique, territoriale, culturelle ? De leur côté, les Kurdes cultivent aussi un certain flou sur leur objectif : ils disent ne pas vouloir créer un État, ne pas vouloir une autonomie semblable à celle territoriale et ethnolinguistique des Kurdes d'Irak, leur projet de fédéralisme démocratique est, disent-ils, ouvert aux Kurdes et aux non-Kurdes. Des deux côtés, on évite d'être clair, ce qui laisse une marge de négociation. À terme, le statut des Kurdes dépendra de comment se terminera la guerre dans le nord de la Syrie. »

Agnès Rotivel

AFP

Irak: près de 2.800 jihadistes arrêtés par les Kurdes depuis fin 2017

Erbil (Irak), 13 juin 2018 (AFP)

LES FORCES KURDES irakiennes ont arrêté 2.753 jihadistes irakiens et étrangers entre la fin 2017 et mars 2018, a affirmé jeudi à l'AFP un haut responsable de la région autonome.

"Il s'agit d'hommes accusés d'avoir appartenu au groupe Etat islamique (EI) et la plupart ont été arrêtés dans les camps de déplacés ou dans des villes du Kurdistan où ils se cachaient", a expliqué Dindar Zebari, responsable des relations internationales du gouvernement régional du Kurdistan.

Il a précisé que 853 d'entre eux avaient été remis aux autorités fédérales de Bagdad et a assuré qu'Erbil était "prêt à coopérer avec Bagdad pour en remettre 300 autres, en majorité des Irakiens".

Au total, selon les chercheurs, près de 20.000 hommes et femmes suspectés d'appartenir à l'EI, ainsi que leurs enfants, ont été arrêtés lors de l'offensive pour bouter hors de l'Irak les jihadistes, qui s'étaient emparés en 2014 du tiers du pays. ●

AFP

Syrie : des militaires turcs patrouillent près de Minbej

Istanbul, 18 juin 2018 (AFP)

DES MILITAIRES TURCS ont commencé lundi à patrouiller à proximité de la ville syrienne de Minbej, tenue par une milice kurde, dans le cadre d'un accord entre Ankara et Washington visant à apaiser les tensions, a affirmé l'état-major turc.

"Des patrouilles ont commencé le 18 juin 2018 (...) sur la ligne séparant la zone de l'opération Bouclier de l'Euphrate et Minbej", a déclaré l'armée turque dans un communiqué.

"Bouclier de l'Euphrate" est le nom donné par Ankara à une offensive menée par l'armée turque et des supplétifs syriens dans le nord de la Syrie entre août 2016 et mars 2017.

La ville de Minbej, située dans le nord de la Syrie à 30 km de la frontière turque, est contrôlée par une coalition arabo-kurde baptisée Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenue par Washington contre le groupe Etat islamique (EI).

Cependant, la Turquie considère la principale composante des FDS, la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), comme un groupe "terroriste" et a plusieurs fois menacé de marcher sur Minbej, au risque d'entrer en colli-

sion avec les Etats-Unis.

Pour calmer le jeu, Ankara et Washington, deux alliés au sein de l'Otan, se sont accordés début juin sur une "feuille de route" prévoyant une coopération pour assurer "la sécurité" à Minbej.

Dans son communiqué, l'état-major turc soutient que les militaires turcs et américains ont effectué leurs patrouilles "de façon indépendante" dans le cadre de cette "feuille de route".

Dans la matinée, "trois véhicules blindés surmontés d'un drapeau turc ont mené des patrouilles le long de la rivière Sajour" qui sépare Jarablos, ville contrôlée par des rebelles soutenus par Ankara, et Minbej, a déclaré à l'AFP un commandant rebelle syrien.

D'après le Conseil militaire de Minbej, les forces turques sont restées "au nord de la ligne de Sajour" et ne sont pas entrées dans les zones contrôlées par les FDS, au sud de la rivière.

"Les forces américaines patrouillent de notre côté. Les forces turques ne sont pas entrées dans nos zones à Minbej et n'ont pas traversé les lignes de front", a déclaré le porte-parole du Conseil militaire de Minbej Sherfan Darwish.

Cependant, le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu a affirmé lundi que les soldats d'Ankara entreraient dans Minbej "étape par étape", mais sans donner de date.

Ces déclarations surviennent à quelques jours d'élections anticipées en Turquie, où l'intervention militaire lancée en janvier dernier contre les YPG à Afrine (nord-ouest de la Syrie) s'est avérée populaire. ●

Turkey must overcome its factionalism

Jenny White

OPINION

On June 24, Turkey will vote to elect a president with immensely increased powers that will replace the country's parliamentary democracy with a strongman. President Recep Tayyip Erdogan designed the position for himself, relying on the loyalty of the nearly 50 percent of voters who have sided with him in past elections.

The usually fractious opposition has come up with a unified strategy to stop his juggernaut. The governing Justice and Development Party, known as the A.K.P., uses the largely cowed and co-opted media to target new enemies and scapegoats for its failures.

The country remains bitterly divided, unable to develop a unifying national identity.

What are the chances for political and social unity in a badly fractured nation? Since the failed coup attempt in July 2016, the government has detained, arrested or dismissed from their positions well over 100,000 people. The charge is usually a vaguely defined

accusation of "terrorism" that can be based on the flimsiest of evidence or anonymous denunciation by a neighbor, co-worker or even family member.

The A.K.P. and many Turks lay the blame for the attempted coup on Hizmet, a far-reaching, secretive Islamic movement following the cleric Fethullah Gulen that administered an educational, media and commercial empire. Graduates of their schools took up positions in state institutions and for many years cooperated with the A.K.P.

They parted ways in 2013 after prosecutors believed to be members of the Gulen network brought corruption charges against Mr. Erdogan's inner circle. Mr. Erdogan accused the group of setting up a parallel state within Turkey that threatened his regime. In May 2016 he formally designated the group a terrorist organization: Fethullah Terrorist Organization, or FETO.

"FETOist" has become a blanket accusation in the media, courts and public discourse, sometimes implausibly applied to known atheists and leftists and other dissenters. Anyone can be accused of treason.

The roots of these troubles lie in Turkey's nation-building project. Since its founding in 1923, Turkey has been unable to develop a unifying national

identity that represents all of its citizens. The country experienced coups

or other severe political crises on average every 10 years, along with long periods of extraordinary rule. The state of emergency enacted after the 2016 coup attempt remains in force.

At various times, Turkey has splintered along religious, ideological and ethnic lines and seen further divisions within those religious, ideological and ethnic formations as well. Relations between groups are often marked by deeply felt hatred and demonization.

When I was a student in Ankara in the 1970s, street violence between leftists and rightists killed more than 5,000 people. Turkey today is a different place from the insular, closed society of the 1970s, yet it remains intensely polarized.

Why is there so much antagonistic factionalism? Turkey's institutions primarily protect the interests of the state, not the citizen. So people seek protection and provision of their everyday needs through their families and communities or an association, religious brotherhood, political party or other group that will absorb them into its networks. Groups also provide a social identity often founded on rivalry with other groups, producing the unstable ground that breeds factionalism.

Turkish political life tends to be brittle because the glue that holds parties together is not allegiance to the party, the government or the state, or a shared ideology. Rather, followers are bound by their loyalty and obedience to a single leader. Disagreement with the leader becomes a personal betrayal that requires the traitor to leave the group, taking his networks with him, often reforming around new leaders in a continual process of fracturing into mutually hostile groups.

In 2001, followers of the veteran politician Necmettin Erbakan broke away to form a new party led by Mr. Erdogan, who had made a name for himself as the mayor of Istanbul. Recently, Meral Aksener, a charismatic politician from the ultranationalist Nationalist Movement Party, known as the M.H.P., broke away from her party with her network. The M.H.P. is allied with the A.K.P. in the coming elections. Ms. Aksener created a new party, the Good Party, and is contesting the presidential elections against Mr. Erdogan.

The forthcoming Turkish election is a battle between Mr. Erdogan and an improbably united opposition — secular, Islamist, nationalist and Kurdish parties — that have sworn to fight together, despite their past enmity. Each opposition party has fielded a presidential candidate for the first round of voting on June 24. If nobody

wins a majority, the two top candidates

Traditional parties are putting aside differences to unite against a common enemy.

will face off on July 8. The opposition parties have vowed to instruct their followers to support any candidate facing Mr. Erdogan if he doesn't win in the first round. Along with electing a new kind of president, the voters will also elect

members of the Turkish Parliament. The opposition plans to combine their votes to thwart Mr. Erdogan's executive presidency.

The mind of the opposition is unusually focused because the implications for Turkish democracy are vast. Many expect that Mr. Erdogan will win his presidency but that the opposition will gain a majority in Parliament. How long can a unified opposition survive under these untried conditions?

The Turkish media mostly covers Mr. Erdogan and his party's campaign. The opposition is responding by creatively using the internet and social media. The Good Party used Google AdWords to send political messages in response to Google inquiries. If you Google the term "freedom," you will be followed around by an ad that says, "Search result not found; Try again on June 25."

Muharrem Ince, the new presidential candidate for Turkey's largest opposition party, the Republican People's Party, has reinvigorated his supporters. Mr. Ince, a former physics teacher and a lawmaker, has pleased the crowds with his oratory, sense of humor and charisma.

Selahattin Demirtas of the pro-Kurdish People's Democratic Party is campaigning as a presidential candidate from prison. He has been in prison for more than a year on vague charges of "supporting terrorism." He held his first campaign meeting by telephone and sent handwritten notes as responses to questions he was asked on Twitter. The Saadet Party, a tiny Islamist party, has also joined the united opposition.

Half of the Turkish population is under 30; the voting age is 18. In 2013, during the Gezi Park protests, a wide spectrum of young people, both secular and pious, demonstrated peacefully against the government. They were a 21st-century generation facing off against 20th-century autocrats. The youth might turn out to be another unifying force.

The electoral season has seen Turkish political parties and their followers cross a Rubicon. Traditional parties have put aside their differences to

unite against a common enemy, following in a path already forged by Turkey's youth. The question is whether this unity will survive the election and bring stability or whether the new

political environment, which vastly increases the power of a single leader, will simply redefine the enemy. ●

JENNY WHITE is the author, most recently,

of "Muslim Nationalism and the New Turks" and a professor at the Stockholm University Institute for Turkish Studies.

Le Monde MERCREDI 13 JUIN 2018

Un Etat iranien fragile face à la pression américaine

Analyse

LOUIS IMBERT
Service International

La nostalgie, camarades. Le 27 mai, il y avait foule dans les rues de Téhéran pour célébrer les funérailles de la star de cinéma Naser Malek Motiee. Tête d'affiche d'une infinité de nanars iraniens dans les années 1960 et 1970, il avait disparu des écrans après la révolution de 1979 : on aurait pu le croire oublié. Ses rôles de *jahel*, les bandits d'honneur des bas quartiers de la capitale, ses chapeaux mous et ses baisers fougueux avaient été balayés avec la « décadence » de l'ancien régime. Pourtant, Malek Motiee est parti en beauté, à la « une » de plusieurs quotidiens. La foule a chanté des slogans contestataires à ses funérailles. Elle a conspué la télévision d'Etat de la République islamique, qui avait effacé l'acteur. On a entendu des slogans dénonçant le « système » du pouvoir dans son ensemble. Selon des témoins, la police a tiré des gaz lacrymogènes : des « tire-larmes », en somme, pour un acteur de mélodrames.

Ces derniers mois, la rue iranienne est émo-tive. En persan, on la dit « *enceinte d'événements* ». On emprisonne des leaders syndicaux, puisque des aciéries, des employés d'hôpitaux, des professeurs se mettent en grève à Ahvaz (Sud), à Tabriz (Nord-Ouest), à Yazd (Centre)... Des milliers de routiers ont fait de même dans le pays ces deux dernières semaines, sans médiation syndicale, en longues files sur les autoroutes. Rien n'a changé au fond, en Iran, depuis la vague de manifestations inédite qui a touché des dizaines de villes au tournant de l'année. Des slogans de toutes sortes avaient fusé contre le blocage économique et politique du pays, y compris des dénonciations de la République islamique. La répression a fait 25 morts, selon le bilan officiel. Depuis, tous les voyants sont au rouge.

Le 2 juin, la plus haute autorité religieuse de Machhad (Est), Ahmad Alamolhoda, a accusé

LE REJET DES ÉTATS-UNIS DE L'ACCORD NUCLÉAIRE N'A PAS SUSCITÉ, DANS L'OPINION, LA VAGUE D'UNION NATIONALE QUE LES DIRIGEANTS IRANIENS ESPÉRAIENT

les routiers de mettre leur colère au service de l'ennemi étranger. Ce clerc entend la petite musique du « changement de régime », que font résonner Washington et Israël depuis le 8 mai. Les Etats-Unis se sont retirés de l'accord international sur le nucléaire iranien, annonçant le retour de sanctions de pleine force contre l'Iran. M. Alamolhoda craint des tentatives de déstabilisation. Il enjoint à la République de serrer les rangs.

Déjà, la pression américaine a mis en sourdine une critique du fonctionnement général de l'Etat iranien, qui s'était exprimée publiquement jusqu'en son sein dans la vague de janvier, au Parlement et dans les ministères, et dans des institutions aussi diverses que le Croissant rouge et les Monuments historiques. Le premier en a assez de dégrader les morts des décombres d'habitations à loyer modéré, qui s'écroulent à chaque tremblement de terre – comme au Kurdistan iranien, en novembre 2017, sur fond de soupçons de corruption systématique dans les appels d'offres de construction publique.

Les seconds ne voient plus l'intérêt de restaurer les vestiges de la Perse éternelle. Leur ouvrage est ruiné par la sécheresse et les tempêtes de sable – qu'une gestion chaotique des ressources en eau aggrave. Ces critiques demeurent cependant disparates, et nul ne doute que l'appareil de sécurité ira-

nien ait les moyens et la volonté de réprimer. Nul n'imagine d'ailleurs, en Iran, d'alternative crédible au système en place.

REGAIN DE TENSION A VENIR

Donald Trump est un repoussoir : ses appels sans finesse au « *peuple iranien* », qu'il oppose à ses dirigeants, exaspèrent. Pourtant, le 8 mai, son rejet de l'accord nucléaire n'a pas suscité, dans l'opinion, la vague d'union nationale que les dirigeants iraniens espéraient. Faudrait-il alors que la menace étrangère s'accroisse pour que l'on pose un voile pudique sur ces fissures, et que l'Etat se stabilise ? Déjà, il teste ses moyens de censure : à la fin avril, l'accès à la messagerie instantanée en ligne Telegram a été fermé – très populaire, le réseau avait permis d'agrèger les manifestations de janvier. Les autorités expérimentent également le filtrage des réseaux VPN, qui permettent de contourner cette interdiction.

Le président modéré, Hassan Rohani, a encore la charge de préserver l'accord nucléaire. Il s'assure auprès des autres signataires – la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Russie et la Chine – que l'Iran pourra continuer d'exporter son pétrole, malgré les sanctions américaines. Mais les prochains mois lui promettent le supplice : le constructeur automobile français PSA a annoncé, le 4 juin, la suspension des activités de ses coentreprises en Iran. D'autres suivront, une à une.

Signe immanquable d'un regain de tension à venir : le 6 juin, le directeur du programme nucléaire iranien, Ali Akbar Salehi, est apparu en direct à la télévision d'Etat, vêtu d'une blouse blanche impeccable, dans les couloirs de l'usine de Natanz. Il y inaugurait un nouveau centre d'assemblage de centrifugeuses. M. Salehi a précisé que ces travaux ne rompraient pas les engagements de l'Iran vis-à-vis de l'accord international sur le nucléaire, signé en juillet 2015. Mais son message était clair : Téhéran est prêt à sortir du deal à la suite des Etats-Unis. Il pourrait aussi, sans renier formellement l'accord, jouer avec la ligne rouge, refuser des visites des inspecteurs de l'Agence internationale du nucléaire (AIEA), nier, la main sur le cœur, les accusations de Washington, gagner du temps...

Certains, en Iran, veulent croire que la perspective d'un changement de régime est plus proche à Washington qu'à Téhéran. Ils rêvent d'un hypothétique *impeachment* de M. Trump. Ils attendent que ses négociations avec le dictateur nord-coréen échouent lamentablement. Ou bien qu'elles prouvent, si Pyongyang s'en sort, qu'il vaut mieux avoir la bombe pour discuter d'égal à égal avec Washington. ■

« Même en Europe, l'islam turc reste très tourné vers le pays d'origine »

ENTRETIEN Vendredi 8 juin, le gouvernement conservateur autrichien a annoncé la fermeture de sept mosquées financées par la Turquie et l'expulsion d'une soixantaine d'imams liés à l'Union islamique turque d'Autriche.

Docteur en sociologie de l'Ehess à Paris et chercheur dans le département d'anthropologie à l'université de KU Leuven (Belgique), Erkan Toguslu explique les évolutions de l'islam turc en Europe et les tensions actuelles.

Recueilli par Anne-Bénédicte Hoffner 14/06/2018
www.la-croix.com

La Croix: Les fermetures de mosquées annoncées le 8 juin par l'Autriche font suite à une polémique née de la reconstitution, dans l'une des principales mosquées de Vienne, d'une bataille emblématique de l'histoire ottomane, celle de Gallipoli en 1915, jouée par des enfants habillés en soldats. Ce mélange des genres est-il exceptionnel ou fréquent au contraire dans les mosquées turques ?

Erkan Toguslu: La période ottomane est très en vogue aujourd'hui chez une grande partie de la population turque, en particulier les religieux et les conservateurs. L'Empire ottoman, qui a contrôlé une grande partie de l'Europe du Sud-Est et d'Europe centrale et a fait à deux reprises le siège de Vienne, est vu comme une sorte de société idéale, un État fort, protecteur de sa population et donc de sa diaspora... Cette image positive est entretenue par tout un discours nationaliste, véhiculé à la fois par les politiques – l'AKP, le parti du président Erdogan au premier chef – mais aussi par les médias. Chaque chaîne de télévision a sa série costumée qui contribue à alimenter le rêve ottoman.

Je suis convaincu que beaucoup de Turcs ne comprennent pas la décision du gouvernement autrichien et ne voient pas le problème de faire jouer une guerre entre Ottomans et Autrichiens à des petits Turcs vivant à Vienne! Peut-être certains responsables religieux sont-ils réticents, mais en raison de leur âge et de leur milieu d'origine, ils sont généralement plutôt séduits par

ce discours.

Quel est le rôle de l'AKP dans la diffusion de ce discours nationaliste, y compris dans les mosquées turques en Europe ?

E.K.: Ce discours est antérieur à l'arrivée au pouvoir du parti du président Erdogan en 2007: tous les anciens gouvernements ont utilisé les mosquées pour mobiliser la diaspora à leur profit. Mais il est vrai que Recep Tayyip Erdogan l'utilise avec un talent particulier, en le structurant toujours autour de l'opposition entre « eux et nous »: selon le contexte (processus de paix avec les Kurdes, candidature à l'adhésion à l'Union européenne...), le « eux » change, mais l'opposition demeure, fonctionnant comme un puissant ressort de mobilisation. Le président turc est avant tout un islamiste populiste et un vrai animal politique.

Le paradoxe est qu'ici en Belgique, mais c'est vrai ailleurs, la communauté turque apparaît plutôt « intégrée », ou au moins silencieuse et respectueuse, mais seulement parce qu'elle ne pose pas de problèmes « visibles ». En réalité, elle reste très tournée vers le pays d'origine: les imams prêchent et parlent en turc, les fidèles suivent l'actualité turque, fréquentent les restaurants turcs... Les mosquées sont totalement contrôlées par le Ditib, qui est le prolongement à l'étranger de la puissante Dyanet, la Présidence des affaires religieuses placée directement sous l'autorité du premier ministre.

La jeune génération turque de la diaspora prend-elle ses distances avec ce modèle? Le discours sur « l'islam de France » ou d'Europe a-t-il une prise à l'intérieur de la communauté



Plaque de la mosquée Nizam-i Alem à Vienne. / Alex Halada/AFP

turque ?

E.K.: Peu, sauf peut-être chez une partie de la jeunesse diplômée et qui travaille et qui se lasse un peu de cette mentalité, de ce jargon, etc. Certains jeunes Turcs fréquentent d'ailleurs des mosquées où l'imam prêche en français, mais c'est rare.

Au sein de la Dyanet, certains responsables se rendent compte que ce discours nationaliste ne peut que brouiller l'image des Turcs en Europe, qu'il les radicalise non pas religieusement – peu de Turcs ont basculé dans le djihadisme – mais plutôt ethniquement. Mais la majorité des politiques continuent à vouloir utiliser la diaspora comme la « main » de la Turquie en Europe, une main puissante puisqu'on estime à 3 à 4 millions le nombre des Turcs vivant en Allemagne...

Non seulement l'idée selon laquelle les Turcs qui vivent en France, en Belgique ou en Autriche doivent faire un effort pour découvrir la culture locale et pratiquer un islam adapté au contexte local ne prend pas. Mais via le Ditib et donc les ambassades, les mosquées turques restent toujours sous un contrôle très étroit. ♦



Syrie: l'alliance kurdo-arabe prête à des discussions sans condition avec le régime

Qamichli (Syrie), 10 juin 2018 (AFP)

LE BRAS POLITIQUE des forces kurdo-arabes qui contrôlent de facto de larges pans de territoire dans le nord-est syrien a annoncé dimanche être prêt à des pourparlers sans conditions préalables avec le régime de Damas.

Le Conseil démocratique syrien est lié aux Forces démocratiques syriennes (FDS), qui n'affrontent pas le régime mais le groupe Etat islamique (EI), avec le soutien des Occidentaux.

La plupart des territoires contrôlés par les FDS sont gérés par une administration autonome kurde et échappent à l'autorité du régime du président Bachar al-Assad.

Dans un communiqué, le Conseil démocratique syrien a affirmé être prêt à

résoudre le conflit syrien par le dialogue et "n'hésitera pas à donner son accord à des pourparlers sans conditions".

Un responsable de cet organe, Hekmat Habib, a indiqué à l'AFP que le Conseil et les FDS étaient "sérieux" dans leur volonté "d'ouvrir la porte au dialogue" avec le gouvernement.

"Les FDS, qui contrôlent 30% du territoire syrien, et le régime (qui en contrôle plus de la moitié, ndlr), sont les deux seules forces qui peuvent s'asseoir à la table des négociations et élaborer une solution à la crise syrienne", a-t-il dit.

Ces déclarations s'inscrivent dans le contexte d'une tentative de rapprochement entre les autorités kurdes et le régime dans le but d'éviter un affrontement armé dans le nord de la Syrie.

Le mois dernier, M. Assad avait averti les Kurdes qu'il pourrait utiliser la force contre eux s'il ne parvenait pas à reprendre par la négociation les

→ territoires qu'ils contrôlent.

Peu après, une délégation de l'opposition syrienne tolérée par le régime avait effectué une rare visite à Qamichli, principalement contrôlé par des forces kurdes affiliées aux FDS.

Selon un responsable kurde syrien, cette délégation a tenté de jouer un rôle de médiateur entre les autorités autonomes kurdes et le régime.

Côté gouvernemental, le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem a

expliqué que Damas parlait de façon informelle avec les Kurdes mais qu'aucune négociation n'avait été entamée.

Les Kurdes syriens n'ont encore jamais été invités à prendre part aux pourparlers de paix sur la Syrie encadrés par l'ONU.

Les FDS ont conquis l'essentiel des territoires qu'elles contrôlent lors de leurs opérations contre l'EI, avec le soutien de la coalition internationale antijihadistes dirigée par Washington qui y a notamment déployé des forces spéciales. ●



4 June 2018

Turkey doubles its military presence in Kurdistan: PM

By Rudaw.net 4/6/2018

ERBIL, Kurdistan Region – Turkey has doubled its military presence in the Kurdistan Region to “eliminate terror,” the prime minister said on Sunday.

“We have doubled our presence in northern Iraq. We have exactly 11 bases. Our aim is to eliminate terror before it infiltrates our soil and to secure our border,” Binali Yildirim said during a meal to break the Ramadan fast with journalists.

Turkish forces have pushed 27 kilometres into Kurdistan in their operation against the PKK, named a terror organization by Turkey, the US, and Europe.

Ankara has stepped up its offensive against the PKK since the conflict resumed in 2015 after peace talks failed.

Kurdish towns and cities in



Turkish soldiers patrol in Kurdistan Region's Avashin area, Duhok province last month. Photo: Ozkan Bilgin/Anadolu Agency

Turkey's southeast were put under military curfews as the conflict was taken into urban areas for the first time. At least 3,492 people have been killed within Turkey since July 20, 2015, including 440 confirmed civilians, according to figures from

the International Crisis Group.

Turkey has also taken its conflict with the PKK across borders in Iraq and Syria.

Euphrates Shield and Olive Branch were two operations in northern Syria. The purpose of

Euphrates Shield in 2016 was to remove ISIS threats from the borders with Turkey and prevent Kurds from expanding control west of the Euphrates River.

Olive Branch, earlier this year, was an operation against Kurdish forces in Afrin who Ankara considers as branches of the PKK, a charge the Kurds deny.

Yildirim claimed that in Syria they have “cleared a 250-kilometre range in Afrin and Euphrates Shield region, meaning west of Euphrates, from terror.”

Turkey has now turned its sights to focus on lands on the other side of the river, extending all the way to Iran.

“We still have issues to the east of the Euphrates, which ranges throughout Iraq-Iran borders. This means that we still have issues with a 1,000-kilometre range there.”

Turkey's goal in its current operation in the Kurdistan Region is the PKK headquarters in the Qandil Mountains.

A group of lawmakers have called for the Kurdistan Region parliament to convene a special session to address the issue of Turkish troops on their soil. ■



JUNE 11, 2018

IS militants abduct Peshmerga, 4 others, and kill, wound 12 pro-Iran Hashd al-Shaabi fighters

Kosar Nawzad June 11-2018

<http://www.kurdistan24.net>

ERBIL (Kurdistan 24) – Suspected Islamic State (IS) militants on Sunday kidnapped five people, a Kurdish Peshmerga among them, and killed and wounded 12 members of the Iranian-backed Shia Hashd al-Shaabi, in separate incidents in the oil-rich province of Kirkuk.

“In the Yayci subdistrict's Qara Tapa village, west of Kirkuk city, IS launched an assault on the Hashd al-Shaabi [also known as the Popular Mobilization Forces (PMF)], killing two and wounding ten,” Kurdistan 24 reported.

In southeastern Kirkuk, suspected IS militants

“snatched up an officer of the Peshmerga forces last night (Sunday) in Zanqr village, south of Kirkuk's Daquq town,” witnesses told Kurdistan 24.

Locals explained that the Peshmerga, Farhad Fayaq Walid, had returned home with four workers to harvest grain when an armed group, which they suspect to be from the jihadist organization, forcibly took them to an unknown location.

Concerns regarding security are rising with the number of attacks growing by the day in territories contested by the central government in Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG).

Kurdish villagers in Diyala province who had fend-



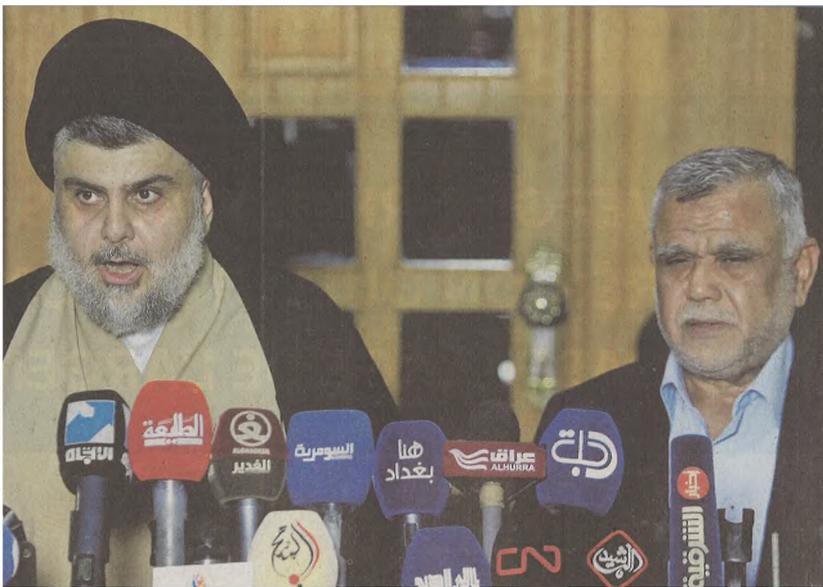
Pictures of hospitalized Hashd al-Shaabi (PMF) members after they faced off with Islamic State (IS) militants, June 11, 2018.

ed off an attack from IS fighters on Thursday began gathering their belongings and leaving their homes to seek safety and stability elsewhere.

The disputed territories were under the protection of Kurdish Peshmerga forces since 2014 after they cleared them of IS. They were forced to withdraw on Oct. 16 last year following an attack by Iraqi troops and Iranian-backed Hashd al-Shaabi militias in the aftermath of the Kurdistan Region's referendum on independence from the rest of Iraq. ●

Irak : alliance surprise entre chiites rivaux

Moqtada Sadr, vainqueur des récentes législatives, a conclu un pacte avec l'ancien chef de milice al-Ameri, proche de l'Iran.



Le nationaliste chiite Moqtada Sadr (à gauche) lors d'une conférence de presse commune avec le chef de milice Hadi al-Ameri, mardi, à Najaf, en Irak.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

MOYEN-ORIENT C'est le dernier rebondissement dans le feuilleton post-élections législatives du 12 mai en vue de la désignation du prochain premier ministre. Les deux listes arrivées en tête, celle du nationaliste chiite Moqtada al-Sadr et celle d'anciens combattants anti-jihadistes proches de l'Iran, ont annoncé une alliance surprise pour diriger l'Irak lors des quatre années à venir.

Ce coup de théâtre éloigne la possibilité pour Haïdar al-Abadi, le premier ministre sortant, dont la liste est arrivée en troisième position, de pouvoir continuer à diriger le pays.

À l'issue du premier scrutin tenu depuis la victoire sur le groupe État islamique (EI), le turbulent leader populiste chiite Moqtada Sadr, qui avait fait campagne contre la corruption, était arrivé en tête avec son alliance inédite avec les communistes (La Marche pour les réformes), suivi de l'Alliance de la conquête, dirigée par Hadi al-Ameri, proche de l'Iran. « La Marche pour les

réformes et l'Alliance de la conquête annoncent avoir formé une véritable alliance pour accélérer la formation d'un gouvernement national éloigné de tout professionnalisme », a proclamé Moqtada Sadr lors d'une conférence de presse commune avec M. Ameri dans sa ville de Najaf. « Ceci est un appel à tous ceux qui se soucient des intérêts nationaux [...] nous allons constituer des commissions pour discuter avec tous afin d'accélérer la rédaction d'un programme gouvernemental », a renchéri M. Ameri, reçu par Moqtada Sadr dans la ville sainte du sud de l'Irak lors d'un iftar, repas de rupture de jeûne durant le ramadan.

Abadi perdant des tractations

Cette union a surpris la classe politique car Moqtada Sadr avait laissé entendre qu'il ne voulait pas s'allier avec M. Ameri. Au lendemain des élections, le général iranien Qassem Soleimani, l'émissaire que Téhéran dépêche régulièrement en Irak, avait appelé les forces conservatrices chiïtes, dont l'Alliance de la conquête, à ne pas s'allier

avec l'ancien chef de milice Sadr, qui a récemment multiplié les bravades à l'encontre du grand voisin iranien. Il y a moins d'une semaine, Moqtada Sadr avait également signé un accord de coalition avec la liste d'un autre dignitaire chiïte, Ammar al-Hakim, et celle du laïc Iyad Allaoui, qui compte de nombreuses figures sunnites.

Comment expliquer un tel revirement ? Selon nos informations, l'Iranien Soleimani est revenu voir Sadr en début de semaine, ainsi que d'autres dirigeants irakiens. « Il a mis la proposition suivante sur la table, confie un expert irakien qui souhaite rester anonyme : chaque parti chiïte important

doit proposer trois candidats au poste de premier ministre, en même temps les Iraniens se sont chargés d'amener les Kurdes et des sunnites en soutien de cette proposition ». Ainsi, le choix du premier ministre ne serait plus du seul ressort de la communauté chiïte, majoritaire démographiquement auquel revient le poste de chef du gouvernement, mais de tous les Irakiens.

À la surprise générale, Moqtada Sadr aurait accepté les idées iraniennes, qui permettent à Téhéran de sortir du mauvais pas dans lequel le scrutin de mai avait placé la République islamique. Avait-il le choix ? Certains imputent l'incendie, dimanche dans un fief sadriste de Bagdad, d'un dépôt où se trouvaient des urnes, comme un avertissement adressé à Sadr par des relais pro-iraniens. Les urnes n'ont pas été endommagées et cela ne devrait pas affecter un éventuel nouveau comptage. « N'est-il pas temps de s'unir pour bâtir et reconstruire au lieu de brûler des urnes et de refaire des élections, juste pour un siège ou deux ? » s'était interrogé juste après Moqtada Sadr. Le président du

Parlement sortant, Salim al-Jabouri, battu de justesse lors du vote, a demandé que de nouvelles élections soient organisées car, selon lui, l'incendie est la preuve que des fraudes ont eu lieu. Mais ce scénario a peu de chance de se produire car seule la Cour suprême fédérale est habilitée à décider de la tenue de nouvelles élections.

Même si le feuilleton est encore loin d'être fini, cette alliance entre rivaux chiïtes constitue un pas de taille vers la moitié des 329 sièges du Parlement nécessaire pour former le futur gouvernement dans un système calibré pour empêcher le retour à la dictature et au parti unique.

Le grand perdant devrait être le premier ministre Haïdar al-Abadi, l'allié des Occidentaux dans la guerre contre Daech. Après les élections, « il a commis un péché d'arrogance en sollicitant l'ap-pui des services de renseignements qui lui sont proches pour mettre en cause les résultats de ces élections qui sans être transparentes ont été avalisées par les Nations unies », affirme un autre politologue irakien. ■



Stéphane Breton : « Se reposer ou être libre ? Les Kurdes ont choisi »

« Je regrette que nous ne soyons pas aussi sensibles à notre propre histoire que ne le sont les Kurdes, mais c'est sans doute parce que nous ne nous sentons pas en danger. Filmer la guerre des Kurdes, c'est filmer le désir de vivre »



Propos recueillis par **Anne Fulda**
afulda@lefigaro.fr

Le normalien, qui a longtemps vécu entre Paris et la Nouvelle-Guinée, a été à l'origine d'une pétition « contre le séparatisme islamiste », publiée dans *Le Figaro*, en mars dernier. Dans son dernier film, primé au Festival de Locarno, il s'est attaché à montrer le quotidien des combattantes kurdes.

LE FIGARO. - Pourquoi avoir suivi pendant des mois ces combattantes kurdes de Syrie persécutées par l'Etat islamique, par l'armée turque et les troupes de Bachar el-Assad ?
Stéphane BRETON. - Je fais des films où le hasard des rencontres veut bien m'emmener. Chaque fois, c'est une expérience presque mystique, la quête d'une sorte d'illumination. Je veux transformer le voyage extérieur en voyage intérieur. Je l'ai fait un peu partout : en filmant la guerre des Kurdes, en Sibérie dans un train russe, au milieu de bergers kirghiz, dans les montagnes du Népal, dans la poussière du Nouveau-Mexique ou les forêts de Nouvelle-Guinée. Je suis parti sans connaître les

Kurdes ni avoir jamais été en Syrie, mais je savais que l'existence des femmes combattantes était le signe de quelque chose d'extraordinaire et que je trouverais là-bas une fraternité et une sororité auxquelles nous ne sommes pas habitués.

Vous êtes ethnologue : quelle différence entre ce film et un documentaire classique ?
L'ethnologie demande une attention aux détails les plus bas en même temps qu'aux spéculations les plus hautes. Tout cela est réuni sur le « terrain », à condition d'y vivre. On va chez des gens qui ne nous ont pas invités et ne nous attendaient pas. On met le pied dans la porte et on s'assoit. L'ethnologie est une expérience de vie hasardeuse, ce film aussi. Je filme toujours seul - « *seul comme dans un naufrage* », disait Marcel Duchamp - ce qui permet l'intimité sans l'impudeur. Quand les combattants kurdes se lèvent en pleine nuit, moi aussi ; si le pain est moisi, je le mange comme eux. Partager la vie des gens permet d'être accepté, à condition de n'être ni trop près ni trop loin. J'aime aujourd'hui filmer sans bien comprendre ce qu'ils disent, en me concentrant sur les expressions, les gestes, les regards, l'âme.

Vous êtes à l'initiative d'une pétition, parue en mars, dans *Le Figaro*, contre « le séparatisme

islamiste ». Filmer des Kurdes en guerre contre l'Etat islamique, c'est réaliser un film engagé ?
Bien sûr, mais je n'ai pas voulu faire un film de propagande, cela aurait été trop trivial, trop contraire à l'expérience éprouvée là-bas d'un éblouissement. Je suis fasciné par les Kurdes de Syrie et leur projet politique, qui comprend l'émancipation des femmes. Je n'aurais pas passé huit mois chez eux sans être d'accord.

Dans le film, on voit une jeune combattante couvrir de pierres le cadavre d'un combattant de Daech pour qu'il ne soit pas dévoré par les chiens. C'est la civilisation face à la sauvagerie ?

Si cette guerre est féroce, les combattants kurdes sont doux et tranquilles. Je ne veux pas les idéaliser, mais ils ne connaissent ni la rage ni la haine. Pas d'exaltation, pas de fanatisme, seulement une abnégation bien réfléchie et un romantisme discret. Cela tient sûrement à la présence des femmes. Elles ne sont pas meilleures que les hommes mais elles apportent l'équilibre. S'il y a des hommes et des femmes, c'est que le monde est au complet, tout est en ordre. Elles ne marchent d'ailleurs jamais derrière, c'est pourquoi les Kurdes ne sont guère aimés au Moyen-Orient.

Au fond, ces combattantes ne défendent -elles pas ce que l'on ne croit plus bon de défendre en Occident ?

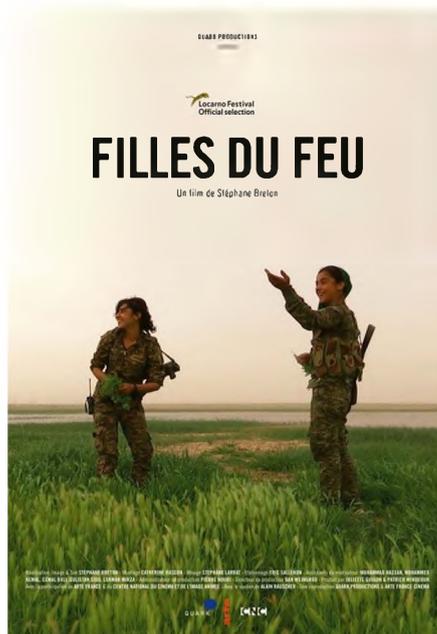
On peut se demander si le monde moderne ne consiste pas à soupçonner tout ce que nous sommes et tout ce que nous avons. Mais comment nous pourrions être respectueux des autres si nous ne le sommes pas de nous-mêmes et de la maison d'où nous venons ? D'ailleurs, les autres savent qui nous sommes quand ils nous voient arriver chez eux, il ne faut pas les prendre pour des imbéciles. Si nous avons honte d'être nous-mêmes, que vont-ils penser de nous ? Sont-ils prêts à nous contredire ? C'est au nom de la curiosité et du respect que j'ai pour les autres cultures que je défends la mienne - sa contingence, sa fragilité, sa valeur et aussi la liberté politique dont nous jouissons, pardon du peu ! Elle n'est ni meilleure ni moins bonne, mais je viens de là et j'ai été fait à son image. Il faut comprendre que chacun, comme disait Pascal, joue avec la même balle, même si chacun la place différemment : les sociétés humaines cherchent la même chose, quelle que soit la manière dont elles s'y prennent.

Y a-t-il des leçons à tirer pour la France ?

Une phrase de Thucydide figure en exergue du film : « *Se reposer ou être libre, il faut choisir.* » Les Kurdes, ce peuple d'abeilles, l'ont très bien compris. J'ai trouvé à leur côté, comme à chaque voyage, une leçon morale. On vit en Occident sur le mythe de l'indépendance de soi, de l'autonomie confinante à la solitude, comme s'il fallait affronter à toute force la communauté d'où l'on vient pour se réaliser. Mais c'est une illusion : c'est notre propre société qui nous donne le goût de l'indépendance et nous fait connaître la valeur de notre individualité. Pour pouvoir puiser au fond de nous-mêmes, il faut que nous ayons une vie sociale. En Syrie comme en Nouvelle-Guinée, j'ai bien vu que l'excès de confort amollit le cœur et trouble la conscience de soi et des siens. La vie facile nous est douce, mais elle recèle un danger : elle anéantit les nations et les cultures. Nous croyons soudain qu'il n'y a plus que nous et nos petites lubies - quel aveuglement ! Je regrette que nous ne soyons pas aussi sensibles à notre propre histoire que ne le sont les Kurdes, mais c'est sans doute parce que nous ne nous sentons pas en danger. Filmer la guerre des Kurdes, c'est filmer le désir de vivre. ■

Les femmes ne sont pas meilleures que les hommes mais elles apportent l'équilibre. S'il y a des hommes et des femmes, c'est que le monde est au complet, tout est en ordre. Elles ne marchent d'ailleurs jamais derrière, c'est pourquoi les Kurdes ne sont guère aimés au Moyen-Orient

STÉPHANE BRETON



Grèce

De notre envoyée spéciale,
LAURE MARCHANDThessalonique,
le refuge turcRenouant avec une vieille tradition d'hospitalité,
la ville grecque où est né Mustafa Kemal, le
fondateur de la Turquie moderne, accueille
les **opposants au président Erdogan**

La ville se trouve à 350 kilomètres de la frontière turque.

De sa ville d'adoption, Rapiğ Duran aime tout. Le poulpe grillé, les collines verdoyantes, l'humidité portée par le vent de la baie. Tout lui est familier. Condamné en janvier à dix-huit mois de prison ferme pour « propagande en faveur d'une organisation terroriste » en Turquie, le journaliste se sent chez lui à Thessalonique, « si semblable aux villes égéennes de la rive turque ». La sensation de familiarité rend l'éloigne-

ment moins amer. Par-dessus tout, il pense avec un brin de nostalgie que Nâzım Hikmet, l'immense poète turc mort en exil à Moscou, y est né à l'aube du xx^e siècle, quand la ville faisait encore partie de l'Empire ottoman.

Thessalonique accueille de plus en plus de réfugiés en provenance de Turquie :

des intellectuels, des Kurdes, des universitaires et des sympathisants de la confrérie de Fethullah Gülen, accusés par le pouvoir d'avoir fomenté le putsch du 15 juillet 2016. Contraints au départ pour échapper à la répression du régime de Recep Tayyip Erdoğan, ils s'installent dans la deuxième ville de Grèce. Le pays voisin redevient ainsi une terre d'asile pour les Turcs, comme dans les années 1980 et 1990, lorsque les opposants à la junte militaire et les Kurdes étaient persécutés. L'an passé, 1827 personnes ont déposé une demande d'asile, soit dix fois plus qu'en 2016. Les premiers arrivants ont été huit militaires mutins qui ont fui à bord d'un hélicoptère dans la foulée de la tentative de coup d'Etat. La Grèce refuse de les extraditer, provoquant la fureur d'Erdogan.

Cette bienveillance d'Athènes pour les opposants turcs a conduit à une détérioration brutale des relations de voisinage. A l'approche des élections législatives et présidentielles anticipées le 24 juin, le maître d'Ankara multiplie les déclarations expansionnistes : « *Que ceux qui ont franchi la ligne rouge en mer Egée [...] prennent garde. Leur courage s'évanouira à la vue de notre armée, de nos navires et de nos avions...* » Les violations des frontières terrestres et maritimes grecques en mer Egée sont en forte augmentation. En avril, un pilote grec s'est écrasé après une course-poursuite avec un avion de chasse turc. En Turquie, l'hostilité à l'égard de l'ennemi héréditaire grec a resurgi avec la récente poussée nationaliste.

Trois cent cinquante kilomètres séparent Thessalonique de l'Evros, le fleuve qui traverse la Thrace et marque la frontière entre les deux pays. Sa position géographique favorise l'arrivée des Turcs, réduits à une sortie clandestine. Ces jours-ci, Tuba Güven, ancienne journaliste à la TRT – la télévision publique turque – et désormais réfugiée politique, n'héberge aucun nouvel arrivant. Son salon se transforme souvent « en salle d'attente » pour les fidèles de Fethullah Gülen. Ils s'y reposent avant de poursuivre



GRANDS FORMATS



En avril, des migrants viennent d'arriver en Grèce après avoir traversé le fleuve Evros.



Tuba Güven, journaliste et réfugiée politique.

leur route vers l'Europe du Nord, les Etats-Unis, le Canada. Mais la nuit passée, comme souvent, son portable a sonné. Une embarcation de Turcs était en perdition sur l'Evros dans les eaux grecques. « J'ai réussi à les localiser avec le smartphone, j'ai alerté les secours, raconte-t-elle. Ils ont été récupérés. »

Emre déplie avec précaution sa carte de réfugié politique. Il caresse avec le doigt les mots tamponnés en lettres grecques : « Requête individuelle acceptée ». Cet ingénieur qui travaillait au ministère de l'Energie a fait la traversée l'année dernière. Après avoir été torturé de longues semaines dans une salle de sport reconvertie en centre de détention à Ankara, il a été remis en liberté le 9 mai 2017, à 20h30. Il devait être équipé d'un bracelet électronique deux jours plus tard. Il n'a pas attendu : « Le 10 mai, à 23 heures, j'étais en Grèce avec ma famille. » Il est passé avec son épouse, sa fille de 4 ans et son fils de 12 mois à bord d'un bateau gonflable, de nuit, sans encombre. Les eaux sombres de l'Evros charrient leur lot de noyés syriens, afghans, irakiens, somaliens et désormais turcs. « J'avais fait mon service militaire dans la zone et même plongé dans le fleuve pour prélever des échantillons, je connais le coin par cœur », détaille-t-il.

Manifestement, ce n'était pas le cas des soldats grecs qui patrouillaient le 1^{er} mars dernier. Cet après-midi-là, les conditions climatiques rendaient la visibilité réduite. Les deux hommes ont pénétré par erreur sur le territoire turc. Depuis, ils sont accusés d'espionnage et emprisonnés à Edirne.

En revanche, pour les Turcs formatés par le nationalisme, l'installation en Grèce constitue un choc. A leur arrivée, Emre et sa famille n'avaient pas de ressources. Le boulanger du quartier leur a donné du pain quotidiennement pendant deux mois. Les voisins ont offert une télévision aux enfants. « J'étais persuadé que les Grecs étaient nos pires ennemis, on nous le serine depuis l'école. En fait, ils nous ont adoptés. » Rempli de gratitude, il voit bien son avenir en Grèce : « J'aimerais investir ici, dans une fabrique de glaces. »

L'hospitalité thessalonicienne est historique. Jusqu'en 1912, date de son rattachement à la Grèce, la ville abritait le deuxième port de l'Empire ottoman. C'est aussi le berceau du Comité Union et Progrès, le mouvement politique turc qui structura la Turquie moderne. Ainsi, lorsque les deux pays procédèrent à des échanges de populations forcés en 1923, les Grecs chassés d'Asie Mineure s'y installèrent massivement. Aujourd'hui, la majorité des habitants est donc originaire de Turquie.

Dans un étrange chassé-croisé dont seule l'histoire a le secret, les grands-parents de Tuba Güven étaient, eux, des Turcs de Thessalonique. Ils ont été installés en Turquie lors de ce grand déplacement, le grand-père a ouvert un restaurant. « Ils me parlaient souvent de Thessalonique quand j'étais enfant. Ils étaient si fiers de venir de l'Europe, se rappelle la jeune femme. La maison n'existe plus. Elle se trouvait à côté de celle d'Atatürk. » Car même le

fondateur de la République de Turquie, Mustafa Kemal, y est né. C'est dire si les Turcs y retrouvent leur âme. Fragmentée, souvent. Jusqu'à présent, l'exil imposé n'a pas déclenché d'union sacrée entre les groupes d'opposants aux visions politiques parfois diamétralement opposées. S'ils ont en commun d'être considérés comme des terroristes par Erdogan, ils se regardent encore en chiens de faïence. Ils se méfient aussi car les informateurs des services secrets turcs rôdent. Dans la rue ou dans les magasins, ils se reconnaissent mais rentrent rarement en contact, poursuivent prudemment leurs activités chacun de leur côté.

En revanche, les affinités politiques greco-turques fonctionnent. Nese Özgen, ancienne professeure de sociologie à Izmir, organise les interventions de collègues turcs dans les universités de Thessalonique. A Micropolis, un centre socio-culturel, repaire de l'extrême gauche grecque, elle monte des conférences. Ce soir-là, elle présente à un auditoire concentré « l'expérience du Rojava », la région du nord de la Syrie administrée par les Kurdes. En Turquie, un tweet contre l'offensive militaire d'Ankara à Afrin, un de ses cantons, conduit directement en prison.

Pour les élections anticipées, Nese Özgen se fera un devoir de surveiller le dépouillement qui aura lieu au consulat turc de Thessalonique. Ensuite, cette universitaire renommée, qui a porté plainte pour « insultes » contre Recep Tayyip Erdogan, après qu'il a traité de « traîtres » les signataires d'une pétition réclamant la fin des



Nese Özgen a porté plainte contre Erdogan.

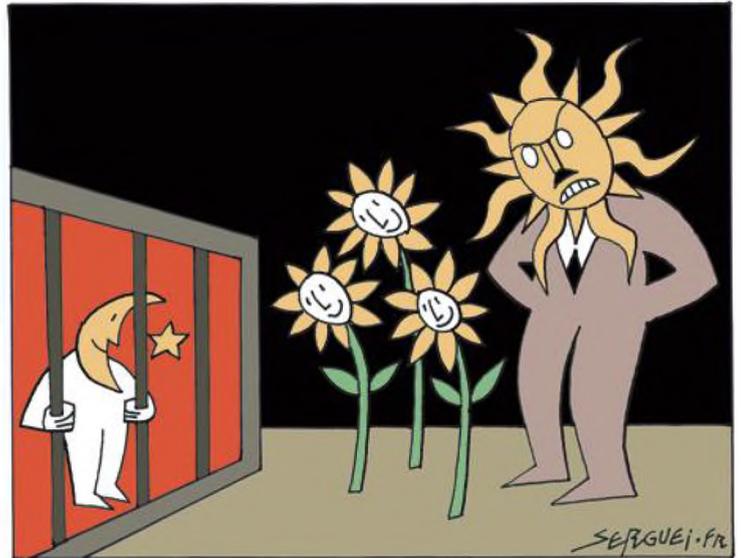
violences de l'Etat dans les provinces kurdes, envisage très sérieusement de rentrer en Turquie. A condition que le « raïs » quitte le pouvoir ? « Non, au contraire, s'il reste, car il va nous entraîner dans la guerre civile. Les personnes comme moi sont des symboles, je dois être là-bas. » ■

TURQUIE

“ J'ÉCRIS CES MOTS
DEPUIS UNE PRISON
DE HAUTE SÉCURITÉ ”

► Dans une tribune au « Monde », Selahattin Demirtas, le leader du parti prokurde, candidat à l'élection présidentielle du 24 juin, en détention depuis 2016, appelle à ne faire aucun compromis avec Erdogan

► « En détention, nous n'avons pas peur du gouvernement. Ceux qui sont dehors vivent dans une prison à ciel ouvert », témoigne-t-il, alors que se termine la campagne électorale



Selahattin Demirtas

« Je continuerai à lutter »

Incarcéré depuis novembre 2016, le leader du parti prokurde et candidat à l'élection présidentielle turque du 24 juin, appelle, dans un texte transmis en exclusivité au « Monde », à ne faire aucun compromis avec le régime autoritaire de Recep Tayyip Erdogan

amis qui ne se seraient pas vus depuis des années. Or, depuis vingt mois que je suis ici, je n'ai encore jamais eu la possibilité de voir ni l'un ni l'autre. C'est cela, être en prison. Pour comprendre la géographie de l'endroit où je me trouve, il me faut faire un effort d'imagination. La vérité est que je suis enfermé dans une cellule que l'on s'est appliqué à rendre intégralement grise du sol au plafond, et que j'écris ces lignes assis sur une chaise en plastique plutôt inconfortable. J'ai la nostalgie des promenades dans les champs de tournesols.

Il y a un an et huit mois que j'ai été transféré ici, après avoir été arrêté à Diyarbakir, capitale de la région kurde de Turquie, là où habite ma famille. Une distance d'environ 1700 kilomètres me sépare désormais d'elle et de mes amis. Avocat des droits de l'homme, j'ai eu l'occasion de faire le tour de presque toutes les prisons de la région kurde, afin de recenser et de dénoncer les atteintes au droit qui y étaient commises. Mais on ne m'avait jamais obligé à demeurer dans une prison aussi longtemps qu'aujourd'hui. Pourtant, mon sort ne me semble pas spécialement différent de celui des autres détenus, hormis que je suis un prisonnier politique connu. Il y a aujourd'hui, dans les prisons turques, des dizaines de milliers de gens qu'on a incarcérés en les qualifiant de « terroristes », simplement parce qu'ils ont usé de leur droit à s'exprimer et à s'organiser librement.

PRISON A CIEL OUVERT

Dans ces conditions, et quoique je ne puisse l'affirmer assurément, il me semble que la situation dans laquelle se trouvent les opposants à Erdogan qui ne sont pas en prison, si elle est par certains aspects

Par SELAHATTIN DEMIRTAS

LE CONTEXTE

PRISONNIER POLITIQUE

Incarcéré depuis le 4 novembre 2016 au centre pénitentiaire de haute sécurité d'Edirne en Turquie, Selahattin Demirtas a écrit ce texte mardi 12 juin et l'a transmis au *Monde* en exclusivité. En attente d'un procès, il risque une peine de prison de cent quarante-deux ans, selon le code pénal turc. Turc d'origine kurde, il préside le Parti démocratique des peuples (HDP) et a présenté sa candidature à l'élection présidentielle turque du 24 juin.

J'écris ces mots depuis le centre pénitentiaire de haute sécurité d'Edirne, tout près de la frontière avec la Bulgarie. La prison est située à 7 kilomètres du centre-ville d'Edirne, dans une zone vierge de toute habitation, au milieu des champs de tournesols. Chaque année, au mois d'août, les alentours de la prison se parent de vert et de jaune, étouffant dans une immense orgie de couleurs ses murs gris et monotones. Tous, on connaît les tournesols. Ils poussent en l'espace de quelques mois seulement, puis leur face supérieure, d'abord inclinée, se redresse pour regarder le soleil. Depuis ma jeunesse, et aujourd'hui encore, chaque fois que je contemple un champ de tournesols en fleur, j'ai l'impression de voir une foule de jeunes gens serrés côte à côte dans le cortège d'une manifestation. La rivière Toundja, venue des profondeurs de la Bulgarie, coule non loin de la prison. Après avoir sinué pendant des kilomètres, cette longue ligne verte rencontre les eaux du fleuve Maritsa, à quelques encablures du centre-ville d'Edirne. La confluence de ces deux cours d'eau m'évoque les retrouvailles pudiques et heureuses de deux

meilleure que la nôtre, l'est par d'autres bien pire. Là où elle est meilleure, c'est qu'ils peuvent se déplacer librement à travers le pays, qu'ils ne sont pas séparés de ceux qu'ils aiment et qu'ils peuvent se promener tant qu'ils veulent dans les champs de tournesols. Là où elle est pire, c'est qu'ils ne sont pas aussi libres que nous autres derrière les barreaux. Il suffira d'un commentaire de leur part sur les réseaux sociaux, de quelques phrases prononcées au travail ou dans la rue contre le pouvoir d'Erdogan et son parti l'AKP [Parti de la justice et du développement, au pouvoir depuis 2002], d'une critique contre la politique menée par l'Etat concernant la question kurde, ou encore de l'organisation d'une réunion pédagogique sur la question des droits de l'homme, ou bien même de n'avoir rien fait mais d'être l'objet d'une diffamation anonyme, pour qu'ils se retrouvent en prison dans la seconde. Car, comme vous pouvez le voir dans ce texte envoyé de prison, nous y jouissons d'une plus grande tranquillité et y trouvons plus de liberté. Ici nous n'avons pas peur du gouvernement. Ceux qui sont dehors vivent dans une prison à ciel ouvert.

Je suis l'un des six candidats à l'élection présidentielle qui aura lieu le 24 juin prochain en Turquie. Cela n'a pourtant jamais été mon ambition de figurer dans l'histoire aux côtés des rares leaders politiques qui ont « *candidat à la présidence depuis leur cellule de prison* ». C'est Erdogan qui en a voulu ainsi, pas moi. Après mon incarcération, un an s'est écoulé sans que je comparaisse devant aucun juge. Par la suite, cela est arrivé deux fois seulement. Je ne vois rien qui puisse me laisser croire que mon procès sera équitable. Si la justice s'exerçait dans le cadre prévu par la loi, j'aurais déjà dû être relaxé. Désormais, les juges peuvent faire traîner mon procès autant qu'ils en auront envie, ou bien me jeter en prison pour plus d'un siècle, suivant le bon plaisir du gouvernement. Je n'attends rien, aucune justice, de la part de juges et de procureurs qui tremblent devant Erdogan. Or, si faible que soit ma confiance dans les institutions judiciaires, grande est ma foi en la capacité du peuple turc à se libérer lui-même et à rendre son indépendance à la justice. Les quatre autres candidats se sont tous ouvertement prononcés pour que je sois relaxé.

« IL Y A, DANS LES PRISONS TURQUES, DES MILLIERS DE GENS INCARCÉRÉS SIMPLEMENT PARCE QU'ILS ONT USÉ DE LEUR DROIT À S'EXPRIMER »

Pour nos concitoyens, cette situation a de quoi déconcerter. Car, si je suis coupable, comme Erdogan le martèle chaque jour dans ses meetings, ils se demandent comment il est encore possible que je sois candidat à la présidence. Et, si je ne suis pas coupable, pourquoi n'ai-je pas encore été remis en liberté ? La réponse à leurs interrogations est pourtant assez claire : moi en liberté, comme c'était le cas lors des élections du 7 juin 2015, le pouvoir sait qu'il y aurait quelqu'un pour faire virer au cauchemar les rêves autoritaires d'Erdogan, malgré toutes les pressions visant à m'en empêcher, malgré l'injustice du traitement qui m'est réservé.

DICTATURE OU DÉMOCRATIE

Bien que mes moyens soient limités, je continue à suivre de près la politique européenne. Force est malheureusement de reconnaître qu'elle ne fait pas grand-chose pour soutenir les citoyens de Turquie dans leur combat pour la liberté, dans leur prison à ciel ouvert. Ces élections qui auront lieu bientôt en Turquie exprimeront avant tout un choix entre la dictature et la démocratie. Or, même si l'on abandonne complètement le processus d'adhésion à l'Union européenne, l'avenir de la Turquie, en particulier dans ses versants sécuritaires, économiques, sans compter la question des réfugiés, tout cela intéresse directement l'Europe. Naturellement, je peux concevoir que les pays européens veuillent avant tout une Turquie stable politiquement et économiquement. Il est néanmoins pour moi inconcevable de ne pas voir que le régime autoritaire d'Erdogan, loin de favoriser la stabilité économique et politique, est la source même de

l'instabilité la plus totale. Les gouvernements européens peuvent bien trouver dans sa politique des réponses, à court terme, à certains de leurs besoins, en matière d'économie ou de politique migratoire, quitte à fermer un œil sur les exactions antidémocratiques d'Erdogan, mais cela ne mène nulle part. Une crise économique profonde vient maintenant se superposer aux crises politiques que le règne autoritaire d'Erdogan, islamiste et nationaliste, a imposées à la société en la polarisant de manière systématique. Et, même si, au soir du 24 juin, Erdogan proclame que c'est la ruse et la pression qui ont gagné les élections, les multiples crises qui frappent la Turquie ne feront qu'empirer.

Ceux qui se demandent comment Erdogan, l'homme qui a mobilisé toutes les ressources de l'Etat pour sa propre campagne, qui tient sous son contrôle 90 % des médias de Turquie, ne renonce devant rien pour rester au pouvoir, ceux-là n'ont qu'à suivre de près la polémique qu'il a déclenchée contre moi. Dans son meeting du 10 juin, il a promis à ses électeurs qu'il me ferait exécuter. Voici la question à poser aux leaders européens qui s'inquiètent du sort de la Turquie : avez-vous, sous prétexte qu'on ne peut pas revenir en arrière, à tel point abandonné les valeurs européennes que vous osez encore vous asseoir à la même table qu'un homme qui promet aux électeurs la tête d'un des candidats concourant avec lui à la présidence de la République ? Pour ma part, je peux dire, en mon propre nom et pour la cause du peuple, que je continuerai à m'opposer sans reculer d'un pas, quel qu'en soit le prix à payer. Car je sais qu'il y a en Turquie des dizaines de millions de gens qui luttent comme moi pour la paix et la démocratie, qui ne feront aucun compromis avec ce régime autoritaire. Aussi poursuivrons-nous notre combat pour l'égalité, la justice et la liberté, peu importe le résultat des élections. ■

Traduit du turc par
Julien Lapeyre de Cabanes

¶
Selahattin Demirtas a écrit « *L'Aurore* », à paraître aux éditions Emmanuelle Collas, le 14 septembre. Diffusion Média.



Trois soldats turcs tués par le PKK dans le sud-est (agence étatique)

Istanbul, 3 juin 2018 (AFP)

Trois soldats turcs ont été tués dimanche au cours d'une attaque du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans la province de Hakkari (sud-est), près de la frontière avec l'Irak, a indiqué l'agence étatique

turque Anadolu

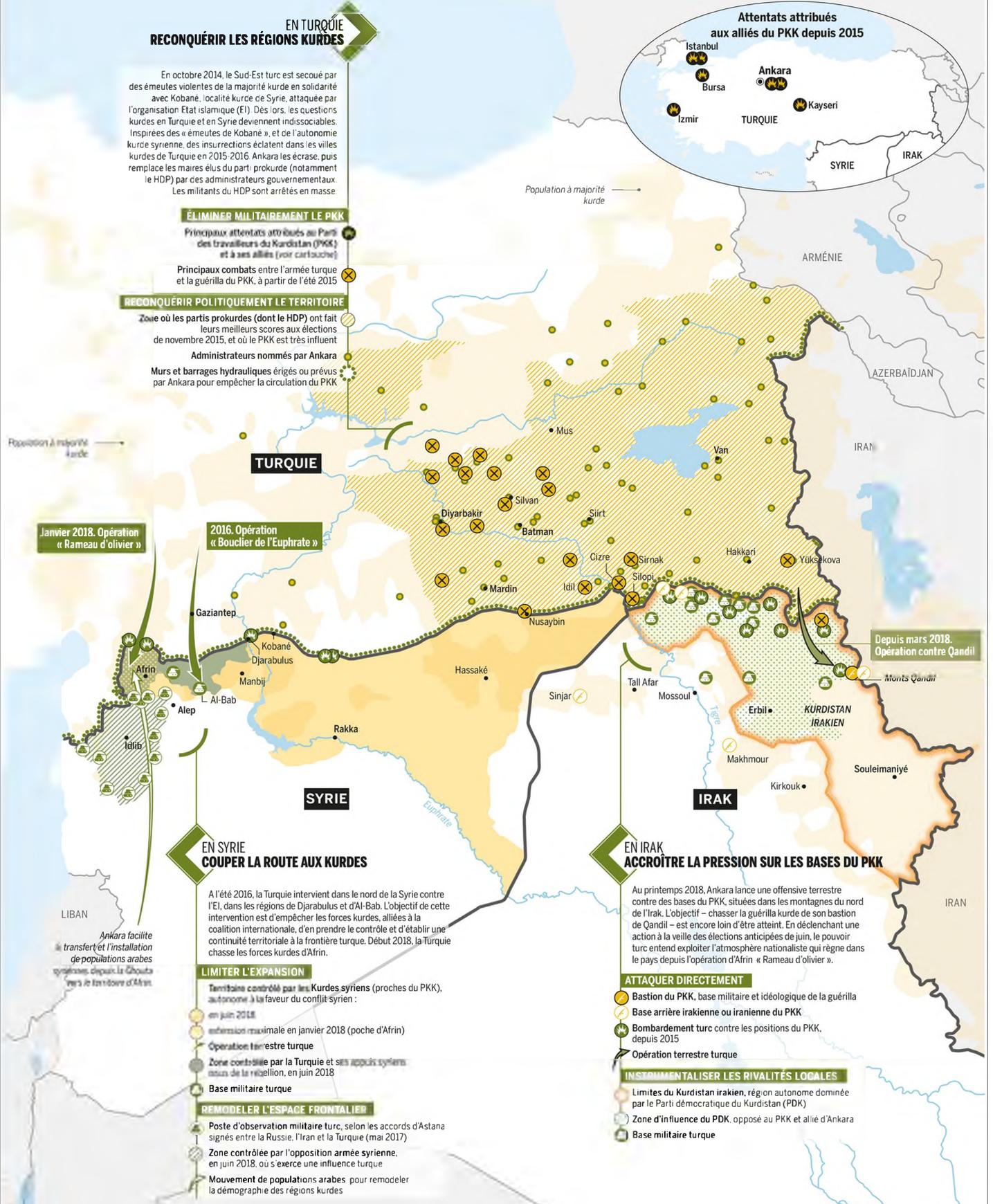
Les soldats assuraient la protection d'une équipe d'ouvriers construisant une route dans le district de Daglica, a ajouté l'agence. Un soldat a également été blessé dans cette attaque menée avec un missile téléguidé.

Le PKK livre une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984 et est classée "terroriste" par Ankara, mais aussi Washington et l'Union européenne.

Le sud-est de la Turquie est en proie à des affrontements quasi-quotidiens entre forces de l'ordre et rebelles kurdes, depuis la rupture à l'été 2015 d'un cessez-le-feu visant à mettre fin à un conflit qui a fait près de 40.000 depuis 1984. ●

Vus d'Ankara, les trois fronts du conflit kurde

Engagée en Syrie et en Irak, la Turquie considère ces différents théâtres d'opérations comme indissociables



Cartographie : Francesca Fattori, Véronique Malécot, Riccardo Pravettoni - Textes : Allan Kaval
Carte réalisée avec l'aide de Yohanan Benhaim, cofondateur et codirecteur de Noria, think tank spécialisé en politique internationale

Sources : Liveuamap ; Noria ; Institute for the Study of War ; Milipol ; International Crisis Group ; gouvernement et état-major turcs ; Omran Center for Strategic Studies ; Amitiés kurdes de Bretagne ; AFP ; Le Monde



TWITTER

Yohanan Benhaïm

« La priorité d'Erdogan : la disparition de toutes les forces liées au PKK »



Photo extraite de la série «Control», de Cagdas Erdogan.

Les batailles menées par l'armée turque sur le front intérieur comme en Syrie ont, selon le politologue, pour principal objectif de réaffirmer les frontières de la Turquie et de lutter contre le mouvement kurde à l'échelle régionale

ENTRETIEN

Yohanan Benhaïm est cofondateur et codirecteur de Noria, un think tank spécialisé en politique internationale. Il est attaché temporaire d'enseignement et de recherche, et docteur en science politique à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Sa thèse porte sur la politique étrangère turque vis-à-vis des espaces kurdes d'Irak et de Syrie (1990-2018).

Le 18 avril, peu après la conquête de l'enclave kurde syrienne d'Afrin, Recep Tayyip Erdogan a annoncé la tenue d'élections présidentielle et législatives anticipées pour le 24 juin. Est-ce l'illustration de l'imbrication entre le conflit syrien et les enjeux de la politique intérieure turque ?

L'opération d'Afrin s'inscrit dans la continuité des autres interventions menées en territoire syrien par l'armée turque et les milices qu'elle encadre. L'opération « Bouclier de l'Euphrate » a ainsi été lancée en août 2016, un mois après le coup d'Etat militaire raté de juillet. La dimension politique était déjà évidente, autant que la volonté d'Ankara de donner un coup d'arrêt aux Forces démocratiques syriennes (FDS), liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en guerre contre la Turquie depuis 1984, qui étendaient leur territoire le long de la frontière. L'opération d'Afrin a visé à les repousser à l'est de l'Euphrate. Ces deux opérations s'inscrivent aussi dans la continuité de la « guerre des villes » de l'été 2015, c'est-à-dire l'écrasement des insurrections urbaines lancées par le PKK, dans plusieurs villes du sud-est de la Turquie.

Au moment où l'offensive démarre, on évoquait déjà des élections anticipées : elles seront annoncées en avril, après la conquête d'Afrin, quand les forces turques ne peuvent poursuivre d'objectifs plus ambitieux. Le repositionnement des forces russes au sud-est d'Afrin empêche leur avancée. À l'est, les Américains renforcent, avec l'appui de la France, leur présence dans la ville de Manbij, qui constituait la prochaine cible d'Ankara. Pour le président turc, le moment était venu d'empocher politiquement les gains de sa victoire militaire

à Afrin. L'opération donne ainsi l'occasion au Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan de raffermir ses liens avec les ultranationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP), son allié depuis 2015. C'est par ailleurs un excellent prétexte pour faire taire toute opposition : toute critique de l'opération à Afrin est accusée de remettre en cause le droit de l'Etat turc à se défendre. L'espace médiatique est saturé par le discours nationaliste. Nulle voix dissonante n'est admise. Erdogan déploie un discours qui assimile l'armée, l'Etat et le parti à sa personne.

Erdogan se pose-t-il en chef de guerre en vue de la présidentielle ?

La guerre offre à Erdogan un remède contre l'usure du pouvoir – qu'il exerce depuis plus de quinze ans et qu'il espère conserver. Elle permet aussi de détourner l'attention de la détérioration économique, alors même que la promesse de prospérité est la pierre angulaire du projet de l'AKP. Lors de la bataille d'Afrin, l'apparition publique d'Erdogan en uniforme près du champ de bataille s'arrime à un récit qu'il convoque au moyen de références historiques lourdement martelées. Le

souvenir de la puissance ottomane, bien sûr. Mais aussi celui de la guerre d'indépendance (1919-1922), remportée par Mustafa Kemal Atatürk contre les vainqueurs européens de la première guerre mondiale, et dont l'issue a permis la fondation de la Turquie moderne. Erdogan se place dans les pas du père de la nation, en luttant contre l'alliance d'un ennemi de l'intérieur – le mouvement kurde – et d'une puissance extérieure présentée comme hostile, les Etats-Unis.

Le conflit kurde en Syrie et sur le territoire turc est-il en passe de créer une polarisation en Turquie, capable d'influencer les résultats électoraux ?

Dans les provinces à majorité kurde du sud-est de la Turquie, les voix sont partagées depuis les années 2000 entre les partisans du mouvement kurde, qui votent pour le Parti démocratique des peuples (HDP), et les Kurdes conservateurs et religieux, plutôt partisans de l'AKP. Cependant, le conflit de 2015-2016 a conduit à un désengagement d'une partie de la base du HDP.

A cette période, le PKK lance une série d'insurrections urbaines dans le sud-est du pays, sans le soutien de la majorité des populations concernées. Les insurgés seront écrasés par les forces de sécurité turques. Ce conflit a laissé des centres urbains ravagés, ouvrant la voie à la reprise du contrôle des zones kurdes par le pouvoir. Des milliers de militants et de cadres locaux ont été arrêtés. Privés de leur immunité, certains députés du HDP ont été emprisonnés. Cet épisode a permis au pouvoir de marginaliser le HDP, de le criminaliser. Aucun des deux grands blocs politiques en lice

pour le scrutin du 24 juin, celui du pouvoir sortant emmené par l'AKP, et celui de l'opposition – qui regroupe le Parti républicain du peuple (CHP), les dissidents du MHP, le parti Saadet et le Parti démocrate –, ne veut d'une alliance avec le mouvement kurde.

Malgré cette marginalité, ce dernier pourra se révéler déterminant, selon les résultats. Il franchira probablement la barre des 10% nécessaires pour entrer au Parlement, même si c'est dans les zones kurdes que les risques de fraudes électorales sont maximaux, facilités par la présence importante de forces de sécurité. Le HDP fera la différence, car chacun des deux blocs majoritaires pèse, selon les sondages, entre 40%-45% des voix, et ne pourra donc disposer seul d'une majorité.

Quelles sont les raisons de la reprise du conflit avec les Kurdes ?

Les débuts de la crise syrienne avaient joué en faveur de l'émergence d'un processus de négociation politique entre l'AKP et le mouvement kurde de Turquie. Ce dernier ne pouvait en effet qu'être renforcé par le retrait des forces de Damas des zones kurdes, à l'été 2012. En décembre 2012, Recep Tayyip Erdogan officialise le processus de discussion avec le PKK, dans les maquis du Kurdistan irakien, mais aussi avec son leader, Abdullah Ocalan, condamné à perpétuité.

Par la suite, Ankara a pris peur. Pour des raisons intérieures: le succès électoral du HDP en juin 2015 a privé l'AKP de sa majorité. Mais, surtout, en raison de facteurs externes, quand l'autonomie kurde syrienne est devenue un modèle pour nombre de Kurdes de Turquie. A cette inquiétude s'ajoute le soutien américain aux Kurdes syriens, cas unique d'une aide militaire américaine à des

ennemis d'un pays allié et membre de l'OTAN. La défense de la frontière est devenue dès lors la priorité de la Turquie dans sa politique syrienne et régionale. Elle le reste.

Ne peut-on donc pas dissocier l'action d'Ankara en Syrie du conflit kurde qui sévit en Turquie ?

L'Etat turc combat un ennemi unique en Turquie et en Syrie – les structures liées au PKK –, en instaurant une continuité de fait entre ces deux territoires. L'armée comme les forces spéciales de la police sont utilisées sur les deux terrains. En Turquie comme en Syrie, elles sont associées à une compagnie de sécurité privée, Sadat, qui occupe une zone d'ombre dans l'appareil sécuritaire turc, et dont le fondateur, Adnan Tanriverdi, ancien officier jadis écarté de l'armée pour ses positions. Autre aspect de cette continuité: la constitution, en Turquie et en Syrie, de territoires d'exception placés sous l'étroit contrôle d'Ankara. Côté turc, les régions kurdes, où le HDP était le mieux établi, ont été en partie ravagées par la répression de l'insurrection et placées sous la tutelle unique d'administrateurs aux ordres du palais présidentiel. Les préfets des provinces turques frontalières – où est établie la majorité des trois millions de réfugiés syriens – jouent un rôle central dans la gestion des territoires occupés par la Turquie et ses alliés locaux.

La Turquie est-elle en train de se créer une zone d'influence ?

Les batailles menées par la Turquie esquissent un espace transfrontalier, qui comprend les provinces kurdes de Turquie, soumises à des couvre-feux à répétition et dont certains foyers insurrectionnels ont été le théâtre

d'une véritable reconquête militaire et politique au cours des dernières années.

En Syrie, cet espace intègre les territoires arabes tenus par la Turquie dans le nord du pays, qui ont vocation à limiter l'expansion du mouvement kurde. Ainsi qu'Afrin, une enclave de peuplement kurde dont la prise voulait augurer la conquête, par la Turquie et ses supplétifs syriens, de l'ensemble des zones tenues par les forces kurdes. Cette zone d'influence se prolonge dans le nord de l'Irak, où Ankara s'appuie sur le parti de l'ancien président de la région kurde Massoud Barzani, pour établir des bases et mener des opérations spéciales contre les camps du PKK.

Y a-t-il à Ankara des vues annexionnistes sur les territoires syriens placés sous le contrôle de l'armée turque ?

Comme la République turque de Chypre du Nord, ces territoires peuvent être distincts de la Turquie elle-même, tout en intégrant un espace politique dominé par Ankara. La Turquie a, en tout cas, intérêt à conserver un territoire sous son contrôle en Syrie. Cela lui permet à court terme d'avoir son mot à dire dans les arènes diplomatiques où se joue le sort de la Syrie. Ces territoires lui permettent surtout de canaliser les effets négatifs provoqués en Turquie par le conflit syrien, et d'éviter que ces effets ne s'aggravent.

Les territoires syriens contrôlés par Ankara sont ainsi voués à favoriser le retour d'une partie des réfugiés syriens établis en Turquie, de fixer et d'encadrer des combattants issus de la rébellion syrienne. Désœuvrés en territoire turc, ils ne tarderaient pas à représenter un défi sécuritaire. Mais la priorité d'Erdogan reste avant tout de voir disparaître de son environnement immédiat toutes les forces liées au PKK. ■



23 June 2018

KRG discusses 'hunting ISIS remnants' with US general, diplomat in Erbil

Rudaw.net 25/6/2018

ERBIL, Kurdistan Region — The top US diplomat in Erbil and the commander of US Central Command met with KRG Prime Minister Nechirvan Barzani on Sunday to discuss to role of Kurdistan in the formation of the new Iraqi government and defeating ISIS remnants.

"They discussed security and political developments in Iraq and the wider region, highlighted steps towards the formation of the new Iraqi government and the role of the Kurdistan Region in this process," read a KRG statement.

Parliament is meeting on Monday to discuss replacing more members of Iraq's Independent High Electoral Commission.

Barzani is deputy head of the Kurdistan Democratic Party (KDP), whose party won 25 seats in Iraq's parliamentary election on May 12 — the most from any party the Kurdistan Region. Its results are currently



KRG PM Nechirvan Barzani (center right) meets with a US delegation headed by US Consul General to Erbil Ken Gross and US CENTCOM commander Gen. Joseph Votel. Photo: KRG

contested by a number of parties from the Kurdistan Region and elsewhere in Iraq.

Consul General to Erbil Ken Gross and Gen. Joseph Votel, the commander of CENTCOM, headed the US delegation.

Recently in disputed or Kurdistan

areas like Kirkuk, ethno-religious minorities have come under attack and locals have asked the KRG to return Peshmerga and Kurdish security forces, following their withdrawal on October 16.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi announced ISIS was defeated in

Iraq in December 2017. The US leads the Global Coalition to Defeat ISIS.

"They stressed the importance of military coordination among coalition, Iraqi and Peshmerga forces, especially in hunting remnants of ISIS and eliminating their recent movements in the region," added the KRG statement.

The US trained, equipped, and advised two brigades of Peshmerga through the ISIS conflict. The KRG hopes US funding will continue into Fiscal Year 2019.

"Coordination between coalition and Peshmerga forces was highly valued and the United States emphasized they will continue military support," the KRG added.

Both sides stressed that the only solution for Syria is a "political settlement that would guarantee the rights of all communities."

PM Barzani was joined by KRG Interior Minister Karim Sinjari, who is also acting Peshmerga minister, and Fuad Hussein, an adviser to the Kurdistan Region's ■.

Plan to raise a 'pious generation'

ISTANBUL

Turkey's president hopes to leave mark in expansion of religion-based schools

BY CARLOTTA GALL

Public schools are closing, on little or no notice, and being replaced by religious schools. Exams are scrapped by presidential whim. Tens of thousands of public school teachers have been fired. Outside religious groups are teaching in schools, without parental consent.

The battle over how to shape Turkey's next generation has become a tumultuous issue for President Recep Tayyip Erdogan, as he seeks re-election on Sunday in a vote that is shaping up as a referendum on his deepening imprint on the country after 15 years at the helm.

Mr. Erdogan has already chipped away at Turkey's democratic institutions, purging the courts and Civil Service of suspected opponents, bringing the news media to heel, and leaving in place a state of emergency after a failed coup in 2016 that has added a new level of precariousness to the campaign.

His opponents fear that his re-election to a newly empowered presidency after constitutional changes last year will give Mr. Erdogan almost unchecked authority to push his agenda even further and fundamentally alter Turkish society.

Education has become a central issue as parents around the country are protesting his changes and scrambling to find schools of their choice as standards slide and unemployment swells.

Most controversial has been Mr. Erdogan's push to expand religious education, in ways that thrill his supporters and alarm his critics.

Mr. Erdogan has made no secret of his desire to recast Turkey in his own image, one rivaling the legacy of Mustafa Kemal Ataturk, the founder of the republic and its first president.

Their visions for Turkey could not be more different. Ataturk was a nationalist and secularist whose sensibility permeates Turkish culture.

Mr. Erdogan is an Islamist who rose from the conservative, religious working class that most resented westernized secularism.

While prime minister, six years ago, Mr. Erdogan declared his desire to "raise a pious generation."

"Do you expect that a party with a conservative, democratic identity would raise an atheist youth?" he said, challenging his opponents about the aims of his Justice and Development



NICOLE TUNG FOR THE NEW YORK TIMES

Students at a religious high school in Istanbul. Some parents are protesting President Recep Tayyip Erdogan's changes and scrambling to find alternatives as standards slide.

Party. "You may have such an aim, but we don't."

The words revealed a cause close to Mr. Erdogan's heart and those of his supporters in his conservative, rural and religious base.

For them, the drive for religious schools represents a democratization of education and the reversal of the discrimination under the secular republic.

Turkey's religious roots run deep, even if the separation of religion and state is well established. Even Mr. Erdogan's main presidential challenger, Muharrem Ince, has not opposed the drive for religious schools, but rather sought to seize the issue from him.

A former physics teacher, Mr. Ince speaks proudly of his early career teaching in a religious school. He has attacked Mr. Erdogan for using the religious schools to win votes, not the schools themselves.

But he promises religious schools and courses will be optional, and vows to raise a generation of scientists and space engineers for the digital age.

The stance is clearly intended to unite an electorate that has been divided by Mr. Erdogan's program, which has replaced many secular public schools with religious ones, known as Imam Hatip schools. (The name means Cleric Preacher.)

The Imam Hatip schools teach the national curriculum, but roughly half their courses are religious, and their core classes — those which a student has to pass to matriculate — are the Quran and Arabic.

Mr. Erdogan has vastly expanded the schools, from 450 schools 15 years ago to

4,500 nationwide today. His government increased the budget for religious education this year by 68 percent, to \$1.5 billion.

As the elected head of the government, Mr. Erdogan has every right to make the changes he wants, said Batuhan Aydagul of the Initiative for Education Reform, a nongovernmental organization that seeks to improve critical thinking in education.

Eighty-seven percent of the school population is still in nonreligious schools, he noted. "This is not Pakistan," he said.

But especially among the aspiring middle class of Istanbul and other cities, parents have complained that Mr. Erdogan has aggressively pushed religious instruction in ways divisive, deceptive and damaging to educational standards.

Some parents are pulling their children from the religious schools and sending them to private ones, or settling unhappily for technical and vocational schools.

The Education Ministry has acknowledged that 69 percent of places in Imam Hatip schools remained unfilled as late as 2016. But the schools keep sprouting.

In Besiktas, a district on the European side of Istanbul, parents have been fighting a losing, two-year battle to prevent their neighborhood school from being turned into an Imam Hatip school.

"We started with a slogan 'Don't Touch my School,'" said Gunay Imir, a retired factory worker and trade unionist whose youngest son is still at the school. "Then we saw the problem was much more widespread, and now we have the Movement for Secular, Scien-

tific Education.”

The movement coordinates activists in 20 cities around the country, she said.

Still, the school has been partly converted into an Imam Hatip school, and religious instruction has increased.

Last year, a class of 12-year-olds were shown a film about demons that was so violent and scary that several had nightmares, parents said.

“The film teaches if you renounce your faith you will have this horror,” said one parent, Erdogan Delioglu. Despite parents’ complaints, the same film was shown to another class last month.

“They are stealing the children’s future,” Mr. Delioglu said.

In early May, an Islamic organization visited and gave a talk to girls from the seventh and eighth grades.

“They said don’t wear leggings as it will arouse men’s attention,” said Oya Ustundag, an accountant who has a son in the eighth grade. “They said only hands, eyes and feet should be shown.”

In Acibadem, a middle-class district on the Asian side of Istanbul, parents organized marches and protests at their school’s gates twice a week after they heard in 2013 — through the school’s drivers — that their school would be demolished and replaced by a new Imam Hatip. When confronted, the principal denied any changes, the parents said. The demolition went ahead anyway.

Serife Arslan, who wanted a secular education for her son, could only find an

alternative miles away.

“Walk around this neighborhood now and you cannot find a single neighborhood public school,” Ms. Arslan said. “They are all religious schools.”

For Mr. Erdogan, the drive for religious education is deeply personal. He was educated at an Imam Hatip in the Istanbul district of Fatih and oversaw its \$12 million renovation. He sent his daughter to the one in Acibadem.

“To some extent his being a graduate of an Imam Hatip may affect him emotionally,” said Halit Bekiroglu, a spokesman for the Imam Hatip Graduates’ Association, who said he knows the president personally.

In 2017, at the reopening of his old school, Mr. Erdogan reminisced about his time there, but also spoke with bitterness about the ignorance and discrimination he faced.

“When I was a student here, there was no other Imam Hatip in Istanbul,” Mr. Erdogan said, in comments reported by the newspaper Haberturk. “Some of our teachers would say to us, ‘Why did you come here? Are you going to be a washer of dead bodies?’”

As a budding politician, Mr. Erdogan witnessed a military coup against the Islamist government of Necmettin Erbakan in 1997 — he was a member of his party.

The generals forced the closing of all religious middle schools and barred the majority of graduates from Imam Hatip

schools from entering university.

After Mr. Erdogan became prime minister, in 2003, he at first trod carefully but, opponents say, his government also began quietly transforming education in discriminatory ways.

Onur Kaya, the former head of the Education Ministry for Ankara, the capital, said that the principals of 2,000 public schools in his area were replaced, 90 percent of them by people educated in Imam Hatip high schools. Many of those removed, himself included, were from the Alevi minority, which won a ruling at the European Court of Human Rights in 2016 against the Turkish government for religious discrimination.

“In 15 years, they totally cleansed them from the ministry,” Mr. Kaya said.

Mr. Erdogan has done much the same in a power struggle with a former Islamist ally, the United States-based preacher Fethullah Gulen, who had played a leading role in education.

After followers of Mr. Gulen made a failed coup attempt in 2016, schoolteachers — 34,000 of them — were purged in the crackdown that followed.

Still, supporters say they want to see Mr. Erdogan’s push for religious education expanded to meet demand.

“On a social level, we think it is appropriate, and we even consider it not enough,” said Mr. Bekiroglu of the graduates’ association.

Fourteen percent of pupils — roughly 1.4 million — were studying in religious schools by 2017, he said. He would like to see the number rise to 20 percent in high schools and 30 percent in middle schools.

When asked about their schooling, graduates of Imam Hatip schools, who had gathered to break the Ramadan fast together in a 16th-century madrasa, or Islamic school, spoke enthusiastically of the quality and camaraderie.

“Very beautiful,” said Hilal Misirli, 21, “because you study subjects others take, but also what you believe.”

But many link Turkey’s recent fall in international rankings — it dropped in the PISA index, which evaluates critical thinking, to 49th from 44th out of 72 countries — to constant disruptions and the focus on religion.

“When I started 18 years ago the quality was high,” said Aysel Kocak, a district leader of the Union for Laborers of Education and Science, who teaches math at a technical school in Istanbul. “Now I cannot teach them as intensively as I would wish.”

She pointed to Kagithane, a working-class district of Istanbul, that has two public high schools but seven Imam Hatip schools — five for girls — and eight technical schools.

“This illustrates what this government proposes for low-income people,” she said, “that your son will end up as cheap labor and your daughter in an Imam Hatip.”



President Recep Tayyip Erdogan during a speech in Istanbul. Below, the parents of current and former students of the Ahmet Sani Imam Hatip High School in Acibadem, a middle-class district in Istanbul, protesting the conversion of the school’s curriculum.

In Erdogan's Turkey, running for president from prison

President Recep Tayyip Erdogan and his party are using underhanded measures to suppress Kurdish votes.

Selahattin Demirtas

EDIRNE, TURKEY Turkey will vote in presidential and parliamentary elections on June 24. I am one of six candidates running for president. I am running from my prison cell.

I am writing from a maximum-security prison in Edirne, a city in northwestern Turkey, near the border with Bulgaria. I was arrested one year and eight months ago while I was a member of the Turkish parliament and the co-chairman of the Peoples' Democratic Party, known as the H.D.P., for which six million people voted in the last election.

My jailers chose to imprison me here because Edirne is far from my home, family and friends in the southeastern Kurdish region of the country. My cellmate is, like me, an elected member of the parliament.

For the past few months, we have been hearing the nearly unremitting noise of construction. A large new prison is being built next door. A state of emergency was imposed on Turkey after the failed coup attempt in 2016, and existing prisons are stretched beyond their limits. The right to free expression and assembly has been cast aside, and the number of ordinary people incarcerated is growing by the day.

The Turkish government led by Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development Party, known as the A.K.P., has turned its back on universal democratic values and pushed the country to the brink of political and economic crisis.

With the exception of President Erdogan, all of my fellow candidates have declared that I should be freed. They cast aside ideological differences and came to my defense because they know the government is holding me for



A campaign event for Selahattin Demirtas, a candidate for the Turkish presidency.

its own political gain and not for any crime I committed. They understand that if I were free, Mr. Erdogan's chances of winning the elections would be far slimmer. They recognize that no matter who wins, the imprisonment of a presidential candidate casts a pall over the legitimacy of the elections.

I am among the tens of thousands of dissidents who have been targeted by punitive measures normalized under the state of emergency. The government has so far started 102 investigations and filed 34 separate court cases against me. If it has its way, I will face 183 years in prison.

The accusations against me in the indictments by prosecutors are based entirely on political speeches and statements that I made. If only the Turkish judiciary hadn't buckled under government pressure and had adhered solely to the law. After my arrest I was not allowed a courtroom hearing for more than a year. My prosecution has been unjust. My arrest was a political decision. I remain a political hostage.

Only the democratic struggle of the people for their own freedom will free Turkey from authoritarianism and fear and free its institutions — the judiciary and the press — from tutelary control by the government.

I am deprived of the right to hold rallies or communicate directly with the people. The men and women of the

H.D.P. are campaigning with great determination. I reach you and the world beyond the prison walls through

messages conveyed by my lawyers. I address the people through social media accounts my advisers help me run.

My Twitter account was dormant for a long while after my arrest. When tweets from my account started appearing again in September 2017, prison guards rushed in to inspect my cell. The search was pretty invasive. When I asked them what they were searching for, they replied that they were looking for the source of my tweets.

The only vaguely sophisticated device they found in my cell was the electric kettle I use to boil water. After establishing that I could not have used the kettle to tweet, the guards left. Despite the absurdity of the incident, it was quite revelatory about the indescribable fear that engulfs authoritarian leaders when confronted with opponents who persevere despite persecution. How acute must Mr. Erdogan's fear be?

For the past three years, the A.K.P. has conducted a relentless propaganda campaign with the acquiescence of the media to undermine the Peoples' Democratic Party by portraying our members as "terrorist collaborators."

Yet our voters and supporters have remained steadfast.

In the summer of 2015, after the peace process broke down and armed conflict returned to the southeastern Kurdish areas of Turkey, my party did its best to prevent conflict through dialogue. We could have devised more effective ways to stop the fighting.

But everything changed after the June 2015 elections, which saw Mr. Erdogan's party lose a parliamentary majority. His government insisted on military intervention, and the Turkish Army moved in against the militant Kurdish youth who had set up barricades in various towns and cities.

Mr. Erdogan sought to punish the Kurds, who robbed his party of its parliamentary majority, and to consolidate the nationalist vote. His party won the November 2015 elections and he continued to intensify the conflict thereafter.

The coming elections will shape the future of Turkey. It is statistically unlikely that any candidate who shuns the support of Turkey's Kurdish population — around one-fifth of its 81 million people — and their demands for peace can win.

An inherently anti-democratic rule in Turkey bars a political party that does not win 10 percent of the national vote from taking its seats in the parliament. The seats are transferred to a party that

has crossed the threshold and has the second-highest number of votes on those seats.

We are confident of crossing the steep threshold, but if we fail to get 10 percent of the vote, around 80 of our parliamentary seats will go to Mr. Erdogan's party, which would deliver him a comfortable majority in the parliament and further ease his executive presidency. In essence, the A.K.P. rule will be unjustly secured through the votes of millions of disenfranchised Kurdish citizens.

Mr. Erdogan and his governing A.K.P. are using the prolonged state of emergency and other underhanded measures to ensure that the H.D.P. doesn't get 10 percent of the vote.

Thousands of polling stations have been relocated in the southeastern Kurdish region, which will force rural voters to travel miles through military check posts to cast their votes instead of voting in their own villages. An increased number of security personnel are also being deployed at the polling

stations in the region, which could cause intimidation of our voters.

In a video of Mr. Erdogan addressing his party workers that was leaked last week, he emphasizes the importance of the H.D.P. falling below the election threshold and asks them to mark H.D.P. supporters and "conduct special work."

Turkey now understands that the collective punishment of the Kurds on the southeastern periphery affects freedoms and democratic culture across the country.

What was limited to the Kurds has become the norm for Mr. Erdogan's opponents elsewhere too. The only hope for a liberal, democratic future lies in our coming together to defeat the authoritarian regime.

SELAHATTIN DEMIRTAS is the Peoples' Democratic Party's presidential candidate in Turkey. This essay was translated from the Turkish by Amberin Zaman.

Le Monde JEUDI 21 JUIN 2018

VU D'AILLEURS | CHRONIQUE PAR MARIE DE VERGÈS

La dérive de l'économie turque

C'est devenu l'une des supplices favorites du président turc, Recep Tayyip Erdogan. «*Mes frères, que ceux d'entre vous qui ont des euros ou des dollars sous leur oreiller aillent investir leur argent dans la livre*», exhortait le leader lors d'un meeting électoral, fin mai. Contrarié par la chute de la monnaie nationale, M. Erdogan cherche une parade. En décembre 2016, il avait déjà invité ses concitoyens à courir au bureau de change pour se délester de leurs devises étrangères. L'effort de la nation finirait bien par avoir raison de ce «*complot*» étranger, dénoncé par le président islam-conservateur comme la source des déboires de la livre turque.

Peine perdue. En un an, celle-ci a perdu un quart de sa valeur face au dollar. Seule l'action musclée de la banque centrale a permis d'éviter la débâcle, avec deux hausses du loyer de l'argent annoncées coup sur coup, entre fin mai et début juin. Un passage à l'acte presque inespéré, compte tenu du dégoût bruyamment affiché par M. Erdogan pour l'arme des taux

d'intérêt. A l'approche d'un scrutin crucial – législatives et présidentielle – le 24 juin, le «*reis*» (le «*chef*», l'un de ses surnoms) s'est sans doute laissé convaincre de l'urgence d'agir face au risque de crise monétaire.

Si efficace soit-il, le remède pourrait n'être que provisoire, faute de traiter les véritables problèmes de l'économie turque. En surface, tout semble aller plutôt bien. La dette (28,5 % du produit intérieur brut en 2017) et le déficit (2,3 %) sont maîtrisés. Au premier trimestre, l'activité a caracolé à 7,4 %. Au même rythme qu'en 2017, et plus vite que dans n'importe quel autre pays du G20, y compris la Chine.

Recettes hétérodoxes

Mais cette croissance à bride abattue présente des effets secondaires inquiétants. L'inflation, à deux chiffres, rogne le pouvoir d'achat des ménages. Ces dernières années, l'endettement des entreprises turques a explosé. Un fardeau essentiellement libellé en devises étrangères, ce qui les rend très vulnérables aux variations du taux

de change. Enfin, la confiance des investisseurs se fissure face à la gestion de M. Erdogan, sa personnalité abrasive, ses entailles à l'Etat de droit. Les capitaux fuient le pays.

Etrange retournement, tant la stabilité et la prospérité ont longtemps été les marqueurs du président. A son arrivée au pouvoir, en 2002, la Turquie vient de traverser l'une des pires crises économiques de son histoire, héritage d'années de politiques clientélistes et dispenseuses. Avec son Parti de la justice et du développement (AKP), il œuvre à remettre le pays d'équerre. Les prescriptions du Fonds monétaire international (FMI) sont suivies. Le gouvernement fait la chasse aux déficits. L'indépendance de la banque centrale est renforcée.

Les milieux d'affaires mettent au crédit de Recep Tayyip Erdogan son pragmatisme. Sous sa houlette, le tissu industriel s'étoffe, et l'économie est libéralisée. Les banques sont assainies. En dix ans, le revenu par habitant est multiplié par deux, et la Turquie intègre le G20. Les investis-

seurs étrangers s'entichent de ce marché de 80 millions d'habitants aux portes de l'Europe.

Mais ce pilotage efficace s'efface peu à peu au profit de recettes toujours plus hétérodoxes. Pour juguler l'inflation, M. Erdogan affirme, contre toute logique, qu'il vaut mieux baisser les taux d'intérêt. Et dit vouloir mettre au pas la banque centrale. Depuis quatre ans, les réformes ont été mises sous l'éteignoir. Seul compte le primat à la croissance stimulée à coups de crédit facile et d'impulsion fiscale. Au risque de la surchauffe et d'un ralentissement que certains prédisent «*brutal*».

«*Le vrai Erdogan est-il celui d'avant ou celui d'aujourd'hui? Raisonne-t-il en économie comme en politique?*», interroge Sylvain Bellefontaine, économiste chez BNP Paribas, en référence à la sentence célèbre de l'ancien maire d'Istanbul : «*La démocratie, c'est comme un tramway, une fois arrivé au terminus, on en descend.*» Dérive autoritaire et dérive de l'économie, une seule et même trajectoire? ■

MARIE DE VERGES

Nationalism and piety dominated Turkey's election

Resat Kasaba | : 22 juin 2018
theconversation.com

TURKEY went to the polls to vote for president and parliament on Sunday.

As a scholar of the history and politics of the Middle East, I believe the most striking feature of the campaign is the ideological uniformity displayed by the main parties and their presidential candidates. With the exception of the pro-Kurdish People's Democracy Party, candidates espouse strong sentiments of activist nationalism, Muslim piety or, sometimes, both.

This seems to resonate well with the majority of the Turkish electorate.

First as prime minister and then as president, President Recep Tayyip Erdoğan and his Justice and Development Party have worked to recast Turkey in an increasingly nationalist and religious mold. Today, Erdoğan successfully uses these two ideas to cement his bond with voters.

Turkey was regarded as an outpost of Western-type secularism during much of the 20th century. But Islam and Turkish nationalism were always present in the country, even if not as strongly displayed as they have been in recent years.

The growing focus on religion and nationalism is leading Turkey away from democracy and democratic participation, making it difficult for diverse ideas to be advanced and respected by all parties. That has been evident in the increased authoritarianism of Erdoğan's rule and the state of emergency he imposed after an attempted 2016 coup.

As Turkey becomes less liberal and more authoritarian, it contributes to the fracturing of western alliances, furthering instability in Europe and the Middle East.

FORCEFULLY ESTABLISHING AN IDENTITY

Before World War I, the Ottoman Empire was home to a large number of Christian communities, Greeks and Armenians most prominent among them, and various ethnic groups.

But following the Ottomans' destruction of the Armenian community in the early part of the 20th century and the expulsion of the Greeks, leaders of the new Turkish Republic devised policies to assimilate the country's largest



Under a canopy of Turkish flags, supporters of Turkey's President Recep Tayyip Erdoğan's ruling Justice and Development Party (AKP) attend an election rally in Gaziantep, eastern Turkey. Presidency Press Service via AP

remaining ethnic minority group, the Kurds.

They believed that otherwise they would continue to lose territory and would not be able to hold on to their new country.

The Kurds, who are predominantly Muslim, resisted almost immediately and have been locked in an armed struggle with the Turkish state since the early days of the Republic in 1923.

The elimination of the largest non-Muslim groups, the Greeks and Armenians, meant that Islam became the de-facto identity for the overwhelming majority of the people who remained in Turkey.

Mustafa Kemal Atatürk, the founder and the first president of the Republic, initiated a radical policy of separating religion from politics. He created institutions and laws that were modeled after European counterparts, and severed ties with the country's recent Islamic past, making Turkey the model country for successful westernization in the eyes of many observers.

But the reach and penetration of these policies beyond the country's urban centers was limited.

For the more than 80 percent of the population who lived in rural areas, these reforms meant little. For them, their Muslim religion continued to be the most immediate way in which they identified themselves.

POWER OF RELIGION, NATIONALISM

This year – with the exception of the Kurdish party – the parties that are running for the parliament have competed with each other to showcase their nationalist and religious credentials.

Most of them have formed alliances to boost each other's chances. But they have all rejected any form of cooperation with the pro-Kurdish People's Democracy Party, HDP. None of these parties raised any serious objections when the HDP leadership and deputies were jailed almost two years ago. Government prosecutors have charged them with aiding Kurdish terrorism but a proper trial or sentencing has not taken place yet.

As for Islam, none of the candidates are promising a return to the strict secularism of the early 20th century. Even Muharrem Ince, the presidential candidate of the Republican People's Party that was founded by Atatürk, enthusiastically flaunts his religious beliefs in his rallies. In fact, his unexpected success in the polls is attributed, in part, to his embrace of Islam.

ERODING BARRIER BETWEEN RELIGION AND POLITICS

Center-right parties that have dominated Turkish politics and won all the elections in Turkey since the 1950s have always used a combination of Turkish nationalism and Islam to advance their chances.

But for most of the 20th century they had to be careful in how they used religion for political purposes.

Red lines separated religion and politics and were enforced by laws and by the ever-present military, which claimed to be the guardian of the secular order. Appeals to religion were carried out indirectly – for example, by showing up at Friday prayers.

There were, however, no limits to using nationalism in politics. With a history curriculum that excluded any reference to any aspect of the region's multicultural past, generations grew up believing mythical theories of national origins of Turks and their superiority.

Backdropped by a picture of Atatürk, modern Turkey's founder, Meral ⇒



People wave a banner with a picture of Turkey's President Erdoğan, during a gathering of supporters in Istanbul on June 20, 2018. AP Photo/Lefteris Pitarakis

⇒ Akşener, the presidential candidate of nationalist opposition İYİ (Good) Party, talks during an election rally. AP Photo/Lefteris Pitarakis

The lines that separated religion and politics in Turkey eroded steadily in the course of the 20th century. The political parties wanted to appeal to constituents keen on asserting their Islamic identity and practicing their religion without having to conceal their beliefs.

ERDOĞAN PUSHES LIMITS FURTHER

Under Erdogan's leadership, Turkey's education and government bureaucracy have been reformed to train and govern "a pious generation". Following the attempted coup in 2016, the military has been defanged, becoming a bystander if not an enthusiastic supporter of this epochal transformation.

Today, I believe it is inconceivable for any political party to be successful in Turkey by advocating a staunchly secular line of policy.

Similarly, national unity is a non-negotiable plank in the election platforms of all the parties.

The armed conflict with the Kurds continues. The Turkish military has invaded and occupied a strip of land in northern Syria in recent months to fight against the Kurds there. But no candidate, other than HDP's Demirtaş, has seriously questioned these policies.

None of the political parties or presidential contenders, with the exception of HDP, veer too far away from either Turkish nationalism or Muslim piety. So the short campaign for this snap election in Turkey has almost exclusively revolved

around President Erdoğan. He has become such a paramount figure that being for or against him has become the single most important marker for politicians.

The campaign hasn't included a sustained discussion of Turkey's economy or international relations, even though the country is facing serious challenges in both of these areas.

It is hard to know what difference electing one of the opposition candidates will make in these areas since we don't really know where parties stand. We know, however, what staying with Erdoğan will mean.

If Erdoğan emerges as a victor with the newly enhanced powers of presidency, he is certain to steer Turkey further down the road of authoritarianism. This will have serious implications for the people of Turkey, the region and Europe. If he loses, there will likely be an opening that will allow for new visions to emerge.

The Conversation Even with a new party or president in power, it will not be easy to recreate the space for genuine democratic participation in Turkey. For a more inclusive politics to develop, the constraints of religious nationalism will have to be broken. ♦

Resat Kasaba, Professor of International Studies, University of Washington



23 June 2018

Iraqi PM Abadi and cleric Sadr agree to form political alliance

Rudaw.net 23/6/2018

ERBIL, Kurdistan Region – Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi and Shi'ite cleric Muqtada al-Sadr, whose Sayirun alliance won the most seats in Iraq's May 12 election, agreed to form an alliance during a meeting in the holy Shi'ite city of Najaf on Saturday.

It comes after Sadr announced an alliance with Hadi al-Amiri, a leading Hashd al-Shaadi commander and head of the Fatih coalition, earlier in June.

Abadi's Nasr (Victory) coalition came in third place in the disputed election, which is undergoing a manual recount.

It is not clear whether this means Sayirun, Fatih, and Nasr are uniting to form a government, or whether the agreement between Sadr and Abadi voids the earlier agreement with Amiri.

In a press conference following their meeting, Sadr said the alliance would be cross-sectarian and based on eight common points. Other parties that subscribe to these points will be invited to join their alliance.

1. The alliance must not be based on ethnicity and sects, and should include all Iraqi groups.

2. It will fight corruption and put corrupt officials in court. Anti-corruption institutions will be reinforced.

3. A technocratic government based on meritocracy.

4. Improvement of military and police forces. Only the government



Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi and Shi'ite cleric Muqtada al-Sadr meet in holy Shi'ite city of Najaf on Saturday, June 23, 2018. Photo: Office of the Prime Minister or Iraq / Facebook

should be armed.

5. The establishment of a reformist program for all economic sectors.

6. Balanced relations with all countries without foreign interference in Iraqi affairs.

7. Support for the Iraqi judicial system, improving the role of the public prosecutor.

8. Protect Iraq's territorial integrity and sovereignty and insist on the peaceful transition of power.

Parliament called for a manual recount of votes after allegations of the electronic voting system being hacked and other irregularities with the system that was new to Iraq.

Sadr has expressed concern that a re-run of the election, if this is the conclusion reached after the manual recount, would only increase public apathy towards politics.

However, he advised all parties to abide by the law, even if they are not convinced by it, and called on the judiciary to remain neutral when doing the manual recount.

He also warned against taking too long to complete the manual recount.

"In case of a delay in the manual recount until July 1st of this year, the government has to adhere to the law and not extend its jurisdiction and

not take advantage of the constitutional limbo," Sadr said in a statement on Thursday.

Abadi had pointed out the day before that the results are not considered final until the supreme court ratifies them. Until then, his government will continue to work with Abadi insisting there is no power vacuum.

Sadr advised government ministries, especially the service-oriented ones, to continue working so that political and electoral rivalries "don't exacerbate the suffering of the nation."

Sadr's Sayirun bloc ran on a cross-sectarian and reform-minded platform. Though no party was given a strong mandate by voters, Sadr emerged as the victor and his position initially appeared robust as he engaged in talks with parties from across the spectrum.

His alliance with Sunni leaders, however, took a hit when he made overtures with Shiite parties that have ties to Iranian-backed militias.

Sadr on Thursday called on political blocs to move forward towards "serious dialogue to obtain the proper alliances" for real reform.

While he did insist that "reform will be victorious" and hopes a manual recount will not pave the way for the "return of the corrupt," he lamented that the political process has fallen into the hands of "the corrupt and the power hungry." ■



LA MENACE ERDOGAN

EN COUVERTURE

Les 24 juin et 8 juillet, les Turcs rééliront ou non Recep Tayyip Erdoğan président. Depuis le coup d'Etat manqué organisé contre lui dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, l'autoritarisme de l'hyperprésident s'est durci : il a jeté des dizaines de milliers de personnes dans les geôles turques. Selahattin Demirtas, principal candidat de l'opposition, est en prison. Même ses compagnons de route au sein du Parti de la Justice et du Développement ne sont pas épargnés.

Assassinats, enlèvements, menaces... Le MIT, les terribles services secrets à la solde du « reis », visent tous les opposants, particulièrement les Kurdes et les partisans de la confrérie de Fethullah Gülen contre lesquels la Turquie a lancé une traque mondiale. Terrifiant dispositif. Comme ceux du Mossad ou des services russes, les espions turcs sont soupçonnés d'être mêlés à des actions criminelles à l'étranger. Et les opposants d'Erdoğan, poursuivis jusque dans leurs exils occidentaux, ne sont plus en sécurité. A Paris, ses adversaires vivent dans l'angoisse. Ils fuient leur ambassade. On les comprend : Ismail Hakki Musa, actuel ambassadeur de Turquie en France, a été numéro deux du MIT, chargé des opérations extérieures...

Face à ces barbouzeries inadmissibles, la France fait le gros dos. Emmanuel Macron a ainsi qualifié d'« exemplaire » la coopération de la Turquie dans la lutte contre le terrorisme. Car les Européens sont totalement dépendants de leur « allié » turc. D'abord pour sa capacité à traquer les membres de l'Etat islamique qu'Ankara a un temps protégés. Et surtout pour la protection de nos frontières. En mars 2016, Angela Merkel a conclu un accord pour que la Turquie, en échange d'un chèque de 6 milliards d'euros, joue le rôle de garde-frontières pour contenir les 4 millions de réfugiés syriens

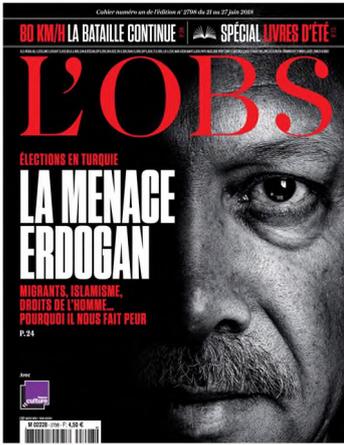
qui vivent dans le pays. Ce qui confère à Erdoğan un pouvoir immense sur cette Europe dont il voulait faire partie et qui a rejeté sa candidature. Il en use et en abuse, n'hésitant pas, après un vote du Parlement européen sanctionnant la Turquie, à menacer ses voisins : « Sachez-le, si vous allez plus loin, ces frontières s'ouvriront. » Quant aux Américains, ils ont besoin des bases militaires turques pour lutter contre Daech et rester actifs dans la région.

L'ambition du dirigeant turc est sans limites. Enfermé dans une dérive autocratique, il ne se contente pas d'éradiquer ses opposants et de faire chanter ses alliés. Il aspire à devenir le nouveau leader de l'islam sunnite. A cette fin, il instrumentalise le conflit israélo-palestinien, occupant la place vacante laissée par l'Egypte et l'Arabie saoudite, nouveaux alliés des Américains et d'Israël. Tout en finançant massivement, en Occident, ces mosquées que l'Arabie saoudite a eu tendance à délaissier. Comme s'en inquiète l'écrivain Kamel Daoud, Erdoğan est aujourd'hui en passe de contrôler une partie de l'internationale des Frères musulmans. Ahmet Ogras, l'actuel président du Conseil français du Culte musulman (CFCM), est un Franco-Turc, proche d'Erdoğan. Tandis que le Ditib, réseau de mosquées françaises, est géré directement par le ministère turc des Affaires religieuses qui dépend de l'AKP au pouvoir.

Comme la Russie, la Turquie se dote en France de ses propres médias alternatifs dans lesquels on voit le darwinisme ou la récente percée de l'antisémitisme remis en question. Dans ce contexte de démission hexagonale, la population turque est solidement encadrée par Erdoğan : les diasporas française et européenne constituent un réservoir important de voix pour le président autoritaire qui pourrait faire la différence dans une élection. Verdict imminent. ■

Deux ans après le putsch avorté, le président turc brigue un nouveau mandat. Ses réseaux en Occident sont puissants, et ses ambitions géopolitiques, sans limites. Mais la campagne électorale a été plus difficile que prévu. Jusqu'où le "reis" peut-il aller ?

Par **SARA DANIEL**



Observateur n° 2798 du 21 au 27 juin 2018

UN DESPOTE OPPORTUNISTE



Qui est ce président nationaliste, islamiste et autoritaire qui a mis son pays au pas et jeté tous ses opposants en prison ? Retour sur le parcours d'un dangereux stratège qui survit à toutes les crises et se joue de l'Europe

Par **GUILLAUME PERRIER**

Reccep Tayyip Erdogan peut-il perdre ? Lorsque le président turc a annoncé la tenue d'élections anticipées mi-avril, l'idée paraissait incongrue. Deux mois plus tard, elle obsède la Turquie. Après quinze ans de pouvoir sans partage, une bonne douzaine de scrutins nationaux et locaux remportés à la suite, l'intraitable dirigeant du Parti de la Justice et du Développement (AKP) joue peut-être sa survie politique le 24 juin. Avec dix-huit mois d'avance, il a convoqué des élections législatives et présidentielle dans le but de renforcer un peu plus son emprise sur le pays. L'enjeu est clair : donner au vainqueur des pouvoirs étendus, à la tête d'un régime hyperprésidentiel. Cette réforme constitutionnelle a été approuvée par référendum en avril 2017 (à 51,3%). S'il est réélu et que son parti remporte la majorité au Parlement, Erdogan pourrait encore accentuer les tendances autoritaires de son pouvoir. Mais la précipitation avec laquelle le président a organisé ces élections a semé le doute. Un vent de panique souffle sur Ankara car les sondages, sur lesquels Erdogan s'est constamment appuyé pour gouverner à vue depuis vingt ans, laissent planer une incertitude sur l'issue du vote. Le chef charismatique de la Turquie islamo-nationaliste est apparu le 13 juin dans une vidéo qui s'est répandue sur les réseaux sociaux comme une traînée de poudre. On y voit le président s'adresser aux chefs de quartier désignés par son parti pour quadriller Istanbul et leur demander de « prendre le contrôle des bureaux de vote ». La réunion privée se tient à l'abri des journalistes. « Je ne le dirais pas à l'extérieur d'ici, mais je vous le dis à vous. Si le Parti démocratique des Peuples (HDP), pro-kurde, reste sous le seuil de 10%, nous serons dans une bien meilleure situation. Dans chaque circonscription, il faut savoir qui est qui. Prenez les listes électorales et marquez les noms. Ce travail ciblé nous permettra d'obtenir un résultat différent. »

LA PEUR D'UNE BANQUEROUTE

En anticipant les élections, Erdogan pensait prendre l'opposition par surprise. Il espérait également profiter de l'élan patriotique en Turquie renforcé par les opérations militaires contre les « terroristes » kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). L'invasion de la ville syrienne d'Afrin, en janvier, a été largement sou-



LE REIS DEMANDE AUX CHEFS DE QUARTIER DE PRENDRE LE CONTRÔLE DES BUREAUX DE VOTE.

tenu, y compris par une partie de l'opposition, ce qui permet à l'AKP de capter l'essentiel du vote nationaliste, tout en affaiblissant le parti pro-kurde. Pour entretenir cet agenda de guerre, Erdogan a ensuite menacé la ville de Manbij, obligeant les milices kurdes YPG, alliées des Etats-Unis et de la France, à s'en retirer. Puis, à deux semaines du vote, il a promis le « nettoyage » des monts Qandil, le quartier général du PKK dans le nord de l'Irak, où les commandos turcs se sont déployés. Le président turc est même allé jusqu'à menacer de peine de mort son adversaire Selahattin Demirtas, qui fait campagne depuis la prison où il est détenu depuis novembre 2016. Pourtant, la ligne nationaliste adoptée par Erdogan – qui a scellé une alliance avec le parti d'extrême droite des Loups gris en 2015 – pourrait cette fois ne pas suffire à conquérir la majorité. Depuis qu'il est parvenu au pouvoir, en novembre 2002, c'est avant tout l'économie qui lui a permis de gagner les cœurs de ses concitoyens. Or celle-ci est sur le point de devenir un handicap pour l'homme fort d'Ankara. Pendant des années, la croissance et le développement rapide du pays ont attiré les investisseurs et permis l'émergence d'une nouvelle classe moyenne et d'une société dynamique, attirant les investisseurs. « Lorsque nous avons fondé l'AKP en 2001, nous avons commandé un vaste sondage pour connaître les priorités des Turcs. Le développement économique et la justice étaient les principales préoccupations, c'est pour cela que nous avons adopté ce nom », se souvient le diplomate Yasar Yakis, l'un des fondateurs du parti, qui fut écarté par la suite. Cette fois encore, Recep Tayyip Erdogan met l'accent sur les grands travaux qui ont fait son succès : pont, tunnels, routes, aéroports... Mais cette frénésie de construction d'infrastructures financées à crédit peine à masquer les difficultés de l'économie turque. L'inflation est remontée à un niveau qu'elle n'avait plus connu depuis 2002 et la monnaie a perdu plus de 20% de sa valeur depuis le début de l'année, faisant craindre aux Turcs une banqueroute généralisée, comme en 2001 avant l'arrivée de l'AKP. La dette de la Turquie a été multipliée par trois au cours des quinze ans de pouvoir d'Erdogan et certains grands groupes, même ceux qui sont dirigés par ses proches, connaissent des problèmes de financement. Avec la fuite des capitaux étrangers échaudés par l'instabilité politique, on voit mal comment le chef de l'Etat pourra assumer les projets pharaoniques qu'il a ➤

▼ Des manifestants blessés par la police, en mai 2014, lors de la commémoration des émeutes de la place Taksim.

EN COUVERTURE



▲ Des tanks turcs dans la ville d'Afrin en Syrie, le 24 mars dernier.



▲ Rohani, Poutine et Erdogan à Sochi, lors d'un sommet sur la Syrie en 2017.

►► promis de lancer après les élections. Le « Canal Istanbul », son « projet fou » de dédoublement du détroit du Bosphore, nécessiterait au bas mot un investissement de 15 milliards d'euros. Sa fuite en avant populiste et nationaliste pourrait l'avoir conduit dans une impasse, se prennent à rêver ses opposants.

DES PURGES SPECTACULAIRES

Ce n'est pas la première fois que le « reis » Erdogan est annoncé en bout de course. Sur sa route, il a souvent trouvé des obstacles qui en auraient dissuadé plus d'un. Acculé par les militaires en 2007 et 2008, son parti est menacé de dissolution par la Cour constitutionnelle pour « activités anti-laiques » : il a autorisé le port du voile à l'université dès le début de son second mandat. Il y échappe à une voix près. En 2013, son pouvoir vacille devant les manifestations de la place Taksim, qui dénoncent l'autoritarisme du pouvoir, la censure des médias et la dérive affairiste. Mais Erdogan parvient à reprendre la main par la force. Six mois plus tard, de graves accusations de corruption lancées par des magistrats proches du prédicateur Fethullah Gülen éclaboussent son proche entourage, impliquent des ministres, des hommes d'affaires et son propre fils. Erdogan réussit encore à déjouer le piège judiciaire, en lançant des purges spectaculaires dans la magistrature et la police. Et à l'été 2016, lorsqu'une faction putschiste au sein de l'armée tente de le renverser, Erdogan est au bord du KO, mais il contre-attaque. Rien, pas même la maladie qui l'a obligé à « disparaître » de la scène politique pendant plusieurs mois en 2011, ne semble pouvoir le faire dévier de sa trajectoire.

Pour le journaliste de « Cumhuriyet » Kadri Gürsel, qui a passé onze mois en prison, Recep Tayyip Erdogan est « l'animal politique parfait. Il arrive à prévoir toute menace. Il évalue chaque situation du point de vue du risque. Il n'a pas de ligne mais il a des intuitions, un instinct de survie très fort. [...] Son talent, c'est l'opportunisme, il se joue des circonstances. Erdoğan n'accepte jamais la défaite. A chaque crise il répond par une autre crise ». Ce fut encore le cas en juin 2015, après les élections législatives qui laissèrent le président turc sans majorité parlementaire. Il provoqua alors de nouvelles élections, noua une alliance avec une partie de l'extrême droite et relança le conflit avec le PKK, dans un climat marqué par des attentats djihadistes contre les électeurs du parti kurde. Erdogan

“IL N'A PAS DE LIGNE MAIS DES INTUITIONS, UN INSTINCT DE SURVIE TRÈS FORT.”

KADRI GÜRSEL,
JOURNALISTE DE
« CUMHURİYET »

rétablit sa domination dès le scrutin suivant.

La longévité de Recep Tayyip Erdogan doit aussi beaucoup à sa maîtrise du rapport de force qui lui permet d'anticiper les bouleversements et de recomposer le paysage politique autour de lui. A chaque élection, il réadapte son discours. Pro-européen et libéral en 2002, allié à Gülen contre les militaires en 2007, réconcilié avec les islamistes en 2011, puis associé avec les nationalistes contre Gülen en 2015, Erdogan parvient à transformer toutes les élections, qu'elles soient municipales, législatives ou présidentielle, en plébiscite personnel. 2018 n'échappera pas à la règle. Le débat public durant cette campagne se réduit à deux mots, *tamam* ou *devam*, « assez » ou « continue ». Erdogan, qui a lui-même lancé le mot d'ordre, repris sur les réseaux sociaux, peut en tirer profit.

L'ARME DES RÉFUGIÉS SYRIENS

L'autre grande force du « reis » est sa capacité à exploiter les faiblesses de ses adversaires, en interne comme sur la scène internationale. Lorsqu'il détecte une faille, il s'y engouffre et pilonne. Dans ses négociations, les faiblesses politiques ou stratégiques de l'Europe, comme sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie, sont autant de leviers pour le président turc. Le 13 juin, il a inauguré le Trans-Anatolian Pipeline, un nouveau corridor qui reliera les gisements azérbaidjanais de Bakou à l'Italie, présenté comme une alternative à la voie russe. « La sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe passe par la Turquie », a insisté Berat Albayrak, ministre turc de l'Énergie et gendre d'Erdogan, au cours de la cérémonie. L'Europe se montre divisée sur la crise des migrants, alors que la Turquie a accueilli plus de trois millions de réfugiés syriens ? Erdogan en fait une arme et il obtient le 18 mars 2016, à Bruxelles, une enveloppe de 6 milliards d'euros contre la promesse de jouer les garde-frontières de l'Europe. Ce qui ne l'empêchera pas ensuite de menacer de rompre cet accord à tout instant. Les Occidentaux sont paralysés par la question du retour des djihadistes ? Il se rend indispensable dans la coopération en matière de renseignement, tout en mettant dans la balance son propre agenda « antiterroriste » : la lutte contre le PKK et contre les partisans de Fethullah Gülen. Les Etats-Unis et la France sont empêtrés dans leurs contradictions syriennes ? Alliés d'Ankara au sein de l'Otan, ils ont préféré s'appuyer sur le PKK ►►



▲ Arrivée de réfugiés syriens près de la ville turque de Kilis, en 2017.



▲ Rencontre avec le président Macron à l'Élysée, le 5 janvier dernier.

► pour chasser Daech de la ville de Raqqa. Mais ils ont laissé la Turquie lancer ses troupes sur la ville kurde syrienne d'Afrin, en janvier, puis menacer la bourgade de Manbij. Au final, Erdogan a fait respecter sa propre « ligne rouge » en faisant reculer les Kurdes à l'est de l'Euphrate, grâce à un accord négocié avec Washington début juin. Dans les Balkans aussi, l'influence turque prospère sur les frustrations provoquées par l'isolement de la région et par l'absence d'un plan européen d'intégration. Interdit de meeting en Europe occidentale, le candidat à sa propre succession a lancé sa campagne par un grand rassemblement à Sarajevo, où il a été accueilli en « sultan ». *« Nos signaux contradictoires ont nourri la rhétorique islamiste et nationaliste de la Turquie, estime Cem Özdemir, le leader des Verts allemands, ancien fervent partisan de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Erdogan peut ensuite clamer : "Regardez, l'Europe a un double discours." Nous avons fait le jeu d'Erdogan, finalement. Nous l'avons incité à choisir une autre voie que celle du rapprochement avec l'Union. Nous l'avons poussé à se retrancher dans le nationalisme, l'islamisme et l'autoritarisme. Nous avons été le révélateur de l'erdoğanisme. »*

Malgré sa longévité, l'ancien maire d'Istanbul, Premier ministre puis président de la République depuis 2014, n'est pas toujours pris au sérieux par ses interlocuteurs dans les sommets internationaux. Ce fut le cas d'Emmanuel Macron qui a reçu son homologue turc à l'Élysée début janvier, sans prendre la mesure des enjeux de cette visite. Souvent considéré avec condescendance comme un « despote moyen-oriental », ou comme un potentat capricieux, Erdogan est avant tout le prototype du dirigeant autoritaire du XXI^e siècle. Un modèle désormais très en vogue, y compris dans le monde occidental depuis l'élection de Donald Trump. Sa méthode est un mélange d'instinct, d'audace, de mensonge et de brutalité. Il surprend, désoriente et renverse la table, qu'il s'agisse de diplomatie ou de politique monétaire. Il joue sur tous les tableaux en même temps et assume son pragmatisme décomplexé. Avec l'Europe, la Russie, Israël ou encore avec l'Iran, il souffle le chaud et le froid sans qu'on puisse y trouver une véritable logique.

L'autre écueil à éviter pour comprendre la complexité du personnage d'Erdogan est de le réduire à sa religion ou à son courant de pensée supposé. Pour les uns, tout s'expliquerait par son « islamisme ». Pour

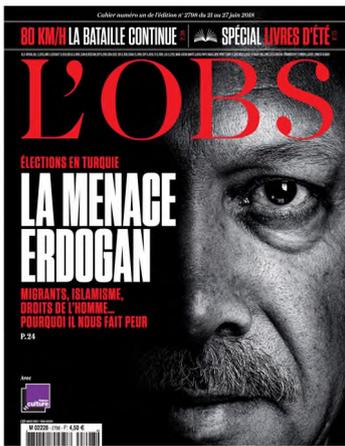
d'autres, il incarnerait le réveil « du monde musulman » sur la scène internationale. Erdogan appartient, bien sûr, par sa culture et sa formation, à la mouvance islamiste. Il est indéniablement le produit de l'islam politique turc fondé par Necmettin Erbakan, son mentor, et l'incarnation de la revanche des conservateurs anatoliens marginalisés pendant des décennies par les « laïques » kémalistes. Erdogan fut dans sa jeunesse, « un militant islamiste enflammé », antisémite et antioccidental. Mais il est d'abord un pragmatique, sa ligne est celle qui lui permet de gagner.

LE CIMENT DU NATIONALISME

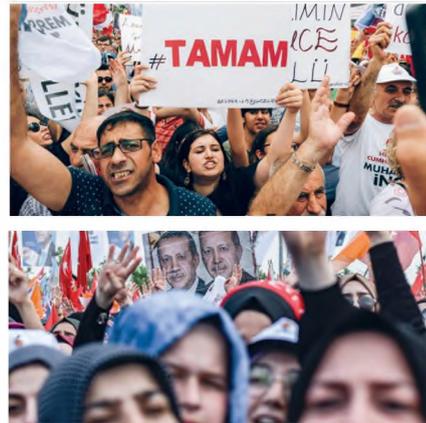
La religion est pour lui un instrument comme un autre. Dès les années 1990, il « trahit » son maître Erbakan en le mettant en minorité au sein de son propre parti et le ringardise. Erdogan se fait tour à tour libéral et pro-européen, puis autoritaire et nationaliste... Depuis 2015, c'est avant tout ce nationalisme turc qui lui sert de ciment. Il a repris à son compte les vieux slogans de l'extrême droite : « Une patrie, un drapeau, un Etat. » Dans l'adversité, le repli identitaire et le complotisme anti-occidental ont même permis à Erdogan de conforter son assise électorale. Cette rhétorique est apparue pendant les émeutes de Taksim en 2013 provoquées par un mystérieux « lobby du taux d'intérêt », et n'a fait que s'accroître au fil du temps, dans la presse et dans le discours politique.

Erdogan rassemble aujourd'hui ses supporters autour du rejet de l'Europe et de l'Occident, accusés de toutes les conspirations. Il menace les capitales européennes d'un choc des civilisations entre « la Croix et le Croissant », si elles n'obtempèrent pas à ses injonctions. Il vante la coopération avec la Russie de Vladimir Poutine et menace ses alliés de l'Otan. En interne, il a noué une alliance avec la mouvance nationaliste « eurasiste » et pro-russe de Dogu Perinçek pour reprendre le contrôle de l'appareil d'Etat et faire la chasse aux gülenistes. S'il remporte les élections le 24 juin ou le 8 juillet, date du second tour de la présidentielle, et s'installe à la tête de son régime hyperprésidentiel, le monarque absolu de la République turque pourra tranquillement préparer les élections de 2023, l'année du centenaire de la fondation du pays par Mustafa Kemal. Il évincerait alors symboliquement son célèbre prédécesseur dans l'histoire. A moins qu'il ne prenne, une nouvelle fois, tout le monde par surprise. ■

**LA RELIGION
EST POUR
ERDOGAN UN
INSTRUMENT
COMME
UN AUTRE.**



UN PAYS COUPE EN DEUX



Ils ne sont plus kurdes, islamistes ou kémalistes. Désormais, ils sont pour ou contre Erdogan, pour ou contre la démocratie. Terriblement clivant, le leader ture exacerbe les tensions. Reportage

De notre envoyée spéciale à Istanbul CÉLINE LUSSATO

Les sonos concurrentes des partis politiques plongent les tympans des Stambouliotes dans une cacophonie tonitruante. A la sortie de l'embarcadère, sur la rive asiatique du Bosphore, l'ambiance est apparemment festive. Sous le soleil printanier, chaque parti a installé son kiosque et ses fanions colorés en vue des prochains scrutins. Le 24 juin, les Turcs renouvelleront leur Parlement et désigneront un président aux pouvoirs considérablement élargis depuis la réforme constitutionnelle de 2017. Mais derrière les couleurs vives et les sourires des militants, deux camps ennemis s'affrontent dans cette campagne, reflet du nouveau visage de la Turquie. Car bien plus que tout autre clivage, qu'il soit religieux, ethnique ou sociétal, c'est ce nom, Recep Tayyip Erdogan, qui déchire désormais la société.

A Uskûdar, un des trente-neuf districts d'Istanbul, accolé au local d'information de la mairie, le stand du parti au pouvoir a poussé le volume au maximum. Quelques grands-mères agitent des drapeaux arborant le portrait de leur leader bien-aimé. Tracts du Parti de la Justice et du Développement (AKP), affiches, tout y est. Sinan Ayazoglu a 30 ans. Il dirige une sous-section locale du parti. Le jeune homme qui se rêve acteur est impatient à l'idée de défendre son président. « Nous n'avons jamais été plus enthousiastes de toute notre histoire », se vante-t-il. « L'AKP est au pouvoir depuis seize ans, une stabilité bénéfique qu'il faut encore renforcer », martèle avec conviction le militant qui assure que l'AKP et son « reis », son chef, n'obtiendront pas moins de 60% des voix aux prochains scrutins. Il porte aux nues Erdogan, un homme qui « œuvre à la paix dans le monde et défend les opprimés ». Quant à la coalition d'opposition, « ils ne peuvent rien faire, ils sont tous accusés de complicité de terrorisme, personne ne votera pour eux ». Depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, ces dénonciations calomnieuses sont devenues l'argument clé des tenants du pouvoir en place. Les purges qui ont envoyé plus de 50 000 personnes derrière les barreaux et ont mis au chômage plus de 150 000 fonctionnaires ont touché prioritairement les partisans de Fethullah Gülen, l'imam accusé d'avoir fomenté la tentative de putsch. Puis elles ont muselé à peu près tout ce que la Turquie compte d'opposants ou de voix indépendantes, les uns après les autres.

Alignés le long du quai où les vapour avalent et rejettent toute la journée les milliers de passagers traversant le Bosphore, les stands des anti-Erdogan arborent eux aussi fièrement leurs couleurs. Car les partis d'opposition, surmontant leurs différends profonds, ont réussi à conclure un accord de coalition

◀ Le 10 juin, des manifestants demandent le départ du président ture. Sur la pancarte, « ça suffit », expression emblématique des opposants.

destiné à « préserver la démocratie ». Entendez, « dégager Erdogan ».

Devant le stand rouge et blanc marqué des lettres Parti républicain du Peuple (CHP), le député du parti kémaliste, Mahmut Tanal, aborde les passants. L'élu dénonce le climat de peur dans lequel se déroulent ces élections. « Même nos électeurs craignent d'être accusés de terrorisme en votant pour nous », réprovoque l'élu. « Je reçois des menaces de mort. En réponse, les autorités m'ont délivré un permis de port d'arme, s'indigne-t-il en sortant une carte de son portefeuille.

Mais je n'ai que faire de ce bout de papier, je suis contre les armes à feu ! » L'édile énumère les obstacles auxquels se heurte aujourd'hui l'exercice démocratique : utilisation des moyens de l'Etat pour la campagne, médias aux mains des proches du pouvoir, attaques contre leurs kiosques, emprisonnements, renouvellement pour la septième fois de l'état d'urgence... « L'antidote contre la terreur, c'est les libertés, l'Etat de droit, la démocratie. Ce sont ces valeurs que nous défendons contre la dictature. »

A quelques pas, le ton est tout aussi offensif au stand du nationaliste et très droitier IYI Parti. Mehmet Keskin, président de la section d'Uskûdar, ne mâche pas ses mots : « L'AKP a créé un empire de la peur. La société turque est diverse mais les gens ne vivaient pas en opposition. Aujourd'hui, elle est polarisée entre partisans et adversaires d'Erdogan. » Même le parti islamiste Saadet se bat contre le parti présidentiel. « On ne veut pas vivre un islam qui nous serait imposé, affirme le candidat à la députation Ali Sariahmet, personne n'a combattu plus que nous pour les libertés et nous continuerons. »

« La polarisation sociologique habituelle a évolué », confirme le journaliste et politologue Ali Bayramoglu. Ville, campagne, Kurdes, Turcs, islamistes, laïques... les repères volent en éclats. « Le mécontentement s'étend jusqu'aux milieux conservateurs éduqués », décrit-il, conseillant de se plonger dans les colonnes du quotidien « Karar » où les voix dissidentes de l'AKP ont trouvé un moyen de s'exprimer. Selon lui, « l'emprisonnement dans les identités culturelles se fissure. Les sondages vont tomber sur la tête ».

◀ Le 17 juin, à Istanbul, les pro Erdogan acclament son discours donné lors d'un rassemblement de l'AKP, parti au pouvoir depuis seize ans.

En personnifiant le pouvoir à l'extrême, le président a tout fait pour galvaniser ses partisans. Mais il a par-là même enflammé ses détracteurs. Dernière étincelle en date le 8 mai dernier. Lors d'un meeting, le chef de l'Etat lance à la foule : « C'est ma nation qui m'a porté à [...] la présidence. Si un jour ma nation me dit "ça suffit" [tamam], alors je me retirerai. » Immédiatement, les réseaux sociaux s'embrasent, « #tamam » prend la tête des mots-dièses les plus utilisés en Turquie, largement devant le « #devam » (encore) des supporters de l'AKP. ➤➤

EN COUVERTURE

►► Unir en une coalition formelle des partis d'opposition dont les leaders ne s'adressaient pour ainsi dire pas la parole a en revanche demandé des efforts bien plus importants. Durant plusieurs semaines, des intellectuels de tout bord ont servi de courroies de transmission. Un travail acharné ! C'est finalement ce mot, « *tamam* », qui les a unis eux aussi. « *Nous devons choisir entre la démocratie ou l'oppression, le pluralisme ou l'autoritarisme, le sécularisme ou l'islamisme, un environnement pacifique ou hostile. Voici l'équation.* » A la terrasse d'un restaurant chic de Istinye Park, l'économiste Nesrin Nas ne cache pas avoir elle-même noué des contacts ces derniers mois avec des intellectuels de gauche qu'elle n'aurait jamais pensé croiser auparavant. Pour elle, il est urgent de voir plus haut que les simples intérêts partisans. « *Je suis heureuse qu'eux aussi l'aient compris.* »

A l'AKP, on regarde cette coalition avec mépris. « *Le peuple est conscient de leurs petits calculs, ils vont droit dans le mur* », assure Abdurrahman Dilipak. Cet éditorialiste, idéologue islamiste proche d'Erdogan, ne voit dans l'électorat de l'opposition qu'un ramassis de « *gülenistes et membres du PKK* », le groupe armé kurde. Il maintient donc son pronostic de victoire aux prochaines élections. Habituellement si sûr de lui, il se garde bien toutefois de prévoir un triomphe, évoquant plutôt une majorité de justesse. A-t-il conscience que la fracture s'étend bien au-delà de la frange politisée de la société ?

Alors que la nuit commence à tomber sur le quartier conservateur de Bagcilar, les familles prennent place tranquillement dans le petit square. Une entreprise de bâtiment locale offre un repas à tous pour l'Iftar, la rupture du jeûne de ramadan. Des employés couvrent les tables de nappes marquées du logo de la municipalité. Ici, les habitants ont plébiscité la réforme constitutionnelle défendue par Recep Tayyip Erdogan lors du référendum l'année dernière. Encore aujourd'hui, le président est encensé pour son ancien mandat de maire d'Istanbul. Oznur a 65 ans. Elle vit dans ce quartier depuis l'âge de 9 ans. « *Il n'y avait pas d'eau courante, pas d'électricité, pas de transport non plus à l'époque. C'est lui qui nous a tout donné* », raconte la grand-mère, repassant le discours traditionnel des défenseurs du président. « *Et il continue de développer le pays grâce au nouveau pont sur le Bosphore ou au projet d'un troisième aéroport* », poursuit-elle, balayant les accusations portées contre son héros par ses détracteurs : « *Les autres aussi emprisonnaient à l'époque, a-t-on oublié ?* »

Sur une scène dressée dans le petit parc, le président de la section locale de l'AKP, en campagne, est venu souhaiter un bon mois

de ramadan aux familles rassemblées autour de ce repas. Et rappeler l'échéance du 24 juin. Il sera le seul politique à s'exprimer.

Alors que chacun attend le signal du muezzin de la mosquée voisine pour ouvrir son plateau-repas, Melike, 20 ans, affirme qu'elle votera pour Erdogan. « *Tous les autres sont pires : les Kurdes du HDP sont des terroristes, les kémalistes du CHP sont antireligieux et interdiront certainement le foulard à l'université.*

Quant à Saadet, qui se prétend religieux, il s'est allié à eux, ça veut tout dire ! » Pourtant, l'étudiante n'est pas sans nourrir quelques griefs envers le président. Plusieurs de ses connaissances ont été arrêtées « *sans raison après le 15 juillet, accusées d'être "Fetö"* », membres de la confrérie de Fethullah Gülen. Mais les abus d'un pouvoir qui emprisonne sans raison n'ont pas chassé l'aversion de Melike pour le camp adverse.

Au café culturel Nazim Hikmet, dans le secteur branché de Kadiköy, bastion du CHP, les électeurs de l'AKP se font en revanche plutôt rares. Mais, fini le vote d'adhésion, chacun analyse le scrutin à venir avec une seule idée en tête : faire tomber Erdogan. « *Nous sommes contre l'AKP car nous souhaitons rester libres* », affirme Burak. Cet ingénieur de 28 ans venu boire quelques bières avec un ami ne se sent plus en sécurité dans son pays. N'a-t-il pas demandé notre carte de presse française avant d'accepter de nous parler ? Bien qu'issu d'un milieu « *plutôt conservateur et pro-AKP* » il votera pour le candidat CHP à la présidentielle. « *Il faut que Muharrem Ince soit face à Erdogan au second tour, car le scrutin se jouera sur le vote des Kurdes. Or ils ne voteront certainement pas pour Aksener* », estime-t-il. La chef de fil du « *Bon parti* », issue de la formation nationaliste MHP, fut ministre de l'Intérieur en 1997 dans un climat de violence dans le Sud-Est à majorité kurde. Difficile, donc, pour ces derniers, de lui donner leur voix. Pourtant, la haine d'Erdogan parvient même à faire oublier à certains ce passé douloureux. Ozgur est élève infirmière. Originaire de Tunceli, qu'elle désigne par son nom kurde « *Dersim* », la jeune femme de 21 ans, proche du parti pro-kurde HDP, se dit elle aussi prête à un vote « *contre-nature* » : « *Je voterai pour Aksener au second tour si elle est face à*

Erdogan. La violence est insupportable dans nos régions. Nous devons l'empêcher de pérenniser son sultanat. »

Situation sécuritaire, annonces de victoires ou défaites militaires, fraudes... tout peut influencer sur le résultat des élections du 24 juin. Mais, que l'AKP obtienne ou non une majorité au Parlement, qu'Erdogan soit confronté ou non à un second tour à la présidentielle, ce sont deux Turquie qui, désormais, se défient. ■



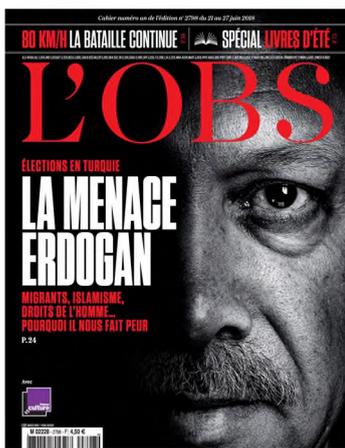
◀ Le député Muharrem Ince, du Parti républicain du Peuple, se présente face à Erdogan.

“NOUS DEVONS CHOISIR ENTRE LE PLURALISME OU L'AUTORITARISME, VOICI L'ÉQUATION”

NESRIN NAS, ÉCONOMISTE



◀ L'ex-ministre de l'Intérieur Meral Aksener, du IYI Parti, n'aura pas le vote kurde.



▼ Manifestants pro Erdogan, sur la place de la République à Paris en 2016.



LES RÉSEAUX DU "REIS" EN FRANCE

Par GUILLAUME PERRIER

Politique, religion, éducation... Des relais communautaires puissants ont tissé leur toile dans l'Hexagone. Présents sur le Net et dans les mosquées, ils diffusent la propagande d'Erdogan et traquent ses opposants. Enquête

La scène se passe dans le hall 5 du parc des expositions de Mantes-la-Jolie, un samedi matin du mois de mai. L'Association des Parents d'Elèves turcs de la région mantoise organise une célébration de la Fête de la Souveraineté nationale et des Enfants, en souvenir de la première grande Assemblée nationale à Ankara, en 1920. Cette kermesse familiale est soutenue par la ville, le département des Yvelines et son service d'action sociale. Des enfants de 7 à 10 ans en treillis militaire montent sur scène d'un pas cadencé en faisant le salut martial. Et hurlent à tue-tête leur amour de la mère-patrie devant un portrait de Mustafa Kemal Atatürk. « *Je suis turc, je suis droit, je suis travailleur. Mon principe est de protéger mes cadets, de respecter mes aînés. Aimer ma patrie, ma nation, plus que ma propre personne...* » Un serment avec salut au drapeau. En Autriche, un spectacle semblable organisé dans une mosquée où des enfants en tenue militaire étaient enroulés dans des drapeaux turcs pour reproduire les funérailles des « martyrs » a provoqué un scandale. A Mantes, les parents applaudissent, ravis. « *En Turquie, on n'accepte pas la trahison* », lâche Hülya Sahin, la vice-présidente de l'association. Cette femme de 45 ans qui porte le voile et admet sans peine son admiration pour le président turc est une proche du Conseil pour la Justice, l'Égalité et la Paix (Cojep), également partenaire du spectacle. Elle a été en 2017 candidate aux élections législatives à Mantes-la-Jolie, sous l'étiquette du Parti Égalité Justice, un micro-parti proche de l'AKP, implanté dans toute la France, fondé et animé par des proches du Cojep.

Cette organisation communautaire, née en 1992 sur les terres électorales de Jean-Pierre Chevènement à Belfort autour de quelques islamistes et nationalistes turcs, est solidement représentée dans l'est de la France. Elle constitue un relais naturel pour l'AKP, à Strasbourg, son siège, et dans la région lyonnaise, où se trouvent les principaux foyers de la communauté turque. Le président de Cojep, Ali Gedikoglu, est l'un des chefs de file de la mouvance pro-Erdogan en France, même s'il s'en défend maladroitement. « *Erdogan est le Mandela du xx^e siècle, s'est-il exclamé en mai après avoir été mis en cause par "le Point". Malgré toutes les attaques dont il est la cible, la victoire lui reviendra tôt ou tard.* » Gedikoglu ne cache pas sa proximité avec Mevlüt Cavusoglu, ministre des Affaires étrangères, qui fut président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à Strasbourg. Ses diatribes politiques diffusées sur les réseaux sociaux laissent peu de doute sur son engagement politique. Dans une vidéo enregistrée en 2016, il s'en prend

EN COUVERTURE



▲ Ahmet Ogras, président du CFCM. Safer Sirakaya, président de l'UETD.

LA TURQUIE DISPOSE DE 450 MOSQUÉES ET DE 150 IMAMS FONCTIONNAIRES EN FRANCE.

➔ à quatre personnalités franco-turques, dont l'intellectuel Ahmet Insel, les qualifiant de « parasites ». Une plainte a été déposée pour incitation à la violence en janvier 2017 et finalement, le 28 mai dernier, Ali Gedikoglu a été entendu par une juge d'instruction parisienne et mis en examen. « Il y a eu tant de précédents passés sous silence que personne n'y croyait plus », se félicite un proche du dossier.

L'agenda politique du Cojep, même si ses membres ne veulent pas le reconnaître, est aligné sur Ankara. Manifestations contre le terrorisme du PKK, contre « l'organisation terroriste de Fethullah Gülen »... En janvier, les nationalistes pro-Erdogan se sont mobilisés pour faire interdire par les préfets les rassemblements kurdes de soutien à Afrin. Le 20 juin, ils ont rendez-vous devant le palais de justice de Strasbourg pour « défendre la liberté d'expression ». Ahmet B., un jeune Strasbourgeois proche du Cojep, est convoqué ce jour-là par la justice pour avoir menacé dans un café en Alsace Can Dündar, ancien rédacteur en chef de « Cumhuriyet » condamné en Turquie et en exil. « Vous êtes le traître à la patrie Can Dündar ? », lui a-t-il lancé en se filmant avec son téléphone avant de diffuser la vidéo en ligne. Internet est devenu un vaste terrain de jeu pour les soutiens acharnés d'Erdogan en France. Les réseaux sociaux servent de caisse de résonance aux activistes pro-AKP pour harceler opposants et journalistes. Tout comme les sites de « réinformation » créés en relais des médias officiels turcs, tels que Medyaturk ou RedAction. Sur la page Facebook du premier, lié au Cojep, on appelle à la mobilisation pour soutenir Ahmet B. et punir « les traîtres ». « Quelqu'un peut pas lui tirer une balle dans la tête ? Ni vu ni connu », suggère Refika, une mère de famille.

La Cojep et ses militants – certains devenus diplomates, journalistes pour l'agence Anadolu ou encore responsables religieux – ne sont pas le seul levier dont dispose Erdogan pour encadrer sa diaspora. L'enjeu est de taille. Avec plus de 3 millions d'électeurs en Europe, qui votent peu mais en majorité pour l'AKP, il dispose d'une importante réserve de voix. Créée en 2005 comme le prolongement de l'AKP en Europe, l'Union des Démocrates turcs européens est le principal relais d'Erdogan. Son président, Zafer Sirakaya, sera candidat à un siège de député le 24 juin. La branche française de cette structure a été fondée par Ahmet Ogras, un agent de voyages franco-turc, proche du « reis », qui était au centre des manifestations turques « contre les lobbys arméniens » devant l'Assemblée nationale et le Sénat en 2017. Depuis un an, Ogras dirige le Conseil français du Culte musulman (CFCM). Ce fils d'un responsable de

mosquée dans le Loir-et-Cher a reçu un enseignement coranique grâce à un imam détaché en France par le Diyanet, la puissante administration des cultes à Ankara. Ce système permet à la Turquie de disposer de 150 imams fonctionnaires dans les mosquées en France, le plus gros contingent étranger. Les Turcs forment le réseau de lieux de culte le plus dynamique, avec au moins 450 mosquées, la plupart gérées par le Diyanet et sa branche locale, Ditüb.

Certains Franco-Turcs ne se hasardent plus à fréquenter ces mosquées devenues « des relais de la politique d'Erdogan », selon l'ancien responsable des cultes au ministère de l'Intérieur Bernard Godard. « Ce sont des repaires militants, des imams propagent des messages de haine contre les "ennemis de la nation". Je préfère aller dans un lieu de culte maghrébin ou faire ma prière chez moi », témoigne Mehmet, un entrepreneur de la région parisienne, sympathisant de la confrérie Gülen. Après la tentative de putsch en juillet 2016, les mosquées turques de France se sont fait l'écho de l'atmosphère qui régnait au pays : chasse aux « traîtres » et aux « terroristes », appels à la délation... A la Ditüb, on assure que tout message politique dans un lieu de culte est impensable. Même si à Strasbourg, par exemple, la branche locale de l'administration religieuse est dirigée par Saban Kiper, ex-conseiller municipal (PS) à la mairie et cadre du Cojep. C'est au Cojep qu'il a reçu, début juin Marwan Muhammad, le dirigeant du Collectif contre l'Islamophobie en France (CCIF), qui a entrepris une « consultation nationale des musulmans de France ».

Les amitiés politiques des supporters de l'AKP en France sont éclectiques et parfois surprenantes. L'un des plus fervents défenseurs du « reis » est le pianiste Stéphane Blet, vice-président de l'Alliance France-Turquie, qui se vante de nombreuses amitiés politiques et médiatiques en Turquie. Au piano, il joue pour la Palestine ou « pour soutenir l'opération Rameau d'Olivier contre Afrin ». Sur les réseaux sociaux, il mène une campagne acharnée en faveur d'Erdogan et affiche ses liens avec les membres du Cojep et la rédactrice en chef de RedAction. Mais aussi avec le ban et l'arrière-ban de l'extrême droite : néonazis, identitaires et antisémites. Il pose avec Bruno Gollnisch, Alain Soral, Dieudonné, Serge Ayoub ou le directeur du journal « Rivarol »... Une partie de la « facho-sphère » française voit ainsi en Erdogan un « patriote qui tient tête aux lobbys juifs », à l'instar du Hongrois Viktor Orbán ou de Vladimir Poutine. Pour le pianiste, une seule cause à l'islamophobie dont Erdogan et les Turcs seraient victimes : la « dictature sioniste » que serait devenue la France. ■

Élections en Turquie : Erdogan à quitte ou double ?

En partenariat avec
LOBS

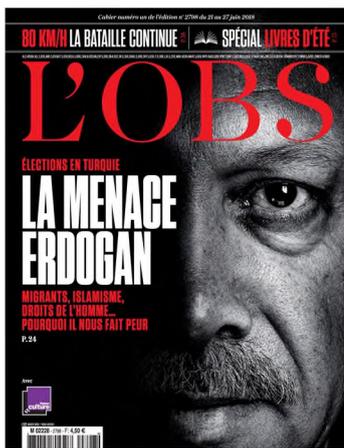
VENDREDI 22 JUIN 7H00-9H00

LES
MATINS
DE
FRANCE
CULTURE.
Guillaume
Erner

France culture

L'esprit
d'ouverture.

franceculture.fr @franceculture



"LA FIN D'ERDOGAN EST PROCHE"

Condamné à la prison à vie, l'écrivain Ahmet Altan nous a écrit depuis sa cellule. A la veille des élections du 24 juin, il veut croire à "l'instinct de survie de la société turque", face à la répression du régime

Propos recueillis par **GUILLAUME PERRIER**



▲ A Istanbul, le 9 juin, rassemblement en faveur de l'opposant Muharrem Ince.

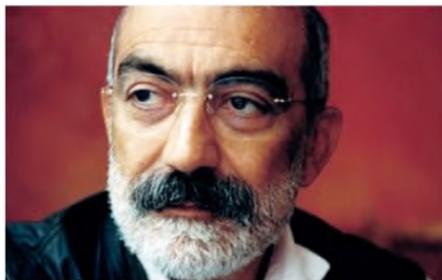
Six cent trente jours. Six cent quarante jours... Avec le temps qui passe, le décompte est de moins en moins précis. Depuis le 10 septembre 2016, date de son arrestation à l'aube, à Istanbul, le romancier et journaliste Ahmet Altan, âgé de 68 ans, croupit en prison. Il est enfermé « dans le bâtiment numéro 9 de la prison de Silivri », une véritable cité pénitentiaire située en rase campagne à l'ouest d'Istanbul, où sont rassemblés bon nombre de détenus politiques et de criminels. « Je suis au rez-de-chaussée. Dans ce bâtiment, vivent les généraux putschistes, les tueurs en série et les terroristes qui ont commis des massacres. Les règles y sont plus strictes. Mon secteur est réservé aux prisonniers politiques. Et ma cellule, partagée avec deux autres détenus, mesure six pas de long sur quatre de large », nous raconte-t-il. Au mois de février,

Ahmet Altan, son frère Mehmet et la journaliste Nazli Ilıcak ont été condamnés à une peine de réclusion à perpétuité pour avoir tenté de « renverser l'ordre constitutionnel ou avoir cherché à le remplacer par un autre ordre ou avoir entravé son fonctionnement pratique au moyen de la force et de la violence ». Une accusation qui repose essentiellement sur de prétendus « messages subliminaux », envoyés par les frères Altan au cours d'émissions de télévision, annonceurs, selon la justice, de la tentative de putsch du 15 juillet 2016. « La cour m'a condamné à ne plus jamais voir le jour et à mourir en prison. Face à une telle situation, je ne sais pas de quoi sera fait l'avenir. Il est possible que je meure en prison, mais aussi que je sois libéré prochainement. En tout cas, je suis prêt au pire tout en ne renonçant pas à espérer le meilleur », nous écrit-il.



EN COUVERTURE

➔ Grande figure du journalisme et de la résistance intellectuelle en Turquie, comme son père Cetin Altan décédé en 2015, Ahmet Altan a suivi et commenté toutes les périodes électorales turques depuis plusieurs décennies. Il fut le rédacteur en chef du quotidien « Taraf » fondé en 2007 et fermé par décret présidentiel après la tentative de putsch de l'été 2016. Le journal a été accusé de liens avec la confrérie de Fethullah Gülen – ce vaste mouvement islamiste aux contours flous, accusé de terrorisme par Erdogan. Cette fois, c'est dans son huis clos carcéral que résonnent les échos de la campagne. « Toutes les personnes incarcérées ici suivent la politique de très près. Nous avons de longues discussions avec mes codétenus. Nous regardons les chaînes de télévision autorisées par la direction de la prison, sur un petit écran dans notre cellule. Nous recevons les journaux le matin à 10 heures. Et nous arrivons à imaginer de nombreux événements avant qu'ils ne surviennent », s'amuse-t-il.



▲ Ahmet Altan, le 4 octobre 2000.

“JE SUIS PRÊT AU PIRE TOUT EN NE RENONÇANT PAS AU MEILLEUR.”

Pour Ahmet Altan, la fin d'Erdogan est proche, son pouvoir autoritaire ne peut pas durer. « L'opposition classique entre conservateurs et modernes, entre religieux et laïcs est dépassée. Après le 15 juillet 2016, Erdogan a piétiné l'Etat de droit avec une telle violence que cela a fait dérailler l'économie et fracturé sa base conservatrice nationaliste », juge-t-il. « Le calcul d'Erdogan était simple : “Deux tiers de la Turquie sont conservateurs et nationalistes, une fois leur vote assuré, je gagnerai toutes les élections.” Mais on voit que ce calcul ne marchera pas cette fois-ci. Inquiète de l'effondrement de l'économie et de la violence qui n'a cessé de se répandre, une partie des conservateurs s'est mise à soutenir l'opposition qui a promis un retour à l'Etat de droit. » Le romancier estime même que « le projet autocratique d'Erdogan s'est écroulé ».

L'élection présidentielle du 24 juin peut-elle rebattre les cartes? Pour Altan, l'incertitude domine et Erdogan pourrait être contraint de disputer un second tour le 8 juillet. « Mais concernant les législatives, je pense que c'est l'opposition qui va gagner. Tous les candidats hormis Erdogan promettent la démocratie et la justice, écrit-il. Parmi eux, Muharrem Ince [le candidat du parti kémaliste CHP, centre-gauche, NDLR] est celui qui a le plus de chances. Il a fait un geste très important pour la paix en visitant Selahattin Demirtas, le leader kurde, en prison. Meral Aksener [candidate nationaliste du parti IYI] devra prendre des votes à Erdogan. Quant à Demirtas, il se trouve dans une position inédite. Il mène sa campagne depuis la prison où il est injustement incarcéré. Il est certain qu'il ne sera pas élu lors de cette élection, mais il est aussi clair qu'il a tout le

potentiel pour devenir un jour le premier président kurde du pays. »

Erdogan pourrait aussi s'accrocher à son projet de régime hyperprésidentiel et passer en force, comme il l'a déjà fait en 2015 et en 2017. Mais ce sera plus difficile cette fois-ci. « Qu'il gagne ou qu'il perde les élections, Erdogan a échoué. Il ne deviendra jamais un leader historique, mais il ne sera jamais un dictateur non plus. Il s'est condamné à l'échec. C'est lui qui a dirigé la Turquie depuis quinze ans et le pays est aujourd'hui au bord de la faillite, estime Ahmet Altan. L'économie turque est en chute libre comme un avion en attendant le crash. Le peuple s'appauvrit. Toutes les institutions se sont écroulées. Cette situation extraordinairement dangereuse a fini par déclencher l'instinct de survie de la société. Du coup, l'opposition se renforce. La logique autoritaire perd du soutien. [...] Si Erdogan s'obstine dans l'autoritarisme et se bagarre avec le monde entier, il y aura un tel effondrement économique qu'il devra avant tout faire face

à la réaction de son propre camp. Erdogan devra donc redresser l'économie s'il veut continuer à faire de la politique. Et cela n'est possible qu'en renonçant à son rêve de devenir un dictateur et en retournant à l'Etat de droit. » A condition de libérer tous les prisonniers politiques, dont les frères Altan font partie.

L'écrivain stambouliote, avec d'autres intellectuels turcs « libéraux », avait soutenu la première période de réformes d'Erdogan dans les années 2000, dans l'espoir de voir la Turquie se rapprocher des standards européens et mettre au pas l'armée jusqu'alors toute-puissante. Une occasion manquée à tous les niveaux. « Erdogan est le héros d'une tragédie turque.

Le destin lui a offert une immense opportunité. Celle de pouvoir instaurer un pont de paix entre l'Occident et l'Orient, entre musulmans et chrétiens... Il était chargé de réconcilier Turcs et Kurdes, de faire de la Turquie une région de paix entre l'Europe et le Moyen-Orient, contribuant ainsi à rendre l'une et l'autre plus sûrs. Pendant un bon moment, il a vraiment marché dans cette direction. Son portrait apparaissait dans la galerie des “grands leaders” de l'histoire. Mais brusquement, il a changé de direction. Il a lui-même effacé son portrait de la galerie de l'histoire, il a éteint sa propre étoile. Tout cela pour devenir finalement un dictateur du Moyen-Orient banal et anodin. Erdogan a choisi d'être craint plutôt que d'être respecté. »

Avant de conclure. « Il est coincé de tous les côtés, j'ai de l'espoir pour la Turquie. Une nouvelle époque va s'ouvrir car nous avons appris, tous ensemble et tout en payant un prix très lourd, que la dictature ne pourra pas fonctionner dans ce pays. » ■



Iranian Militias in Iraq's Parliament: Political Outcomes and U.S. Response



Phillip Smyth
June 11, 2018
<http://www.washingtoninstitute.org>

As Washington mulls sanctions on Asaib Ahl al-Haq and similar groups, it should mind the volatility of Baghdad's near-term political situation and the questionable efficacy of 'wing' distinctions.

Among the winners in Iraq's May 12 parliamentary elections was Asaib Ahl al-Haq (AAH), the fastest-rising faction in a powerful coalition of Iranian-allied Iraqi parties. In the days that followed, U.S. legislators passed an amended defense authorization bill that paved the way for the Treasury Department to impose heavy financial sanctions on the group and other accused Iranian proxies. Although this is the right step, any sanctions need to be carefully crafted and timed to avoid an anti-American backlash during Iraq's already-chaotic government formation process.

BREAKDOWN OF IRAN'S COALITION

AAH is part of the Fatah (Conquest) Alliance, a coalition that won between forty and forty-seven seats last month, enough for second place among all contenders (pending the outcome of Iraq's planned recount). AAH won at least thirteen of these seats, and perhaps as many as fifteen, or nearly 30 percent of the alliance's total.

Fatah is led by Hadi al-Ameri of the Badr Organization, arguably the oldest, largest, and most important of the Iraqi Shia groups ideologically, politically, and religiously subservient to Iran. The alliance is primarily made up of groups modeled on the militia/party model that Hezbollah has long used in Lebanon. In addition to comprising the core of al-Hashd al-Shabi (Popular Mobilization Forces, or PMF), these groups also function as the most powerful elements of direct Iranian influence in the Iraqi political sphere.

Fatah's latest electoral gains include the following:

- Twenty-two seats for Badr
- At least thirteen seats for AAH (aka the League of the Righteous), an Iranian-controlled splinter group formerly affiliated with Muqtada al-Sadr
- Three seats for the Islamic Supreme Council of Iraq (ISCI), once a major player in Shia politics until the departure of leader Ammar al-Hakim (see below for more on this defection)
- Two seats for Harakat Jihad al-Binna (Movement of Jihad and Building), a party that has roots in Badr and is close to ISCI
- Two seats for Harakat Babiliyoun (Babylon Movement), a Christian group formed by the Iranian-controlled Kataib al-Imam Ali (Imam Ali Battalion); the party thus holds two out of the five seats allotted to Iraqi Christians
- One seat for Kataib Sayyid al-Shuhada (Master of the Martyrs Battalion), a group that split from U.S.-designated terrorist group Kataib Hezbollah
- One seat for Harakat al-Iraq al-Islamiyah (Islamic Movement in Iraq), which split from the Dawa Movement in the late 1980s and was part of the Badr Corps until 2003
- One seat for Tajma al-Shabak al-Demoqrati (Shabak Democratic Assembly), a Badr affiliate that represents the Shabak ethnic minority in northern Iraq.

Two clear trends emerge from these results: the sudden leap by AAH, one of the Fatah Alliance's most unruly elements, and the surprising lack of growth by Badr, which had seemed poised for expansion.

SURPRISE GAINS BY ASAIB AHL AL-HAQ

AAH outperformed many expectations, particularly as it won just a single seat in the 2014 elections. The group is a spinoff of the Mahdi Army (which was led by Muqtada al-Sadr, whose populist Islamist movement Sairoon

won the most seats last month, between fifty-four and fifty-six). Formed in 2006-2007 with Hezbollah's assistance, AAH was tasked with fighting the U.S.-led occupation of Iraq and, later, sending thousands of fighters to Syria.

Currently, the group has around 7,000-10,000 fighters, complemented with tanks, light armored vehicles, older artillery pieces, rockets, and improvised rocket-assisted munitions. In addition to maintaining its anti-Western posture, it has been accused of brutal killings throughout Iraq, against both fellow Shia and other sects.

Epitomizing these roots, one of the group's victorious candidates in the Baghdad electoral district was Hassan Salam, a former field commander for Sadr's Mahdi Army. After reportedly running sectarian death squads in that capacity, he joined AAH, serving as one of its main militia commanders and helping with early mobilization efforts for Syria.

The group's dramatic electoral success can be attributed to several factors:

- **Perception of fighting prowess.** AAH portrays itself as having seen the writing on the wall and taken early, effective action against the Islamic State, in contrast to the Iraqi government's foot-dragging approach and military failures (e.g., the loss of Mosul).
- **Strategically focused messaging campaigns.** Following the model of Hezbollah's al-Manar television network and multiple websites, AAH has exhibited an increasingly professional, modern, and varied approach to media. Its Al Ahad satellite propaganda station and advanced social media efforts have put forth polished programs, music videos, and other products deriding everything from elite corruption to the Kurds. Some of this programing presents AAH as the rising voice for neglected Iraqis. For example, Wajih Abbas, a winning AAH candidate in Baghdad, hosted Kalam Wajih (Wajih's Talk), a nightly show that captured around 1 million viewers with incendiary sectarian rhetoric and criticism of the governing elites.
- **Self-branding as an outsider force seeking to destroy corruption.** The group's previously tiny parliamentary presence likely gave voters the sense that it was marginalized, and thus untainted compared to larger parties. AAH candidates made sure to emphasize that line of thinking over and over during the campaign, accusing incumbent parties of rampant graft.
- **Attention to female voters.** The Iraqi parliament requires that one-quarter of its seats go to female candidates. Three of the winning AAH candidates are women. Despite lacking the public exposure or militant history of their male counterparts, they were able to secure seats in Baghdad, Karbala, and Muthanna. This success is due in part to the fact that AAH, much like Hezbollah, has cultivated support for women via its "Women's Department," part of the group's broader efforts to construct a "culture of resistance." In March 2017, AAH combined its anticorruption line and its focus on women by creating the movement "Women United Against Corruption" (Nisaa Mutahadat Dud al-Fasad).

FATAH'S OTHER FACTIONS

Formed in the early 1980s, Badr moved quickly to maintain its military sections and dominate portions of the Iraqi government following Saddam Hussein's 2003 ouster. Later, it ran in the 2014 elections as part of Nouri al-Maliki's State of Law Alliance, gaining twenty-two seats in parliament and control of the Interior Ministry. In parallel to these formal powers, it assumed operational control over the majority of PMF brigades, built up new militia units for Shia ethnic minority groups in northern Iraq, and sent fighters to Syria.

Badr's failure to pick up more seats this year may therefore seem surprising. In all likelihood, it is simply part of the wider trend that characterized this election: namely, voters punishing established parties that adopted conventional platforms.

Badr was not the only Fatah Alliance member with lackluster results: ISCI, Badr's former parent body, won only three seats. As mentioned ⇨

⇒ previously, the group's patriarch, Ammar al-Hakim, split away just before the elections to form Tayyar Hikma al-Watani (National Wisdom Movement). This new party's platform rested on building a civil state, promoting Iraqi nationalist positions, and detaching itself from ICSI's pro-Iranian, Badr-friendly "old guard," which was regularly accused of corruption. Hakim's faction won nineteen seats and has since aligned itself with Sadr's camp.

To be sure, Badr still controls twenty-two of its own seats and can heavily influence the Fatah Alliance's other twenty-five, essentially giving it more seats than any other Shia faction except Sadr's Sairoon list. Even so, the group surely feels threatened by the exploding popularity of AAH and its leader Qais al-Khazali, a former student of Sadr's late father Muhammad Sadiq al-Sadr. In Baghdad, for example, AAH's Hassan Salam scored the second most votes behind Badr secretary-general Ameri. And in Babil, AAH won just as many seats (two) as Badr.

Regardless, given Iran's overarching control of both groups, Tehran may be able to seal up any daylight between them. Badr will likely remain Tehran's favorite at the head of the Fatah Alliance, though AAH's victory could mark the beginning of its rise within the Iraqi political sphere.

POLICY IMPLICATIONS

The United States should maintain focus on AAH given its rapid growth. The amendment to the congressional authorization bill, which also targets AAH ally Harakat Hezbollah al-Nujaba (HHN), has been passed by the House and is now up for vote in the Senate. It is a well-deserved and long-overdue measure that will certainly hamper the group's financial abilities, but it falls short of a State Department designation as a Foreign Terrorist Organization. Moreover, it touches on particularly sensitive issues at a time when Iraq will be struggling to form its next government and shape its future strategic and military relations with Washington.

One question is whether it is wise to sanction fifteen new Iraqi members of parliament at the moment. Rep. Ted Poe (R-TX), author of the passed House amendment, recently told Al-Monitor that the U.S. government

needs to ascertain whether "the political wing constitutes an affiliate or entity controlled by Asaib Ahl al-Haq." Although this distinction may help avoid a potential clash with a powerful bloc in Iraq's parliament, it is a slippery slope and could prove counterproductive.

An alternative approach is to sanction the entire group as Washington did with Lebanese Hezbollah, the organization that AAH and HHN have directly modeled themselves on, fought alongside, and taken orders from. U.S. sanctions against Hezbollah have continued despite its participation in Lebanese elections since 1992 and its possession of multiple seats in parliament.

In reality, AAH's political and military "wings" are overlapping internal divisions within a cohesive organization, not autonomous sections. For instance, Saad Hussein al-Husseini, one of the winning AAH parliamentarians, was an administrative commander for the PMF's 41st Brigade as recently as late 2017. Indeed, the 41st, 42nd, and 43rd PMF brigades served as AAH's de facto campaign headquarters during the elections, materially supporting the group's candidates and trumpeting its past military accomplishments, including attacks on U.S. forces. If AAH leaders can move so fluidly between the military and political "wings," then the U.S. government should logically target them both—otherwise, sanctions may become unworkable and meaningless.

Yet the timing of any such decision is important. Placing sanctions on AAH right away could prove very problematic for the group and Iraqi government, especially if the group winds up controlling a key ministry that requires significant international aid or involves regular international travel. It is now up to the Treasury Department and the rest of the Trump administration to ensure that sanctions are most effectively applied. Given that Iraq faces a contentious vote recount and negotiations over governing coalitions, Washington should consider delaying punitive measures until after the government is formed and AAH's role in it is clear. ♦

Phillip Smyth is a Soref Fellow at The Washington Institute and author of its 2015 study The Shiite Jihad in Syria and Its Regional Effects.



26 June 2018

Militants seize Kakai village, demand allegiance to Islamic State

Rudaw.net 26/6/2018

ERBIL, Kurdistan Region – ISIS militants attacked a Kakai village Monday night, killing one person when they seized control of a village in the Daquq area, south of Kirkuk.

"Late last night, nearly 40 to 50 ISIS militants seized control of a Kakai village, Ali Saray, killed one person and injured two others," Sardar Hama, a local, told Rudaw.

"The militants spoke Arabic. They described us as non-believers and the area as a place of Muslims. They vowed they would kill those who won't pay allegiance to the Islamic State," he added.

ISIS militants in Kirkuk and Diyala provinces have stepped up their activities – attacking villages and security forces.

On Sunday night, militants beheaded a mother and daughter in Hamrin, Diyala province.

The women were members of the Ghazwan Majid al-Jabouri family and employees of the Iraqi electoral commission, according to Hasan Pirwali, spokesperson of the com-

mission in Diyala.

"Last night, ISIS militants had raided their house and beheaded the mother of Ghazwan and her elder daughter," he told Rudaw on Monday.

"In addition to killing the mother and her daughter, they had beaten the other two sisters of Ghazwan with iron and severely injured them," Pirwali added.

The sisters are in critical condition with head injuries at Baquba emergency hospital.

Related: Under threat Kurds plead for protection in Kirkuk

ISIS militants have concentrated in the Hamrin mountains, creating a security threat. Militants have attacked villages, killing and kidnapping residents, and clashing with security forces.

"Large territories in Diyala are currently controlled by ISIS, including areas in Qaratapa, Nada, Naftkhana, Wadi Salab, Sheikh Baba gardens, and Kani Masi. These areas are home to ISIS militants, and there are no forces there to confront them," Major Ahmad Mustafa, a Peshmerga intelligence



Several Kakai villages have been attacked by ISIS militants.
File photo: Rudaw

officer, had previously told Rudaw. The area was under control of Peshmerga forces until last October when Iraqi forces took over. There are growing calls for the return of the Kurdish forces or joint cooperation to secure the area. "I am concerned by the silence and lack of a stance from the Kurdish parties recently. I call on

them to meet immediately, protest, and take a stance on the abnormal situation imposed on the area," said Shakhawan Abdullah, a KDP member of the Iraqi parliament. According to Peshmerga intelligence reports, 85 percent of the Hamrin Mountains has fallen to ISIS militants.■

Turkey takes on Kurds in evolving Qandil operation

Although Ankara seems determined to reach the PKK stronghold of Qandil in Iraq, it faces many obstacles to sustaining such an operation against Kurdish militants in the punishing mountain region.



Metin Gurcan
June 15, 2018
www.al-monitor.com

Despite growing tension over the June 24 elections, Turkey's agenda in recent days has been taken over by its military operation against Kurdish militants in northern Iraq's Sidekan region.

At the moment, about 1,500 Turkish troops of a commando brigade and a light infantry brigade responsible for border security at Semdinli, along with gendarmerie and army special operations battalions, are trying to open a corridor to advance from Sidekan toward Qandil, the "headquarters" of the Kurdistan Workers Party (PKK).

In the past two weeks, about 1,500 more commandos have arrived as reinforcements, signaling Ankara's determination to pursue this operation for another one to two months at least despite the threat of extreme weather. Nevertheless, it's too early yet to say the push is a large-scale ground operation. Major attacks on PKK targets in the Qandil region are still being carried out by F-16s using smart munitions, along with assault helicopters and armed drones. Turkey said June 15 it had killed 26 PKK members in a June 12 airstrike. Such attacks show why it would be inappropriate to define the current phase not as an air-supported ground operation, but a ground-supported air operation. As well, the 10 fatalities the Turkish army has sustained since the beginning of this operation have been from roadside bombs and long-range anti-tank guided missiles (ATGM), suggesting that the PKK for the time is refraining from hot contact with Turkish troops and hasn't yet decided to engage in major clashes.

Politicians in Ankara describe Turkey's end goal using inflammatory language such as "draining the swamp in northern Iraq" and "cutting off the snake's head" to define wiping out the PKK's physical presence in the Qandil region.

Turkey's pro-government media, motivated by the excitement of the approaching elections, are laden with feverish news reports and assessments about "conquering Qandil" and about plans for hoisting the Turkish flag over Qandil in 90 days.

But even as reliable security sources in Ankara emphasize their determination to pursue the operation, they still refrain from discussing the larger picture. One of them speaking to Al-Monitor without giving his name said, "For the time, the basic goal is to create psychological effects and trauma on the PKK. Also, by shifting the struggle against the PKK from northern Syria to northern Iraq, the intention is to erode the legitimacy the PKK has gained with its narrative of combating the Islamic State (IS). Turkey is also telling the United States and other Western countries of its determination, while ensuring that Baghdad and Erbil understand that Turkey's security starts in northern Iraq. Another intention is to prove to Tehran, which still hesitates, that supporting this operation is doable."

What picture emerges from a realistic military assessment? As a former soldier who had gone south of Qandil in 2000 on reconnaissance missions, I must first speak of the terrain and weather conditions, which will challenge the Turkish army more than the PKK's military prowess at Qandil.

Qandil, which is in the Turkey-Iran-Iraq border triangle that offers all these countries excellent opportunities for undetected approach, is a rough, mountainous region with an average altitude of 2,200 meters (7,200 feet) and hundreds of deep gullies, some 150 by 50 kilometers (93 x 31 miles). Mountains become rougher in the north, which is why there are about 600 villages there, mostly in the easiest approach, from the south. Among



Turkish soldiers conduct military exercises near the Habur crossing gate between Turkey and Iraq, Sept. 27, 2017. ILYAS AKENGIN/AFP/Getty Images

these rural settlements, not a single one has a population of more than 3,000. Moreover, in the area where PKK militants and villagers live intermixed, the PKK has reinforced thousands of caves with concrete.

The PKK doesn't have a massive force for Qandil security because it has moved most of its armed detachments to northern Syria, Turkey and northern Iraq. Turkey's decision to shift its focus from east of the Euphrates to Qandil makes it vital to have reliable, solid intelligence on Kurdish military strength. Also, Qandil's not a region where the United States, Russia or European countries have major interests, which is why Ankara believes other countries won't seriously oppose its Qandil operations.

Based on the number of soldiers currently participating in the operation, the harsh terrain conditions, the PKK's fortifications and the reality that airstrikes are unlikely to make a serious impact on the ground, the ongoing operation is still not decisive in nature. It's merely seeking to achieve operational objectives of denying area and limiting the PKK's mobility into Turkey and northeast Syria.

The psychological impact, however, is strategic. Unless Ankara can get the full support of Baghdad and the Kurdish Regional Government in Erbil in providing sustainable logistic flow to Turkish outposts south and southwest of Qandil, this operation can't last past September. Because of extreme weather conditions and low visibility from October to March in Qandil's mountainous north, it would be nearly impossible to provide logistical support to the 10 military outposts recently established on roads from the north. In tactical terms, depending on outposts and passable roads for logistic flow and rotation of troops constitutes lethal vulnerability, as the PKK will surely rely on roadside bombs and ATGM ambushes to limit the Turkish military's mobility.

Turkey needs Tehran's full military support for opening another advancement corridor from the east and northeast to reach Qandil. It also needs Baghdad and Erbil to provide active military support in the south. Without that help, Turkey is looking at a large-scale (maybe more than 30,000 soldiers) joint operation (Turkey-Iran-Iraq) designed as siege warfare and lasting at least a year. Otherwise, Ankara won't be able to get effective results.

It now seems that Tehran has been concentrating more on the activity of the Party for a Free Life in Kurdistan (PJAK), the PKK affiliate in Iran, and has limited its cooperation with Ankara against cross-border smuggling, and on border security and intelligence sharing about PJAK. Unlike Ankara, Tehran seems to have no strategic culture or ability to fight the PKK outside Iran's borders, particularly in Iraq. One should also remember that Tehran has announced several times that it has no intention of supporting Ankara's operation against the PKK in northern Iraq, at least for now. Tehran's support for this operation seems highly unlikely, despite optimistic pronouncements by some Turkish officials.

Washington's stance has a direct impact on the operation evolution because the United States currently controls northern Iraq's airspace. Ankara is drastically increasing its aerial activities in northern Iraq, which requires US consent and direct operational coordination, and more strategic and diplomatic synchronization.

The United States will criticize the operation if it thinks it will curtail the PKK's logistic routes or impede delivery of personnel and logistic support to northern Syria — and, at the end of the day, if it will severely weaken the People's Protection Units (YPG) in Syria. The Kurdish YPG is the only armed group partnering with the United States in northeast Syria, and it operates under the umbrella of the Syrian Democratic Forces.

What will be the near-future prospects of Turkey's Qandil endeavor? In the past four weeks, six Turkish soldiers were killed in this operation, →

→ mainly by the PKK's A4 and Milan ATGM fire. This makes a hot issue out of Western countries' programs to train and equip Kurdish fighters to expand their capacity in the fight against IS. One should note that the PKK has either been buying these new ATGMs on the black market in northern Iraq or transferring ATGMs delivered by the United States to northern Syria to fight IS. The ATGM issue is likely to become a new "diplomatic combat" issue between Turkey and those countries delivering ATGMs to northern

Iraq and Syria — an issue that rises with the number of Turkish casualties from ATGM attacks. ♦

Metin Gurcan is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He served in Afghanistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Iraq as a Turkish military adviser from 2002 to 2008. After resigning from the military, he became an Istanbul-based independent security analyst.

AL-MONITOR

JUNE 21, 2018

Turkey tries to legitimize incursion in northern Iraq

As Turkey advances inside Iraqi territory to eliminate members of the Kurdistan Workers Party, Baghdad has openly rejected the action, though the Kurdistan Regional Government remains curiously silent.



Adnan Abu Zeed
June 21, 2018
<http://www.al-monitor.com>

Turkey and Kurdish militants are waging war against each other inside Iraq, which in no uncertain terms has condemned the incursion.

Turkish aircraft bombed Kurdistan Workers Party (PKK) warehouses in the Qandil Mountains in northern Iraq on June 16, having entered 18.5 miles into the Iraqi Kurdistan region June 10. Turkish President Recep Tayyip Erdogan confirmed his country had also launched military operations against the PKK in Iraq's Sinjar region.

A day earlier, the PKK had announced its fighters were ready to confront the Turkish forces, claiming Ankara is seeking to occupy the Kurdistan region. The announcement ushered in the possibility of protracted battles.

Turkey claimed to have killed 26 PKK militants June 12 in airstrikes on northern Iraq. The PKK announced June 14 that five Turkish soldiers had been killed in Erbil province, 217 miles north of Baghdad. The Kurdistan Regional Government (KRG) is based in Erbil.

Statements by undisclosed Iraqi sources talked about an understanding between Baghdad and Ankara on Turkey pursuing the PKK inside Iraqi territory. Turkey has touted the reported agreement, but Iraqi officials, including Prime Minister Haider al-Abadi, have adamantly denied one exists.

Saad al-Hadithi, spokesman for the prime minister's office, said Turkey's statements about launching military operations in Iraq are politically motivated as Erdogan is trying to impress voters before the June 24 elections.

"Turkey wants the Turkish citizens to vote in favor of the Turkish president in the elections," Hadithi told Al-Monitor. "The Iraqi government will not allow Turkish forces to invade its territory under any pretext. It warned Turkey not to do so. The entry of Turkish troops into the Iraqi territory is a violation of sovereignty."

While Baghdad is openly rejecting the Turkish incursion, silence prevails in the KRG.

The KRG — which fought a war against the PKK in the 1990s — doesn't mind Turkey's military action against the Kurdish militant group, said Nawzad Hasan, a political analyst at Al-Sabah Iraqi newspaper and a former professor at Salahuddin University-Erbil.

KRG spokesman Sven Dzi told Al-Monitor, "The KRG had called on the PKK months ago to leave the Kurdistan region territory, to deny Turkey any pretext for its invasion."

Though Iraq clearly rejects any military action without its consent, Hasan told Al-Monitor that Baghdad isn't in a position to stop Turkish incursions right now, given the internal turmoil over Iraq's recent elections.

Hakim al-Zamili, head of Iraq's parliamentary committee on security, confirmed Iraqi authorities' weakened state regarding Turkey's threats of a broader invasion and a longer stay within Iraqi borders.

"The Iraqi government and political blocs [are] preoccupied with the results of the recent elections and the ensuing waves of accusations of vote-rigging and electoral fraud," Zamili told Al-Monitor. "Turkey seized this oppor-



Supporters of the Kurdistan Workers Party demonstrate in front of the UN building during a protest against the Turkish government, Erbil, Iraq, Dec. 15, 2017. Younes Mohammad/Getty Images

tunity to carry out a limited invasion of the Iraqi territory. It sought to promote the [idea] that military operations within Iraq were conducted in agreement with Iraq."

Turkey has also claimed that Iran supports Ankara's incursion into Iraq, but Iranian officials deny any such agreement. Iranian Gen. Abu al-Fadl Shakarji said Tehran approves of battling terrorism, but "will not support any action against terrorist groups that would violate the sovereignty of another country."

Al-Monitor spoke with Jassim al-Moussawi, a writer, political analyst and head of the Media Monitor Center who presented one more possible factor at work in the incursion. "The KRG could have pushed Ankara to storm its territories by using the PKK forces as a pressure card against Turkey, which strongly opposes the independence of the region," he said.

Moussawi said, "Relations between the Kurds and Turkey were strained when Erdogan took a position against the [KRG's 2017 independence] referendum and strengthened his ties with Baghdad at the expense of Erbil. The Kurds are now seeking to deplete the Turkish forces and secretly provide safe places for the PKK to weaken Turkey's position and make it pay for dumping its strategic relations with [then-KRG President] Massoud Barzani."

Turkey and Iraq must coordinate on security, given the presence of armed organizations classified as terrorist, such as the PKK and Islamic State, in shared border areas. Both countries' cooperation is urgently needed and deterrent measures against terrorism are vital.

However, launching military operations into another country without legitimate approval could throw the region into a cycle of instability. The violation of sovereignty is an incredibly sensitive issue, not only for governments but for citizens in all countries, without exception. ♦

Adnan Abu Zeed is an Iraqi author and journalist. He holds a degree in engineering technology from Iraq and a degree in media techniques from the Netherlands.

Ils sont des personnages de l'époque.
Voici leurs quêtes, cheminements,
révélations, combats et raclées.

le récit de **l'express**

SUR LA PISTE DES COMMANDOS D'ERDOGAN

Les 24 juin et 8 juillet prochains, les Turcs choisiront de réélire ou non Recep Tayyip Erdogan président de la République. A son actif, des dizaines de milliers de personnes jetées dans les prisons turques depuis le coup d'Etat manqué de la nuit du 15 au 16 juillet 2016. Une répression féroce qui ne connaît pas de frontières.

Par Laure Marchand

Episode 1

OÙ L'ON EN APPREND D'AVANTAGE SUR LE MIT, REDOUTABLE SERVICE DU RENSEIGNEMENT TURC, À LA SOLDE DE RECEP TAYYIP ERDOGAN

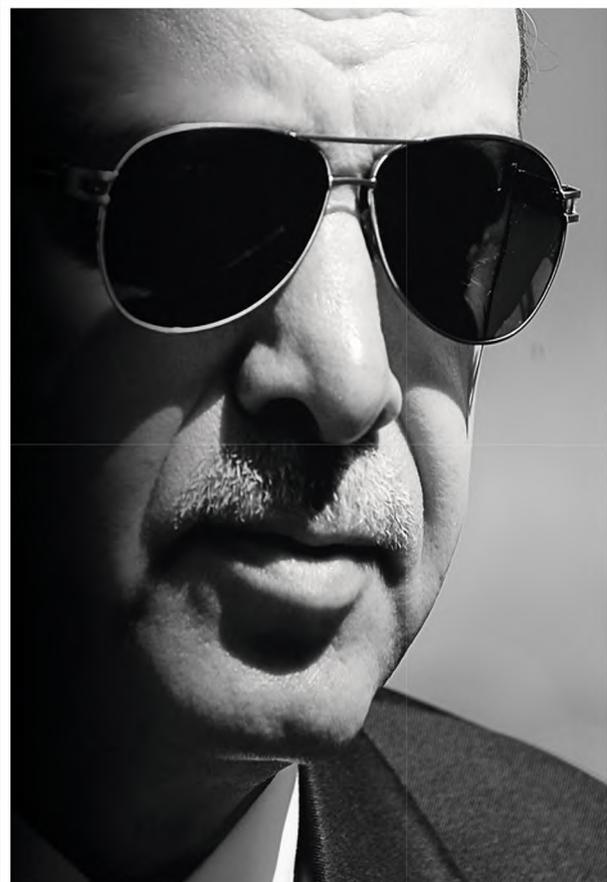
Décrocher un entretien avec Remzi Kartal, c'est plonger dans une guerre de l'ombre qui se déroule au cœur du Vieux Continent. Celle que Recep Tayyip Erdogan et ses services secrets mènent contre les opposants au régime réfugiés en Europe. Ce haut représentant de la branche politique du mouvement kurde est traqué par le président turc, car il est un relais essentiel auprès des institutions européennes, même si son organisation, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), figure sur leur liste des organisations terroristes. Ambivalence de la diplomatie bruxelloise...

Pour caler mon rendez-vous, je passe par un intermédiaire. Je retrouve place de la République, à Paris, un petit homme que je connais bien. Il est tendu... Demain, il sera dans une autre capitale. La fin d'après-midi est lourde.

Devant nous, des grappes d'enfants, pieds nus, rient dans les jets d'eau. J'expose ma demande. Et j'obtiens une promesse. Lorsque mon contact se rendra à Bruxelles, il la transmettra oralement à l'intéressé.

Six jours après cette entrevue, suivant les indications reçues, je me retrouve à Strasbourg piétinant sur l'avenue qui longe le Conseil de l'Europe. Un groupe brave une pluie cinglante. Une cinquantaine de manifestants réclame la libération d'Abdullah Öcalan, le leader de la guérilla du PKK, emprisonné à vie, isolé, à 2500 kilomètres de l'Alsace, sur l'île turque d'Imralı, loin des côtes, dans le sud de la mer de Marmara.

Je cherche des yeux Remzi Kartal dans l'attroupe-ment. J'ai déjà rencontré cet ancien dentiste, élu député



le récit de l'express

■ ■ ■
dans les années 1990, désormais réfugié politique en Belgique. En 2009, il était l'un des négociateurs kurdes lors de pourparlers secrets qui se sont tenus avec les émissaires du gouvernement turc à Oslo. Personne. Il est 13 heures. Je suis à l'heure. J'attends. Enfin, il apparaît. Comme à son habitude, l'homme est courtois. La femme qui ne le quitte pas d'une semelle est très nerveuse : nous stationnons sur le trottoir depuis trop longtemps. A peine deux minutes, en fait. Nous nous engouffrons dans une pizzeria.

Tout juste assis, sans un regard pour la carte, Kartal entre tout de suite dans le vif du sujet : « Les opposants à Erdogan en Europe sont visés par le MIT [Milli İstihbarat Teşkilatı, l'Organisation nationale du renseignement turc]. Particulièrement les Kurdes. Notre communauté a ses canaux d'information au sein de l'Etat turc, poursuit-il. On nous a dit que le palais [présidentiel, à Ankara] mettait la pression sur les agents du MIT pour qu'ils commettent un assassinat. Tout particulièrement dans le contexte des élections. S'ils réussissent, ça va renforcer l'hystérie nationaliste en Turquie. »

Le MIT est entièrement dévoué à Recep Tayyip Erdogan, qui en a fait sa garde rapprochée. En Turquie, le MIT est une légende nationale, intrinsèquement liée à l'histoire du pays, y compris à ses pages les plus sombres. Sur son site Internet, le MIT assume sa filiation avec l'Organisation spéciale ottomane. Cette structure secrète a été créée en 1913 par le ministre de l'Intérieur Talaat Pacha et fut l'un des rouages essentiels du génocide de près de 1 million de sujets arméniens de l'Empire ottoman, entre 1915 et 1916. On pourrait croire que, depuis, l'institution est maudite en Turquie. Elle est, au contraire, très populaire. Dans la mémoire récente des Turcs, l'heure de gloire des services de renseignement remonte à 1999. A l'issue d'une traque rocambolesque, Abdullah Öcalan, le chef du PKK, est capturé au Kenya, ligoté et ramené de force en Turquie, les yeux bandés. La légende du MIT est écrite. Depuis, les Turcs raffolent des histoires à sa gloire. Durant les années 2000, ils étaient des millions à regarder chaque jeudi soir *La Vallée des loups*. Cette série télévisée narrait les aventures de Polat Alemdar, sorte de Rambo turc, mi-agent, mi-mafieux, ultranationaliste et ultraviolent.

Sous Erdogan, le MIT est devenu une institution entièrement subordonnée au pouvoir politique. En 2010, le leader turc a placé à sa tête Hakan Fidan, alors tout juste âgé de 42 ans, fidèle parmi les fidèles, qu'il qualifie de « boîte noire ». Deux ans plus tard, les députés ont voté une loi interdisant toute poursuite judiciaire du personnel du MIT, quels que soient ses écarts, sans l'aval du Premier ministre. Les sinistres agents sont plus que jamais au-dessus des lois. Plus personne ou presque ne se hasarde à questionner



Harcelé Remzi Kartal (à g.), figure du PKK, réfugié en Belgique, est le « n° 4 » sur la liste des cibles à éliminer par les sicaires envoyés en Europe par le pouvoir turc.

leurs agissements criminels. Les journalistes, dont le célèbre reporter Ahmet Sik, envoyés en prison pour avoir enquêté sur des camions bourrés d'armes destinés à des groupes islamistes en Syrie et escortés par des équipes du MIT, en 2014, en savent quelque chose.

En 2014, tandis que la campagne pour les élections locales bat son plein, un enregistrement mis en ligne sur YouTube révélait que le patron du MIT, Hakan Fidan, avait proposé de faire tirer quelques roquettes depuis la Syrie vers la Turquie, afin de justifier une incursion militaire dans le pays voisin. Enfin, preuve que le MIT a toute la confiance du « reis » (président), il s'agit de la seule administration à avoir été épargnée par les purges gigantesques de l'après-tentative de coup d'Etat.

Episode 2

OU L'ON S'INTERROGE SUR TROIS FEMMES
ASSASSINÉES EN PLEIN PARIS,
SUR UN TUEUR ATTEINT D'UNE TUMEUR
ET SUR D'ÉTRANGES SMS

■ ■ ■

Sur la piste des commandos d'Erdogan



■■■

Janvier 2013, Turquie. J'habite à Istanbul. Depuis mon bureau qui offre une vue plongeante sur le Bosphore, je couvre l'actualité du pays pour des médias francophones. En ce début d'année, un tabou a été brisé. Des députés prokurdes, dont le respecté Ahmet Türk, ont eu le droit d'embarquer à bord d'un bateau pour aller rencontrer Abdullah Öcalan, solitaire et coupé du monde sur son île prison.

Le gouvernement turc et le chef kurde mènent des discussions pour mettre fin à un conflit qui a fait plus de 45 000 victimes en trente ans. La paix entre l'Etat turc et la guérilla kurde paraît enfin possible. Mais le 10 janvier au matin, une nouvelle en provenance de Paris fige les parties.

Cette nuit-là, trois militantes du PKK ont été abattues au 147, rue La Fayette, à deux pas de la gare du Nord, en plein cœur de la capitale. Dans le salon d'un petit appartement, Leyla Saylemez, Fidan Dogan et Sakine Cansiz – une des fondatrices du PKK au côté d'Abdullah Öcalan – ont été méticuleusement exécutées de plusieurs balles dans la tête. Toutes ont été tirées à bout portant. Les voisins n'ont rien vu, rien entendu. Selon l'examen balistique, une seule arme – un pistolet semi-automatique, équipé d'un silencieux – a été utilisée. L'expert de la police

scientifique estime que la scène a pu se dérouler en « une trentaine de secondes ». Les trois femmes n'avaient aucune chance d'en réchapper. « Il est évident que c'est le travail d'un professionnel, ça c'est indiscutable », reconnaît Cevat Önes, ancien n° 2 du MIT (jusqu'en 2005), qui avait accepté de me rencontrer en 2015 au sujet de cette affaire dans un grand hôtel d'Ankara.

Rapidement, un suspect est identifié. Il s'agit d'Ömer Güney, un Turc d'une trentaine d'années qui s'est fait passer pour un Kurde à la recherche de ses origines auprès de la communauté kurde d'Ile-de-France. Toujours disponible, il était devenu l'homme à tout faire des cadres du mouvement, il leur servait parfois de chauffeur. Les jours précédant le crime, c'est donc ce « brave gars » qui était chargé de convoyer Sakine Cansiz, alors qu'elle était de passage en France. Les enquêteurs ont vite découvert qu'Ömer Güney était la dernière personne à avoir vu la cofondatrice du PKK en vie et le soupçonnent d'être le tueur.

Tout au long de l'instruction, les indices des liens entre le tireur présumé et les services secrets turcs se sont accumulés. Ils ont surgi très tôt. Le 20 janvier 2013, à peine dix jours après le crime, la préfecture de police de Paris a reçu un mail anonyme : « Le meurtrier est Ömer Ziya Güney qui vit en France [...]. Il travaille pour les services du renseignement turc. » Puis on a découvert le numéro de téléphone d'une direction régionale du MIT dans son répertoire. Un ami de sa famille à Ankara, voisin de ses parents, a composé ce même numéro à maintes reprises.

En 2014, des documents publiés sur Internet ont resserré l'étau autour de Güney. L'un d'eux est un ordre de mission en tous points semblable à une note interne du MIT. Instruction y est donnée de préparer l'élimination de Sakine Cansiz. La répartition des rôles entre deux agents, désignés par leurs noms de code, « Le Légionnaire » et « La Source », est détaillée. « La Source » peut tout à fait correspondre à Ömer Güney. Fait rarissime dans les annales, à la suite de cette diffusion, le MIT est sorti de sa réserve pour réfuter dans un communiqué toute implication dans les exécutions de la rue La Fayette.

« LE MEURTRIER EST ÖMER GÜNEY, QUI VIT EN FRANCE. IL TRAVAILLE POUR LES SERVICES DU RENSEIGNEMENT TURC »

Enfin, en 2014, détenu à la maison d'arrêt de Fresnes, dans le Val-de-Marne, Güney a transmis lors d'un parloir un plan d'évasion à Ruhi Semen, un ami venu d'Allemagne qui avait reçu pour consigne de le remettre en main propre à une personne précise au siège du MIT à Ankara.

En août 2015, Ömer Güney est renvoyé devant la cour d'assises spéciale de Paris. Il est inculqué pour assassinats « en relation avec une entreprise individuelle ou collective

■■■

le récit de l'express

■ ■ ■
ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur », préparation d'« actes de terrorisme [...] à la demande d'individus se trouvant en Turquie et possiblement liés aux services de renseignement turcs ».

Un mois avant son procès, le 17 décembre 2016, Ömer Güney décède à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière des suites d'une tumeur au cerveau. Sa maladie était incurable, inopérable. L'évolution était lente mais irréversible. « Ses jours étaient comptés, c'est même pour cette raison qu'il avait été choisi, m'explique un responsable de la DGSI, les services secrets français. De toute façon, je crois que le pauvre type n'a jamais su pour qui il travaillait vraiment. » Qui sont les commanditaires? Jusqu'où remonte la chaîne des responsabilités? Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre et à ce titre responsable du MIT, a-t-il donné son aval à cette opération? Ou est-ce un clan à l'intérieur des services qui a fomenté cette action spectaculaire pour faire dérailler les négociations de paix entre le gouvernement turc et le PKK? La disparition d'Ömer Güney avant l'ouverture du procès a éteint pour l'instant le maigre espoir de découvrir la vérité. Mort avant d'être jugé, le principal suspect reste présumé innocent.

En revanche, depuis ces assassinats, le MIT a acquis une réputation sulfureuse en France. A l'instar du Mossad ou des services russes, les agents du renseignement turc sont suspectés d'être mêlés à des actions criminelles à l'étranger, y compris sur le territoire de pays amis.

En ce printemps 2018, assis en face de moi dans la pizzeria strasbourgeoise, le leader kurde Remzi Kartal me raconte qu'il est dans la ligne de mire des services secrets turcs. Il refuse toujours la moindre protection de l'Etat belge. Pourtant, même ici, au cœur de l'Europe, loin de l'Anatolie, ces menaces ne sont pas à prendre à la légère. En janvier 2014, tel un sordide cadeau d'anniversaire, un an après les assassinats de la rue La Fayette, un enregistrement audio est diffusé sur Internet. Il s'agit d'une conversation entre trois individus, l'un d'eux s'appelle « Ömer ». La police scientifique française a conclu à une très forte similitude entre la voix de cet individu et celle d'Ömer Güney. La déférence avec laquelle il répond à ses deux interlocuteurs laisse penser que ce dernier s'adresse à ses supérieurs hiérarchiques. Durant l'entrevue, ils passent en revue les personnalités kurdes à éliminer sur le sol européen.

« Ömer : Le n° 4, Remzi Kartal. – Voix 1 : Remzi va venir? – Ömer : Remzi vient là-bas mais très rarement. – Voix 1 : Quand Remzi viendra, il ne faudra pas le louper. – Ömer : Oui. De toute façon, il vient dans un véhicule protégé, il en sort, dès que j'ai l'occasion... »

A l'époque, j'avais fait réagir Remzi Kartal. Il m'avait raconté être informé que « des "commandos de la mort" avaient été envoyés en Europe pour s'en prendre à des personnalités kurdes ». Du bout des lèvres, « la cible n° 4 »

avait reconnu qu'entendre son nom prononcé si froidement n'était pas une « chose aisée ».

Deux ans plus tard, en 2016, me raconte-t-il, les menaces sont arrivées cette fois-ci par des SMS, envoyés depuis un téléphone enregistré en Ukraine. Certains font référence aux événements de la gare du Nord. « Un hasard que Sakine ait été supprimée et que tu aies pu t'échapper », « Nous t'aurons toujours à l'œil, jusqu'à ta mort », « Nous allons faire en sorte que les gens qui t'entourent t'abattent. » La menace est claire. Remzi Kartal porte plainte.

Depuis qu'il a reçu la salve de SMS hostiles, l'homme politique kurde s'impose « une discipline absolue » : aucune sortie qui ne soit absolument nécessaire, fréquentation des lieux publics réduite au minimum, évidemment, aucune soirée dans un restaurant à Bruxelles. Au sein de la communauté kurde, on cherche à démasquer

**« NOUS T'AURONS TOUJOURS À L'ŒIL.
NOUS ALLONS FAIRE EN SORTE QUE LES
GENS QUI T'ENTOURENT T'ABATTENT »**

une taupe. « Nous avons découvert qu'un homme avait été chargé de m'approcher », explique-t-il. Il s'agit d'un Kurde établi en Belgique. Les tuyaux internes collent avec ceux récoltés par les policiers belges. Selon l'enquête de ces derniers, un certain « H. A. » aurait été approché par son « patron » qui cherchait à savoir « s'il était disposé à se rallier au gouvernement turc afin de le soutenir dans sa lutte contre le PKK ». Rapidement, deux Turcs lui auraient demandé « de travailler avec des armes pour liquider les personnes concernées »...

L'entretien s'achève. Sur le trottoir, Remzi Kartal est pressé de me serrer la main. Toujours cette crainte de rester trop longtemps à découvert. Je rentre à Paris. J'attends un appel crucial pour mon enquête. Un homme qui a échappé aux nervis d'Erdogan.

Episode 3

**OÙ UN TÉMOIN HELVÉTIQUE-TURC RACONTE
COMMENT IL A ÉTÉ LA VICTIME DE LA TRAQUE
MONDIALE LANCÉE PAR ERDOGAN**

La confrérie du prédicateur Fethullah Gülen est l'autre cible prioritaire d'Erdogan. Le « reis » accuse son ancien allié, installé aux Etats-Unis, d'avoir fomenté le putsch raté de l'été 2016. Une traque mondiale de ses partisans a été lancée par le pouvoir politique turc. En Malaisie, en Birmanie, au Soudan, au Pakistan, en Arabie saoudite... « [Le MIT] a empaqueté 80 [membres de la confrérie] dans 18 pays et les a ramenés en Turquie », a annoncé fièrement, en avril dernier, le porte-parole du gouvernement et vice-Premier ministre, Bekir Bozdog. A leur descente d'avion,

■ ■ ■



les « terroristes », menottés, encadrés par des policiers, sont exhibés comme des prises de guerre par les médias officiels avant même d'avoir été présentés à la justice. Depuis le début de l'année, les enlèvements se poursuivent à un rythme soutenu. Les derniers, au printemps, visaient des enseignants et un médecin. « Nous en avons reçu six du Kosovo, trois du Gabon. Nos services de renseignement les pourchassent. Voyons d'où viendront les prochains », s'est félicité publiquement le chef de l'Etat, qui fait de l'arrestation des « terroristes » un argument électoral.

mier multiplie les pressions diplomatiques pour obtenir leur fermeture.

Le 15 mars dernier, le directeur de l'Ecole internationale La Lumière, son adjoint et un enseignant sont arrêtés par la police gabonaise. Il leur est reproché des faux en écriture. « J'ai pris l'avion en catastrophe pour le Gabon », raconte leur avocat, le Français Richard Sédillot. Mais il n'a jamais pu rencontrer ses clients. « Ce n'était jamais le bon moment, explique-t-il. En vingt-trois jours de garde à vue, ils n'ont vu ni procureur ni juge. » Il est également impuissant lorsque



Trophée Abdullah Öcalan, chef du PKK, enlevé au Kenya en février 1999, est emprisonné à vie sur l'île turque d'Imrali.

A Libreville, au Gabon, l'Ecole internationale La Lumière fait partie du réseau éducatif de la confrérie Gülen, présente dans le monde entier. Dans la capitale gabonaise, les « jésuites de l'islam », comme ils sont parfois surnommés, dispensent un enseignement couru des élites locales. Longtemps, ces écoles ont été un maillon essentiel du *soft power* grandissant de la Turquie, fortement implantée sur le continent africain. Mais, depuis la rupture entre Erdogan et Gülen, le pre-

les trois hommes sont transférés au ministère de la Défense pour être interrogés par des hauts gradés. Rapidement, il comprend que la justice n'a aucune prise sur cette affaire.

Au Gabon, cela signifie qu'elle est directement traitée par le président, Ali Bongo. Les jours passent. Le 7 avril, à 20 heures, Deniz*, un des investisseurs de Mavna Cap, la société française qui gère l'école, reçoit un SMS de l'épouse du directeur, restée au Gabon : « La police est là. » « J'ai aussitôt appelé tous les numéros sur place, aucun n'a

REUTERS



le récit de l'express

répondu. J'ai compris. » En plus des trois arrêtés, accusés par la justice turque « d'appartenance à une organisation terroriste armée », leurs femmes et leurs enfants ont également été embarqués de force à bord d'un avion privé et exfiltrés vers la Turquie par le MIT. Même le représentant du HCR (l'Agence des Nations unies pour les réfugiés) au Gabon qui a essayé de les récupérer in extremis à l'aéroport n'a rien pu faire. Une seule personne, détentrice de la double nationalité française et turque, est passée au travers de cette opération. Arrêtée avec ses trois confrères, elle a rapidement été remise en liberté. Par mesure de sécurité, l'ambassade de France lui a demandé de quitter le Gabon, explique une source proche du dossier.

Je suis en train de faire mes courses quand mon téléphone portable sonne. Appel en numéro masqué passé depuis un service de messagerie. Au cours de mon enquête, aucun coup de fil sensible ne transite par les opérateurs téléphoniques. Les intermédiaires et les personnes recherchées ont bien trop peur d'être localisés,

même à l'étranger. Et si c'était enfin lui ? Je décroche. « Je suis la personne que vous cherchez. J'ai pris ma décision, je vais parler. On peut se voir la semaine prochaine. Je vous rappellerai pour vous dire où. »

Jeudi 10 mai, le jour de l'Ascension, au petit matin. Paris sommeille encore. Je file à la Gare de Lyon. 3h30 plus tard, je descends sur le quai d'une gare suisse. Mon téléphone sonne de nouveau. Je dois attendre devant le bureau de change, dans le hall. Un homme qui tient une sacoche marron à la main vient à ma rencontre. Nous traversons une place battue par la pluie et nous installons dans un petit salon désert d'un hôtel pour voyageurs. « Cengiz », appelons-le ainsi, est un homme d'affaires helvético-turc qui a bien réussi. Enfant, il a suivi l'enseignement de Fethullah Gülen dans son pays natal, avant de construire sa vie à Zürich. Son profil intéresse les services turcs lancés aux trousses des membres de la confrérie : après le putsch avorté de 2016, Cengiz a été en contact avec les gülenistes du premier cercle du Hodja, qui fuyaient la Turquie pour échapper à un emprisonnement certain et au spectre de la torture. Des détenus en sont morts. Ses mésaventures pourraient être dignes d'un roman de

Ennemi n°1 Accusé par Erdogan d'avoir fomenté le putsch raté de 2016, l'imam Fethullah Gülen vit en reclus aux Etats-Unis depuis 1999.



Sur la piste des commandos d'Erdogan



gare, l'espionne pulpeuse en moins. En août 2016, en pleines turbulences post-tentative de coup d'Etat, un ami le prévient que Fuat*, une personne de son entourage, aurait été approchée par les services turcs pour l'enlever. Cengiz fixe aussitôt un rendez-vous pour en avoir le cœur net. Fuat confesse alors avoir eu un entretien secret, un après-midi, dans un petit cimetière du canton zurichois. Selon lui, ses interlocuteurs lui ont demandé de verser quelques gouttes de GHB – un psychotrope anesthésiant plus connu sous le nom de « drogue

AUCUN COUP DE FIL SENSIBLE NE TRANSITE PAR LES OPÉRATEURS. MES INTERLOCUTEURS ONT TROP PEUR

du violeur » – dans un des plats de Cengiz pour l'endormir. Fuat devait les prévenir une fois le méfait accompli. Pour le service rendu, ce compatriote criblé de dettes se serait vu promettre 300 000 euros et une retraite paisible au pays.

Encore un peu incrédule, Cengiz va tout de même rapporter ce qu'il vient d'entendre au Service du renseignement de la Confédération suisse. « Je découvre qu'ils étaient déjà au courant pour le cimetière », explique-t-il. Ses interlocuteurs confirment la présence d'un commando de trois agents du MIT et de deux diplomates de l'ambassade de Turquie à Berne. Il s'agit de Hacı Mehmet Gani, ancien attaché de presse de l'ambassade, et de Hakan Kamil Yerge, deuxième secrétaire de la représentation turque. « J'ai vu une photo de la rencontre, et ils me disent qu'il n'y en a pas eu une seule, mais trois! Je comprends alors que les services suisses ont un gros dossier sur l'affaire. »

Depuis que le plan d'enlèvement a été éventé, les deux diplomates ont quitté le pays, le Ministère public de la Confédération a ouvert une enquête pour tentative d'enlèvement par un Etat étranger. La menace contre le businessman a été prise très au sérieux. La police s'est rendue à son domicile afin de pouvoir intervenir en cas de besoin. Une protection électronique rapprochée, déclinaison technologique du gorille en chair et en os, lui a été allouée. Cengiz ne se sépare jamais de sa sacoche. Durant tout l'entretien, elle est posée à son côté, sur le sofa en velours bleu. Son ange gardien se trouve dedans. Il me le montre volontiers.

C'est un petit boîtier noir qui enregistre en temps réel les données GPS de l'endroit où il se trouve. Si Cengiz sent une menace, il doit presser le bouton à deux reprises. La police helvétique l'a également doté d'un téléphone avec une ligne directe. En cas d'urgence, pas besoin d'expliquer la situation, il suffit de prononcer un mot codé qui déclenche la procédure d'urgence. Mais tout cet attirail l'encombre, l'enchaîne à ce mauvais souvenir. Il faut tout le temps vérifier l'état de chargement des batteries. « Ça me stresse », dit-il. Le mois dernier, il a donc voulu rendre le

matériel. « Hors de question », s'est-il entendu rétorquer. « J'ai alors demandé si j'ignorais quelque chose que je devrais savoir », raconte-t-il. Il n'a pas obtenu de réponse.

Episode 4

OÙ L'ON APPREND QUE L'ALLEMAGNE, LA FRANCE ET LA BELGIQUE PRENNENT DES MESURES POUR SE PROTÉGER DES ESPIONS TURCS

Plusieurs pays européens s'alarment de la hausse des activités du MIT d'Erdogan sur leur sol. Ainsi l'Allemagne, qui abrite la plus importante diaspora turque du monde, avec 3 millions de ressortissants, affiche sa fermeté. A l'automne 2017, Mehmet Fatih Sayan a été jugé pour espionnage à la solde du MIT. C'est sa compagne qui, découvrant que son activité de journaliste n'était qu'une couverture pour s'introduire dans la communauté kurde et se rapprocher de Yüksel Koç, un de ses représentants, a alerté la police. Durant les interrogatoires, le faux journaliste a déclaré que le MIT avait prévu de tuer Yüksel. Faute de preuves, il a été condamné à deux ans de prison avec sursis.

Menacés de mort, des opposants, comme le journaliste Can Dündar, qui a enquêté sur les activités douteuses du MIT en Turquie, vivent avec une protection policière permanente. Au mois de mars, le procès de huit membres du gang *Osmanen Germania* (Allemagne ottomane) s'est ouvert à Hambourg. Officiellement présenté comme un club de boxe, le gang est suspecté de nombreuses activités criminelles : trafic de drogue et d'armes, extorsion, tentatives de meurtre... Des médias allemands ont révélé que, en 2016, une surveillance policière avait permis de surprendre Metin Külünk, un député AKP proche d'Erdogan, en train de remettre deux enveloppes remplies d'argent à Mehmet Bağcı, un ancien chef d'*Osmanen Germania*. Herbert Reul, ministre de l'Intérieur du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, accuse cette organisation d'être un rouage du MIT en Allemagne. Le 13 juin, la radio suédoise Ekot révélait que ces malfaiteurs agissaient également au Danemark. Selon Ekot, les services secrets danois auraient sonné, en janvier 2017, au domicile d'un dénommé Mehmet*, un sympathisant de Fethullah Gülen, en lui disant que son assassinat était prévu le week-end suivant. Peu bavards, les policiers en civil auraient parlé d'ordres venant de Turquie et motivés politiquement. Ils lui ont donné cinq minutes pour faire ses valises avant de l'emmener avec femme et enfants dans un lieu tenu secret. Ce sont des membres d'*Osmanen Germania* qui auraient été chargés du meurtre, assure la radio.

La France n'a pas pris de mesures aussi spectaculaires. Le gouvernement ne souhaite pas froisser publiquement Ankara au prétexte qu'il ne peut pas se passer de son appui dans la lutte contre le terrorisme. Une coopération qualifiée d'« exemplaire » par Emmanuel Macron lorsqu'il a reçu Recep Tayyip Erdogan à l'Élysée, en janvier. En



le récit de l'express



France, les effectifs de la DGSI sont mobilisés sur la menace islamiste. Quant aux activités des espions du MIT dans l'Hexagone, les « ressources étant moindres, il a fallu trier les cibles », se justifie une figure des services français. « Entre les Russes et les Chinois, les Turcs sont des objectifs parmi d'autres. L'idée est surtout d'éviter un dérapage sur notre territoire et que les rues françaises ne deviennent un Far West », continue-t-il.

Désormais, la prise en compte de la menace a évolué. « La surveillance des institutions et des associations pro-Erdogan a été renforcée », me confie un Français, membre de la confrérie Gülen, qui a été menacé de mort sur les réseaux sociaux, alors que nous sommes attablés à une terrasse, dans le X^e arrondissement de Paris. « Une cellule de la DGSI, les services de renseignement intérieur, est chargée de suivre les activités des pro-AKP [le parti présidentiel] et collabore avec l'Allemagne », poursuit-il. Aux résidents turcs inquiets les policiers français distillent désormais les habituelles mesures de prudence : changer d'itinéraire entre son domicile et son travail, se rendre dans le premier commissariat si un véhicule suspect est repéré. Bref, être sur ses gardes.

Pour les Kurdes, les gülenistes et les opposants à Erdogan, Paris n'a donc plus rien d'une ville sûre. Dans la capitale française, les adversaires de Recep Tayyip Erdogan vivent dans la crainte permanente de croiser les redoutables agents du MIT. A ce sujet, les témoignages abondent.

Episode 5

OÙ L'ON FAIT CONNAISSANCE DE TÉMOINS TERRORISÉS PAR LES AGISSEMENTS DES COMMANDOS D'ERDOGAN

Ziyad*, un des représentants de la confrérie Gülen en France, se méfie ainsi des réfugiés en provenance de Turquie qui « débarquent sans références ». Il redoute un agent infiltré : « J'ai toujours en tête Ömer Güney. » D'autant que les identités sont désormais plus compliquées à vérifier : les amis restés en Turquie « sont en prison ou se cachent ». Par précaution, il a refusé d'aider « deux types qui venaient d'arriver et demandaient de l'aide ». « Je ne les sentais pas », lâche-t-il.

Abdullah*, ancien fonctionnaire également accusé d'avoir eu des activités non officielles à l'intérieur des services de police, fait partie des 66 personnes qui sont jugées en Turquie dans le procès principal contre la confrérie. Il vit aujourd'hui le plus discrètement possible dans une maison en Ile-de-France. Le soir, il se fait toujours accompagner. Bien sûr, il évite les mosquées turques, réputées pour être des nids d'informateurs et dont les imams sont des fonctionnaires envoyés par Ankara. Abdullah habite en face d'une épicerie tenue par un de ses compatriotes. « L'autre jour, un type en costume-cravate

est descendu d'une camionnette et est rentré à l'intérieur. Je ne suis pas sorti de chez moi. »

Les peurs sont d'autant plus vives que, en Turquie, des gens disparaissent. Des témoins, corroborés par des vidéos de caméras de surveillance, ont décrit des enlèvements en plein jour à Ankara : un van, avec des vitres teintées, s'arrête en pleine rue, des hommes en descendent, font monter de force une personne à l'arrière et repartent. Puis, plus rien. Aucune nouvelle. Ces mystérieux enlèvements renvoient à des heures sombres ancrées dans la mémoire turque : dans les années 1990, des milices paramilitaires circulant à bord de Toros – le nom turc de la Renault 12 – enlevaient des Kurdes. Les malheureux ont rarement réapparu. Abdullah, qui a demandé l'asile en France, raconte avoir décliné l'offre de protection qui lui a été faite lors de son deuxième entretien à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). La peur l'a fait changer d'avis : « Je vais la demander au prochain rendez-vous. »

POUR LES KURDES, LES GÜLENISTES ET LES OPPOSANTS À ERDOGAN, PARIS N'A PLUS RIEN D'UNE VILLE SÛRE

A chaque rencontre, quelle que soit leur appartenance politique, mes interlocuteurs commencent à raconter leur histoire puis, d'un coup, ils s'interrompent, baissent la voix. Ils veulent vérifier un point : « Vous savez bien qui est l'ambassadeur à Paris, n'est-ce pas ? » Il faut dire que le représentant d'Ankara a un CV qui attire l'attention. Avant d'être nommé à Paris, en novembre 2016, Ismail Hakki Musa a été n° 2 du MIT, chargé des opérations extérieures. Il occupait ce poste en janvier 2013 lorsque les trois militantes du PKK ont été abattues à Paris. Et, quelques mois plus tôt, il était ambassadeur à Bruxelles. En France, les opposants au régime fuient comme la peste leur ambassade, installée dans le XVI^e arrondissement de Paris. Ismail Hakki Musa a été auditionné par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale au mois d'avril dernier. « Vous avez procédé à des milliers d'arrestations d'intellectuels, de journalistes, d'opposants, et vous les poursuivez avec vos services secrets jusqu'en Europe, parfois même jusqu'en France, où des amies kurdes ont été assassinées », l'a interpellé le député Jean-Paul Lecoq. Dans un français parfait, l'intéressé a botté en touche : « [Je ne veux pas m'attarder] sur votre question comme quoi nous suivons des gens en Europe, je crois que, là, il y a un aspect inadmissible dans cette question. »

Et cela me renvoie aux craintes partagées par Remzi Kartal, dans la pizzeria de Strasbourg. Les premières découvertes de l'enquête belge déclenchée par les menaces de mort à son encontre tendent à montrer que la question du député n'est pas entièrement infondée. Le 14 juin



Sur la piste des commandos d'Erdogan



Rafle
Manifestation
de soutien, à Pristina,
aux six enseignants turcs enlevés
et extradés du Kosovo fin mars dernier.

■■■■

2017, à Bruxelles, la police vérifie l'identité de trois hommes qui circulent à bord d'une Mercedes Classe E noire, immatriculée en France. Il s'agit de « H. A » et de ses deux compatriotes qui lui avaient demandé s'il était volontaire pour supprimer Remzi Kartal. L'un aurait présenté une carte de police turque lors du contrôle. Le second serait « un ex-militaire qui vivrait déjà en France depuis six ou sept mois ». Il se serait vanté d'avoir joué un rôle dans l'attentat de la rue La Fayette. A partir du 16 juin, selon la police belge, ces deux-là auraient séjourné une semaine à Paris avec « quatre individus d'origine turque », dont « un tireur d'élite ». Les enquêteurs soupçonnent un « diplomate haut placé » à l'ambassade de Turquie à Paris de coordonner ces activités. En octobre 2017, le juge d'instruction belge Patrick De Coster considère que ces informations sont suffisamment préoccupantes pour transmettre une demande d'enquête au ministère public français, redoutant « un attentat potentiellement imminent contre des politiciens kurdes de premier plan en Belgique ». Lorsqu'ils en ont pris connaissance, « des policiers

de la DGSJ ont filé en Belgique, c'était la panique », commente une source proche du dossier.

Pour savoir si ces informations belges ont eu des répercussions en France, je passe au cabinet d'Antoine Comte, un des avocats des familles des militantes du PKK assassinées à Paris. Le décès du seul suspect renvoyé devant les assises a conduit la justice à refermer le dossier. Mais ce pénaliste de renom n'a pas renoncé. Il connaissait bien une des trois femmes assassinées, Fidan Dogan, qui était chargée du lobbying du PKK. Il appréciait cette trentenaire énergique et veut que justice soit rendue. Les parties civiles ont déposé une nouvelle plainte au motif que l'« affaire belge révèle des liens avec les assassinats de Paris en 2013 » et qu'elle relance la piste de l'implication de complices qui n'ont pas été inquiétés lors de l'instruction française. « Si la France continue de laisser prospérer l'impunité des assassinats politiques, elle va se retrouver dans la situation des Britanniques », fulmine M^e Antoine Comte. Il fait référence à la réouverture outre-Manche, après la tentative d'empoisonnement d'un ex-espion russe, en mars dernier, de 14 dossiers de morts de ressortissants russes sur le territoire britannique qui avaient été classées comme non suspects et auxquelles pourraient être liés des agents de Moscou : « Il est temps de comprendre que l'impunité mène à la récurrence. » Et aux assassinats. **L. Md**

V. HREZZA/ANSA

Turquie : la rage et la peur des Kurdes de Diyarbakir



Delphine Minoui
dminoui@lefigaro.fr

ENVOYÉE SPÉCIALE À DIYARBAKIR

Un joyeux brouhaha s'échappe de la terrasse du Mona. Au cœur de Diyarbakir, le petit café transpire de ce parfum de légèreté insufflé par la campagne électorale. Dehors, sur les murs épuisés de la ville, quelques portraits tout sourire de Selahattin Demirtas, le candidat kurde embaïllé, narguent les véhicules blindés et les posters géants de Recep Tayyip Erdogan. « L'espoir, c'est plus précieux que la victoire », philosophe Özgür Amed, autour d'un thé fumant. À 30 ans, le jeune journaliste kurde voudrait croire en ce scrutin de la dernière chance. Il aimerait rêver d'un nouveau « reis », moins autoritaire, et de députés plus avants. Jour et nuit, il a d'ailleurs milité sans faille pour le mouvement de gauche prokurde HDP (Parti démocratique des peuples). Mais il sait le changement difficile et l'horizon bouché. « Depuis l'été 2015 et la rupture du cessez-le-feu entre l'armée et le PKK (guérilla indépendantiste kurde), le Sud-Est (à majorité kurde) est décimé. Le HDP a été stigmatisé et criminalisé. Des milliers de personnes ont été purgées, d'autres ont abandonné leur logis pour fuir les combats, d'autres encore ont été tuées ou jetées en prison. Les médias sont muselés. Comment, dans ces conditions, imaginer des élections libres et régulières ? », dit-il.

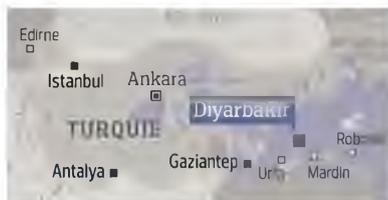
« Chasse aux sorcières »

Engoncé dans un sweat-shirt couleur bordeaux, Özgür parle en connaissance de cause. Le journal auquel il collaborait, Özgür Gündem, a dû fermer pour « soutien au terrorisme » et certains de ses confrères sont encore derrière les barreaux. La prison : un univers dont il a, lui aussi, fait la sinistre expérience. Arrêté en 2015 pour avoir manifesté contre le massacre impuni de Roboski (quand, en 2011, des avions de guerre bombardèrent ce village kurde), il vient de passer deux ans et demi au fond du cachot. Un voyage en Absurdie dont il se remet à peine : « Aucune accusation concrète n'a jamais été formulée contre moi. Le juge s'est contenté de dire : tu vas au trou... Aujourd'hui, ce même juge est sous les verrous, car il est accusé d'être pro-Fethullah Gülen (l'instigateur présumé du coup d'État raté du 15 juillet 2016). Surréaliste ! » La prison, poursuit-il, est un monde régi par l'arbitraire et l'injustice : « J'y ai croisé des combattants PKK, mais aussi tant de personnes arrêtées sans charges qui ne comprenaient pas ce qu'elles y faisaient. Après le putsch de 2016, ça s'est aggravé : la traque anti-PKK et anti-Gülen s'est transformée en une chasse aux sorcières élargie à toute la société civile. Dans ma cellule, nous sommes passés de 10 à 30 détenus. » Et d'ajouter : « Les autorités turques n'ont qu'un objectif : nous faire payer le prix de notre différence et intimider la population. En fait, elles gèrent la prison comme "un centre de redressement". La Turquie est devenue ce pays où tu n'as le droit d'exprimer ni ta tristesse, ni ta joie. » Depuis qu'il a été relaxé, Özgür confie « aller mieux » mais ne « pas



Des clients d'un café à Diyarbakir regardent à la télévision Selahattin Demirtas, le leader du Parti démocratique des peuples, en campagne pour la présidentielle depuis sa prison.

Une chape de plomb s'est abattue sur la « capitale » des Kurdes de Turquie, depuis que le processus de paix a volé en éclats en 2015. Dans cette ville du Sud-Est turc, où le parti prokurde HDP s'est activement mobilisé pendant la campagne, l'espoir reste de mise malgré les craintes de fraudes aux élections nationales de ce dimanche.



se sentir plus libre ». « En fait, le Sud-Est est devenu une grande prison à ciel ouvert. Regardez tous ces drapeaux turcs qui étouffent la ville, ces postes de contrôle, ce parc rebaptisé "15 Juillet" ou, dans les bourgades alentour, ces statues de personnalités kurdes qui ont été déboulonnées. Diyarbakir, la "capitale" des Kurdes, vit sous occupation. D'ailleurs, je n'ose pas retourner dans le quartier de Sur, de peur d'avoir un choc », souffle-t-il.

Sur, le cœur historique de Diyarbakir... Entre 2015 et 2016, il a été le principal théâtre des affrontements entre l'armée et les combattants du PKK. Défiguré par les combats de rue, il commence à retrouver un semblant de vie. Dans les allées repavées qui jouxtent l'avenue Gazi, les échoppes ont rouvert. Aux alentours du minaret, griffé par les impacts de balles, quelques touristes européens ont même fait leur réapparition. « Nous allons reprendre là où nous nous sommes arrêtés », et annonce fièrement la banderole d'un restaurant traditionnel après deux ans de fermeture. Mais les plaies sont profondes. Et la renaissance est en trompe l'œil. « Vous avez vu toutes ces maisons en cours de rénovation par l'établissement public Toki ? L'une d'elles appartenait à ma famille. L'État lui demande un montant exorbitant pour sa reconstruction. Moi, j'appelle ça une expropriation forcée ! », s'insurge Tugay, un jeune bijoutier kurde du bazar de Sur, qui votera, ce dimanche 24 juin, « pour le Parti de la liberté » - façon de signifier son opposition à Erdogan, sans afficher ouvertement sa couleur politique.

Un véritable « urbicide »

S'enfoncer dans les venelles d'Ali Pasa, dans la partie sud-ouest de Sur, c'est prendre conscience de l'ampleur du désastre. Autrefois peuplées d'enfants bruyants, les rues sont vides. Sur les façades mitraillées, des slogans ultranationalistes ont remplacé les graffitis prônant l'autonomie du Kurdistan. Au pre-

Les gens n'osent même plus exercer leurs droits les plus fondamentaux, comme se balader dans la rue avec un livre rédigé en langue kurde ou assyrienne

LAL LALES, UN ÉDITEUR KURDE

appartement, déserté pendant plusieurs mois, et dont elle risque d'être expulsée. De son balcon, la vue offre un spectacle de désolation : dans la rue d'à côté, où habitait sa belle-mère, les bulldozers ont déjà rasé des dizaines de maisons. « Il y a quelques mois, les autorités ont coupé l'eau et l'électricité, pour la contraindre à partir vivre ailleurs et construire de nouvelles habitations. Comme ses voisins, elle a intenté une procédure judiciaire, mais sans grand espoir », dit-elle, en dénonçant un véritable « urbicide ». Malgré quelques touches de maquillage, Gülçin peine à cacher son épuisement teinté de désespoir. Son mari, au chômage depuis deux ans, ne trouve pas de travail. Son frère, accusé de « terrorisme », a été condamné à dix-huit ans de prison. Demain, elle devra prendre le bus à 3 heures du matin pour lui rendre visite à Gaziantep, où il est détenu, à quatre heures de route de Diyarbakir.

« C'est l'humiliation au quotidien ! », s'insurge l'avocat kurde Neset Giresun. Les familles de la plupart de ses clients, dont Selahattin Demirtas, incarcéré à Edirne, près de la frontière grecque, souffrent elles aussi d'être éloignées de leurs proches. « En un an et demi, ma propre belle-sœur a changé cinq fois de prison, de Mardin à Antalya en passant par Urfa. Imaginez le traumatisme pour son fils de 5 ans », dit-il. Son crime ? Avoir été co-maire HDP de la ville d'Idil, dans la province voisine de Sirnak, aujourd'hui placée sous la tutelle de l'État. « Mais dans le Sud-Est

turc, c'est malheureusement leçon », poursuit-il. Du salon de thé où il nous a donné rendez-vous, on entreaperçoit une autre mairie « occupée », celle de Diyarbakir. Pilotée par une « administration » désignée par Ankara depuis l'arrestation de ses co-maires HDP, c'est un véritable « bunker » où il faut montrer patte blanche pour pénétrer...

Les temps ont bien changé depuis le printemps kurde de 2009, ironiquement initié par Erdogan ! L'éditeur kurde Lal Lales se souvient de cette époque comme d'un renouveau : ouverture politique, pourparlers avec le PKK à partir de 2012, programmes kurdes à la télévision, et démultiplication des événements prônant la diversité culturelle de cette région imprégnée d'un riche passé. « Aujourd'hui, la peur est de retour. Pis, les gens n'osent même plus exercer leurs droits les plus fondamentaux, comme se balader dans la rue avec un livre rédigé en langue kurde ou assyrienne », dit-il. Pour l'opposant kurde Edib Berk, 53 ans, il s'agit d'un « traumatisme aussi profond que dans les années 1990 » (en référence aux pires heures du conflit, qui a fait 40 000 morts depuis 1984). En fait, poursuit-il, « Erdogan est en train de se venger contre nous ».

Selon lui, le président turc n'aurait pas digéré que la normalisation politique, d'abord favorable à son parti, l'AKP, se retourne contre lui : aux législatives de juin 2015, le HDP passa la barre des 10% en le privant de sa majorité absolue. Sur fond de reprise du conflit avec le PKK et de spirale d'attentats, le chef de

l'État s'empressa alors de convoquer, cinq mois plus tard, des élections anticipées tout en accusant le parti prokurde d'être le bras politique du PKK.

À l'époque, Edib Berk fit partie de ces députés éphémères, élus pour à peine quelques jours. Mais il en faut plus pour le démonter. À nouveau candidat au scrutin de ce dimanche, il ne se fait guère d'illusion sur une victoire de Demirtas, mais il mise sur un maintien du HDP au Parlement. « Nous sommes terriblement fragilisés. À travers le pays, 70 000 de nos membres ont été emprisonnés. L'AKP use de toute sa machine de propagande contre nous. Pourtant, les mauvaises performances économiques de son gouvernement et son alliance avec les ultranationalistes du MHP pourraient lui jouer des tours. J'ose également espérer que la population jugera sur des actes concrets : quand le HDP était à la mairie, nous soutenions une multitude de festivals : théâtre, musique, cinéma. Et surtout, nous défendions des valeurs universelles. Aujourd'hui, le budget alloué à ces événements a été suspendu et l'administration se contente de planter des fleurs et d'ériger des murs ! », ironise-t-il. Neset Giresun, l'avocat, aimerait partager le même optimisme. « Avec le déplacement de certains bureaux de vote pour "raisons sécuritaires" et la suppression du tampon obligatoire sur les bulletins, je crains que ce scrutin ne soit entaché d'irrégularités. Cela ne ferait que renforcer la colère et compromettre encore plus la possibilité d'un retour au processus de paix », dit-il. ■

A Minbej, Washington et Ankara s'entendent pour garder le contrôle sur le nord de la Syrie



Base américaine à Minbej, photo ©Rodi Said/Reuters

18 juin 2018 français.rt.com

En accord avec les États-Unis, l'armée turque aurait pris le contrôle des abords de la ville syrienne de Minbej. Après s'être opposées, les deux puissances belligérantes se seraient entendues pour garder la main sur cette région stratégique.

Face à la détermination de la Turquie, les États-Unis se sont montrés réalistes. Après le bras de fer de début 2018 entre Ankara et Washington, les Unités de protection du peuple kurdes (YPG) seraient en train de se retirer de la ville de Minbej, dans le nord de la Syrie, selon le président turc Erdogan cité par Reuters ce 18 juin. L'armée turque avait annoncé sur Twitter la mise en place de patrouilles conjointement avec les Américains. Conjointement, mais séparément, selon une limite isolant le centre de Minbej, sous contrôle américain, de la banlieue environnante, désormais occupée par l'armée turque, conformément à un accord passé début juin entre Ankara et Washington.

S'exprimant devant des journalistes, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a annoncé que les YPG et les militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), considérés comme terroristes par Ankara, seraient

repoussés à terme hors de la zone sous contrôle de l'armée turque.

Tandis que les forces turques ont pris le contrôle des abords de Minbej, des hélicoptères de combat américains ont été aperçus par des témoins au-dessus de la même zone.

Afin de prévenir la formation d'un quasi-Etat kurde à ses frontières, la Turquie a lancé une offensive militaire majeure en janvier 2018 contre l'enclave kurde d'Afrin, à une centaine de kilomètres, en territoire syrien. Ankara a plusieurs fois haussé le ton contre les États-Unis, qui soutiennent avec d'autres puissances occidentales, dont la France, les Forces démocratiques syriennes, une coalition arabo-kurde, dans le nord de la Syrie. « Pourquoi vous restez ? Allez, partez ! », avait lancé en février Recep Tayyip Erdogan à l'encontre des Américains, reprochant en outre à Washington de maintenir des forces armées en Syrie malgré la défaite de Daesh, à des fins « calculatrices ».

LA TURQUIE, DÉTERMINÉE SUR LA QUESTION KURDE, INCONTOURNABLE EN SYRIE

Après avoir chassé les YPG de l'ex-enclave kurde d'Afrin, la Turquie, qui voit d'un très mauvais œil la présence de forces kurdes syriennes à sa frontière, avait menacé à plusieurs reprises d'étendre ses opérations vers Minbej à l'est.

Alors que Damas considère que les Occidentaux sont intervenus en Syrie en violation du droit international, puisque ne disposant d'aucun mandat de l'ONU et d'aucune autorisation du gouvernement syrien, Bachar el-Assad a déclaré, dans une interview accordée à RT fin mai, son intention de reprendre les territoires sous contrôle de la coalition arabo-kurde emmenée par les YPG. Le Pentagone a répliqué pour sa part en affirmant qu'il ne quitterait pas le pays et s'est dit prêt à riposter. Quitte à composer avec les exigences de la Turquie, les États-Unis comptent bien continuer à peser dans l'issue du conflit, avec pour but de guerre un possible démembrement du nord de la Syrie.

Reprenant toujours plus directement la main aux dépens des groupes armés rebelles, les États-Unis ont établi, en février 2018 d'après Reuters, une nouvelle base dans la ville de Minbej, qui contrôle la partie ouest d'un territoire qui s'étend à l'est du fleuve Euphrate, jusqu'en Irak. ♦

La fuite en avant autoritaire d'un président qui se rêve sultan



FA TH. SARIAS/X002-40

La démocratie c'est comme un tramway, une fois arrivé au terminus on en descend

RECEP TAYYIP ERDOGAN EN 1996

DELPHINE MINOUI
@DelphineMinoui
CORRESPONDANTE
À ISTANBUL

C'EST L'HISTOIRE d'un président qui a sauvé sa peau en utilisant l'application Face-Time. Un autocrate en devenir secouru par ces mêmes réseaux sociaux qu'il s'est toujours employé à censurer. Dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, une tentative de coup d'État militaire ébranle la Turquie. Le très controversé président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdoğan est en vacances à Marmaris, au bord de la Méditerranée. Impossible de quitter son hôtel pour rejoindre son palais d'Ankara : les F-16 des putschistes occupent le ciel. Comment s'adresser au plus vite à son

partisans ? Comment rétablir le contact avec cette Turquie profonde à laquelle il doit son ascension, ces millions d'hommes et de femmes qu'il abreuve depuis des années de discours quasi quotidiens ?

La solution, surréaliste, se trouve sur un plateau télé. En plein chaos, une présentatrice de CNN Türk contacte en direct le chef de l'État en brandissant son smartphone face à la caméra. Visage blême et moustache sévère, engoncé dans un costume-cravate, Erdoğan apparaît ratatiné sur l'écran miniature. D'une voix lointaine, il appelle ses citoyens à descendre dans la rue. À une vitesse éclair, des foules entières se précipitent au pied des chars, envahissent les places publiques. Au petit matin, le putsch est déjoué. Le « sauveur de la nation » pointe du doigt son ennemi juré, le prédicateur en exil Fethullah Gülen. Et se lance dans une purge tous azimuts au sein de l'armée, des universités, des médias, des entreprises...

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Près de deux ans - et des dizaines de milliers d'arrestations - plus tard, les électeurs sont convoqués ce dimanche 24 juin aux urnes pour lui réitérer, ou pas, leur confiance. Un test pour cet « enfant du peuple » qui, oscillant entre paranoïa et folie des grandeurs, ambitionne aujourd'hui les pleins pouvoirs.

Comprendre cette soif de revanche, c'est aller flâner sur les bords du Bosphore, dans le quartier populaire Kasimpasa d'Istanbul. Quand le petit Recep Tayyip y ouvre les yeux, le 26 février 1954, l'ex-Constantinople ne compte alors qu'un million et demi d'habitants, dix fois moins qu'aujourd'hui : une ville sans pont, sans route littorale, à des années-lumière de l'actuelle métropole tentaculaire. Son

Élu maire d'Istanbul en 1994, Erdoğan fait de la municipalité un tremplin pour sa fulgurante ascension

père est un marin de la Mer noire, sa mère une femme au foyer. Ils sont de ces nouveaux migrants de l'intérieur, les bagages chargés de valeurs religieuses et conservatrices. Recep Tayyip, l'aîné, va à l'école Imam-Hatip, un lycée religieux, et se passionne pour le football. De club de quartier en club semi-professionnel, il gravit les échelons. Au point, raconte son biographe Hüseyin Besli dans *La Naissance d'un leader* (éd. Meydan, non traduit), d'en faire son gagne-pain et de retenir l'attention de Fenerbahçe, l'un des clubs les plus prestigieux du pays. Un projet de carrière vite interrompu par son père. « *Je veux que tu étudies et que tu deviennes un homme* », lui aurait-il lancé.

La politique devient son nouveau sport. Il a à peine 20 ans quand il rejoint le mouvement Vision Nationale de Necmettin Erbakan, le père de l'islam politique turc, qui dirigera, plus tard, le parti Refah (parti de la Prospérité). Élu maire d'Istanbul vingt ans plus tard, en 1994, il fait de la municipalité un tremplin pour sa fulgurante ascension : il encourage un travail de proximité auprès des franges populaires et conservatrices issues, comme sa famille, de l'exode rural, lance de grands chantiers d'infrastructures (autoroutes, ponts, métro), tout en minimisant son penchant religieux pour rassurer les élites laïques. Mais l'armée, qui veille au maintien des valeurs républicaines, tremble : en 1997, elle chasse Erbakan. L'année suivante, Erdoğan est écarté de la mairie, avant d'être condamné à 4 mois de prison pour avoir récité un poème affirmant que « *les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les dômes nos casques et les croyants nos soldats* ».

Erdoğan sort de prison métamor-

phosé. Comme si la cellule et les barreaux du centre pénitentiaire lui avaient appris la modération. Dans ses discours, il clame son attachement à la laïcité, préférant se faire appeler « *musulman démocrate* » à l'instar des chrétiens-démocrates. En 2001, il rompt avec Erbakan et fonde sa propre faction politique, le Parti de la justice et du développement, l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi). Sa conversion l'aide à décrocher le poste de premier ministre deux ans plus tard, en 2003. L'ambitieux politicien relance l'économie et encourage les investissements. Il multiplie les signes d'ouverture en faveur de la minorité kurde, des alévis, de la liberté d'expression, et négocie l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. « *Il a brisé des tabous, impulsé de vrais changements* », se souvient Hassan Cemal, un des nombreux intellectuels à y avoir cru avant de déchanter. En parallèle, Erdoğan met au pas l'armée turque, auteur de quatre coups d'État en un demi-siècle. L'occasion pour son allié d'alors, Fethullah Gülen, d'infiltrer les rouages de l'État...

Le « *modèle turc* » de démocratie islamique, qui sera brandi en exemple pendant les révolutions du printemps arabe de 2011, trouve pourtant ses limites en 2013, lors de la brutale répression des manifestations de Gezi. L'opposition accuse Erdoğan de dériver « *autoritaire* » et « *islamiste* ». Tandis que Gülen se retourne contre lui, en faisant fuiter des preuves de corruption de son entourage, ses partisans lui renouvellent leur confiance en l'élisant président dès le premier tour, à l'été 2014.

Deux mois plus tard, le reis inaugure son palais d'Ankara. C'est le temps de la démesure. Avec ce « palais blanc », Erdoğan a vu grand : 1 150 pièces, des colonnades à foison et des rivières de marbre, pour la coquette somme de 350 millions de dollars. Étalé à la péri-

Oscillant entre paranoïa et folie des grandeurs, Erdoğan ambitionne aujourd'hui les pleins pouvoirs

phérie de la capitale turque sur 200 000 m² - quatre fois Versailles -, il a été construit sur une forêt jadis plantée par Mustafa Kemal Atatürk. Histoire de piétiner un peu plus l'héritage du fondateur de la République laïque. Ou plutôt de le concurrencer pour imposer « sa » marque.

L'étoile de l'AKP commence néanmoins à pâlir. Aux législatives de

juin 2015, le parti perd sa majorité absolue. « *Erdogan va alors miser sur une stratégie de la déstabilisation* », observe le politologue Ahmet Insel, auteur de *La Nouvelle Turquie d'Erdogan* (éditions La Découverte). Le président part en guerre. Contre la guérilla kurde. Contre le parti de gauche prokurde, accusé d'en être la vitrine politique. Contre les professeurs signataires d'une pétition réclamant le retour au processus de paix. Il bâillonne les journalistes contestataires et convoque, en novembre, de nouvelles élections.

Pourtant, ce fameux 15 juillet 2016, l'histoire a bien failli mettre un point final à cette reconquête du pouvoir. Sauvé in extremis par son smartphone, Erdogan a vu la mort de près. La paranoïa le gagne. La soif de revanche aussi. Il dégage au plus vite : arrestations en masse, stigmatisation de toutes les voix critiques, blocage de Wikipédia...

et organisation d'un référendum, en avril 2017, sur le renforcement des pouvoirs du président. Mais rien n'est désormais suffisant : un an après la victoire - de justesse - du « oui », la crise économique et la création d'une nouvelle mouvance, le Bon Parti de Meral Aksener, le poussent à précipiter les élections. Un calcul à double tranchant : l'annonce d'un scrutin anticipé a fait sortir l'opposition de son apathie. De dix ans son cadet, son principal rival, Muharrem Ince, galvanise les foules. Ce jeudi, il a rallié 2,5 millions de personnes dans la ville d'Izmir, selon les organisateurs. Pour sauver la face, la télévision s'est chargée de diffuser, au même moment, des images d'Erdogan visitant fièrement le nouvel aéroport d'Istanbul. Rien n'y fait : à J-1 du scrutin, les mêmes réseaux sociaux, qui lui sauvèrent la vie en 2016, misent sur un possible second tour... ■



lepoint.fr

19 juin 2018

Syrie: 22 paramilitaires irakiens tués dans une frappe attribuée à Israël

Bagdad (AFP) - 19/06/2018
<http://www.lepoint.fr>

Une cinquantaine de combattants, syriens et irakiens, ont été tués lors de frappes, attribuées par un responsable américain à Israël, dans l'est de la Syrie frontalier de l'Irak où les troupes du régime combattent le groupe Etat islamique (EI).

Le Hachd al-Chaabi, supplétif crucial de l'armée irakienne dans le combat contre l'EI, a indiqué lundi que 22 de ses membres avaient été tués et 12 autres blessés lors de raids qu'ils ont attribués aux forces américaines qui ont démenti.

La coalition paramilitaire du Hachd al-Chaabi --placée sous l'autorité du Premier ministre irakien-- compte en son sein des groupes proches de l'Irak, notamment les Brigades du Hezbollah, qui ont perdu plusieurs de leurs combattants dans ces frappes.

Certains de ces groupes pro-iraniens ont combattu dès 2011 en Syrie aux côtés du régime de Bachar al-Assad avant de réintégrer en 2014 à l'appel de la plus haute autorité chiite d'Irak qui a formé le Hachd pour bouter l'EI hors du pays.

Au moins trois corps de combattants des Brigades du Hezbollah ont été rapatriés dans la province agricole et pauvre de Zi Qar dans le sud de l'Irak, selon un correspondant de l'AFP.

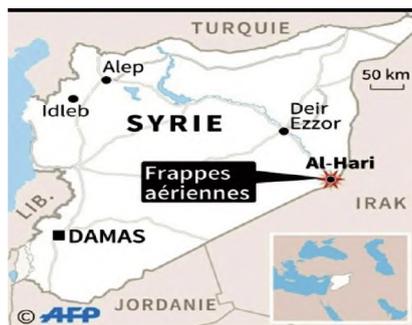
En tout, selon le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane, "52 combattant" ont été tués, "y compris des soldats (syriens) et des membres de milices loyalistes".

La coalition internationale dirigée par les Etats-Unis a démenti être l'auteur de ces frappes qui ont visé dans la nuit de dimanche à lundi la ville d'al-Hari, située près de la frontière irakienne.

"Il n'y a pas eu de frappes de la part des forces américaines ou de la coalition dans cette zone", a réagi auprès de l'AFP son bureau de presse.

ISRAËL POINTÉ DU DOIGT

A Washington, un responsable américain ayant requis l'anonymat a indiqué à l'AFP avoir "des raisons de croire qu'il s'agissait d'une frappe



israélienne".

Israël, ennemi juré de Téhéran, a conduit en mai des frappes aériennes sur des installations militaires en Syrie présentées comme iraniennes.

L'Etat hébreu répète qu'"il n'y a pas de place pour la moindre présence militaire irakienne dans aucune partie de la Syrie", selon son Premier ministre, Benjamin Netanyahu.

Dans le communiqué annonçant la mort de ses membres en Syrie, le Hachd al-Chaabi a affirmé qu'ils étaient déployés le long de la frontière poreuse avec la Syrie sur ordre des autorités irakiennes.

Or en soirée, le commandement militaire irakien a démenti avoir positionné des forces en territoire syrien, laissant entendre que les combattants tués avaient agi sans son consentement.

Regrettant la mort de ces combattants irakiens, il a toutefois affirmé avoir reçu l'assurance de la coalition internationale qu'elle n'était pas responsable de ces frappes.

A Damas, les médias d'Etat syriens ont, eux, accusé la coalition anti-EI. Citant une source militaire, l'agence officielle Sana a affirmé que plusieurs personnes avaient été tuées et blessées par des appareils de la coalition, sans fournir de bilan précis.

Al-Hari est située dans la province de Deir Ezzor, riche en pétrole, où les forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les Etats-Unis, et les forces gouvernementales syriennes, appuyées par la Russie, mènent des offensives dis-

tinctes contre l'EI.

Le groupe ultra-radical a perdu l'essentiel du territoire qu'il contrôlait en Syrie et en Irak. Mais il reste présent dans des zones désertiques transfrontalières, notamment Deir Ezzor.

Les forces gouvernementales contrôlent les terres à l'ouest du fleuve Euphrate, qui traverse la province, tandis que les FDS se battent pour expulser l'EI d'une série de villages situés sur la rive est, près de la frontière irakienne.

Une ligne de "déconfliction" longeant le fleuve est en place depuis 2017 afin d'empêcher tout affrontement entre pro-régime et FDS.

"COULOIR VITAL"

La coalition, qui intervient en Syrie depuis 2014 pour combattre l'EI, a néanmoins frappé des forces du régime ces dernières années.

Le 24 mai, 12 combattants pro-régime ont péri dans un raid aérien contre des positions de l'armée syrienne au sud de Boukamal, ville reprise à l'EI par le régime en novembre dernier et située à quelques kilomètres de la frontière.

L'OSDH et des médias d'Etat syriens avait attribué cette frappe à la coalition, mais le Pentagone avait nié.

Le 7 février, la coalition a reconnu avoir tué au moins 100 combattants pro-régime --dont cinq Russes selon Moscou-- dans la province de Deir Ezzor, en représailles à une attaque contre des positions des FDS.

Les frappes contre al-Hari interviennent au lendemain de la reprise par les FDS de Dachicha, un village situé dans le nord de la province de Hassaké.

Dachicha représentait un "fief important" de l'EI dans cette province et se trouvait sur un "couloir vital" reliant autrefois les territoires des jihadistes en Syrie et en Irak, selon le directeur de l'OSDH.

Déclenché en 2011 par la répression de manifestations pacifiques pro-démocratie, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire morcelé.

Il a fait plus de 350.000 morts et jeté à la rue des millions de personnes. ●

La Turquie sombre, Erdogan à la barre

Le président turc a bâti toutes ses victoires électorales sur la santé économique de son pays. Sa rapide détérioration ne devrait pourtant pas vraiment changer la donne pour le scrutin du 24 juin.

MOYEN-ORIENT © The Economist

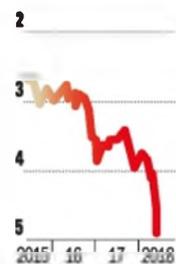
Reccep Tayyip Erdogan peut-il subir un revers électoral ? Alors que les électeurs doivent se rendre aux urnes dimanche 24 juin, la situation économique du pays se détériore. Or c'est en grande partie sur la santé florissante de la Turquie que le chef de l'Etat a construit ses victoires précédentes. Certes, le PIB affiche encore une croissance explosive de 7,4% par an. Mais, dans le même temps, la livre turque dévisse, l'inflation monte et les déficits intérieurs et extérieurs ne cessent de se creuser. Nul doute que l'actuel chef de l'Etat porte une grosse part de responsabilité dans cette détérioration.

Manipulation monétaire

En décembre 2016, Erdogan exhortait ses concitoyens à défendre la monnaie nationale en vendant leurs dollars, leurs euros et leur or. Beaucoup obtempérèrent. Aujourd'hui, ils ont de quoi lui en vouloir : la livre affiche une baisse d'un tiers face au dollar en dix-huit mois... Grand classique, le président continue d'accuser les pays étrangers d'être responsables de cette dégringolade et demande toujours aux Turcs de se débarrasser de leurs liquidités. « Mes frères, vous qui conservez des dollars ou des euros sous votre matelas, allez les changer contre des livres, conseille-t-il. Ensemble nous déjouerons ce complot. » Bien sûr, la livre s'est redressée depuis

UNE LIVRE EN PERDITION

► Cours du dollar (en livres turques, échelle inversée)



SOURCE : THOMSON REUTERS.

En dix-huit mois, la livre a perdu un tiers de sa valeur face au dollar. La faute aux pays étrangers, selon le président Erdogan.



Recep Erdogan, lors d'un meeting de son parti, l'AKP, à Eskisehir, le 12 juin. Le président turc multiplie les cadeaux électoraux, notamment aux 12 millions de retraités, aux acquéreurs de logement et à ceux qui rapatrient leurs actifs.

qu'Erdogan a autorisé la Banque centrale turque à procéder à deux fortes hausses des taux (de 300 puis de 125 points de base) en l'espace de deux semaines. Mais les ménages subissent une baisse de pouvoir d'achat et les entreprises turques ploient sous un endettement évalué à 300 milliards de dollars, soit plus du tiers du PIB. Invoquant une perte de confiance, l'agence américaine Moody's a dégradé la note de 17 banques turques.

Au lieu de calmer le feu, Erdogan n'a cessé de l'attiser. Après avoir annoncé en mai le renforcement du contrôle de la banque centrale, et curieusement affirmé que des taux d'intérêt élevés créaient l'inflation, la livre avait replongé en chute libre. Plus grave encore, le chef de l'Etat a encouragé le crédit bon marché pour enrayer l'inflation. Mais si cette orgie d'argent facile a boosté la croissance depuis deux ans, la médaille à son revers : le déficit des comptes courants a atteint 5,4 milliards de dollars en avril (plus de 6% du PIB), contre 3,7 milliards un an plus tôt. Quant à l'investissement étranger, il ne cesse de diminuer depuis 2015.

Et ce n'est qu'un début. Avec la rarefaction inéluctable du crédit et le fort endettement des entreprises, le ralentissement de l'économie paraît inévitable. L'envolée du secteur de la construction, qui durait depuis des années, s'est enrayée faute de demande. Dépendant d'importations énergétiques libellées en dollars, le prix du ciment, de l'acier et d'autres matériaux de chantier a explosé. Les agriculteurs pâtissent également de la forte hausse des engrais et du carburant.

Officiellement, le gouvernement promet le retour à l'indépendance de la Banque centrale et une plus grande rigueur budgétaire. Mais

dans le même temps, il multiplie les cadeaux électoraux. Qu'il s'agisse de l'augmentation de plus de 400 dollars par an à chacun des 12 millions de retraités, d'exonérations fiscales en faveur des acquéreurs de logement, ou de l'amnistie à tous ceux qui rapatrieraient de l'étranger de l'argent, de l'or et d'autres actifs.

Propagande efficace

« Un des problèmes fondamentaux est la perte de confiance dans le fonctionnement du système économique et de la politique monétaire », juge le think tank turc Betam. Du coup, beaucoup d'experts s'interrogent sur la stabilité du pays et de sa démocratie chancelante à l'issue des élections. Mais en réalité, si la plupart des électeurs affirment que l'économie est leur plus grande préoccupation, rares sont ceux qui sont prêts à voter pour l'opposition. La propagande officielle qui inonde les médias contrôlés par le président et ses affidés semble faire preuve d'une redoutable efficacité. Selon une étude récente, seuls 4% des électeurs de l'AKP (le parti d'Erdogan) estiment que le gouvernement est responsable de la chute de la livre ; 65% pensent qu'il s'agit d'« une opération antiturque menée par les puissances étrangères ». Effaré par la hausse du prix des manuels scientifiques étrangers, un étudiant se dit convaincu que le dévissage de la monnaie turque est « une conspiration » : « Ils veulent faire tomber Erdogan et provoquer une crise en Turquie, lâche-t-il. Mais ils n'y arriveront pas. » Dans ce contexte, le président devrait donc conserver son poste, mais le scrutin parlementaire s'annonce, lui, beaucoup plus imprévisible. ■

© The Economist - London 2018

Le vote des Kurdes, une menace pour Erdogan

Le dirigeant turc pourrait perdre sa majorité si le parti kurde recueillait plus de 10 % des voix dimanche



Manifestation, à Diyarbakir (Turquie) le 20 juin, en soutien à Selahattin Demirtas, le candidat à la présidentielle du HDP, contraint de faire campagne en prison. AFP

REPORTAGE

DIYARBAKIR (TURQUIE) -
envoyé spécial

A Diyarbakir, les apparences peuvent être trompeuses. Dans la grande ville du sud-est à majorité kurde de la Turquie, la propagande électorale foisonne. Des fanions frappés des logos des principales formations en lice flottent au-dessus des rues encombrées. Sur les murs s'étalent les portraits souriants accompagnés de slogans percutants des candidats à l'élection présidentielle et aux législatives qui se tiendront dimanche 24 juin. Tous les partis sont représentés et pourtant, à

Diyarbakir comme dans le reste des régions kurdes dont la ville fait figure de capitale informelle, les enjeux du scrutin ne sont pas les mêmes qu'ailleurs.

Le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Erdogan n'y a pas pour adversaire principal la coalition d'opposition qui le menace dans le reste du pays, dont l'influence reste ici marginale. Il cherche surtout à contrer le mouvement kurde, représenté par le Parti démocratique des peuples (HDP). Et cette bataille électorale a une importance décisive pour le pays tout entier. « Selon la loi électorale turque, si le HDP ne passe pas la barre des 10 % à l'échelle nationale, l'AKP, qui est

en deuxième place dans la région grâce au vote conservateur, raflera tous les sièges dans les circonscriptions kurdes et aura une large majorité au Parlement », explique Sibel Yigitalp, députée HDP de Diyarbakir.

Conflit armé sans fin

Or, en pays kurde, la campagne électorale a ceci de particulier qu'elle est menée au cœur d'un conflit armé sans fin, opposant le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à l'Etat turc depuis 1984. A Diyarbakir, le long des avenues filent des blindés aux carrosseries anguleuses, toutes mitrailleuses dehors. Au-dessus des rues commerçantes et des cafés, le bruit de

LE CONTEXTE

ÉLECTIONS

Les Turcs votent dimanche 24 juin pour élire leurs députés et un président aux pouvoirs renforcés depuis le référendum d'avril 2017, remporté de justesse par Recep Tayyip Erdogan. Ces élections ont été convoquées de manière anticipée par le président turc, dont la popularité s'érode, alors qu'elles étaient prévues pour novembre 2019. L'opposition est unie pour les législatives, sauf le HDP, prokurde, dans l'espoir de faire perdre la majorité absolue détenue à ce jour par le parti AKP (Parti de la justice et du développement, islamo-conservateur) de M. Erdogan. Mais elle a présenté différents candidats pour le premier tour du scrutin présidentiel, où M. Erdogan risque d'être mis en ballottage par Muharrem Ince, le candidat du CHP (kémaliste). Ce scrutin s'annonce comme le plus serré depuis l'avènement de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir, il y a quinze ans.

la ville peut être recouvert par le vrombissement d'avions de chasse au décollage. Les appareils dévoilent parfois leurs silhouettes effilées entre deux immeubles, avant d'aller frapper les bases de montagne de la guérilla kurde.

« Neuf de nos parlementaires sont en prison. Selahattin Demirtas, notre candidat à l'élection présidentielle, fait campagne depuis sa cellule. Les municipalités que nous avons remportées par les urnes sont maintenant contrôlées par des administrateurs imposés par l'Etat. Nos militants ont été arrêtés massivement sous l'état d'urgence et les pressions continuent... Cette campagne ne se fait pas à armes égales ! », dénonce Sibel Yigitalp.

Après une série d'insurrections militaires urbaines lancées par le PKK à l'été 2015, inspirées par les succès militaires de son émanation syrienne et écrasées dans le sang par les forces de sécurité turques au printemps suivant, la reprise en main politique et sécuritaire du Sud-Est par Ankara a profondément affaibli l'aile civile du mouvement kurde.

C'est pourtant la colère de sa propre base que le HDP a dû d'abord affronter. « Nos maisons

ont été détruites, la guerre est venue jusque dans nos rues. Ça tirait des balles, des bombes dans le quartier... Pourquoi le parti nous a fait ça? Ils ne pouvaient pas gagner et les pauvres gens ont souffert. Après la guerre, il n'y avait plus de confiance», se souvient Fatma Demir (nom modifié), une habitante de la vieille ville de Diyarbakir, un dédale de ruelles aux maisons misérables, un temps tenue par la guérilla kurde avant d'être reprise par les forces de sécurité début 2016.

Si son quartier a été relativement épargné, d'autres ont subi des destructions massives avant d'être rasés sur décision des autorités. Promis à une réhabilitation clinquante, leur accès est toujours interdit à la population.

A Diyarbakir comme dans les autres localités touchées, cette guerre urbaine s'est tenue sous cloche, limitée à quelques quartiers bouclés, souvent les plus pauvres, alors que dans le reste de la ville, on continuait à fréquenter des pâtisseries franchisées, à prendre les transports en commun ou à refaire le monde dans des cafés enfumés. Du fond de sa misère et de sa déception, sur un tapis élimé dans la cour de sa maison, entourée de ses petits enfants aux vêtements tachés, Fatma Demir conserve malgré

«La colère des gens reste intacte. Ce n'est pas pour le HDP qu'ils vont voter. C'est contre le système Erdogan», estime une élue locale

tout un éclair de fierté dans le regard quand elle dit qu'elle votera HDP dimanche. «Parce c'est notre parti», explique-t-elle. Parce qu'elle est kurde est que pour elle l'Etat turc reste l'ennemi. «La colère des gens à qui nous rendons visite tous les jours depuis le début de la campagne reste intacte. Ce n'est pas pour le HDP qu'ils vont voter. C'est contre le système Erdogan, contre le pouvoir», admet une élue locale kurde.

«Ces élections donnent à la population l'occasion de canaliser son sentiment d'oppression. C'est grâce à cette réaction à la violence de l'Etat contre les structures civiles du mouvement kurde que le HDP pourra franchir le seuil des 10 %, estime Reha Ruhavioglu, du centre d'études politiques local Rawest.

Erdogan a pu incarner, lors de ses premiers mandats, une ouverture en reconnaissant l'existence d'un problème kurde en Turquie. Mais il s'est depuis allié avec les factions les plus nationalistes de l'appareil d'Etat et de la scène politique pour mener une politique largement perçue dans le Sud-Est comme antikurde alors que l'on pouvait s'attendre à ce qu'une fois le conflit des villes gagné, il apporte la paix dans la région au lieu de poursuivre guerre par d'autres moyens.» Le positionnement du pouvoir n'a pas seulement poussé la base du mouvement kurde à resserrer les rangs. Il pourrait priver l'AKP du soutien de nombreux conservateurs kurdes dont les votes lui étaient autrefois acquis.

Le meeting du HDP qui s'est tenu mercredi soir à Diyarbakir a attiré des foules jamais vues depuis que le sud-est de la Turquie a replongé dans la violence en 2015. L'enthousiasme galvanisé par la figure de Selahattin Demirtas, le candidat à la présidence en détention placé au cœur de la campagne car unanimement apprécié par la base et que même les plus critiques des sympathisants de la cause kurde exonèrent de toute responsabilité face aux errances du mouvement, peut donner confiance aux cadres du HDP.



Rien n'est pourtant acquis. «Nous avons renoué avec le peuple, nous pouvons entrer au Parlement, contribuer à priver Erdogan de majorité, travailler avec l'opposition turque. Mais il en faudra plus pour rétablir la démocratie et Erdogan peut toujours s'il le veut livrer le pays au chaos», prévient un parlementaire du HDP. Entre la vigueur retrouvée des partisans du mouvement kurde, la douleur de ses plaies encore vive, le sud-est de la Turquie reste suspendu dans l'attente incertaine du jour d'après. ■

ALLAN KAVAL

La campagne très électorale de l'armée en Irak et en Syrie

ALORS QUE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE touche à sa fin, pas un jour ne passe sans que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, se félicite de nouveaux succès militaires contre le PKK et ses alliés en Syrie et en Irak. La guerre menée par Ankara contre les combattants kurdes aux marges des pays frontaliers de la Turquie est devenue un élément central de la stratégie électorale du dirigeant en campagne, largement répercutée par les médias qui lui sont acquis.

La volonté du pouvoir de convoquer les élections anticipées du dimanche 24 juin a été annoncée en avril, immédiatement après que les forces turques et les groupes armés syriens placés sous leur commandement ont pris le contrôle de l'enclave kurde d'Afrin, dans le nord de la Syrie. Bien que l'enthousiasme nationaliste teinté de références religieuses que l'opération avait suscité se soit essoufflé dans une atmosphère dominée par la mauvaise santé économique du pays, le chef de l'Etat turc et ses soutiens persistent dans leur veine martiale, quitte à faire fi de la réalité du terrain.

De fait, et malgré les déclarations triomphalistes du pouvoir, l'avancée des forces

turques reste bloquée dans le nord de la Syrie. «Nous sommes en train de sécuriser Manbij», affirmait mercredi le chef de l'Etat turc en référence à cette ville contrôlée par des alliés des forces kurdes avec le soutien des Etats-Unis, et présentée comme un objectif majeur de l'intervention turque dans le nord du pays. Or si les patrouilles turques et américaines se coordonnent sur la ligne de démarcation qui sépare les soldats d'Ankara des forces à dominante kurde qui contrôlent la ville, le statu quo continue d'y prévaloir.

Nouveaux éléments de langage

Le terrain irakien, où l'armée turque, soutenue par l'aviation, se déploie depuis le mois de mars, a cependant fourni au président turc de nouveaux éléments de langage. Le massif du Qandil, situé dans les montagnes du Kurdistan irakien, qui a servi de refuge au commandement du Parti des travailleurs du Kurdistan depuis les années 1990, est constamment évoqué dans les discours. Sa chute serait imminente, à en croire le président turc, lequel annonçait mercredi que l'ensemble des chefs de la guérilla kurde avaient été éliminés par une frappe aérienne.

Or le rythme auquel la situation évolue sur le terrain demeure sans rapport avec les déclarations victorieuses de Recep Tayyip Erdogan. «Pour l'instant, l'opération sur Qandil, c'est surtout de la rhétorique. Après Afrin, il fallait relancer la machine de propagande. Les forces turques en présence ne sont pas de nature à lancer une offensive militaire majeure contre Qandil. Cela prendra plus de quelques semaines», estime à Ankara un expert de la politique régionale turque.

Bien que les résultats se fassent attendre, la volonté d'Ankara d'intensifier la lutte contre le PKK et ses alliés dans les pays voisins est une réalité. En Irak, les forces armées turques établissent une présence qui se veut aussi durable que celle qu'elles assurent déjà dans les territoires syriens passés sous leur contrôle. «Erdogan s'est allié avec ceux qui, au sein de l'armée et de l'Etat, veulent mener une stratégie régionale de long terme contre le PKK et qui ont trouvé dans ce contexte l'opportunité de faire avancer leurs intérêts», estime un analyste sécuritaire turc. Reste à savoir comment l'issue du scrutin de dimanche pourra affecter cette évolution. ■

A. KA.



Muharrem Ince, l'inconnu devenu premier opposant

En deux mois, le candidat du parti de centre gauche CHP est parvenu à acquérir une envergure nationale, et menace désormais l'hégémonie d'Erdogan.

Dans cette campagne éclair qu'il a lui-même initiée, Erdogan semble presque dépourvu de l'énergie qui a fait son succès jusque-là. Un manque d'élan politique qui dénote sérieusement avec l'envie d'en découdre et la pugnacité de Muharrem Ince, candidat pour le CHP (centre gauche), la principale formation d'opposition du pays. Pourtant, si cet homme de 54 ans est une figure importante du parti kémaliste avec près de quarante années de service, la stature nationale de cet ancien professeur de physique était entièrement à construire mi-avril.

«**Rassembleur**». En l'espace de deux petits mois, sillonnant les provinces de Turquie, multipliant les meetings à un rythme effréné et s'appuyant sur les réseaux sociaux, Muharrem Ince s'est imposé comme la grande surprise de cette campagne, prenant de court bon nombre d'observateurs. A la veille du scrutin, le député de la modeste

SELAHATTIN DEMIRTAS LE CANDIDAT EMPRISONNÉ



Depuis novembre 2016, Selahattin Demirtas est emprisonné au centre pénitentiaire de haute sécurité d'Edirne, à deux pas de la frontière avec la Bulgarie. Le candidat du pro-

kurde Parti démocratique des peuples (HDP) a été arrêté lors des vastes purges lancées en 2016. Il est accusé de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste. Ankara l'accuse également d'insultes à l'encontre du Président. Il risque jusqu'à 142 années de prison. «*Je continuerai à m'opposer sans reculer d'un pas, quel qu'en soit le prix à payer.*»

province de Yalova (sud-est d'Istanbul) semble s'imposer comme le principal rival d'Erdogan, malgré 10 à 15 points de retard. Plusieurs sondages annoncent d'ores et déjà un second tour – une première pour la Turquie – entre le chef de l'Etat et le candidat du CHP. Dans un pays ébranlé par plus d'une décennie de polarisation politique, Muharrem Ince a voulu s'imposer en candidat «rassembleur». Au service «des 80 millions de citoyens du pays», avançait-il à l'annonce de sa candidature. Son programme promet, pêle-mêle: un retour au système parlementaire, la refonte du système judiciaire, un rapprochement avec l'UE ou encore la relance d'une économie turque au bord de la crise. Et, surtout, la fin de l'état d'urgence. «*Moi, je ne suis pas encore président, je ne peux pas y mettre fin, a-t-il ainsi asséné. Mais toi, Erdogan, pourquoi ne le fais-tu pas dès maintenant ?*»

Pour réellement concurrencer le président sortant, Ince s'est efforcé de dépasser le socle électoral de son parti, jugé trop élitiste par une part importante de la population turque. L'objectif n'est pas caché: rallier le plus possible d'électeurs conservateurs déçus par la politique menée par Erdogan et son parti, l'AKP. Sur la forme, Ince mise sur une image d'homme sobre, populaire – flirtant avec le populisme. Il met en avant ses racines modestes et sa mère voilée, originaire tout comme Erdogan des rives conservatrices de la mer Noire. Sur le fond, il choisit de prendre ses distances avec l'un des dogmes fondateurs du CHP, la défense de la laïcité. «*Cette notion a été criminalisée par Erdogan, reconnaît une élue faisant campagne à ses côtés. Les conservateurs la voient comme une menace pour leur mode de vie. Dans cette campagne, on peut en parler, mais par périphrases.*» Autre sujet de vives crispations dans le pays, l'éducation. Là aussi, l'ancien enseignant a voulu rassurer, rappelant lors de sa campagne ne pas vouloir revenir sur le statut des écoles religieuses – dont le nombre a explosé sous l'ère Erdogan. «*L'éducation ne sera pas un terrain pour la revanche politique*», soutient-il, annonçant même la construction dans la ville d'Urfa (sud-est du pays) de la plus grande université islamique du monde.

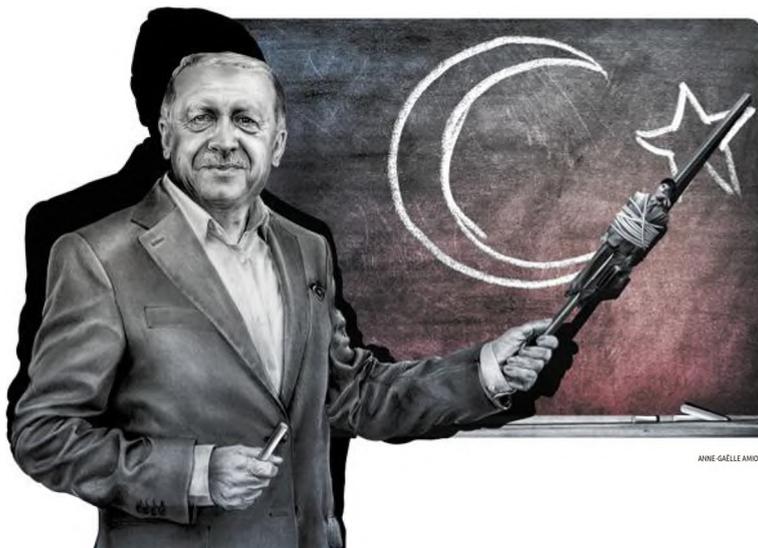


Muharrem Ince à Izmir GETTY IMAGES AFB

«**Pas de côté**». Dans l'hypothèse de plus en plus concrète d'un second tour, Muharrem Ince sait qu'il lui faudra aussi convaincre les électeurs kurdes de Turquie, l'une des clés du double scrutin, législatif et présidentiel, de ce dimanche. Pour ce faire, le candidat Ince s'est une fois de plus écarté de la ligne politique du CHP, très conservatrice sur la question kurde. Le parti kémaliste a pour sa part choisi de former une alliance pour les législatives, avec trois autres formations politiques turques, dont le très nationaliste Bon Parti. Le «pas de côté» de Muharrem Ince n'est «pas nouveau», rappelle la politologue Ayse Uysal: «*Le candidat appartenait à l'aile souverainiste et nationaliste du CHP. Mais il a évolué ces dernières années. Il défend désormais des positions en faveur des Kurdes.*» Et la chercheuse de rappeler le refus du député de Yalova de voter en mai 2016 – contrairement à la consigne du CHP – la levée de l'immunité parlementaire qui a conduit à l'arrestation de plusieurs élus du parti de gauche pro-kurde, le HDP.

Lors de cette campagne, Muharrem Ince s'est d'ailleurs fait remarquer par ses appels répétés à la libération immédiate de l'ancien coprésident du HDP et actuel candidat à la présidentielle Selahattin Demirtas (lire ci-contre). Le candidat de centre gauche a également promis, s'il était élu, de résoudre politiquement le «problème kurde» qui déchire le pays depuis des décennies. Une série de mains tendues bien comprises par plusieurs membres du HDP qui confirment dès aujourd'hui leur soutien pour Ince lors d'un éventuel second tour.

Q.R. (à Istanbul)



Coup de balai dans les facs **turques**

Des milliers d'universitaires, perçus comme hostiles au pouvoir par Erdogan, ont été limogés depuis le coup d'Etat raté de 2016. Avant la présidentielle du 24 juin, ils essaient de faire entendre leur voix

ISTANBUL (TURQUIE) - *correspondante*

Le 1^{er} septembre 2016, Gül Köksal, chargée de cours à l'université, était en séminaire avec des collègues pour préparer la rentrée lorsque sa vie bien organisée a basculé. Ce jour-là, cette brune combative et volubile, militante de gauche depuis toujours, a appris son limogeage. Son nom figurait sur une liste d'universitaires radiés après la tentative de coup d'Etat, survenue six semaines plus tôt, le 15 juillet. « *Un ami a vu mon nom dans le Journal officiel, il m'a prévenue: "Tu es virée", explique la quadragénaire. J'étais choquée et, à la fois, je m'y attendais. Je savais que dans le cadre de l'état d'urgence imposé après le coup d'Etat raté, ce genre d'acte hostile était possible.* »

Le président Recep Tayyip Erdogan a qualifié ce putsch raté de « *don de Dieu* ». Après l'avoir attribué à son ancien allié, le prédicateur musulman Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis, il en a profité pour déclencher une purge sans précédent de la société civile. Enseignants, écrivains, journalistes, défenseurs de la cause kurde, syndicalistes de gauche ont été évincés de leur travail et privés de passeport, pour certains condamnés, parfois emprisonnés, par une institution judiciaire « *épuration* », elle aussi, après le limogeage de près de 4 000 juges et procureurs. Depuis, 160 000 fonctionnaires ont été radiés, dont 5 800 universitaires.

Bien que domiciliée à Istanbul, Gül Köksal a enseigné l'urbanisme pendant douze ans à

100 kilomètres de là, à l'université de Kocaeli, une ville industrielle des bords de la mer de Marmara. Pour elle, tout s'est arrêté ce fameux jour où son nom est apparu au décret-loi 672. Une liste plus qu'un décret, avec 2 346 universitaires désignés comme « *suppôts du terrorisme* ». Dix-neuf d'entre eux enseignaient à Kocaeli. « *Tout est parti de notre université* », insiste Gül. L'état d'urgence instauré après le putsch et resté en vigueur depuis a permis, dit-elle, « *l'épuration d'une classe entière d'intellectuels* ».

Etablis par d'obscurcs commissions sur délations des collègues et de la hiérarchie, les décrets-lois sont sans appel. Y figurer signifie être mis au ban de la société. Quel employeur se risquerait à engager un « *suppôt du terrorisme* » ? Quitter le pays est interdit. Gül s'est retrouvée sans travail, sans salaire, sans assurance sociale, sans passeport. Fini les échanges avec les universités étrangères qu'elle affectionnait tant, adieu les voyages. Elle doit rester en Turquie, sa fille aussi. Entre la mère et l'adolescente, le ton est monté. « *Il m'a fallu affronter ses reproches, ses critiques de mon engagement* », raconte l'enseignante. Elle a également dû dompter son spleen à l'idée de devoir quitter ses étudiants, de ne plus donner les cours, de ne plus faire le trajet, si familial, entre Istanbul et Kocaeli.

DES CAMPUS GAGNÉS PAR LA PEUR

Située dans une région densément peuplée, Kocaeli est un bassin d'emplois représentatif de la Turquie industrielle et juvénile. 45 % de la population a moins de 35 ans. Les études supérieures sont prisées: l'université en

atteste, avec ses 50 000 inscrits. L'établissement est dirigé par Sadettin Hülagü, le médecin personnel du président Erdogan, un fidèle d'entre les fidèles, dont l'avis a été décisif au moment de dresser la liste.

« *Tout dépend du recteur*, confie Derya Keskin, une grande brune au visage grave, collègue de Gül. *Certains ont été réticents à coopérer avec les autorités. Le nôtre, un proche de l'AKP [le Parti de la justice et du développement, islamo-conservateur, au pouvoir depuis 2002], a devancé les désirs du gouvernement, s'empressant de donner nos noms et ceux de nos collègues pour nourrir la liste.* » Derya Keskin et son mari, Yücel Demirer, enseignaient la sociologie à Kocaeli avant d'être, eux aussi, écartés.

Dans cette cité ouvrière traversée par les luttes syndicales, le renoncement n'est pas une option. A peine limogés, les universitaires ont

**« JE DÉFENDS
LA PAIX ET C'EST
COMME SI J'AVAIS
DÉCLENCHÉ
LA GUERRE ! »**

UMIT BIÇER,
universitaire limogé

pris la décision de rester dans la ville. Ils y ont ouvert l'Académie solidaire de Kocaeli ou KODA, une université alternative nichée dans un immeuble appartenant au syndicat des enseignants Egitim Sen (gauche). C'est là, à deux pas de la promenade maritime, que Gül et ses collègues enseignent désormais. Plusieurs académies du même type ont vu le jour à travers la Turquie, en partie grâce à des aides européennes, dont le versement devrait se poursuivre. Incommodée par la dérive autoritaire d'Erdogan, l'Union européenne (UE) a décidé, en novembre 2017, de réduire de 105 millions d'euros le budget alloué en 2018 à Ankara au titre de la préadhésion à l'UE. Une partie de la somme déduite, soit 30 millions d'euros, sera reversée à des ONG turques.

« *L'Académie est une bouffée d'air dans l'atmosphère viciée des campus gagnés par la peur et la soumission* », affirme Derya Keskin, sirotant un thé entre deux cours dans les locaux de la KODA. Le vent marin agite les rideaux de la cuisine où la sociologue prend sa pause. A l'entendre, « *il y a l'avant et l'après coup d'Etat raté. Avant, on était certains de pouvoir défendre nos droits. Après, tout a déraillé.* » Les dégâts subis par l'éducation supérieure la désespèrent. « *La purge est une véritable entreprise de démolition. Les enseignants les plus progressistes, les plus engagés, les plus ouverts sur l'Europe ont été visés.* » Son collègue, le professeur et militant écologiste engagé Onur Hamzaoglu, est emprisonné depuis février 2018.

L'Université est un chantier comme un autre pour Erdogan, un autre de ses « *projets fous* » – après la construction du troisième aéroport d'Istanbul ou celle d'un deuxième Bosphore appelé « *canal Istanbul* ». Soucieux de voir émerger « *une génération pieuse* » et

soumise, l'homme fort d'Ankara se voit en bâtisseur de l'éducation. Un projet de loi, concocté par l'AKP, prévoit la scission de treize universités parmi les plus prestigieuses du pays en plusieurs unités et la séparation de leurs équipes pédagogiques. Le numéro un turc, qui briguera un nouveau mandat présidentiel dimanche 24 juin, ne prise guère les grands établissements fondés du temps où la République était davantage laïque et pluraliste : en janvier, il a critiqué les fleurons de l'éducation supérieure que sont, à Istanbul, l'Université anglophone du Bosphore et la francophone Galatasaray, accusées de ne pas assez s'appuyer sur les « valeurs nationales ».

Les centaines d'universitaires limogés sont désormais appelés à comparaître devant la justice. Leur crime : avoir signé, sept mois avant le putsch raté, une pétition en faveur de la paix dans les régions kurdes du sud-est du pays. C'était en janvier 2016, les combats faisaient rage entre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les forces régulières d'Ankara. Rattachés à différentes universités en Turquie mais aussi à l'étranger, 1128 enseignants se sont enhardis à dénoncer « les violations des droits de l'homme », réclamant la reprise des pourparlers de paix entre le gouvernement turc et la rébellion. « Nous ne serons pas les complices de ce crime », ont clamé les signataires. Ankara les a accusés de « propagande en faveur du PKK » et de soutien au terrorisme.

« Je défends la paix et c'est comme si j'avais déclenché la guerre ! » s'insurge aujourd'hui Umit Biçer, l'un des signataires. Ce médecin légiste expérimenté a enseigné à l'université de Kocaeli pendant plus de vingt ans. Les ennuis, dit-il, sont inévitables en Turquie « pour ceux qui défendent les droits de l'homme, la démocratie, la paix, car c'est toujours ceux-là

qu'on emmène entre deux policiers à chaque coup d'Etat ». Il salue la solidarité – « pas un vain mot », d'après lui – entre collègues persécutés, ainsi que le soutien indéfectible du syndicat Egitim Sen, qui prend en charge les frais d'avocats. Mais les moyens s'amenuisent. Le nombre d'adhérents a diminué de moitié. Aux premiers jours de la purge, une caisse de secours avait été ouverte, mais elle a vite été submergée. « Au début, 10 000 enseignants en aidaient 2 000, mais ces chiffres se sont inversés », explique le légiste.

Depuis, Umit Biçer a retrouvé du travail à la Fondation pour les droits de l'homme, à Istanbul. Dans son bureau du quartier populaire et pluriculturel de Kurtulus, il jongle avec les interpellations abusives, les fermetures d'ONG et les emprisonnements. Au fil des dossiers qu'il défend, il constate la montée de l'arbitraire, le délitement de l'institution judiciaire, la fabrication d'un totalitarisme dont il ne veut à aucun prix. Combatif, il a obtenu la levée de l'interdiction faite à sa femme et à sa fille de quitter le territoire. Lui est toujours bloqué en Turquie.

SURSIS CONTRE SILENCE

Ibrahim Kaboglu, un autre universitaire limogé, réclame, pour sa part la restitution de son passeport – sans résultat. Enseignant à l'université de Marmara à Istanbul jusqu'à son limogage par décret-loi du 7 février 2017, l'homme de 68 ans, ancien président du Conseil consultatif des droits de l'homme (2003-2005), est considéré comme le meilleur spécialiste de droit constitutionnel du pays. Sa signature au bas de la pétition lui a valu plusieurs comparutions devant la justice. Avec ses costumes impeccables, sa serviette de cuir, il n'a pourtant rien d'un terroriste et tout d'un prof de fac. Il se repaît de droit cons-

titutionnel, le PKK n'est pas sa tasse de thé, la secte de Fethullah Gülen encore moins. A-t-il jamais appelé au renversement du pouvoir en place, lui, le constitutionnaliste ?

Il a en revanche contribué, en 2014, à la publication d'un rapport détaillé sur les protestations du parc Gezi, quand, au printemps 2013, le rejet d'un projet d'urbanisme au cœur d'Istanbul s'est mué en soulèvement populaire anti-Erdogan à travers le pays, écrasé au prix de huit morts. Cela a suffi pour faire de lui un ennemi. Les procureurs ont requis à son encontre jusqu'à sept ans et demi d'emprisonnement ainsi que la privation de ses droits civiques.

Ibrahim Kaboglu n'est pas le seul : les procès d'universitaires s'enchaînent à un rythme effréné. A ce jour, deux cents ont comparu, douze ont été condamnés en première instance. En attendant l'appel, l'heure est aux négociations avec les juges autour d'un éventuel sursis. « Sursis contre silence, on nous met un sparadrap sur la bouche », déplore le constitutionnaliste, inquiet pour son pays. « La limite entre le légitime et l'illégitime est devenue floue. Le plus affligeant est que les gens s'en accommodent », ajoute-t-il. Lui n'arrive pas à se faire à l'idée qu'un « simple message sur Twitter suffise à envoyer quelqu'un en prison ». Privé de son passeport, ce parfait francophone a dû interrompre sa coopération avec plusieurs universités françaises. Il se console en sillonnant la région d'Istanbul pour apporter aux électeurs la parole du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche), dont il est le candidat aux élections législatives anticipées qui auront lieu, elles aussi, dimanche 24 juin. Il veut encore croire au « changement par les urnes ». ■

MARIE JÉGO

Le Parisien

25 juin 2018

Tensions à Mantes-la-Jolie après les élections en Turquie

Mehdi Gherdane / 25 juin 2018

<http://www.leparisien.fr>

Aucune plainte n'a été enregistrée au commissariat de Mantes-la-Jolie en dépit de certaines scènes violentes.

L'affaire est suivie de près par les services de police et de renseignements. Dimanche soir, une bagarre générale a opposé des dizaines membres de la communauté turque à des Kurdes dans le quartier du Val-Fourré à

Mantes-la-Jolie.

Les forces de l'ordre sont intervenues en grand nombre afin de disperser la foule. Il n'y a pas eu de blessés mais l'arrivée rapide des policiers a sans doute permis d'éviter des incidents plus graves : certains participants, femmes et hommes, étaient armés de barres de fer, de sabres ou de bâtons.

Cette rixe s'est déroulée en soirée, peu après le résultat des élections présidentielle et législatives en Turquie où le président sortant Erdogan a rapidement proclamé sa victoire.

Jamais d'incident de ce type dans la commune

Sur certaines vidéos, on aperçoit des automobilistes klaxonner au volant de leur véhicule, drapeau turc étendu, devant des cafés kurdes. Ils ont alors été pris à partie par des inconnus qui ont estimé être provoqués. Deux cafés turcs ont alors été attaqués.

En dépit des tensions existant en Turquie et du nombre important de membres des deux communautés (1 000 familles turques recensées dans le Mantois dont 400 d'origine kurde), il n'y avait jamais eu d'incident de ce type à Mantes-la-Jolie.

« Nous parlons peu politique. Mais chez les



Mantes-la-Jolie, dimanche soir. Certaines personnes étaient armées de barres de fer ou de sabres. DR.

anciens ou ceux qui ne sont pas nés ici, c'est parfois tendu mais jamais violent », confie un Turc du Val-Fourré. En outre, si le PKK dispose de relais locaux, notamment dans certaines associations, toute la population kurde ne se reconnaît pas dans l'idéologie de ce parti nationaliste.

Le commissariat de Mantes-la-Jolie surveille cet incident de près mais aucune plainte n'a été déposée. ♦

Turkey says 35 Kurd leaders killed in airstrikes in Iraq

June 21, 2018 ANKARA, Turkey Associated Press

Turkish President Recep Tayyip Erdogan has again asserted that Turkish jets have dealt a heavy blow on the outlawed Kurdish rebels'

leadership in Iraq, saying some 35 high-level militants were killed.

Addressing crowds during a campaign rally on Thursday, Erdogan said Turkish warplanes recently struck Iraq's Qandil mountain while a group of 35 senior militants were holding a meeting. He did not provide details.

Qandil, near Iraq's border with Iran, is where the Kurdistan Workers' Party, or PKK, maintains its headquarters.

Erdogan said: "We caught them during their leaders' meeting. During this leaders' meeting, we finished off 35 important names."

In Iraq, a PKK spokesman, Serhet Varto, confirmed heavy Turkish airstrikes in the area but denied they had caused any casualties.

The claims could not be in verified independently. ●

Opération turque risquée à Kandil

L'Iran a pris ses distances par rapport à cette offensive militaire contre le PKK.

Juliette RECH | OLJ 23/06/2018
www.lorientlejour.com

La situation militaire a beau être plutôt statique sur le terrain, Ankara n'est jamais à court de lexique guerrier. « Assécher le marécage » ou encore « couper le tête du serpent » sont autant de formules imagées relayées dans les médias proches du pouvoir pour promouvoir l'opération turque dans la région frontalière de Sidekan, au nord-ouest de l'Irak. L'objectif affiché est d'ouvrir un corridor de Sidekan vers Kandil au sud, qui abrite les « quartiers généraux » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considérée comme une organisation terroriste par Ankara. 1 500 hommes appartenant à une brigade commando et une autre d'infanterie légère responsable de la sécurité des frontières seraient massés à Semdili, une localité d'Anatolie orientale au carrefour des frontières iranienne et irakienne. La gendarmerie et quelques bataillons des forces spéciales seraient également mobilisés. Les hommes déployés au sol sont toutefois cantonnés à un rôle auxiliaire, puisque l'essentiel du travail est effectué par l'aviation. Les chasseurs turcs ont entraîné hier la mort de 15 militants séparatistes kurdes dans la région de Gara, en plus des 26 tués dans une frappe du 12 juin. Cinq soldats turcs ont été tués par les militants du PKK le 14 juin. Plusieurs centaines de sympathisants du PKK et de militants de la société civile ont manifesté hier au pied du mont Kandil contre l'« invasion ». « Il y a une invasion massive, mais en même temps, il y a une résistance acharnée », a assuré Sarhad Vartu, porte-parole du PKK à l'AFP. « Aujourd'hui, nous organisons cette manifestation au pied du mont Kandil pour être des boucliers humains contre les menaces turques », a expliqué Mitra Zardasht, une militante de la société civile égale-

ment interviewée par l'AFP.

« UNE PRÉSENCE MILITAIRE DURABLE »

D'un point de vue militaire, le moment de l'opération est mal choisi. La région de Kandil est montagneuse et extrêmement aride. Les pics de chaleur estivale approchent, et le relief procure des fortifications naturelles au PKK. Ses combattants se fondent dans les populations locales éclatées entre les centaines de villages qui parsèment la zone. D'après Metin Gurcan, vétéran des forces militaires turques anciennement stationnées dans le nord de l'Irak et journaliste à Al-Monitor, le PKK aurait renforcé les caves d'habitations qui servent de planques à l'organisation avec du béton armé. Sans miser franchement sur les forces terrestres, les frappes de l'armée turque ne devraient affecter que superficiellement le PKK dont la maîtrise du sol est redoutable. « L'armée turque ne cherche véritablement pas à en finir avec le PKK, mais plutôt à installer une présence militaire durable entre Kandil et la frontière turque, pour entraver la circulation des combattants kurdes entre l'Irak et la Turquie », explique à l'OLJ Jordi Tejel Gorgas, spécialiste des questions kurdes à l'université de Neuchâtel.

Ankara a beaucoup survendu les soutiens étrangers prétendument récoltés par l'armée turque pour cette campagne militaire. Recep Tayyip Erdogan a officiellement annoncé l'opération le 11 juin dans la ville anatolienne de Nigde, où le président turc a donné un meeting à ses supporters en vue des prochaines élections de ce dimanche. Le soir même, son ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, indiquait sur les ondes qu'Ankara était étroitement en contact avec Téhéran pour préparer une opération militaire dans le Nord irakien. Les montagnes du Kandil débordent sur l'Iran, qui fait lui-même face aux



L'objectif affiché est d'ouvrir un corridor de Sidekan vers Kandil au sud, qui abrite les « quartiers généraux » du Parti des Travaillleurs du Kurdistan (PKK). Burent Kilic/AFP

activités problématiques d'une filiale locale du PKK sur son territoire, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK). Plusieurs représentants du gouvernement et de l'AKP de M. Erdogan ont vanté le soutien iranien dans les médias pro-Erdogan. « Notre offre à l'Iran était de conduire l'opération ensemble. L'Iran, au moins dans ses remarques, a exprimé un soutien très important », a assuré le ministre turc de la Défense, Nurettin Canikli, dans une interview accordée à l'agence Anadolu. Au vu de l'assurance avec laquelle les officiels turcs ont promu la camaraderie avec l'Iran, le démenti catégorique de Téhéran était franchement embarrassant. « La République islamique d'Iran pense qu'une action militaire contre le territoire d'un autre pays sans la permission de son gouvernement légitime, avec l'excuse de combattre le terrorisme, est illégal », a déclaré le porte-parole de l'armée iranienne, le général Abulfazil Shekarchi. « L'opération turque viole la souveraineté de l'Irak, donc la Turquie cherche une légitimité internationale », explique M. Gorgas. Mais la convergence d'intérêts entre Ankara et Téhéran, respectivement aux prises avec le PKK et le PJAK qui possèdent chacun des bases arrière en Irak, est précaire. « Certes, les Kurdes mènent périodiquement des attaques contre les troupes iraniennes. Mais le PYD (déclinaison syrienne du PKK) a des relations avec le régime syrien.

L'Iran n'a pas intérêt à trop affaiblir le PKK, car ils sont alliés en Syrie », poursuit le chercheur.

FANFARE

Le décalage entre les objectifs militaires modérés de cette opération et sa promotion dans les médias pro-Erdogan est béant. La conquête de Kandil et la levée du drapeau turc sur ses montagnes sont promises pour dans 90 jours. Les interventions extérieures turques sont spécialement corrélées à la politique interne sous le mandat de M. Erdogan. Ce dernier espère rejouer le scénario post-Afrine, même si l'enjeu de cette nouvelle opération est moindre.

Suite à l'incursion militaire turque dans l'enclave kurde du Nord-Ouest syrien, les mosquées du pays avaient tenu des prières spéciales en l'honneur de la « conquête », et la fanfare militaire ottomane Mehter s'était produite dans les provinces frontalières avec la Syrie pour célébrer le contingent mobilisé dans l'opération. Le gain électoral espéré auprès de l'électorat nationaliste pourrait cependant buter sur le flop créé par le démenti iranien. L'électorat kurde, un des déterminants des prochaines élections, est grossièrement partagé entre une tendance gauchisante et une tendance conservatrice dont la fidélité à l'AKP est demeurée stable. Mais une fine strate de cet électorat conservateur est refroidie par le glissement accéléré de l'AKP vers l'extrême droite nationaliste. ●

Turkey's Kurdish policies provoke backlash everywhere

The US-Turkish deal on Manbij sparks a Damascus opening to Syrian Kurds; Iran scolds Turkey on PKK operations in Syria; the HDP faces violence and an "uneven" playing field in elections; Iran is caught in the middle between Russia and Saudi Arabia.



Week in Review
June 24, 2018
www.al-monitor.com

NO PRECONDITIONS IN PYD-DAMASCUS DIALOGUE

This column wrote in August 2017, "Turkey's preoccupation with beating back Syrian Kurdish control in northern Syria could open the door to some type of accommodation with Damascus." Since then, we have covered Iranian and Russian efforts to forge a deal between the Syrian government and the Democratic Union Party (PYD) that would pass muster with Ankara.

The recent US-Turkey agreement on Manbij has sparked a resumption of talks between Damascus and Syrian Kurdish leaders. Fehim Tastekin writes this week, "Given that Syrian President Bashar al-Assad's forces helped the YPG [People's Protection Units] fight Turkey in Afrin — an unexpected gesture that ultimately proved futile — it's not a complete surprise that the Kurds would consider turning to the regime under the current circumstances."

Assad told RT on May 31, "We started opening doors for negotiations [with the Syrian Democratic Forces (SDF), made up primarily of the YPG] because the majority of them are Syrians — and supposedly they like their country; they don't like being puppets to any foreigners. That's what we suppose."

Tastekin reports that the PYD "did not turn away a delegation Assad dispatched in early June to Syrian Kurdistan. A Kurdish source who spoke with Al-Monitor on condition of anonymity said Kurds will now disregard entities intent on dividing Syria and will hear what Damascus has to offer."

"Russia allowed Turkey a free hand in Afrin. Turkey's propensity to want more in Afrin, the increasing tendency of the United States to appease Turkey and the possibility that the Kurds could lose the gains they made at Manbij" have compelled Syrian Kurdish leaders to reconsider an opening to Damascus, Tastekin continues. "[Idar] Khalil [co-chair of the Movement for a Democratic Society, the multi-ethnic governing coalition of Syrian Kurdistan], said that in negotiations with the regime delegation, the Kurds didn't raise any preconditions such as pursuing the Democratic Federation of Northern Syria project, or the futures of the SDF and the YPG. The Kurdish intention is to first study the regime's proposals and achieve the democratization of Syria through negotiations."

"There have been other developments that could affect the Kurdish road map," adds Tastekin. "Officials from Saudi Arabia, the United Arab Emirates and Jordan visited the area May 29 under the control of the Kurdish-dominated SDF, an umbrella group that includes the YPG. According to reports, this delegation met with the YPG at Qamishli and then met with representatives of Arab forces such as Senadid, Al Nukhba and the Raqqa Revolutionaries at a US base in Harab Isk village near Kobani to discuss forming a Sunni Arab force in the area. According to Turkey's state-run news outlet Anadolu Agency, liaison offices were set up at Hasakah and Qamishli to enlist volunteers for that new force; they will be paid \$200 per month."

IRAN REBUFFS TURKISH OFFER ON PKK

Last week, we wrote here, "Turkish President Recep Tayyip Erdogan is banking on Iran's support for a Turkish offensive against Kurdistan Workers Party (PKK) bases in the Qandil Mountain range bordering Iran and Iraq, although questions remain about the scope of the operation and the extent of Iranian backing."

Semih Idiz explains, "Hopes were raised in Ankara that cooperation between Turkey and Iran over the Kurdish issue would increase after both countries rejected the results of the independence referendum held by the



A tank belonging to Turkish soldiers and Ankara-backed Syrian Arab fighters is seen in the Kurdish-majority city of Afrin in north-western Syria after they took control of it from the Kurdish People's Protection Units (YPG) on March 18, 2018. GETTY/Omar Haj Kadour

Kurdistan Regional Government in northern Iraq in September 2017."

But in an embarrassing retort to Erodgan and his ministers, who hyped the prospect of cooperation in Qandil, Iranian military spokesman Gen. Abulfazil Shekarchi said, "The Islamic Republic of Iran thinks military action against the territory of another country without permission from its legitimate government, with the excuse of combating terrorism, is illegal. ... Iran will never support initiatives that will damage the sovereignty of neighboring countries."

Idiz adds, "Like Russia — Turkey's other "partner" in Syria under the Astana process — Iran also maintains that only foreign troops invited by the Syrian and Iraqi governments are legally present in those countries. Ankara counters by arguing that Baghdad and Damascus have lost control over parts of Iraq and Syria used by the PKK and the YPG, and says this has left Turkey with no choice but to act unilaterally in order to ward off the existential threat to the country's security from these groups. ... Iran's own war against the PKK-affiliated Party for a Free Life in Kurdistan also fueled these hopes. Iran's ongoing fight against this group, however, has not prevented Tehran from having a different policy on Turkey's fight against the PKK or the YPG."

"Ankara and Baghdad also remain at odds over the presence of the Turkish military in Bashiqa near Mosul. Iraq has repeatedly called on Turkey to pull back its forces there, a demand Ankara has refused to meet so far, citing the threat from the PKK," Idiz writes.

"Pragmatism and a shared dislike of the West may impel Ankara and Tehran to maintain the appearance of good ties presently," Idiz concludes. "Many expect, however, differences over Syria and Iraq to increase in time, because Turkey and Iran are ultimately on different sides of the Middle East's active and growing sectarian fault line."

HDP UNDER SIEGE ON EVE OF TURKISH ELECTIONS

Amberin Zaman writes this week that "the playing field is already uneven" for the People's Democratic Party (HDP) no matter the outcome of the Turkish elections. "The HDP's presidential candidate, Selahattin Demirtas, is in prison facing a slew of flimsy terror charges and is having to conduct his campaign with the help of his wife and social media accounts run by his adviser," reports Zaman. "Although the former human rights lawyer has not been convicted, Erdogan continues to label him a terrorist at public rallies. Some 56 DBP [Democratic Regions Party] mayors who would otherwise join in the electoral effort are also behind bars on similar charges — among them Gultan Kisanak, the intrepid co-mayor of the Kurds' informal capital, Diyarbakir, and one of the Kurdish movement's most powerful orators." The DBP is "the HDP's sister organization in the mainly Kurdish southeastern region."

"Meanwhile, hardly a day passes without an HDP office being vandalized or coming under armed attack," Zaman reports. "The assaults took a

— deadly turn when three HDP supporters from the Senyasar family were killed in a firefight in the southeastern town of Suruc on June 14. Eyewitnesses say the brawl erupted when AKP lawmaker Ibrahim Halil Yildiz and his armed men tried to force their way into a shop run by the men, demanding their votes. “

RUSSIA SEEKS MIDDLE GROUND BETWEEN RIYADH, TEHRAN

Yury Barmin writes, “Russian-Saudi relations appear to have been effectively compartmentalized. The two countries parade issues they easily agree on but don’t mention problems that are toxic for their partnership. The elephant in the room has traditionally been Iran, but Tehran hasn’t been featured in any official readouts from Russian-Saudi meetings of

recent months. However, it’s hard to imagine that Riyadh would avoid discussing what it has labeled as the main threat to Mideast stability.”

“The issue of Iran’s expanding presence in the Middle East may not have been the top issue on the agenda when [Russian President Vladimir] Putin and [Saudi Arabian Crown Prince] Mohammed bin Salman met last week, but Moscow holds the key to containing Tehran in the region and Riyadh is aware of that. Moscow, however, doesn’t necessarily see Iran’s role in the Middle East as a threat to regional security. In fact, top Russian officials have been seeking to create a regional security organization that would include the two Gulf rivals.” ♦



VOICE of AMERICA

JUNE 26, 2018

IS Terror Group Surges in Iraq's Disputed Territories

Rikar Hussein June 26, 2018

<https://www.voanews.com/>

The disputed territories between the Iraqi central government and autonomous Kurdistan region in the northeast of the country have recently witnessed a rise in Islamic State attacks, foreshadowing long-term security threats and forcing people from dozens of villages to flee their homes.

The vast disputed lands, consisting of Kirkuk and parts of Nineveh, Saladin and Diyala provinces, have been a point of high contention between the central government and the Kurdistan Regional Government for decades. IS started regrouping in the area after losing control over major cities such as Mosul.

Local residents told VOA that several villages have been deserted in recent weeks due to IS militant attacks and kidnappings, particularly against religious minority groups settled near the Hamrin mountain range and the Kirkuk-Baghdad highway.

During his weekly press conference Tuesday, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said the desolate terrain of the region, heavily planted with landmines, was to blame for providing a suitable hideout for IS cells.

“This is a long route, walled by mountains and mostly unpopulated,” al-Abadi told reporters. “We have military patrols on the roads, but terrorists can also find its way in. They can hide on one of those mountains and wait for a moment of security gap, especially during dark hours, to attack.”

SECURITY VACUUM

Al-Abadi downplayed concerns that growing instability on the roads could extend to towns and cities, as repeatedly warned by Kurdish offi-

cialists who claim the withdrawal of their forces from the region has created a security vacuum.

“These are sporadic groups, and we have destroyed their ability to attack and kill civilians inside cities. They have repeatedly tried to attack cities, but our intelligence efforts are always ahead of them,” he said.

Al-Abadi’s comments came as Iraq’s security forces Monday said six of their members were kidnapped by IS militants on the Kirkuk-Baghdad highway.

In a video released Saturday, IS militants said the hostages belonged to the Shiite Popular Mobilization Forces and threatened to kill them in three days if the government did not comply with their request to release Sunni female prisoners.

Following the release of the video, which shocked much of the Iraqi public, al-Abadi held an emergency meeting with security and intelligence leaders and ordered a new special operation to go after the terror cells, Iraq’s Security Information Center said in a statement.

The recent abduction of Iraqi security forces is not an isolated case. Local officials told VOA that IS has been involved in dozens of kidnappings across the disputed territories.

Zahid al-Dalawi, a member of the Diyala provincial council, said more than 14 Kurdish families fled their homes in Mardan village east of Khanaqin town near the Iranian border earlier this month after multiple attacks from IS fighters.

Similarly, Salah Hussain, head of Kakai’s capital village of Topzawa, told VOA that Kakai villages such as al-Zanqar, Albat Pasha and al-Shashat in southern Kirkuk have been abandoned because of IS threats.



KAKAI MINORITY

Kakai — also known as the Yarsan — is a syncretic religion spreading across northeastern Iraq and extending to western Iran. Its followers in Iraq, numbering between 110,000 to 200,000, have been persecuted by IS militants who consider the Kakai to be infidels who should convert to Islam.

In 2013, some leaders of the minority group declared their people were actually Muslims, a decision they later said was made to escape IS brutality.

“I only hope that the Iraqi government and other countries come to our rescue to prevent the extinction of our religion,” Kakai spiritual leader Koyxa Aziz told VOA.

He said his people have been constantly attacked by Islamist militant groups, including IS predecessor al-Qaida. He said the area remained relatively stable when the Kurdish forces, known as the Peshmerga, were in charge of security.

“Sometimes when I remember the 1960s, when life was so nice here, it makes me cry,” grief-stricken Aziz told VOA.

The Kurdish Peshmerga controlled the disputed territories in mid-2014 when the Iraqi forces left their bases following a large-scale push by IS. But they were pushed out by the Iraqi army and allied Popular Mobilization Forces in October 2017, following the Kurdistan Regional Government’s independence referendum and the inclusion of those territories in the vote. ♦

VOA’s Dilshad Anwar contributed to this report from Kirkuk, Iraq.

TURQUIE**Courrier**
international

no 1442 du 21 au 27 juin 2018

UNE DICTATURE À L'ÉPREUVE DES URNES

Pour prendre de court l'opposition, Recep Tayyip Erdogan a provoqué des élections présidentielle et législatives anticipées qui auront lieu le 24 juin. Mais le pari du dirigeant turc pourrait se révéler risqué : au pouvoir depuis 2003, Erdogan est à présent de plus en plus contesté. Même s'il a encore de nombreux partisans.

“Ici, les gens sont toujours du côté du pouvoir

Une journaliste du quotidien d'opposition *Cumhuriyet* part à la découverte d'un quartier déshérité de la ville de Konya, un des bastions du président Erdogan. Plongée dans l'Anatolie profonde.

—**Cumhuriyet** (extraits) *Istanbul*

Nous sommes dans un café, au détour d'une des ruelles de Muhacir Pazar, l'un des plus vieux quartiers de Konya [au sud d'Ankara]. Ce quartier, qui a historiquement été largement peuplé par des migrants venus des Balkans, d'où son nom originel [*muhacir* signifie “migrants” en turc] que la prononciation locale a transformé en “maajir”, traîne une réputation peu reluisante. Pas le genre d'endroit que l'on indique à des touristes de passage. Mais, après tout, la première règle pour un voyage réussi n'est-elle pas de se rendre dans les endroits déconseillés ?

Pour prendre le pouls de Konya, il faut d'abord flâner autour des monuments historiques, faire un passage obligé au tombeau de Mevlana [Djalal Ad-Din Rumi, le plus célèbre des poètes et mystiques soufis], avant d'aller respirer l'air différent de Muhacir Pazar.

Nous sommes aux premières heures du matin, les ouvriers du chantier voisin prennent le thé dans un café. Un homme de petite taille, la tête passée par une fenêtre, nous observe en riant. “N'ayez pas peur, entrez, ce n'est que Yasar”, nous interpelle Cemal Çınardagli, le patron des lieux. Yasar fait le ménage dans les débits de boissons du quartier. En échange on le laisse finir les bières que les clients n'ont pas terminées. Il aime aussi danser dans la rue, en habits de danseuse. D'après ce qui se dit, il aurait été jugé pour un double homicide. En tout cas, personne ne vient lui chercher des noises.

Muhacir Pazar est un des rares quartiers de la ville où on peut trouver des établissements servant de l'alcool. C'est un quartier mal famé où vivent les voleurs, les chômeurs et les indigents. Ces dernières années, de nouveaux venus, des réfugiés originaires de Syrie ont aussi élu domicile dans le quartier. Cemal, le patron, a 61 ans, et gère son café depuis quarante ans. “Qui vient dans votre café ?” lui demandé-je. “Des gens de tous les horizons, me répond-il, des gens à la recherche d'un emploi, des fonctionnaires, des retraités... Ici, les gens viennent discuter, ils parlent de choses dont ils ne parleraient nulle part ailleurs. Autour de la table, ils font des gouvernements et ils en renversent !”

En renversent-ils, vraiment ? À vrai dire, non. Dans cette ville, on soutient le gouvernement. L'AKP [le parti islamiste modéré du président Erdogan] et sa branche locale sont très bien implantés à Konya. Si certains sont mécontents du pouvoir, ils ont intérêt à garder cela pour eux. Je pose néanmoins la question : “Comment se passent les débats politiques entre les clients ?” “Très bien”, répond Cemal, sans hausser la voix, en rigolant même. “Et vous, vous donnez votre avis ?” “Non, dit-il en riant, je me contente parfois de relancer un débat, de provoquer les débatteurs.”

Si certains sont mécontents du pouvoir, ils ont intérêt à garder cela pour eux.



Dessin de Ramsés, Cuba.

Repères

ERDOGAN DANS UNE SITUATION DÉLICATE

Le président turc peut-il perdre ces élections ? Les Turcs se demandent aussi s'il est capable d'accepter une défaite et ne pas recourir à la fraude. Le 5 juin, le site américain **Bloomberg** a publié un sondage sur les projections de vote avec une marge d'erreur de 3,5%. Le président Erdogan pourrait être réélu dès le premier tour avec 50,8%. Ses deux principaux adversaires, le social-démocrate (CHP) Muharrem Ince et Selahattin Demirtas, le candidat du parti prokurde en prison, sont respectivement crédités de 30,1% et 10,5%. Si, le 24 juin, le score d'Erdogan est en dessous de 50%, un second tour pourrait être favorable à l'opposition.

Le café ouvre tous les jours, à l'heure de la prière, se remplit peu à peu et reste ouvert jusqu'à la moitié de la nuit. Il y a ceux qui jouent aux cartes ou au Okey [Rummikub], ceux qui, assis seuls, les yeux au loin ou dans le vague, restent des heures à boire thé sur thé, d'autres qui discutent à toute vitesse, penchés les uns sur les autres. La télévision est allumée.

Les grands-parents de Cemal sont des immigrants de Salonique. Lui est né à Konya, et a grandi dans le quartier. Maintenant il vit dans un autre endroit, mais passe encore le plus clair de son temps ici. Comme lui, beaucoup d'anciens habitants ont déménagé dans des quartiers plus aisés. Les réfugiés syriens sont venus habiter

les maisons délaissées. “Dans d’autres villes que Konya il peut y avoir des problèmes avec les réfugiés, mais ici ils ont été bien accueillis, dans notre quartier on aide les plus nécessiteux d’entre eux”, souligne Cemal.

Tous les matins, quand les enfants syriens l’aperçoivent sur le chemin de son café, ils se passent le mot : “Papi arrive !” et il leur distribue gaufrettes, biscuits et chocolat. “Bien sûr, parfois il y a des tensions entre les jeunes, mais ça ne va jamais trop loin. Après tout, nos grands-parents aussi ont connu la guerre et l’exil, nous ne pouvons pas les abandonner à leur sort, et encore moins les diaboliser”, estime-t-il.

“Ce sont ces forces étrangères qui nous poussent les uns contre les autres.”

Cemal Çınardagli,
PATRON DE CAFÉ À KONYA

“À qui vont les voix des habitants du quartier ?” lui demandé-je. “Vous savez, ici, en général, les gens sont toujours du côté du parti au pouvoir. Maintenant, notre peuple aime Tayyip Erdogan, notre président.” Cemal est-il content de l’état du pays ? Il l’est. Il parle de l’époque où on ne trouvait rien, des files d’attente pour l’huile, pour l’essence, des maisons sans téléphone ni télévision. “Et aujourd’hui, vous voyez un peu la différence ! Nous avons tout désormais. Même les enfants en bas âge se promènent avec des téléphones, les maisons ont plusieurs postes de télévision, on trouve de tout dans les magasins.” Et qu’en est-il du pouvoir d’achat ? “Ce n’est pas la faute des politiques de l’État, ce sont les gens qui sont trop dépendants et qui veulent consommer plus qu’ils ne produisent.”

Puis Cemal raconte son voyage à Çanakkale [le principal lieu de la bataille des Dardanelles, qui opposa l’armée turque aux forces françaises, anglaises, australiennes et néo-zélandaises en 1915-1916]. Il nous explique comment, là-bas, il a pleuré sur la tombe d’un soldat kurde venu de Van, à l’extrême est de la Turquie, pour mourir au front. “Ce pays est à nous, à nous tous, dit-il. Et on devrait le laisser aux Américains ? Ou alors le donner aux Français, notre beau pays ? Turcs ou Kurdes, nous sommes les mêmes, nous avons les mêmes ancêtres. Ce sont ces forces étrangères qui nous poussent les uns contre les autres. Ces forces étrangères, elles n’existent pas peut-être ?” Elles existent, bien sûr. Mais elles ne sont pas la cause du problème. C’est avant tout nous-mêmes qui nous affaiblissent de l’intérieur. Mais je n’arrive pas à le lui dire. Alors on se contente de reprendre quelques thés, que l’on boit en regardant par la fenêtre.

Des femmes syriennes passent, des enfants pendus à leurs jupes. À l’angle de la rue, de jeunes fiers-à-bras sont assis sur des chaises qu’ils ont installées là et les regardent. Yasar a fait une provision de cinq bières entamées qu’il termine peu à peu. Dans Muhacir Pazar, la vie est plus dure qu’elle n’en a l’air. Mais de cela non plus, personne ne parle.

—**Mine Söğüt**
Publié le 18 mai

De vaines tentatives pour séduire les Kurdes

Le parti au pouvoir sait bien que la politique répressive d’Erdogan lui a aliéné les Kurdes, aussi mène-t-il une campagne de dénigrement des partis susceptibles d’attirer cet électorat.

—**Arti Gercek** Hambourg

En cette période de campagne électorale, les journalistes en service commandé pour Erdogan et [son parti] l’AKP affûtent leurs plumes afin de convaincre l’électorat kurde de voter pour l’AKP. Mais n’ayant aucun argument valable à disposition, ils se gardent bien de vanter les mérites du parti au pouvoir, préférant décocher leurs flèches en direction du HDP [parti prokurde] et du CHP [parti d’opposition social-démocrate].

Premièrement, il s’agit de salir le HDP et son candidat à la présidentielle, actuellement en détention, Selahattin Demirtas, en affirmant que ceux-ci ne représentent nullement les Kurdes, sont partisans de la violence et ennemis de la démocratie, et empêchent l’émergence de forces politiques concurrentes au sein de l’électorat kurde à grand renfort de menaces et d’intimidations. Deuxièmement, il faut convaincre les électeurs kurdes que le CHP n’est pas une alternative crédible en rappelant les massacres commis contre les Kurdes dans les années 1930 à l’époque où celui-ci détenait les rênes du pouvoir.

Fin de l’hégémonie. Mais dressons plutôt le bilan des trois dernières années de l’AKP et de ses rapports avec la population kurde, pour comprendre ce qu’il en est réellement. Les élections du 7 juin 2015 ont signé la fin de l’hégémonie de l’AKP, et ont vu le parti HDP franchir pour la première fois le seuil de représentation au Parlement. Erdogan a alors préféré plonger le pays dans le chaos en sabotant le processus de paix avec les Kurdes. Dès lors, le niveau de violence n’a cessé de croître et les attaques antikurdes se sont multipliées jusqu’à l’attentat de la gare d’Ankara du 10 octobre 2015,

où plus de cent manifestants favorables au HDP ont trouvé la mort.

L’AKP a pris goût à cette violence. Il a compris que la peur augmentait en proportion, lui permettant de renforcer son pouvoir et d’instaurer pas à pas une véritable autocratie. Et c’est là que s’est produite la tentative de coup d’État du 15 juillet 2016, qu’Erdogan a qualifié de “don de Dieu”.

“Au sujet de la question kurde, Erdogan a ramené le pays cent ans en arrière.”

Le chef de l’État a alors pointé du doigt le HDP, qui n’avait pourtant rien à voir avec le coup d’État, et s’est mis à entretenir une haine farouche à l’encontre de Demirtas, placé en détention depuis novembre 2016. Des dizaines de municipalités dirigées par le HDP lui ont été retirées et ont été mises sous le contrôle d’administrateurs directement nommés par l’État. Des milliers de responsables politiques, maires, députés, de militants, de journalistes et d’universitaires ont été envoyés derrière les barreaux.

Les Kurdes, qui savent très bien ce qu’ils subissent depuis trois ans, ne se laissent en rien influencer par les plumes de l’AKP et n’ont pas retiré leur soutien au HDP, qu’ils continuent de considérer comme leur meilleur représentant politique. Mieux, ils ont tourné le dos à l’AKP, comme l’a prouvé l’importance du vote non au référendum de 2017 dans les régions kurdes.

En ce qui concerne les liens du CHP, principal parti d’opposition, avec le HDP, il est vrai qu’une alliance implicite les unit de facto, tout simplement parce que c’est la seule manière de libérer le pays de la mainmise d’Erdogan, qui a déstabilisé le sud-est [de la Turquie, région à majorité kurde], plongé l’économie dans le chaos et provoqué la mort de milliers d’innocents. Le CHP est loin d’être irréprochable concernant la question kurde, mais il n’en reste pas moins que cette alliance, aussi implicite soit-elle, est la seule solution pour se libérer de la tyrannie exercée par Erdogan et son parti.

Si les plumes de l’AKP entendent convaincre l’électorat kurde, ce n’est pas en s’en prenant au CHP ou au HDP qu’elles y parviendront. Qu’elles tentent plutôt de trouver une mesure prise par l’AKP en faveur des Kurdes, si du moins une telle chose existe, sinon pourquoi diantre les Kurdes iraient-ils voter pour un parti qui, au sujet de la question kurde, a fini par ramener le pays cent ans en arrière ?

—**Fehim Isik**
Publié le 4 juin

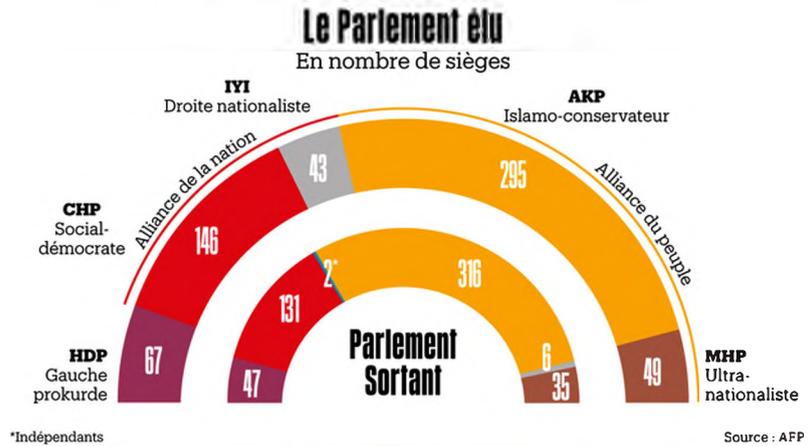
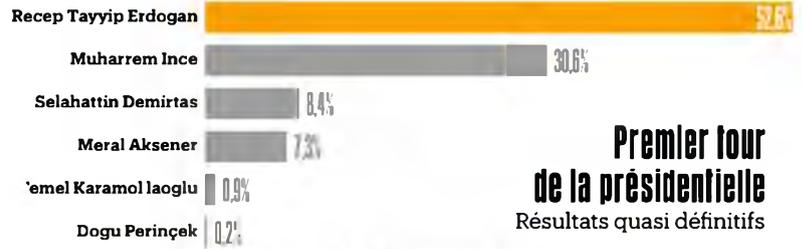


↑ Dessin de **Balaban,**
Luxembourg.

TURQUIE Erdogan hyperprésident seul en scène



Après la victoire de l'AKP, dimanche, au siège du parti islamo-conservateur à Istanbul.



DÉCRYPTAGE

La réélection dès le premier tour, dimanche, du chef d'Etat turc lui assure les pleins pouvoirs pendant encore cinq ans. Sa posture autoritaire et conservatrice continue à être plébiscitée par la base de son électorat.

Par **HALA KODMANI**
Envoyée spéciale à Ankara

Erdogan, inoxydable et incontournable. Réélu confortablement (52% des voix) avec de nouvelles prérogatives qui lui donnent les pleins pouvoirs à l'intérieur de son pays, l'hyperprésident turc, très critiqué en Europe, pourra poursuivre ses diatribes anti-occidentales.

Un président tout puissant

L'usure du pouvoir se révèle une légende pour Recep Tayyip Erdogan qui continue de dérouler la sienne. Il est à la tête de la Turquie depuis 2003 (onze ans en tant que Premier ministre puis comme président de la République à partir de 2014), et «le nouveau mandat que la nation lui a confié», selon ses termes après sa réélection triomphale dimanche, court jusqu'en 2023. Il pourrait même légalement se représenter pour un dernier quinquen-

nat qui le mènerait à 2028. Il aurait alors 74 ans.

La longévité d'Erdogan se conjugue avec l'affirmation de son autoritarisme. Voire son autocratie. Le référendum constitutionnel qu'il a fait voter en avril 2017 concentre en ses seules mains des prérogatives inédites. Le régime présidentiel abolit le poste de Premier ministre et transfère tous les pouvoirs exécutifs au chef de l'Etat qui est aussi chef du gouvernement et forcément chef des armées. Il peut nommer à sa guise un ou plusieurs vice-présidents, des ministres, des conseillers mais aussi les magistrats et les hauts fonctionnaires. Les décrets présidentiels auront force de loi. Le budget de l'Etat sera décidé par le Président au lieu du Parlement et, au cas où ce dernier ne le voterait pas, c'est le budget de l'année précédente qui serait reconduit. Théoriquement, le Président peut être révoqué par un vote des deux tiers du Parlement. Une majorité difficile à réunir, compte tenu de l'avantage de l'AKP, le parti islamo-conservateur présidé

par Erdogan. Mais surtout, la décision finale d'une révocation revient à la Cour constitutionnelle, dont les membres sont désignés par le Président. Ce verrouillage antidémocratique n'a apparemment pas découragé les électeurs qui viennent de lui accorder une confortable majorité.

Un pays divisé en deux blocs antagonistes

Oguz Simsek, candidat du IYI Parti (le Bon Parti, libéral laïc) d'opposition à Konya, dans le centre du pays, a raconté avoir suivi avec «accablément», dans la soirée de dimanche, les résultats qui confirmaient l'avancée «inattendue» d'Erdogan et de son parti. Il confie son désarroi: «Il y a deux visions de la Turquie qui rivalisent: celle de l'AKP, tournée vers le monde arabo-musulman, et celle de l'opposition, qui veut se rapprocher de l'Europe. Nous ne voulons pas être l'Arabie Saoudite», dit celui qui vient d'échouer dans un territoire acquis à l'AKP. «On ne viendra pas à bout de ce régime dictatorial ni par les campagnes de presse ni même

par les pressions économiques. La réforme profonde doit porter sur l'éducation de la population turque qui, par ignorance, croit en Erdogan», affirme le candidat déçu. L'adhésion et l'affection que porte une grande moitié des Turcs au président qu'ils viennent de réélire sont reconnues et jalosées par ses opposants. La popularité du leader ne se dément pas auprès des Turcs musulmans, nationalistes, longtemps délaissés par les élites occidentalisées qui ont gouverné la Turquie avant lui. «La force d'Erdogan vient du rapport de compréhension et d'affection qu'il entretient avec la population. Ses électeurs ont beau être conscients de ses erreurs politiques et économiques, ils l'aiment», note Haydar Çakmak, professeur de relations internationales à l'université d'Ankara.

Une population anti-européenne par dépit

Les diatribes d'Erdogan ces dernières années contre l'Europe, allant jusqu'à traiter de «nazis» l'Allemagne et l'Autriche quand les deux

pays l'ont empêché de faire campagne auprès des communautés turques, sont applaudies par son public. «Les déclarations de politique étrangère d'Erdogan sont la plupart du temps à usage interne», souligne Ali Bakeer, politologue arabophone, proche de la mouvance islamiste. «Ce n'est pas Erdogan qui a rejeté l'Europe, mais Sarkozy qui a claqué la porte au nez de la Turquie, rappelle le francophile Bahadır Kaleagasi, président de l'Institut du Bosphore, think tank de l'Association du Patronat turque, le Tusiad. Il a fait du refus de l'adhésion de la Turquie à l'UE l'un de ses thèmes de campagne pour la présidentielle de 2007 alors que la question n'était pas posée.» Quand il a été élu pour la première fois, en 2003, Erdogan avait fait de l'adhésion de la Turquie à l'UE l'un de ses principaux objectifs, partagé par 80% de la population turque. «Le processus d'adhésion ouvert avec l'UE avait permis de grandes avancées démocratiques en Turquie du fait des pressions de l'Europe entre 2004 et 2007 pour qu'Ankara adopte les critères de Copenhague», souligne l'homme d'affaires.

fares. C'est dans ce cadre que la peine de mort, par exemple, avait été abolie. Depuis, le rejet de la Turquie est devenu consensuel en Europe et le repoussoir Erdogan y a grandement contribué. «Mais il ne faut jamais dire jamais, comme le fait Macron aujourd'hui», estime Bahadır Kaleagasi en relevant la confrontation des populismes de part et d'autre. Maintenant qu'il est au pouvoir en Turquie pendant quelques années au moins, l'Europe et le reste du monde devront traiter avec Erdogan, chef d'Etat d'une Turquie incontournable. «Les relations extérieures s'apaisent toujours après les élections», note Ali Bakeer. Car tout le monde doit travailler avec l'équipe en place.»

Syriens et Kurdes entre soulagement et crainte

La campagne menée par l'armée turque en Syrie, mais aussi en Irak contre les Kurdes de la mouvance du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan considéré comme «terroriste») a été un thème de mobilisation essentiel dans la campagne d'Erdogan. Mais paradoxalement,

dans les provinces du sud-est turc, à forte population kurde, les voix de ces derniers se sont partagées entre l'AKP et le parti de gauche HDP, représentant des Kurdes, et deuxième vainqueur des élections avec près de 11% des voix et 66 sièges au Parlement. Un changement d'attitude d'Erdogan à l'égard des Kurdes turcs n'est pas à exclure, selon certains observateurs, qui rappellent les négociations engagées et la trêve conclue il y a quelques années entre le gouvernement et le PKK. Quant aux réfugiés syriens (plus de 3 millions en Turquie), ils ont été les boucs émissaires de tous les problèmes sociaux et économiques de la Turquie pendant la campagne. L'alliance des quatre partis d'opposition avait mis «le retour des Syriens chez eux» parmi les priorités de leurs programmes. Les «privilèges» dont ils auraient bénéficié de la part du gouvernement turc rappelaient souvent les arguments martelés par les partis xénophobes européens: ils reçoivent 1500 livres (300 euros) d'allocation automatique, ils bénéficient du système de santé gratuit, ils prennent les emplois des Turcs en

«On ne viendra pas à bout de ce régime dictatorial ni par les campagnes de presse ni par les pressions économiques. La réforme doit porter sur l'éducation.»

Oguz Simsek
du IYI Parti (droite laïque)

acceptant des salaires inférieurs, leurs filles font concurrence aux jeunes Turques à marier, leur peau très blanche et leurs traits plus fins étant censés attirer les hommes turcs. Autant d'accusations fantaisistes répétées par différents candidats d'opposition. «Oui nous sommes un peu soulagés par l'élection d'Erdogan, dit un commerçant syrien de Ankara. Même si lui aussi ne cesse de durcir nos conditions d'accueil.»

lepoint.fr 26 juin 2018

Avec la réélection d'Erdogan, les relations américano-turques restent glaciales

Washington, 26 juin 2018 (AFP)
www.lepoint.fr/

L'accueil glacial réservé par les Etats-Unis à la réélection de Recep Tayyip Erdogan en Turquie, et la ligne dure affichée par le président turc, laissent présager de relations durablement tendues entre les deux pays alliés, notamment sur la question des Kurdes.

Washington a ostensiblement fait le service minimum depuis l'annonce de la victoire du président sortant aux élections de dimanche. «Nous tentons d'organiser un appel téléphonique» entre Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan, s'est bornée à dire lundi la Maison Blanche, tandis que le département d'Etat a seulement affirmé «respecter» le résultat.

«Même avec un appel du président Trump pour féliciter son homologue, et un effort pour améliorer les relations», les nuages qui se sont accumulés dans le sillage du putsch raté de juillet 2016 et de la répression qui a suivi en Turquie «vont continuer à assombrir l'horizon», estime Steven Cook, du think tank Council on Foreign Relations, prédisant même «de plus en plus de tensions».

Depuis l'échange chaleureux de septembre à l'ONU, quand le président américain discernait «de bonnes notes» à son «ami» Erdogan, malgré des relations déjà difficiles entre les deux membres de l'Otan, ces liens se sont encore détériorés.

Le président turc a mené le chœur des protes-

tations contre la reconnaissance américaine de Jérusalem comme capitale d'Israël. Et Washington n'a pas obtenu la libération du pasteur américain Andrew Brunson, jugé en Turquie pour des liens présumés avec des groupes «terroristes», pas plus qu'Ankara n'a eu gain cause dans sa demande d'extradition du prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis et auquel les autorités turques attribuent une implication dans le coup d'Etat avorté.

L'administration Trump a ainsi exhorté lundi la Turquie à «renforcer la démocratie», demandant à tous les élus, «y compris le président Erdogan», de «représenter les différentes positions de tous les citoyens turcs». Washington a aussi appelé de ses vœux une «relation constructive» pour «résoudre les problèmes» bilatéraux et «faire face ensemble» aux «défis communs».

- ULTRANATIONALISTES -

«La levée ou non de l'état d'urgence par Erdogan sera un des premiers tests, cela en dira long sur sa position et celle du nouveau Parlement au sujet des enjeux cruciaux que sont la démocratie et l'Etat de droit», estime Kemal Kirisci, expert du think tank Brookings Institution.

Mais le principal noeud devrait rester le soutien américain à la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), alliée de Washington dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique en Syrie mais considérée comme «terroriste» par Ankara. L'armée turque a lancé en début d'année une vaste offensive contre cette milice

dans le nord-ouest de la Syrie, provoquant une nouvelle crise avec les Etats-Unis.

Au prix de tractations diplomatiques laborieuses, les diplomates turcs et américains se sont finalement accordés début juin sur une «feuille de route» pour une coopération sur le terrain, aux termes de laquelle les YPG doivent quitter la ville-clé de Minbej, qui a cristallisé les tensions et où les deux pays alliés risquaient d'entrer en collision. Mais la méfiance perdure.

Surtout, la question kurde risque d'être exacerbée par l'alliance que le président Erdogan a dû former, pour garder la majorité, avec les ultranationalistes du MHP, porteurs d'une ligne encore plus dure sur ce dossier.

«La couleur politique du Parlement et de la nouvelle administration turque sera le nationalisme», explique Asli Aydintasbas, chercheuse au European Council on Foreign Relations. «Le fait qu'Erdogan soit dépendant des ultranationalistes va parfois être difficile à gérer», estime-t-elle.

D'autant que la campagne menée par Ankara contre les milices kurdes est très populaire en Turquie, et «l'opposition turque au soutien américain aux YPG va être exprimée encore plus souvent et de manière encore plus ferme», selon Soner Cagaptay, du Washington Institute for Near East Policy. «La marge de manoeuvre de la diplomatie turque, déjà limitée sur les questions kurdes, va encore rétrécir dans les jours et mois à venir.»



Réélu, Erdogan devient « hyperprésident »

ANKARA - envoyée spéciale

Contre toute attente, celle de l'opposition surtout, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a remporté la présidentielle du dimanche 24 juin avec 52,5 % des suffrages dès le premier tour, contre 31 % pour son principal rival, Muharrem Ince, le candidat du Parti républicain du peuple (CHP, social démocrate). Victoire également aux législatives qui se déroulaient le même jour et qu'il avait convoquées de manière anticipée, comme la présidentielle. Avec 42 % des voix, son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) n'a pas à lui seul la majorité mais, grâce à l'alliance scellée avec le Parti de l'action nationaliste (MHP, droite nationaliste), lequel obtient 11 % des votes, il va pouvoir continuer à dominer le Parlement.

« Ma nation m'a confié la tâche d'assumer les fonctions présidentielles et exécutives. (...) La Turquie a donné une leçon de démocratie au monde entier. (...) Grâce à vos prières nous avons gagné », s'est félicité le chef de l'Etat depuis son palais de Tarabya sur les bords du Bosphore, à Istanbul. Il a fait ce discours avant d'avoir reçu la confirmation de sa victoire par la Haute Commission électorale. Son allusion à la « leçon de démocratie » allait au taux de participation record, 88 %, enregistré pour le double scrutin de dimanche. Vers 2 heures du matin, l'instance a enfin confirmé la victoire du président sortant, sans dévoiler les résultats officiels qui devaient être livrés lundi dans la journée.

Dès dimanche soir, M. Erdogan a fait le voyage d'Istanbul à Ankara, la capitale, pour prononcer à 3 heures du matin un nouveau discours présidentiel depuis le siège de l'AKP. « J'espère que personne n'essaiera de semer le doute sur les résultats, de nuire à la démocratie pour masquer ses échecs », a-t-il déclaré, certain qu'en le choisissant, les électeurs turcs avaient misé sur « la croissance, le développement, l'investissement ».

Muharrem Ince, le principal ri-



Recep Tayyip Erdogan, avec son épouse, Emine, fête sa victoire le 25 juin à Ankara.

PHOTOGRAPHIE FOURNIE PAR LA PRÉSIDENTIE TURQUE. AP

val du président sortant, a rapidement reconnu sa défaite dans un message retransmis à Halk TV, la seule télévision indépendante du paysage audiovisuel, déplorant toutefois « une course inégale », notamment en temps de présence dans les médias.

Le président et son parti ont largement profité de leur position dominante à la tête de l'Etat. Le régime d'état d'urgence imposé depuis juillet 2016 les a aidés. Depuis février 2017, un décret-loi pris dans le cadre de l'état d'urgence a aboli les amendes aux télévisions en cas d'entrave à l'égalité du temps de parole donné aux candidats.

Prompt à dénoncer des « manipulations », le CHP a fini par accepter son piètre score, 23 %, aux législatives. Au total, avec 34 % des suffrages, la coalition de l'opposition – les républicains du CHP, les nationalistes du Bon Parti, les islamistes du Parti de la félicité – n'a pas obtenu les résultats escomptés et ne pourra pas contrer les desseins de la coalition AKP-MHP.

Après avoir appelé ses partisans à se rendre auprès des com-

LA SEULE OMBRE AU TABLEAU POUR L'AKP EST SA MAJORITÉ PARLEMENTAIRE PERDUE

missions électorales « dans toutes les villes du pays », après avoir dénoncé des résultats sans rapport avec les bordereaux de dépouillement des urnes reçus par ses représentants sur place, le CHP s'est finalement rangé aux conclusions de la Haute Commission électorale.

« Révolution démocratique »

La seule ombre au tableau pour l'AKP est sa majorité parlementaire perdue. Il lui faudra désormais compter avec le MHP, un allié difficile. M. Erdogan a reconnu dimanche soir que sa formation n'avait pas « rempli ses objectifs ». « Nous allons tâcher de trouver une solution à cela », a-t-il souligné. Toutefois, la composition du Parlement n'a guère d'importance, son rôle étant dorénavant réduit à celui d'une chambre d'enregistrement.

Ce double scrutin marque le basculement de la Turquie vers le système d'« hyperprésidence » voulu par M. Erdogan et approuvé lors d'un référendum remporté de justesse en 2017. Dorénavant, le Parlement ne devra plus approuver la composition du gouvernement, il ne pourra plus questionner les ministres sur le bien-fondé de leur politique.

Tous les pouvoirs seront concentrés entre les mains du président Erdogan qui pourra gouverner par décrets, décider du budget, déclai-

PAS UN INSTANT, AU COURS DE LA JOURNÉE DU 24 JUIN, RECEP TAYYIP ERDOGAN N'A DOUTÉ DE SON SUCCÈS

rer l'état d'urgence. Il nommera le gouvernement, les vice-présidents, les hauts fonctionnaires, la moitié des juges de la Cour constitutionnelle, l'autre moitié étant nommée par le Parlement, lequel reste dominé par sa formation alliée aux nationalistes.

Recep Tayyip Erdogan va donc endosser ses habits de président pour un nouveau mandat de cinq ans. Pas un instant au cours de la journée du 24 juin, l'homme n'a douté de son succès, prédisant « une révolution démocratique » alors qu'il glissait son bulletin dans l'urne du bureau de vote du quartier de Kisikli, sur la rive asiatique d'Istanbul, où il a sa résidence.

« J'ai opté pour la stabilité »

Sa victoire dès le premier tour de la présidentielle contredit toutes les prévisions des instituts de sondage, ruine les espoirs de l'opposition, tranche avec les résultats du référendum d'avril 2017, quand les grandes villes du pays, Istanbul, Ankara, Izmir, s'étaient prononcées contre son projet d'hyperprésidence.

Les résultats du double scrutin de dimanche bousculent les certitudes. Le CHP, dont le candidat, Muharrem Ince, a fait une campagne particulièrement remarquée, est en recul de 7 % par rapport au score qui fut le sien lors des élections législatives de novembre 2015. Deux millions de personnes avaient assisté au meeting de Muharrem Ince, le 21 juin à Izmir, 52 % des électeurs de la région lui ont donné leurs voix pour la présidentielle. Toutefois, le CHP n'obtient que 42 % des voix au niveau régional dans le cadre des législatives.

Autre énigme, le MHP nationaliste, allié à l'AKP, a recueilli 11 % des voix sans avoir mené campagne. Son score est le même que celui réalisé aux législatives de novembre 2015 alors qu'entre-temps le parti a subi un schisme, quand Meral Aksener, une égérie de la droite nationaliste, a fait défection pour créer son propre parti (Le Bon Parti) à l'automne 2017, entraînant avec elle une bonne partie de la base.

« J'ai opté pour la stabilité », ex-

plique Ali Bulut, un commerçant du quartier populaire de Yenimahalle à Ankara, qui a donné sa voix au président sortant, convaincu que « lui seul pourra nous sortir du mauvais pas économique

dans lequel nous sommes plongés ». Endetté auprès des banques, ce père de quatre enfants craignait d'avoir tout à perdre en cas de changement. Il croit à la poursuite du miracle économique

mené tambour battant par l'AKP au début de son règne tout en s'inquiétant de la récession qui s'annonce. Pour finir, Ali Bulut est, comme beaucoup d'électeurs favorables à M. Erdogan, sensible

à l'argument d'une « Turquie forte », dont le dirigeant « a l'aplomb nécessaire pour tenir les ennemis du pays en respect ». ■

MARIE JÉGO

Le Monde MARDI 26 JUIN 2018

LES ÉLECTIONS EN TURQUIE

Un succès mais peu d'espoir pour les Kurdes

Avec 11,62 % des voix, le mouvement HDP parvient à maintenir sa présence au Parlement d'Ankara

REPORTAGE

DIYARBAKIR - envoyé spécial

A Diyarbakir, les partisans du mouvement kurde ont relevé la tête. Crié leur joie. Repris leurs rues. Avec 11,62 % des voix, ils envieront au Parlement d'Ankara 68 parlementaires pour leur formation politique, le Parti démocratique des peuples (HDP). Cela se fête. Sous les détonations assourdissantes des pétards, des feux d'artifice et des tirs de joie, dans les trilles de klaxons lancées le long des avenues, à travers des chants de lutte dont les refrains sont connus de tous, une foule a pris forme pour quelques heures.

Des mères de famille aux voiles fleuris entourées de grappes d'enfants y croisent une jeunesse élégante et libre. Des groupes d'adolescents sortis de leurs quartiers populaires pris à crier plus fort les uns que les autres croisent en bordées enthousiastes des patriarches en chemisette, yeux plissés et sourires calmes sous leurs moustaches grises. A un croisement, trois vieilles dames assises sur un muret entonnent un chant de la guérilla, en s'accompagnant au tambour. On se sourit sans se connaître, en faisant le V de la victoire.

Pourtant, au même moment, Recep Tayyip Erdogan, que nombre d'entre eux ont pris l'habitude de traiter de « dictateur », proclame depuis la capitale sa victoire à l'élection présidentielle. « Peu importe ce qui se passe à Ankara ! Peu importe qu'Erdogan reste au pouvoir ! Ce soir c'est notre victoire ! Le moment de dire qu'on existe »,

s'exclame Remzi Aydin, 32 ans, assis sur le toit d'une voiture, au milieu d'une foule compacte où l'on répète en chœur des slogans à la gloire du HDP. Et tant pis si Selahattin Demirtas, le candidat du parti à la présidentielle n'a obtenu que 8,3 % des suffrages.

Le HDP a préservé sa place sur l'échiquier politique turc, où ses représentants pourront continuer de faire entendre une voix kurde et de gauche, en dépassant le seuil des 10 % à l'échelle nationale aux législatives – en deçà duquel les votes de ses électeurs n'auraient pas été pris en compte. En obtenant une large majorité dans onze provinces du Sud-Est, il a démontré, malgré la reprise en main de la région par l'Etat depuis deux ans, sa capacité à dessiner une zone d'influence dans cette région de Turquie où les rapports de force politiques ne sont pas les mêmes qu'ailleurs. « Cela fait trois ans que nous sommes écrasés par l'Etat. Aujourd'hui, pour la première fois depuis longtemps, on peut fêter quelque chose... », admet Ihsan Akcan, vendeur de véhicules d'occasion, venu fêter la victoire en se joignant à la foule qui s'est réunie à

« DEPUIS TROIS ANS, NOUS SOMMES ÉCRASÉS PAR L'ÉTAT. POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LONGTEMPS, ON PEUT FÊTER QUELQUE CHOSE... »

IHSAN AKCAN
vendeur

« LA PRESSION CONTRE LES KURDES VA S'ACCROÎTRE À L'INTÉRIEUR ET HORS DE LA TURQUIE », ESTIME UN MEMBRE DU HDP

proximité du siège du HDP à Diyarbakir. Depuis le succès historique des élections de juin 2015, à l'issue desquelles le mouvement kurde est entré pour la première fois au Parlement d'Ankara en tant que parti constitué, il a traversé une succession de désastres.

Fin du processus de paix

A l'été 2015, une série d'insurrections urbaines est déclenchée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en guerre contre l'Etat turc depuis 1984, mettant fin à un processus de paix lancé deux ans auparavant. Matées dans le sang par les forces de sécurité, elles ouvrent la voix à un contrôle radical de la région par Ankara. La répression s'abat sur la branche civile du mouvement du HDP et de ses satellites. Le parti prokurde perd le contrôle de municipalités conquises par les urnes et des moyens matériels qui leur étaient associés. « Après ces années de souffrance, les Kurdes ont pris la première occasion venue de s'exprimer dans leurs rues. Mais le vrai enseignement de ce soir c'est que tout ça va continuer », regrette Ahmet Sen, 42 ans. M. Sen est le maire d'un quartier qui n'existe plus, ravagé par les combats qui ont fait rage dans le centre historique de Diyarbakir entre le PKK et les forces turques. Ses ruines, rasées une fois l'insurrection vaincue, ont laissé place à un vaste terrain vague interdit d'accès. « La situation va empirer pour les Kurdes puisque c'est cette alliance entre l'AKP et le MHP qui reste au pouvoir. Ce soir,

on peut se réjouir d'avoir passé le seuil électoral mais demain... »

Sous les fenêtres du siège du HDP, les partisans du mouvement kurde ne veulent pas renoncer à leur fête. « Vive le Président Apo ! », reprennent-ils en chœur en scandant le diminutif d'Abdullah Öcalan, le leader historique de la guérilla kurde, emprisonné sur une île au large d'Istanbul. Le bruit des vivats, des slogans, des pétards, des chants de guerre remontent le long des murs, entrent par les fenêtres dans des pièces éclairées par des lumières blafardes et où règne, par contraste, une atmosphère lugubre.

Les traits des cadres du HDP sont tirés, leurs yeux rivés vers la télévision qui affiche les derniers résultats. La fumée des cigarettes stagne dans le bureau du chef de la branche locale du parti. Le thé refroidit au fond des verres. Personne n'a l'esprit à la fête. La joie du dehors semble susciter une gêne. « Nos électeurs se réjouissent. Mais les politiques savent qu'il n'y a rien de bon à attendre du futur. La pression contre les Kurdes va s'accroître à l'intérieur et à l'extérieur de la Turquie », regrette, amer, un membre du mouvement.

« Au moins nous avons pu réorganiser nos relations avec la société », retient Garo Paylan, membre HDP au Parlement, élu dimanche à Diyarbakir. Pour ce député d'origine arménienne aux intonations calmes : « Les politiques répressives et nationalistes que l'alliance de l'AKP [le parti islamo-conservateur] avec le MHP [le parti d'action nationaliste] a déjà produites ne pourront que s'accroître. La voix que les gens du Sud-Est ont fait entendre ce soir ne sera pas respectée. » A l'extérieur, par la fenêtre ouverte et pour quelques heures, on veut continuer à se faire entendre pourtant. Avant que Diyarbakir ne plonge pour de bon dans la nuit. ■

ALLAN KAVAL

LES TURCS FACE À L'« HYPERPRÉSIDENTE »

ÉDITORIAL III

Recep Tayyip Erdogan a gagné son pari. Sa réélection à la tête de la Turquie, dimanche 24 juin, fait de lui le dirigeant le plus puissant depuis le fondateur de la République, Mustafa Kemal. Une situation qui tranche avec la manière dont il a été élu. Même s'il a réussi à éviter une mise en ballottage, qui aurait représenté un camouflet politique, sa victoire n'a pas été « une promenade de santé », comme il l'avait lui-même anticipé. La mobilisation de tous les rouages de l'administration, tous les réseaux de l'AKP, le parti islamo-conservateur, devenu un parti-Etat, a permis d'éviter une « mauvaise surprise », alors que les sondages le montraient à la peine face à la percée du candidat de la gauche kémaliste, Muharrem Ince.

Au pouvoir depuis quinze ans, d'abord comme premier ministre, puis comme président, M. Erdogan remporte 52,5 % des suffrages, un score légèrement supérieur à celui de l'élection présidentielle de 2014 et à celui du référendum d'avril 2017 instaurant un régime présidentiel. Celui-ci avait été marqué par de nombreuses irrégularités dénoncées par les observateurs internationaux. Une nouvelle fois, ceux-ci ont critiqué l'iniquité de la campagne au cours de laquelle les grands médias, en quasi-totalité contrôlés par le pouvoir, n'ont guère laissé de place à l'opposition, à commencer par Selahattin Demirtas, du parti prokurde HDP, qui a été contraint de mener campagne depuis sa cellule.

Pour une majorité de Turcs, M. Erdogan reste plus que jamais le « reis », le chef, et nombre d'entre eux approuvent sa dérive autoritaire toujours plus affirmée. Depuis 2002 son parti a gagné toutes les élections, sauf les législatives de juin 2015. D'où son hubris, convaincu qu'il est d'avoir été désigné par Dieu pour remettre la Turquie dans la voie de l'islam et lui rendre sa grandeur passée.

Le chef de l'Etat peut arguer de son bilan. Le PIB par habitant a triplé depuis son arrivée au pouvoir, même si la dette a explosé dans les mêmes proportions. En outre, la Turquie est devenue un acteur majeur sur la scène régionale, malgré son échec syrien,

et il joue du nationalisme d'une bonne partie de la population comme de ses nostalgies de grandeur ottomane.

Il incarne un bloc religieux conservateur, sunnite et turc, majoritaire au sein de la population, attisant la haine contre les autres : les laïcs, les alévis, courant hétérodoxe issu du chiisme, et les Kurdes. Ces élections permettent à l'AKP d'asseoir sa majorité à la Chambre, grâce à son allié de l'extrême droite nationaliste, le MHP. Celui-ci réalise le même score qu'en 2015, malgré la scission d'une bonne partie de sa base, qui a rejoint Le Bon Parti. Ce dernier, en séduisant les déçus de l'AKP, illustre une alarmante radicalisation de l'électorat.

Pendant des années, M. Erdogan a représenté à l'extérieur du pays un gage de stabilité. Mais ses volte-face, ses brouilles avec l'Europe et sa fuite en avant dans la répression depuis le coup d'Etat raté de juillet 2016, ne cessent d'inquiéter. La monnaie turque dévisse et le risque de retournement de l'économie ainsi que la grogne sociale ont été des facteurs qui l'ont incité à appeler les Turcs aux urnes un an avant la date prévue. Cet obstacle franchi, M. Erdogan devient un « hyperprésident » concentrant la totalité du pouvoir exécutif. Une grande partie de la société civile turque a jusqu'ici su résister avec une grande maturité. Ce renforcement du régime autocratique constitue pour elle un nouveau défi. ■

« La lame de fond nationaliste ne cesse de prendre de l'ampleur »

ÉDITORIALISTE DE CUMHURİYET, quotidien de centre gauche et une des dernières voix indépendante en Turquie, Kadri Gürsel avait été arrêté en octobre 2016 avec dix autres responsables du journal et condamné à deux ans et demi de prison. Il est l'auteur de *Turquie année zéro* (Cerf, 2016).

Comment expliquez-vous la réélection de Recep Tayyip Erdogan dès le premier tour, et de la majorité dont disposent son parti et ses alliés à l'Assemblée ?

Le score électoral du Parti de la justice et du développement (AKP), qui avait remporté 49 % des voix aux élections de novembre 2015, est en nette baisse – 42 %, comme l'avaient prévu les sondages – mais la surprise de ce scrutin a été le succès de son allié du Parti d'action nationaliste (MHP), qui pèse 10 % et récupère les voix des déçus du parti au pouvoir depuis 2002. La victoire d'Erdogan s'explique avant tout par cette lame de fond nationaliste qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Quelque 70 % des Turcs votent pour un parti nationaliste, ou ultranationaliste, si l'on additionne aux voix de l'AKP et du MHP, celles recueillies par les néonationalistes

de Meral Aksener, qui avait fait scission du MHP et rejoint l'opposition.

Quelles en sont les raisons ?

Il y a un aspect paradoxal que l'on ne peut expliquer seulement par le contexte régional et les clivages internes, notamment sur la question kurde, attisés par Recep Tayyip Erdogan. Selon toutes les enquêtes, les principales préoccupations des électeurs turcs portent sur la dégradation de l'économie, l'inflation, la montée du chômage, le dévissage de la monnaie et non pas sur les questions sécuritaires. Les résultats d'Erdogan n'en restent pas moins globalement équivalents à ceux de sa première élection à la présidence au suffrage universel en août 2014, et lors du référendum sur le régime présidentiel d'avril 2017. Mais ces élections, ni libres, ni équitables, menées dans un pays soumis à l'état d'urgence, ont été les moins démocratiques depuis l'entrée en vigueur d'un vrai multipartisme au début des années 1950.

Erdogan a désormais tous les pouvoirs...

Il les avait déjà de facto, même si les dispositions de la nouvelle Constitution ins-

taurant un régime hyperprésidentiel entrent, pour la plupart, seulement maintenant en vigueur. La Constitution lui permet une gestion arbitraire du pays, car il n'y a aucune institution à même de garantir un minimum d'équilibre des pouvoirs.

La répression va-t-elle encore se durcir ?

Cela dépend des réactions de la société civile. Jusqu'ici, elle a résisté, comme on l'a vu notamment pendant la campagne électorale, en se regroupant dans d'immenses meetings pour montrer sa souffrance et son impatience. Recep Tayyip Erdogan va continuer à souffler la haine et à jouer sur les peurs, mais il reste cette situation de fait : son pouvoir sans partage est rejeté par près d'un Turc sur deux. Il est affaibli politiquement, et il a besoin du MHP au Parlement, ce qui exclut toute initiative pour trouver une solution politique à la question kurde. En politique étrangère, y compris sur un dossier crucial comme la Syrie, la Turquie est comme un bateau ivre naviguant au gré des courants contraires. La société turque n'a pas dit son dernier mot. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC SEMO

A long and daunting to-do list for Turkish leader

ANKARA, TURKEY

Analysts doubt Erdogan can turn around economy mired in deep recession

BY CARLOTTA GALL

With his election victory, President Recep Tayyip Erdogan has taken his place among the world's emerging class of strongman rulers, nailing down the sweeping powers he has insisted he needs to address Turkey's numerous challenges, at home and abroad.

Now, all he needs to do is deliver.

"He won on a knife-edge," said Ugur Gurses, a former banker who writes for the daily newspaper *Hurriyet*. "But now he has in his lap all the problems."

Mr. Erdogan is contending with an array of economic troubles, an increasingly disgruntled populace and deteriorating relations with Turkey's Western allies. Among the many problems Mr. Erdogan faces is one fundamental roadblock: His foreign policy is fighting with his economic needs.

His increasingly authoritarian, nationalist and anti-Western bent is alien-

ating foreign investors, which is hurting the Turkish lira. As the currency plunges, domestic capital flees. And he is newly reliant on a nationalist party that enabled him to maintain his majority in Parliament but promises to reinforce all those tendencies, as well as his hard line against the Kurdish minority.

The lira briefly rose with the news of Mr. Erdogan's re-election on Sunday, and his most senior economic adviser posted a message on Twitter on Sunday night: "This sets the stage for speeding up #reforms."

"He could not offer a vision for the future. All he could offer was infrastructure projects and a bad representation of the past."

The economy is Mr. Erdogan's most pressing problem, but analysts express doubt that he will be able to perform the necessary surgery and introduce needed austerity measures with municipal elections looming in March 2019.

"Now the first challenge is the deterioration of the economy, and he has no means, no perspective to change the course of events," said Kadri Gursel, a columnist for the newspaper *Cumhuriyet*, who was imprisoned by Mr. Erdogan for 11 months.

Mr. Gursel said Mr. Erdogan offered no ideas during his campaign to explain how he would lift the economy, except more of the same. "He could not offer a vision for the future," Mr. Gursel said. "All he could offer was infrastructure projects and a bad representation of the past."

After years of strong growth, the economy is languishing in recession, economists say, with rising foreign debt levels, double-digit inflation, the sagging lira and paltry levels of foreign in-

vestment. An increasing government role in the economy has led to charges of cronyism and corruption, with critics complaining of insiders becoming fabulously wealthy on government contracts and sweetheart deals.

Many economists also blame the dismal economic performance on Mr. Erdogan's increasingly authoritarian rule, following a failed coup attempt two years ago.

In the aftermath, he declared a state of emergency and began a widespread crackdown against his political opponents, confiscating businesses and prompting many wealthy Turks to shift their companies and capital out of the country. And he spooked foreign investors with his anti-Western belligerence and meddling with the central bank to keep interest rates artificially low.

As the election results underscored, Mr. Erdogan still maintains the strong backing of the newly prosperous Islamists who were long marginalized under the secular republic founded by Mustafa Kemal Ataturk.

The transfer of power and wealth to those newcomers over the past 15 years represents a transfer of capital that is permanently changing Turkey, said Bekir Agirdir, director of the polling firm Konda. "The government subsidizes them, and they come up and become so successful," Mr. Agirdir said. "It is social and political engineering."

And while ordinary Turkish citizens are hurting financially, they evidently still trust Mr. Erdogan. Ozgur Unluhisarcikli, the Ankara director for the German Marshall Fund of the United States said in an interview, "There is this worry that, 'What would happen if Erdogan goes?'"

Economists say Mr. Erdogan needs to cut public spending, including expensive subsidies for gasoline and electricity. Turkey borrowed heavily in recent years on international markets, and now faces a bill of \$250 billion a year to finance the debt and the country's current account, which is also deteriorating. This could force it to seek help from the International Monetary Fund.

But few say they think he will take the necessary measures. "Erdogan must do a surgical operation on the economy," Mr. Gurses, the *Hurriyet* correspondent, said. "I don't think he will be able to do it since municipal elections are coming in March 2019, but Turkey cannot sustain the situation any longer."

"The Turkish economy cannot stay on



Top, supporters of President Recep Tayyip Erdogan of Turkey celebrated outside his party's headquarters after Sunday's election; above left, an underpass in Istanbul the day after the election; above right, Devlet Bahçeli of the Nationalist Movement Party has said he will demand concessions in return for supporting Mr. Erdogan.

hold," he added.

In light of the growing economic gloom, it would seemingly behoove Mr. Erdogan to moderate his foreign policy, dialing back the anti-Western policies and language. But he comes across as a prideful man and seems reluctant to back down, especially now that he is relying to some extent on the Nationalist Movement Party, or M.H.P., which preserved Mr. Erdogan's majority in the Parliament.

The leader of that party, Devlet Bahçeli, has made it clear that he will demand concessions for his support, and that he will push an agenda that is anti-Syrian, anti-Kurd and anti-Western, at least rhetorically. He has indicated that he would not agree to Mr. Erdogan reaching out to any of the opposition parties after the election.

According to a post on Twitter by Mr. Unluhisarcikli, the Marshall Fund director, "The weight of M.H.P. not only on domestic but also foreign policy will likely increase in the upcoming period, which is not a good sign for Turkey trans-Atlantic relations."

Mr. Bahçeli's party is strongly opposed to the presence of over three million Syrian refugees in Turkey, and Mr. Bahçeli has said he will push for policies to make them return home. Mr. Bahçeli has also supported further operations against Kurdish militants inside Turkey and in neighboring Iraq and Syria.

On that issue, Mr. Erdogan promised

in his victory speech that he would act decisively against terrorist organizations and work toward liberating more Syrian land from Kurdish militants so that Syrian refugees in Turkey could return home.

That is likely to lead to more demands from Turkey for the United States to end its cooperation with Kurdish militias in Syria that it has been using in the fight against the Islamic State group.

And it bodes ill for the Kurdish minority in Turkey. Even as the pro-Kurdish People's Democratic Party won representation in the Parliament, crossing the 10 percent threshold, nine party members from the last Parliament remain in jail along with dozens of local political officials and student activists.

For now, Turkey's Western allies seem prepared to give Mr. Erdogan the benefit of the doubt. Going into the NATO summit meeting next month, "at least there will be clarity about the political situation in Turkey," said Amanda Sloat, who dealt with the country for the State Department during the Obama administration.

Mr. Erdogan's warming relations with President Vladimir V. Putin of Russia remain a potential point of contention, particularly the negotiations with Russia over the S-400 air defense system, problematic for a NATO member.

But the Trump administration will not regard the sale as complete until it "physically takes place," Ms. Sloat said,

and the Turks emphasize that they are also negotiating with an Italian-French military consortium.

The NATO secretary general, Jens Stoltenberg, has already congratulated Mr. Erdogan on his victory, and Ms. Sloat said she expected Washington quickly to follow suit.

Mr. Erdogan's drift toward authoritarianism so strained relations with Europe that he was not welcomed in any European country to campaign among Turkish expatriates, except in Bosnia. And the process for Turkey to become a member of the European Union is at a standstill.

Nevertheless, Sweden's foreign minister, Margot Wallstrom, said that while the state of Turkey's democracy had to improve, Mr. Erdogan should be given the chance to do that. At a meeting of European Union foreign ministers in Luxembourg on Monday, she also said that the issues with Turkey's large Kurdish minority and the country's economic development were "huge challenges."

Analysts held out the meager hope that despite an unfair campaign, Turks did vote freely and enthusiastically on Sunday. "With a turnout of more than 90 percent, and the very high mobilization of the opposition, Turkish society still holds its dynamism," Mr. Unluhisarcikli said. "It gives hope for the future."

Steven Erlanger contributed reporting from Brussels.

International New York Times JUNE 27, 2018

In Turkey, the Erdogan supremacy

Kaya Genc

OPINION

ISTANBUL On Sunday, when Turkey chose both a parliament and a president with sweeping new executive powers, I experienced the most uneventful election evening of my adult life. There was no real tragedy or comedy, just the repetition of something by now familiar: an electoral victory for Turkey's conservatives.

I voted in the morning at a Greek school in my neighborhood, Cihangir, and I spent the next few hours in a mall, watching a movie. The silence as I returned home Sunday evening was unnerving. It was broken only when a car passed by my narrow street blar-

ing a campaign song with this refrain: "Recep Tayyip Erdogan." I knew what had just happened.

Like Mustafa Kemal Ataturk, that triad of names evokes not just a leader, but an ideology, a state of existence, and for many Turks the status quo itself. Mr. Erdogan had won, with 53 percent of the vote, and he has consolidated power as he wished to.

He spoke to the silent majority: ordinary middle-

class Turks who pay their taxes and want to enlarge their bank accounts. He pledged to keep them safe from "rabble rousers," religious cults, armed insurgents and the pitfalls of Westernization. In his first years in power, Mr. Erdogan was considered a threat to the Turkish establishment. Under the new presidential system, he now embodies it.

Mr. Erdogan formed an alliance with the Nationalist Movement Party in the wake of a coup attempt in 2016. Thanks to the electoral success of the nationalist party on Sunday, Mr. Erdogan's Justice and Development Party can

command a majority in parliament. Two weeks ago, Mr. Erdogan promised to lift the country's state of emergency after the election. And in his victory speech, delivered from a balcony at his party's headquarters on Monday, Mr. Erdogan struck a conciliatory tone. He talked about leaving the past tensions behind. Turkey's imprisoned politicians, novelists and journalists may not believe him.

Mr. Erdogan has no elections to face for five years and he can avoid social conflict in the coming days. His fights with the "noisy minority" — feminists, socialists, human rights activists and even disillusioned Islamists from his own ranks — have worked to his advantage.

In the absence of elections, jailing intellectuals or maintaining the state of emergency carries little meaning. Besides, with the sale of the Dogan Media Company, Turkey's biggest media group, to an ally, most Turkish media patrons are now on Mr. Erdogan's side. Only Rupert Murdoch's Turkish Fox takes a critical stance, but that may also change, and the days of Mr. Erdogan versus the media appears to be over.

Over the next days, the president will reshape the Turkish state. When Mr. Erdogan recently unveiled the new



executive presidency he was planning, analysts noted its similarities to the solar system. Mr. Erdoğan sits at the heart of the new system as its sun. The number of his “planets,” or his ministries, is 16. His nine “satellites,” or policy boards, will specialize in areas like health, foreign and social policy. Tellingly, the European Union ministry, which worked on Turkey’s membership negotiations with the union, was abolished and its elusive mandate folded within the foreign affairs ministry.

Turkey’s new Presidential Palace, modeled after the White House, will open its more than 1,000 offices to specialists working for the presidency. “We will make decisions faster; all services will be results-oriented,” Mr. Erdoğan said while introducing the system.

But the Turkish parliament still stands tall and there things may get

tricky for the president. The Grand National Assembly’s new shape offers some optimism to the Turkish left. The People’s Democratic Party and the Republican People’s Party gained more than 200 seats in what will be a 600-seat body. Selahattin Demirtas, the imprisoned presidential candidate of the pro-Kurdish People’s Democratic Party, won significantly more than Meral Akşener, the leader of the newly formed nationalist Good Party, who vowed to send back all Syrian refugees to Aleppo.

Ahmet Sik, a Turkish reporter famed for his exposé of the infiltration into Turkish military and the judiciary by the followers of the cleric Fethullah Gulen, has been elected to a parliamentary seat. Twice jailed for his journalism, Mr. Sik will conceivably be a leading defender of Turkish journalists, 150 of whom are in Turkish jails.

The electoral competition was unfair,

but as often happens in Turkish affairs, repression has led to original thinking. The opposition’s humorous and brave campaign caught the government off guard.

Muharrem İnce, the main presidential contender and winner of nearly 31 percent of the vote, did not dispute the results, and lost in style. “The man has won,” he texted a Fox television journalist. When he addressed the press a few hours later, he was visibly shaken but answered all the questions. Some feared a vote-rigging, but then came the news that both Mr. Demirtas’s and Ms. Akşener’s parties passed the 10 percent threshold to get parliamentary seats.

Over the next days, the president will reshape the Turkish state.

While campaigning, Mr. Erdoğan presented his vision as the establishment one and this is perhaps how he won the “silent majority.” Mr.

Erdoğan appeared dispassionate in victory. In 2013 his Justice and Development Party joined the European Conservatives and Reformists political family.

Some of his critics compare Mr. Erdoğan to President Vladimir Putin of Russia and other strongmen, while others see him as an Islamist, but Mr. Erdoğan identifies himself as a conservative.

The mood was also conservative-gray in Cihangir around noon on Monday. I yawned reading the election coverage. But then a construction crew showed up on the street and began breaking all the cobblestones for some building project. It was business as usual.

KAYA GENÇ, an essayist and novelist, is the author of “Under the Shadow: Rage and Revolution in Modern Turkey.”

Austria to deport 60 Turkish imams and close 7 mosques

Austria’s conservative Chancellor Sebastian Kurz announced that his country will deport the imams financed by foreign countries and close 7 mosques.

ANF VIENNA Friday, 8 Jun 2018 <https://anfenglish.com>

AUSTRIAN CHANCELLOR Sebastian Kurz announced that the country will be deporting 60 imams and their families with ties to Turkey as part of the “fight against political Islam”.

Kurz said 7 mosques will also be closed and that this decision has been taken particularly in relation with children dressed in military uniforms to reenact an Ottoman era war in Turkish mosques.

The Chancellor held a press conference and said, “Parallel societies, political Islam and radicalization have no place in our country.”



One of the mosques where children were put in military uniforms is a mosque in Vienna that operates under the Turkish government. Photographs from the play where children reenacted the Battle of Çanakkale had been published on the center-left Falter in June.

These images had been met with protest from most all circles in the Austrian political class. The photographs showed children in fatigues lined up and giving military salutes while they waved Turkish flags. In another photograph, there were children lying on the ground covered with flags, depicting those who lost their lives in Çanakkale.

The mosque in question is ran by the Austrian Turkish-Islamic Union directly under Turkey’s Religious Affairs Directorate. ♦

Erdogan ou la victoire de la nostalgie ottomane

Le président turc a multiplié les discours hostiles à l'Occident pour assurer sa réélection au premier tour

ANALYSE

ISTANBUL - correspondante

Dans son « discours du balcon », prononcé à Ankara dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 juin pour célébrer sa réélection à la présidence, Recep Tayyip Erdoğan a attribué son succès (avec 52,5 % des voix) à la lutte menée « ensemble avec le peuple contre les vandales et les traîtres », vantant « la bonne leçon donnée à tous ceux qui s'attendaient à ce que la Turquie se mette à genoux ».

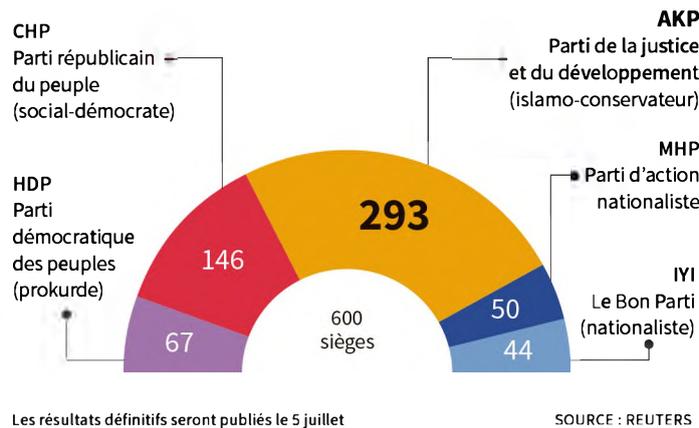
L'idée d'une Turquie assiégée par ses ennemis internes – les partisans de l'imam Fethullah Gülen et les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) –, lesquels sont aidés en sous-main par les partenaires occidentaux qui travaillent à sa perte, trouve un écho favorable auprès d'une large partie de l'électorat. Aux yeux de nombreux Turcs, l'Occident était à la manœuvre pendant toute la durée de la campagne pour les élections du 24 juin, dans le but de faire chuter le président Erdoğan et avec lui la Turquie, les deux ne faisant plus qu'un.

Du pragmatisme à l'idéologie

Se décrivant comme féru d'histoire, l'homme fort d'Ankara ne manque jamais une occasion de citer les grandes dates censées préfigurer l'émergence d'une « Turquie forte ». L'année 2023 est son horizon préféré. Le centième anniversaire de la République fondée par Atatürk en 1923 sera alors fêté, ou plutôt son remplacement par la « République d'Erdoğan », plus religieuse, plus sûre d'elle, certaine d'être au rang des « dix premières puissances mondiales ».

Il lui arrive de mentionner aussi 2053, soit le 600^e anniversaire de la prise de Constantinople, et 2071, qui marquera le millénaire de l'arrivée des Seldjoukides en Anatolie, ce qu'il a fait une fois de plus lors de son « discours du balcon ».

RESULTATS DES ELECTIONS LEGISLATIVES TURQUES DU 24 JUIN
EN NOMBRE DE SIÈGES



Depuis son accession au pouvoir en 2003, M. Erdoğan a progressivement viré du pragmatisme à l'idéologie. Une vaste réinterprétation de l'histoire turque et ottomane est à l'œuvre, une « pop culture » sert de socle au nouveau roman national selon lequel la Turquie a un rôle civilisationnel à jouer sur la scène mondiale.

Au fil des ans, le chef de file de l'islam politique turc a mis en place son soft power, un narratif à la sauce né-ottomane qui a le don de capter les esprits. Cette « ottomania » est omniprésente dans ses discours, sur le petit écran via les séries télévisées, et jusque sur les stands des ven-

deurs de rue, lesquels, toujours habiles à capter la tendance du moment, vendent désormais des fez (chapeaux ottomans) sur lesquels il est écrit : « Nous sommes tous les petits enfants de l'Empire ottoman. »

« Processus de renaissance »

Les séries télévisées sont le fer de lance de ce travail de propagande. Exportées pour certaines vers le Moyen-Orient, l'ex-URSS, les Balkans, l'Amérique latine, elles sont la marque de fabrique du pays. Les touristes arabes, nombreux à Istanbul, les connaissent si bien qu'ils demandent souvent à leurs guides de les emmener sur les lieux où elles ont été tournées.



Un militant pro-Erdogan vêtu à la manière ottomane, le 22 juin à Istanbul. LEFTERIS PITRAKIS/AP

Comme la plupart de ses concitoyens, M. Erdoğan est friand de ces sagas historiques à l'eau de rose. L'une d'entre elles, intitulée *Dirilis Ertugrul*, retrace la vie de Ertugrul Bey, le père d'Osman Bey, le fondateur de l'Empire ottoman. *Dirilis*, « renaissance » en turc, est une notion importante pour le numéroté un turc, qui a comparé récemment le référendum constitutionnel d'avril 2017 pour l'élargissement de ses pouvoirs au début d'un « processus de renaissance ».

Mais sa série de prédilection est *Payitaht Abdulhamid*, une saga sur le sultan Abdulhamid II,

auquel il s'identifie. Dès qu'il le peut, il en suit les épisodes. Surnommé « le sultan rouge » pour avoir ordonné des massacres parmi la population arménienne, Abdulhamid II fut déposé en 1909 par les Jeunes-Turcs, et mourut dans l'oubli à Istanbul le 10 février 1918.

Le 10 février, le centenaire de la mort d'Abdulhamid II était commémoré au palais de Yildiz à Istanbul. « Trop nombreux sont nos concitoyens qui, aveuglés par l'Occident, ont coupé le pays de ses racines ottomanes. Or l'Histoire est plus que le passé d'un pays, elle est aussi sa boussole pour le futur », a expliqué M. Erdoğan lors de son intervention.

La personnalité d'Abdulhamid est la boussole du moment. A travers la série, un récit épique et fantaisiste, ponctué de combats à l'épée, de trahisons, de complots, un parallèle est dressé entre le règne du sultan et celui de l'actuel président, confrontés aux mêmes écueils. « Derrière tout ce qui est néfaste à cette nation, il y a un ordre venu de l'Occident », affirme le sultan dans le premier volet de la série.

Les ennemis y sont ouvertement désignés : les Grecs, les Arméniens, les sionistes. M. Erdoğan ne manque pas une occasion de vanter cette production télévisée. « Est-ce que vous regardez *Payitaht* ? », a-t-il lancé à la cantonade lors d'une rencontre avec ses partisans en janvier, avant d'expliquer : « Les puissances étrangères réclament toujours des concessions de notre part. Y accèderons-nous ? Jamais ! »

La « parenthèse » Atatürk

Pour avoir trop regardé *Payitaht Abdulhamid*, Necati Sentürk, le gouverneur de la province de Kirsehir (région du centre du pays), a connu un moment d'égarement. C'était au début du mois de mars, et l'armée turque et ses supplétifs

syriens étaient sur le point de prendre la ville syrienne d'Afrine aux milices kurdes des Unités de protection du peuple (YPG).

Le départ des soldats au front se faisait au son des fanfares ottomanes, à coups de serments religieux collectifs. Inspiré par la nostalgie ambiante, le gouverneur

est apparu alors en grande tenue ottomane au balcon de la préfecture, agitant en l'air un sabre à double pointe, assurant qu'après Afrine l'armée turque irait « jusqu'à Jérusalem ». Ce qui lui a valu un départ anticipé à la retraite, dès le lendemain.

Du haut de son balcon à Ankara,

le président Erdogan a tracé avec moins d'emphase les contours de la Turquie qu'il veut voir émerger. Pour commencer, la République érigée par Mustafa Kemal Atatürk en 1923, perçue comme une erreur historique, est une « parenthèse » qu'il convient de fermer, ce qu'il va s'employer à faire. Son

souhait le plus ardent est de ramener le pays à l'époque ottomane (les portables et les centres commerciaux en plus). Quand l'empire s'étendait du Moyen-Orient aux Balkans. ■

MARIE JÉGO

Le Monde MERCREDI 27 JUIN 2018

La Turquie d'Erdogan est une antidémocratie du XXI^e siècle

Pour le sociologue Hamit Bozarslan, la victoire du président sortant, Recep Tayyip Erdogan, va confirmer le processus de re-radicalisation d'un régime déjà aux abois

Par HAMIT BOZARSLAN

Ainsi donc Recep Tayyip Erdogan va pouvoir former son gouvernement, contrôler l'Assemblée et nommer les juges et procureurs ; bref, exercer pleinement les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Plus qu'un nouveau tournant autoritaire, le régime que le *reis* turc instaure à la faveur des élections du dimanche 24 juin représente l'un des exemples les plus radicaux des antidémocraties du XXI^e siècle.

L'erdoğanisme part du principe que la nation turque, bras armé de l'islam, aurait reçu de l'histoire la mission de dominer le monde pour lui apporter justice et harmonie. Cette mission aurait cependant été entravée par l'inimitié de l'Occident, la trahison des ennemis de l'intérieur essaimés à travers la vaste « mère patrie de 18 millions de km² », et l'aliénation des élites turques occidentalisées. Le président le rappelle, la première guerre mondiale continue avec sa seule et unique finalité : détruire la Turquie. Faire face à cette menace exige la refondation de la nation dans son essence altérée.

Au-delà de cet impératif de survie, il fixe un objectif à échéance à ses sujets : 2071, le millénaire de la victoire turque sur Byzance, doit témoigner de la naissance d'une nouvelle ère de domination turque. Les « amis de 2071 »

L'ERDOGANISME EST UN RÉGIME D'EXCEPTION ET DE GUERRE, MAIS SANS QU'ON SACHE EXACTEMENT QUI EST L'ENNEMI ET D'OÙ VIENT LA MENACE

admettront « naturellement » la nécessité d'une fusion charnelle entre la nation et son chef : le *reis* doit puiser sa légitimité dans la nation pour incarner son passé et son futur, honorer ses « martyrs » dont le sang « a transformé la terre en patrie » et le « tissu en drapreau », et doter le pays d'une puissance digne de son rang.

Cet arrière-fond idéologique, réactivé et radicalisé à chaque défi que le régime d'Erdogan a dû relever en interne et à chaque défaite qu'il a subie en externe, explique largement la trajectoire de la Turquie des années 2010. Les élections du 24 juin confirment certes que de nombreux espaces de vie et de résistance continuent d'exister dans le pays, mais aussi qu'Erdogan peut compter sur un bloc hégémonique regroupant une bourgeoisie rentière – qui bénéficie de sommes publiques faramineuses –, les laissés-pour-compte – convaincus que la pau-

vreté n'est pas une question politique ni même sociale, mais de la simple charité –, et les classes moyennes turco-sunnites, profondément conservatrices, de l'Anatolie centrale.

PARAMILITARISATION DE L'ÉTAT

Certes, la base électorale d'Erdogan, largement urbanisée, avec un taux de natalité qui ne cesse de chuter, négociant sa survie au quotidien ou tentant de capitaliser sur ses acquis, n'est nullement prête à se sacrifier pour la « patrie ». Mais ce manque d'enthousiasme est compensé par la paramilitarisation de l'Etat à la fois en interne, avec la constitution de corps spéciaux de la police et de la gendarmerie, et en externe, avec la cooptation massive des djihadistes syriens, capables de procéder à un nettoyage ethnique dans la ville kurde d'Afrin comme de s'y entre-tuer pour le butin.

Erdogan est arrivé au pouvoir en 2002 à la faveur d'un double processus de déradicalisation, de l'islamisme *mainstream* (Frères musulmans, Ennahda...), qui, laissant derrière lui ses ambitions révolutionnaires, se faisait désormais apôtre du conservatisme social et du néolibéralisme, et de l'islamisme turc, qui ne pouvait surmonter sa marginalité électorale qu'en réalisant une ouverture vers les classes moyennes, la gauche libérale, la mouvance kurde et l'Europe.

Depuis le tournant de 2010, cependant, l'erdoğanisme ne survit que par un processus de re-radicalisation, mais cette fois-ci en tant que régime aux abois. Il est un régime d'exception et de guerre, mais sans qu'on sache exactement qui est l'ennemi et d'où vient la menace : la Russie,

déclarée l'ennemi durant les premières années du conflit en Syrie, se transforma en ami, pour être remplacée par les « Croisés » comprenant, pêle-mêle, la « diaspora arménienne », le « lobby juif », le « lobby du taux d'intérêt » et les... « zoroastriens [une minorité religieuse préislamique] ». Le prédicateur Fethullah Gülen, « ami » intouchable du régime au nom duquel ses procureurs et juges faisaient régner une véritable terreur d'Etat, se vit labellisé, du jour au lendemain, chef de l'« Organisation terroriste-Structure d'Etat parallèle ».

Promouvant une croissance par un endettement à outrance, la « doctrine Erdogan » place désormais le pays au bord d'un effondrement économique, mais la responsabilité est imputée par le président turc au « lobby du taux d'intérêt » et à l'« Occident »... jaloux de « notre troisième aéroport d'Istanbul », qui portera, fort probablement, son nom. A la veille des élections du 24 juin le président turc avait expliqué, « en toute modestie », qu'il était, avec Vladimir Poutine, le seul grand leader international. Comme l'autocrate russe, il sait, en effet, qu'en cas de crise, il peut compter sur sa puissance de nuisance et sur la capitulation des démocraties devant les antidémocraties. ■

¶

Hamit Bozarslan est historien et sociologue à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il est notamment l'auteur d'« Histoire de la Turquie contemporaine » (La Découverte, 2016)

En Syrie, Poutine a su retourner Erdogan en lâchant les Kurdes »

Entretien avec Alexandre Del Valle

par Daoud Boughezala - 27 juin 2018
<https://www.causeur.fr>

Du temps où le président turc Recep Tayyip Erdogan et son parti l'AKP apparaissaient comme des islamo-conservateurs modernistes bon teint, rares étaient ceux qui y percevaient un danger pour l'Europe. Le géopolitologue Alexandre Del Valle est de ceux-là. Aux lendemains de sa réélection, il analyse La Stratégie de l'intimidation (Editions de l'Artilleur, 2018) islamiste dont la Turquie d'Erdogan est l'un des acteurs étatiques majeurs. Ici, DEL VALLE analyse la politique syrienne d'Erdogan, passé du soutien à l'Etat islamique au combat direct contre les Kurdes.

Daoud Boughezala. Y a-t-il des preuves incontestables de la complicité de l'Etat profond turc avec l'Etat islamique en Syrie ?

Alexandre Del Valle. Bien sûr, les services de renseignements russes comme américains et français l'ont attesté amplement, et en Turquie même, cela a été largement dit. Ainsi, le 29 mai 2015, le rédacteur en chef du quotidien turc Cumhuriyet, l'un des plus réputés du pays, Can Dündar, et son chef de service à Ankara, Erdem Gül, ont divulgué des images d'armes livrées par la Turquie aux djihadistes de Daech, et incriminant clairement l'armée, les services secrets militaires turcs et les milices syriennes pro-turques présentes en Syrie et liées parfois à Daech face au régime. Ce journal a depuis été pris pour cible par le gouvernement d'Erdogan. Les deux hommes ont été poursuivis et condamnés à de lourdes peines de prison. On peut citer également un autre célèbre journaliste de Cumhuriyet, jadis journal laïque opposé à l'AKP, Kadri Gürsel, qui a déjà fait un an de prison pour les mêmes raisons de « complicité » de terrorisme et de « tentative de renversement du président »... Aujourd'hui encore, lorsque le régime d'Erdogan et l'armée turque combattent les Kurdes à l'ouest de l'Euphrate, alors que ces milices kurdes sont en pleine guerre contre Daech en d'autres points du territoire syrien, Ankara affaiblit le front anti-Daech et renforce de facto l'Etat islamique. Toutefois, s'il est indéniable qu'il n'y a plus de collaboration directe entre la Turquie et Daech, la coopération entre l'armée turque, ses milices turkmènes et arabes de Syrie et les djihadistes d'Al-Nosra (Al-Qaïda en Syrie), Ahrar al Sham, Faylaq al-Rahmane, Jaich al islam, Mourad



Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, Sipa.

Sultan, Nouredine Al-Zinki, est toujours d'actualité et parfaitement officielle dans le Nord Ouest de la Syrie où la Turquie est en train de purifier ethniquement Afrine et ses alentours avec la coopération des djihadistes qui ont été exfiltrés d'Alep, la Ghouta ou ailleurs...

Plus opaque que la diplomatie et l'administration officielles, « l'Etat profond » turc est souvent accusé des pires maux. Comment le définiriez-vous ?

L'Etat profond turc (« Derin Devlet ») désignait jadis les forces les plus opposées au camp d'Erdogan. Le Derin Devlet désignait alors l'Etat militaire kémaliste, les forces de polices et les juges et partis politiques ou groupes mafieux nationalistes qui combattaient à la fois les Kurdes à l'Est, les opposants démocrates-libéraux et les Islamistes. C'est cet Etat profond militaro-kémaliste qui mit en prison Recep Tayyip Erdogan en 1997 pour « incitation à la haine religieuse » au motif d'avoir récité un poème comparant les mosquées aux casernes et les minarets à des baïonnettes » tout appelant au port du voile. Cet Erdogan des années 1994-1997, alors maire d'Istanbul, était le disciple du leader islamiste radical historique Necmettin Erbakan, connu pour ses théories du complot anti-juives et son culte de la charia. Ce gouvernement islamiste fut interdit et Erbakan fut démis par le dernier coup d'Etat (1997), ourdi à l'époque de façon douce mais efficace par l'armée via le Conseil national de Sécurité (MGK), alors instrument privilégié du Derin Devlet. L'ironie de l'histoire veut que ce même Erdogan victime de l'Etat profond à l'époque en est le chef absolu aujourd'hui et qu'il a fait mettre en prison, entre 2007 et 2018, la quasi-totalité des gradés militaires anti-islamistes et des kémalistes qui jadis le contrôlaient !

Lesdits kémalistes ne sont d'ailleurs pas moins nationalistes que l'AKP d'Erdogan...

Ce qui s'est joué dimanche, avec l'espoir d'une opposition néo-kémaliste incarnée par Muharem Ince allié aux nationalistes du Bon Parti de Meral Askener, notamment, c'est la lutte jamais terminée depuis la fin de l'Empire ottoman (aboli par l'apostat « Atâtürk » honni

par les électeurs d'Erdogan) entre, d'une part, les « islamistes néo-ottomans » galvanisés par le revanchisme d'Erdogan et, de l'autre, les kémalistes anti-islamistes, en effet adeptes d'un nationalisme aussi radical que celui d'Erdogan mais sécularisé. Face à ces deux blocs, les islamistes modérés de la confrérie de Fetullah Gülen (accusés comme les kémalistes de tentative de putsch contre Erdogan) ont été laminés. Quant au parti de la Félicité, formation islamiste rivale de l'AKP, puis surtout les démocrates progressistes de gauche et les alliés kurdes, sont pris en sandwich. Il y a très peu d'espace pour eux. Par ailleurs, quand on est conscient de la popularité incroyable d'Erdogan qui a lui-même attiré les voix de nombreux nationalistes jadis pas spécialement islamistes comme le parti d'extrême droite MHP qui le soutient aux élections législatives et présidentielle, il y avait fort à parier que le réservoir électoral des opposants à la coalition pro-Erdogan AKP-MHP ne dépasserait pas les 35 %, car les kémalistes et nationalistes de Meral Askener sont tout aussi anti-kurdes et nationalistes que les électeurs d'Erdogan, ce qui rend idéologiquement et existentiellement impossible un front commun.

Pour conquérir les esprits puis les électeurs, Erdogan a-t-il avant tout misé sur l'islamisme ? Le nationalisme turc ? Une synthèse des deux ?

Le secret du succès d'Erdogan et de son équipe « national-islamiste » depuis la fin des années 1990 lorsqu'a été créé l'AKP par des islamistes réchappés du dernier coup d'Etat décidés à dékémaliser la Turquie et la faire renouer avec son passé ottoman et son identité

« Erdogan avait désigné au début de la guerre en Syrie le régime alaouite-bassiste de Bachar comme l'ennemi à égalité avec les Kurdes. »

islamique, a été de flatter l'orgueil blessé de millions de Turcs anatoliens sunnites conservateurs et pratiquants, choqués par le laïcisme agressif d'Atâtürk et de ses successeurs qui ont en fait acculturé ce pays qui fut à la tête du monde musulman sunnite et du Sultanat-Califat durant 5 siècles. Comme Poutine en Russie, Erdogan est populaire auprès des citoyens lambda majoritaires attachés à leur identité et impopulaire au sein des élites kémalistes et pro-occidentales laïcisées puis des classes moyennes minoritaires de l'Ouest du pays qui ont voté pour le kémaliste Muharem Ince. D'un certain point de vue, cette Turquie laïque et acculturée de l'Ouest a été vaincue politiquement et civilisationnellement depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, c'est pourquoi Erdogan a qualifié sa réforme constitutionnelle visant à faire de lui l'équivalent d'un néo-sultan tout puissant ou « Atâtürk » à l'envers de « changement civilisationnel ». C'est ➤

➤ d'ailleurs le même tsunami d'indigénisme islamiste porté aussi par les Frères musulmans depuis 1928 en réaction à l'abolition du Califat et de la Chariâ qui a permis aux Frères musulmans de remporter nombre d'élections au Maroc, à Gaza, en Tunisie, au Yémen et surtout en Egypte avant et surtout après le fameux « printemps arabe » dont Erdogan fut l'un des héros et inspirateurs puisqu'il apparaissait comme celui qui allait permettre la victoire des forces islamistes jadis persécutés par les militaires grâce aux urnes. Certes, Al-Sissi en Egypte ou avant lui les militaires algériens face au FIS en ont voulu autrement, mais il n'empêche que les « islamistes de gouvernement » proches des visions des Frères musulmans comme Ennahda en Tunisie, le PJJ en Egypte ou l'AKP en Turquie sont portés par une réelle légitimité et popularité que les coups d'Etat ne vont pas effacer.

Soutien des groupes islamistes syriens qui contrôlent la province d'Idleb, la Turquie s'est également rapprochée de l'Iran et de la Russie, pourtant alliés de Damas. Maintenant que le maintien au pouvoir de Bachar Al-Assad est assuré, quel est l'objectif de la politique syrienne d'Erdogan ?

L'objectif prioritaire d'Erdogan est d'endiguer la progression des Kurdes séparatistes des YPG (cœur des fameuses Forces démocratiques syriennes, FDS aidées par les Etats-Unis dans le Nord de la Syrie et à l'Est), et cette idée est très populaire en Turquie où nationalistes fascistes du MHP, nationalistes de droite du Bon Parti et nationalistes de gauche du CHP sont d'accord sur ce point avec le gouvernement AKP d'Erdogan. Les séparatistes kurdes de Syrie, contrairement à ceux d'Irak, se réclament du chef emprisonné du PKK kurde de Syrie, Oçalan, et ils sont vus comme l'ennemi suprême externe allié de l'ennemi intérieur kurde indépendantiste et terroriste (PKK). Tout doit être fait pour le réduire. L'action de l'armée turque, dont la priorité est depuis le début de la guerre civile syrienne de bloquer

“ Erdogan a dû composer avec la Russie après le putsch manqué contre lui. ”

“ En Syrie, les Turcs ont persuadé leurs protégés islamistes d'évacuer des places-fortes au profit des forces loyalistes. ”

les Kurdes des FDS et des YPG à l'ouest de l'Euphrate afin de les empêcher d'accéder à la Méditerranée et de faire la jonction avec les Kurdes de l'Est de la Syrie, est globalement accomplie. Erdogan a emporté l'adhésion de nombreux turcs islamistes et nationalistes qui ont voté en partie pour l'AKP, alliée aux ultranationalistes fascisants du MHP (Loups gris) au Parlement turc et lors de ces élections. Toutefois, là où les « islamo-nationalistes » pro-Erdogan et les nationalistes-laïques divergent, c'est sur le fait de considérer Bachar al-Assad comme un ennemi. Erdogan avait désigné au début de la guerre le régime alaouite-bassiste de Bachar comme l'ennemi à égalité avec les Kurdes, d'où le soutien du régime d'Erdogan à la plupart des groupes de rebelles islamistes sunnites anti-Assad.

Cette politique syrienne fait-elle l'unanimité en Turquie ?

Non. Le leader des Kéralistes turcs, l'outsider des dernières élections en Turquie, Muharem Ince, a fortement dénoncé la politique d'accueil massif de réfugiés syriens en Turquie (deux millions) et en toute logique de la part d'un opposant nationaliste-laïque pour qui l'ennemi direct principal sont les islamistes, il a également promis de reprendre des relations cordiales avec le régime de Bachar al-Assad. De son côté, en pragmatique-populiste adepte de la réalpolitik et des rapports de force, Erdogan a dû modérer sa croisade islamiste anti-Bachar al-Assad, et il a dû composer avec la Russie après le putsch manqué contre lui supposément perpétré par les milieux militaires turcs pro-Américains et pro-Fettulah Gulen. Estimant que les menaces principales sont les putschistes turcs pro-occidentaux, les Kurdes et leurs soutiens atlantistes, le président turc faisant le calcul suivant après plusieurs années de conflit larvé avec Moscou autour du régime syrien : « les Russes n'ont pas cherché à me renverser par un putsch

contrairement aux pays de l'OTAN qui ont soutenu celui de l'été 2016 contre moi, et s'ils me laissent réduire les milices kurdes puis faire du Nord-Ouest de la Syrie (ouest de l'Euphrate) une base islamiste pro-turque au détriment des Kurdes, alors je peux m'entendre très bien avec Poutine et abandonner des légions rebelles et djihadistes anti-Assad à la Ghouta, à Alep », puisque le départ de Bachar n'est plus une priorité.

A qui profite le renoncement d'Ankara à ce qui était initialement son objectif numéro un en Syrie ?

Cet extrême pragmatisme (Kurdes contre djihadistes) a finalement permis à la Russie avec ses partenaires iraniens et turcs, d'obtenir de réels succès lors des réunions d'Astana et de Sochi, où pour la première fois, les forces rebelles islamistes sunnites anti-Assad ont rencontré des représentants du régime et ont ainsi réussi à mettre en place quatre grandes zones de désescalade, dont Alep et la Ghouta, où les Turcs ont persuadé leurs protégés islamistes et djihadistes d'évacuer des places-fortes rebelles au profit des forces loyalistes de Damas appuyées par l'armée russe. L'idée est que la Turquie continue à paraître défendre les rebelles anti-Assad exfiltrés dans le nord-Ouest syrien en les utilisant pour déloger les Kurdes massacrés et déportés vers l'Est, tout en laissant les Russes et les forces chiites pro-iraniennes vaincre les islamistes syriens (abandonnés par Ankara) dans le reste du territoire syrien... Le summum de la réalpolitik est d'ailleurs intervenu lorsque Poutine, qui a habilement su retourner Erdogan en lâchant les Kurdes, s'est entendu avec son homologue israélien Benyamin Netanyahu le 9 mai dernier à Moscou sur le dos des milices chiïtes, le Hezbollah et les forces iraniennes Al-Qods en Syrie, de plus en plus gênants pour tout le monde. Dans le cadre d'une solution politique de sortie de crise en Syrie, les Russes et les Turcs laissent en effet mater les milices chiïtes pro-iraniennes dans le Sud tout en étant partenaires de Téhéran sur d'autres fronts... Bienvenue dans le monde multipolaire, un monde fait de cynisme et de retour de la Realpolitik que le « Bisounoursland » ouest-européen a le plus grand mal à comprendre.

◆◆◆

Syrie: neuf morts dans un double attentat à Afrine

Beyrouth, 27 juin 2018 (AFP)

AU MOINS neuf personnes ont été tuées mercredi en Syrie dans un double attentat qui a frappé la ville d'Afrine (nord-ouest), ex-bastion de la communauté kurde conquis par l'armée turque et des supplétifs syriens, a rapporté une ONG.

Cinq civils et quatre combattants syriens alliés aux forces d'Ankara ont péri dans ce double attentat qui n'a pas été revendiqué, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les forces turques et leurs supplétifs syriens ont conquis en mars la région d'Afrine, alors sous contrôle d'une milice kurde, Les Unités des protections du peuple (YPG). Depuis, les soldats turcs et les rebelles sont régulièrement la cible d'attaques.

"Une moto piégée a explosé près d'une position des forces turques dans la ville", a déclaré à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

"Une voiture piégée a visé une patrouille de sécurité des rebelles, sur une place du centre-ville", a-t-il ajouté.

Un haut commandant rebelle, contacté par l'AFP, a confirmé les deux attentats, accusant une "cellule" de combattants kurdes d'être derrière les explosions.



Après avoir perdu la ville, l'administration semi-autonome kurde avait promis "la résistance" face aux forces d'Ankara, s'engageant à mener des "attaques éclairées".

Déclenché en 2011 par la répression de manifestations pacifiques par le régime de Bachar al-Assad, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé.

Il a fait plus de 350.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés. ●

Return of sanctions fuels crackdown in Iran

TEHRAN

Tehran may be changing since Trump quit nuclear deal, but not as he thinks

BY THOMAS ERDBRINK

President Trump says his decision to leave the international nuclear agreement with Iran is already having a huge impact on the country. He is right, Iranians say, but for the wrong reasons.

Mr. Trump said this month that Iran is changing its behavior in the region, implying that its leaders had been chastened or cowed by the American move and were pulling back.

"They're no longer looking so much to the Mediterranean," he told reporters. "They're no longer looking so much to what's going on in Syria, what's going on in Yemen and lots of other places. They're a much different country over the last three months. Iran is not the same country that it was a few months ago. They're a much, much different group of leaders."

But analysts say there has been little or no change in Iran's regional posture. The real impact has been on internal politics, with repression of the slightest hints of dissent and of the economy, after sanctions were reimposed.

"A good economic and political process was underway in Iran," said Mirzababa Motaharinezhad, a spokesman for Mardomsalari, a moderate political group. "Unfortunately, after Trump pulled out from the deal, openness ended here, and a crackdown on activists resumed."



In the region, though, it seems to be business as usual. Last week an Iranian Revolutionary Guards Corps commander, Hossein Salami, noted that Iran's ally in Lebanon, Hezbollah, has 100,000 missiles ready to destroy Israel. In Syria, where Iran has played a crucial role in keeping President Bashar al-Assad in power, three Iranian soldiers have been killed this month during battles. For the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, Israel is still a "cancerous tumor" that must be removed.

"Trump has this illusion that because he left the nuclear agreement, we are forced to change our behavior in Syria, Yemen, Iraq, Lebanon and Palestine."

"Unfortunately, after Trump pulled out from the deal, openness ended here, and a crackdown on activists resumed."

said Hossein Sheikholeslam, a special adviser to Iran's foreign minister on regional issues. "No way we are doing that. If we ever change our policies, it will have nothing to do with Trump or anyone in the White House or elsewhere."

Most Western analysts largely agree with that assessment. "Iran is rethinking its role in the region, but not because of Mr. Trump directly," said Walter Posch, a Middle East expert at the National Defense Academy in Vienna. "Tehran is becoming overstretched. Iran thought it could hold the ground easily: getting strong in Syria, putting pressure on Israel indirectly but not provoking it to attack. But it is getting more difficult by the day."

Far away from the conflict zones in the Middle East, in the small alleyways of Tehran's bazaars and the luxury car dealerships in the affluent northern parts of the city, Mr. Trump's withdrawal from the nuclear agreement has definitely added to economic woes, which are contributing to political tensions.

On Monday, protesters gathered outside the Parliament building in Tehran to complain about the economy, and the police fired tear gas to disperse them. On Sunday, the Grand Bazaar had to close because of protests.

Iran's economy already was in a bad state. In less than a year, the rial, Iran's currency, has declined by 50 percent in value against the dollar. The International Monetary Fund reported that a record amount of capital, \$27 billion, was taken out of the country last year. In a recent sermon, Ayatollah Khamenei



Top, A protest in Tehran on Monday over Iran's economic problems; above, shops in the Grand Bazaar were closed during the protest. In less than a year, the Iranian rial has declined by 50 percent against the dollar, and prices of imported goods have risen sharply.

called upon Iranians to stop taking leisure trips abroad, to make sure no more foreign exchange leaves Iran.

The currency crisis has led to a sharp increase in the price of imported goods. In an effort to shield their savings, many people are buying real estate, gold and cars, driving up prices of those assets.

"Finding a safe place for my savings has become nearly impossible," said Asgar Kouhpaee, 55, a tradesman who for years made his living as an egg wholesaler. He said he always kept his savings in cars, but this year he missed his chance. A Toyota RAV4, an S.U.V. model that costs around \$25,000 in the United States and sold for \$68,000 here last August, now costs around \$100,000.

"Everything has gone up. Even locally produced cars are now 40 percent more expensive," Mr. Kouhpaee said. "Not only am I unable to purchase a new car, but who can afford to buy it from me with these prices?"

The prospect of new sanctions and pressure are terrifying him. "It just feels as if everything is spinning out of control," he said. "We must do something to stop this."

Such feelings are widely shared. Many people seem to be blaming their leaders, rather than President Trump or others, for most of the problems, making the government hypersensitive to expressions of dissent.

"The impact of Trump's pullout from the nuclear deal is very very low," said Reza Khandan, the husband of Nasrin Sotoudeh, a prominent human rights lawyer who was arrested last week. "Even if the nuclear agreement was fully implemented, and all the money reached here and the banking system was not under sanction, the mismanagement inside the country would have squandered the oil revenue and other transactions. We are in bad economic and social states, and it has nothing to do with Trump and sanctions he imposed or will impose."

Last week the Iranian authorities were caught off guard when an Instagram post from a former Iranian soccer star, Ali Karimi, calling for a consumer boycott was shared 800,000 times.

"Let's not buy anything from the market for a month, neither gold, nor cars nor anything that's gotten more expen-

sive," Mr. Karimi wrote. "All of you support this until the hands of the middle men and the thieves are cut off from this country!"

Mr. Karimi, who has criticized the authorities for their policies of barring women from soccer stadiums, was promptly hauled into court to explain his call for a boycott. His case is still under review.

The judicial authorities have also ramped up pressure on dissidents, most notably with the arrest of Ms. Sotoudeh.

In anticipation of fresh protests over the economy and rising political dissatisfaction, the government has allocated four stadiums and six parks across the capital as locations for legal protest rallies.

Mr. Khamenei, the supreme leader, in his recent speech, insisted all is well. "The people are awake. They are motivated and they are not tired," he said. "Those who promote the idea, following the enemies' propaganda, that the people are tired and exhausted are tired themselves. They themselves are exhausted!"

FINANCIAL TIMES

June 20, 2018

Turkey rounds on US Senate move to block sale of F-35 jets

Move underscores poor relations between Nato allies who have clashed on range of issues

Katrina Manson in Washington and Laura Pitel in Ankara JUNE 20, 2018
www.ft.com

Turkish officials have criticised a US Senate vote that could block transfers of the F-35 fighter jet to Ankara, a move that reflects increasing tensions between two Nato allies and which could ultimately hold up the sale of 100 planes worth close to \$10bn.

Turkish prime minister Binali Yildirim described the move, which came just days before Sunday's Turkish elections, as "lamentable", against the spirit of the Nato partnership and said Ankara could look for alternatives, in comments published by the Turkish broadcaster Haberturk.

A bipartisan clause added to the National Defence Authorisation Act — passed by the Senate late on Monday by a vote of 85 to 10 — would prohibit transfer of F-35s to Turkey until a plan is submitted to cut Ankara from participation. Turkey is one of 14 Nato members that have signed up both to buy and help produce the stealth jet, along with the UK, Norway and Israel.

Pentagon officials and US lawmakers are concerned by Turkey's stated intent to install a Russian air defence system, which they fear would put the secrets of the F-35 and the data it collects at risk.

The S400 Russian anti-aircraft weapon, which Turkey has said it will acquire next year, has the capacity to launch surface-to-air-missiles and relies on a powerful radar system along with autonomous detection and targeting that US officials worry could compromise the secrecy of the F-35, America's flagship stealth fighter.

The US has a provision to issue sanctions waivers to allies who buy military equipment from Russia but experts insist these cannot be extended to the F-35 system.

"[Turkish president Recep Tayyip] Erdogan's already paid a lot of money to Russia so we need to tell Erdogan that we're not trying to create problems between him and [Russia president Vladimir] Putin, but that there is a huge concern over the F-35 specifically," said James Jeffrey, former US ambassador to Turkey. "This is a real strategic threat to us."

Eric Edelman, a former senior

Pentagon official who was also ambassador to Turkey, said the S400 risked compromising systems on the F-35. "The Pentagon is in a very difficult bind. Folks there had been hoping this problem would blow over and that they could talk the Turks out of it, because Turkey is too important an ally. They also didn't want to give Erdogan the opportunity to pose as a defender of Turkish national honour against the Americans in the elections."

Mr Erdogan is seeking to drum up the support of nationalist voters ahead of this weekend's elections. Analysts said the Senate vote could bolster the Turkish president, feeding into his narrative that foreign powers are conspiring to damage the country.

US officials have said relations between the two Nato allies have in recent months reached their lowest ebb since Turkey's invasion of northern Cyprus in 1974.

In addition to disagreements over Syria and other issues, the Senate vote reflected US concern at the detention of American pastor Andrew Brunson, who is being held in Turkey after being charged with terrorism in the wake of a 2016 coup

attempt that Ankara believes was spearheaded by a Turkish resident of the US. US officials see the detention of Mr Brunson as an unacceptable bid to secure a swap.

But the US has also been making overtures to Turkey. Last month, US secretary of state Mike Pompeo reached preliminary agreement for a US-backed Kurdish militia, which Turkey views as a terrorist group, to leave the strategic Syrian town of Manbij at Turkey's request.

The diplomatic outreach risks being overtaken by Congress, however. The bill could undergo further changes in the reconciliation process with the House of Representatives, and is not expected to become law until later in the summer.

Lockheed Martin, maker of the F-35, said it still expected to hand over the first F-35 aircraft to Turkey in a ceremonial exchange in Texas on June 21. Turkish pilots are due to be trained on the F-35 in the US, but the warplanes themselves are not scheduled to leave the country for at least a year, giving the Pentagon time to find a solution should the new law pass. ●

from Strength Through Peace and Center for Preventive Action

What Erdogan's Victory Means for Turkey, the Kurds, and Syria

On Sunday, June 23, 2018, Turkish President Recep Tayyip Erdogan was re-elected to the Turkish presidency and secured a parliamentary victory. The Center for Preventive Action (CPA) interviewed CFR's Senior Fellow for Middle East Studies Henri J. Barkey to discuss what this victory means for Turkish foreign policy in Syria and, domestically, what it means for Turkey's Kurds.



By Center for Preventive Action, Interviewer and
HENRI J. BARKEY, Interviewee June 29, 2018

What does Erdogan's re-election mean for ongoing conflicts in the Middle East—particularly in Syria—and attempts to reach peaceful resolutions?

Erdogan has always been very anti-Syrian regime, anti-Assad. He is not going to change that position. However, partially because of deteriorating relations with the United States, Erdogan has gotten closer to the Russians—and the Russians have played a very good game with Turkey. The Russians know how to create, take advantage of, or deepen fissures between the United States and Turkey. Moreover, Putin has included Erdogan in the Astana peace process, which means Erdogan is essentially one of the three important figures in the future of Syria (along with Putin and Rouhani). Though Erdogan will not change his policies toward Assad, he could leverage his relationships to seek an accommodation from the Russians, the Syrians, and the Iranians in the following way: by seeking to return the Syrian refugees who have settled in Turkey back to Syria—and specifically by returning them to Afrin, Syria. [In January 2018, the Turkish military and Syrian allies launched a successful military operation against the People's Protection Units (YPG), a Kurdish militia linked to the Kurdistan Workers' Party, which was operating out of Afrin. Since then, Turkey has taken nominal control of the city.]

Erdogan has two reasons for wanting to return Syrian refugees to Syria: (1) the results from the last election indicate that some Turks are unhappy with the presence of so many Syrian refugees in Turkey and (2) scholars have predicted that an economic crisis is imminent in Turkey. The Syrian refugees pose two problems for Erdogan. First, there is a perception that they take jobs away from Turkish citizens. If the Turkish economy was booming, that would not be a problem, but if the economy starts to contract—as is expected—it becomes a problem. Second, hosting refugees costs money. So, as he has mentioned in the past, Erdogan will move the Syrians to Afrin. He has already established school systems in Afrin and has reportedly even opened branches of some Turkish universities. Turkey has made an effort to build up that area and the only reason to do that is to move the refugees there. He was not going to do anything about this until after the elections, but now he has a free hand.

The big question, is what happens if there is a major Syrian offensive against Idlib? Iran, with Turkey and Russia, have created checkpoints to protect Idlib, but, frankly, sometimes Assad will do things that even the Russians don't want him to do. So if Assad attacks Idlib, does that also create a new refugee problem? There are also number of armed groups that are close to Turkey in Idlib. What does Turkey do? It is possible that Assad's army is tired and in need of a respite, and so they will not do anything in Idlib for the time being, but at some point he will. He will want to control his own territory.

Of course, underlying all of this is the fact that in Syria, for Erdogan, the



Turkish President Tayyip Erdogan meets with Nationalist Movement Party leader Devlet Bahçeli in Ankara, Turkey, on June 27, 2018. Kayhan Ozer/Presidential Palace Handout/Reuters

main preoccupation is not Assad and the uprising against Assad, but the Kurds. He really wants to defeat the Kurds there.

What does his re-election mean for military operations against Kurdish groups in northwest Syria and in Iraq?

In Iraq, Turkey, Iran, and the Iraqi government sided against the Kurdish Regional Government (KRG) referendum last year—and Turkey helped the Iraqi government capture territory, like Kirkuk, from the KRG. The KRG had been recognized as legitimate by Turkey and continues to be an important trading partner; oil from the KRG is piped through Turkey to the Mediterranean.

However, another Kurdish group also operates in Iraq: the Kurdistan Workers' Party (PKK), a Turkish group. The PKK has its headquarters and several bases in the Qandil mountain range near the Iranian border. Before the elections, partially as an electoral ploy, Erdogan sent his military to attack the PKK's mountain hide-outs. Turkey did achieve some success, from what I can tell, but the truth of the matter is that it is very difficult for a conventional army to go up into those mountains and achieve significant, decisive results. Even in the 1960s, when the Iraqi government was fighting Kurdish forces, U.S. government reports assessed that Iraqi forces would not be successful in forcing the other side to sue for peace. If the Iraqi government could not do it, it is highly unlikely that Turkish forces could, even today. Turkey is far more sophisticated now and has more sophisticated weapons, but it is not their territory—and they cannot even control all of the Turkish territory.

The important thing about Syria and Syrian Kurds is that Erdogan turned on them in 2014, when Kobani [a city in northern Syria] was attacked by the [self-proclaimed] Islamic State. Erdogan did not want the United States to defend the Kurds in Kobani for the very simple reason that he perceived what was happening in Syria as a duplicate of what happened in Iraq. That is, the United States intervened and, with that intervention, created a new federal arrangement. That scared the living daylights out of Erdogan because he thought the United States would do the same thing in Syria. Maybe the United States wouldn't have done that—it may not have been part of the plan—but it could have ended that way. From Erdogan's perspective, you had a federation in Kurdistan and a federation in Iraq. And what would happen next? A federation in Syria.

After passing the 10 percent threshold to enter parliament, will

➤ Turkey's People's Democratic Party (HDP) be able to effect change for Turkey's Kurds?

Crossing the 10 percent threshold is psychologically important, but it is not as important as it could have been had the governing coalition lost its majority. Essentially, the Turkish parliament has been reduced to a tea club. It has almost no powers and all power is concentrated under the president. So, it doesn't matter how many deputies each party has in parliament. The victory for the Peoples' Democratic Party (HDP) came, in part, from the support of many Turks who do not support or belong to the Justice and Development Party (AKP)—and that is actually quite important, but it is not going to change the future of the Kurds in Turkey.

Because of Syria and the Syrian Kurds, Erdogan has taken a very hard line domestically. The leader of the Kurdish opposition party is in jail and has been for many years now. The charges are ludicrous, but so are the charges against most people in jail in Turkey. The real problem is Erdogan's strategic ally, the Nationalist Movement Party (MHP)—an extreme radical, right-wing party that actively dislikes and acts against the Kurds. Erdogan does not have a majority in parliament—and you could argue that does not matter—but he has an alliance with the MHP. It has been suggested that Erdogan might want to be magnanimous after his electoral success and

will re-start the peace process, but that is extremely unlikely because he will not want to start a fight with his allies in the MHP.

Furthermore, while the MHP won 11 percent of the vote, the Good Party—an offshoot of the MHP which is no different when it comes to their policy toward the Kurds—won almost 10 percent as well. Between the two, approximately 20 percent of the population voted for radical, right-wing parties. We know that the MHP and the Good Party are philosophically, ideologically, and politically opposed to any concessions with the Kurds. I would be very surprised if there is any attempt at reconciliation at any time soon. Something else, somewhere else will need to change in order for Erdogan to restart the peace process—and he can do it because he has done it.

At the moment, it is not worth messing with the alliance. He will continue to worry about the two right-wing parties. At this stage, he can manage the Kurdish issue as it stands and will use Afrin to absorb and relieve the pressure from the refugee problem. For Erdogan, right now, the economy is the real, domestic threat to his power. ♦

This interview has been lightly edited and condensed.



JUNE 27, 2018

PUK demands Iraqi forces work with Peshmerga as Kirkuk security spirals

Sangar Ali June 27-2018 .kurdistan24.net

ERBIL (Kurdistan 24) – The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) warned on Tuesday of the re-emergence of the Islamic State (IS) in the disputed province of Kirkuk, charging that the federal government of Iraq and its security forces, unable to provide sufficient security, must cooperate with Kurdish forces.

In a statement received by Kurdistan 24, the PUK office in Kirkuk said, "We clearly inform the concerned parties that the terrorist activities of Da'esh (IS), such as public and secret executions and the kidnapping of citizens, have been on the increase for some time in the disputed territories in general and the province of Kirkuk in particular."

Oil-rich and ethnically-diverse Kirkuk is prominent among several areas claimed by both the Kurdistan Regional Government (KRG) and the federal government of Iraq.

Soon after the emergence of IS in 2014, the Kurdistan Region's Peshmerga and other security forces protected most of Kirkuk from attacks by the jihadist group. Following the region's controversial independence referendum held in September, Iraqi forces and Shia militias drove Kurdish forces from Kirkuk and other disputed territories.

Iraqi forces take control of Kirkuk Province following the Oct. 16 military operation. (Photo: Reuters)

Since then, the security situation has deteriorated considerably, with IS activities on the rise, including ambushes, kidnapping, suicide attacks, and execution-style killings.

"Hereby, we warn you that the protection and safety of citizens in this area [Kirkuk] is in the responsibility of the central government [Baghdad] and these armed forces [Iraqi forces] that currently are in charge of the security of the area," the PUK stressed.

The PUK views Kirkuk as its stronghold and won six out of Kirkuk's total 13 seats for the Iraqi parliament in the contested May 12 parliamentary election there, according to initial results. Iraq's Supreme Court ordered a full recount of votes on Thursday after widespread claims of electoral fraud.

Nationwide, the PUK was announced to have won 18 seats in the Iraqi Parliament, becoming the second largest Kurdish party in Iraq following the Kurdistan Democratic Party (KDP) that presumably won 25 seats, the upcoming recount notwithstanding.

The Kurdistan Region Presidency and multiple Kurdish parties have accused some leaders within the PUK of cooperating with Iraqi forces and Shia militias in the takeover of Kirkuk, labeling the attack as "the treason of Oct. 16," named for the day it occurred.

A Kurdistan flag smolders in the province of Kirkuk after Iraqi forces and the Shia militias took over the area, Oct. 16, 2017. (Photo: Reuters)

Since the attack, the PUK has not commonly voiced public concerns about the security in the province, but in recent weeks, party officials in the province have become more vocal in their complaints against Iraqi forces there as security continues to spiral.

"This situation tells us that the security forces and Iraqi army cannot protect and provide security to people in Kirkuk and other disputed territories," the PUK statement continued.

The party also called on the KRG to step up efforts, as a national and moral duty, to prevent any "humanitarian catastrophe" from happening in the area, although it no longer has control over the province.

In the statement, the PUK called on the "Iraqi government and the KRG, in cooperation with the UN, to agree on creating a joint force made from Peshmerga, Iraqi army, and [other] security forces,



The aftermath of an explosion in the disputed city of Kirkuk. (Photo: Archive)

to protect people in our areas."

The demand echoed a previous one made by a PUK member in the Kirkuk Provincial Council (KPC) on Wednesday, which also called for the establishment of such a "joint operations command."

At the end of Tuesday's PUK statement, the party threatened to take "other measures" if Iraqi forces are not soon able to resolve the province's security issues.

"If a quick and permanent solution is not found for protecting the people [in Kirkuk]," the PUK will use people's pressure as leverage, as well as combating any threats.

Recently, Shakhawan Abdulla, a Kurdish lawmaker from Kirkuk in the Iraqi Parliament, told Kurdistan 24 that an important part of the problem is that the Iraqi forces brought to Kirkuk from outside the province have different ethnic and religious backgrounds.

"When a foreign force," unguided by locals, takes the task of providing the security of a region "they can't protect it," he said. ●

En Syrie, Washington cesse de soutenir les rebelles de Deraa

Les Etats-Unis ont prévenu les insurgés du Sud syrien qu'ils ne pouvaient plus compter sur leur appui, une aubaine pour Damas et Moscou

BEYROUTH - correspondant

Il n'aura pas fallu dix jours aux Etats-Unis pour opérer un virage à 180 degrés sur la question du bastion rebelle de Deraa, dans le sud de la Syrie. Samedi 23 juin, Washington a notifié aux groupes armés de cette région, attaquée par l'armée syrienne, qu'ils ne devaient pas s'attendre à un soutien militaire américain. Le 14 juin, pourtant, le département d'Etat avait menacé Damas de « mesures fermes et appropriées » en cas de violation de l'accord de « désescalade », conclu en juillet 2017, entre la Russie, la Jordanie et les Etats-Unis. Cette volte-face, qui équivaut à un feu vert tacite de Washington à Moscou et à son allié syrien pour attaquer la province de Deraa, n'a pas échappé au Kremlin. Dans la soirée de samedi, en l'espace de vingt minutes, l'aviation russe, absente de la région depuis douze mois, a tiré une vingtaine de missiles contre des villages du nord de Deraa.

Les raids se concentrent sur le secteur de Lajat, au nord de Deraa, que les assaillants espèrent isoler du reste de la poche rebelle. La ville de Deraa, frontalière de la Jordanie, a aussi été visée. L'Observa-

toire syrien des droits de l'homme a comptabilisé 28 morts depuis mardi 19 juin, date de la reprise par Damas de ses bombardements aériens. « Les Américains sont malades, fulmine Maan Abdul Salam, le coordinateur politique du Front du Sud, le « label » regroupant les insurgés de Deraa et de la région voisine de Kuneitra, plus à l'ouest. Ils disent une chose en public et, en privé, ils disent le contraire. C'est tellement puéril. Les rebelles vont à la mort. Que les Américains l'assument à haute voix, au lieu de prétendre qu'ils les protègent ! »

« A vous de vous décider »

C'est par une note de l'ambassade des Etats-Unis à Amman que les commandants du Front du Sud ont su qu'ils ne pourront compter que sur eux-mêmes. « Vous ne devez pas fonder vos décisions sur l'hypothèse ou sur l'attente d'une intervention militaire américaine », prévient le message, révélé par Sam Heller, analyste au centre d'études International Crisis Group. « A vous de vous décider en fonction de la manière dont vous évaluez vos intérêts et les intérêts de vos familles, poursuit l'ambassade. Cette évaluation et cette décision appartiennent à vous seuls. »

Selon Maan Abdul Salam, peu après avoir reçu ce coup de massue, plusieurs chefs de groupes armés ont reçu un autre message, signé du général Alexander Ivanov, le porte-parole du contingent russe en Syrie, leur disant, sur un ton narquois : « Vos amis vous ont laissés tomber. » Le haut gradé russe est depuis plusieurs mois en contact avec eux pour les persuader d'accepter les offres de « réconciliation » des autorités syriennes.

Le terme désigne le processus par lequel les insurgés qui acceptent de rendre les armes sont soit

transférés vers Idlib, le dernier territoire rebelle avec Deraa-Kuneitra, soit reversés dans des unités prorégime, leur permettant de se « racheter » auprès de Damas. Jusque-là, la quasi-totalité des meneurs de l'insurrection dans le Sud ont rejeté ces propositions, même s'il n'est pas impossible que certains fassent défection dans les prochains jours, à mesure que l'étau du régime se resserrera.

Contrairement aux autres efforts d'apaisement, menés sous l'égide du trio Russie-Turquie-Iran, dans le cadre du processus d'Ashtara, et portant sur les zones d'Idlib, de la Ghouta orientale (banlieue de Damas) et du nord d'Homs, l'accord de désescalade de Deraa avait débouché sur un véritable cessez-le-feu. Même si des escarmouches et des tirs d'artillerie ont continué à être enregistrés le long de la ligne de front, les bombardements aériens ont peu ou prou cessé pendant douze mois.

En mars, l'accord n'a pas été loin de s'effondrer. Des factions rebelles ont été à deux doigts de reprendre les combats, afin de soulager leurs homologues de la Ghouta confrontées à la vaste offensive de l'armée syrienne, qui allait leur être fatale. Selon un récent rapport de l'International Crisis Group, des responsables américains et jordaniens ont alors dissuadé les combattants du Sud de passer à l'action, en leur faisant valoir que, s'ils violaient l'accord de désescalade, « Washington ne pourrait pas les défendre ». Le souvenir de cet épisode accroît l'amertume des opposants.

Ceux-ci tendent cependant à oublier que le répit d'un an dont ils ont joui a plus été la conséquence d'un choix tactique de Moscou et de Damas – qui ont profité d'avoir les mains libres dans le Sud pour soumettre les rebelles de la Ghouta et ceux du nord d'Homs –

que de réelles pressions américaines. Au moment même où ils concluaient l'accord de désescalade, les Etats-Unis annonçaient d'ailleurs la fin de leur soutien financier et militaire au Front du Sud, coordonné depuis 2014 par l'Agence centrale de renseignement (CIA) américaine. Les seuls obstacles sont venus d'Israël. L'Etat hébreu a bombardé à plusieurs reprises des positions de milices pro-iraniennes dans le sud de la Syrie, pour faire comprendre à Moscou qu'il ne tolérerait pas qu'elles participent à la reconquête de la zone aux côtés de l'armée régulière.

Une certaine confusion

La mise en garde du département d'Etat datant du 14 juin a introduit une certaine confusion. Mais elle n'a guère impressionné à Damas. « C'est de la guerre psychologique, les Etats-Unis ne sont pas du tout prêts à défier la Russie », relativisait, la semaine dernière, Taleb Ibrahim, un commentateur pro-Assad. Le message de l'ambassade américaine d'Amman n'est donc pas tant un lâchage que la poursuite de la politique de Washington visant à minimiser son implication dans le conflit. « C'est choquant, mais ce n'est pas surprenant, reconnaît Issam Al-Rayes, le porte-parole du Front du Sud. Dans les moments de vérité, les Américains nous ont toujours laissés tomber. »

Aux yeux de Damas et de son protecteur russe, l'arrangement de juillet 2017 n'a jamais été qu'intérimaire. Pour peu qu'Israël ait été satisfait par les garanties que lui a données la Russie, plus rien ne s'oppose à une percée des forces loyalistes. Si ce n'est les rebelles, qui tiennent pour l'instant leurs positions mais semblent promis à la défaite. ■

BENJAMIN BARTHE



L'Iran ferme les frontières à 1300 produits importés

Sur fond de grève au grand bazar, Téhéran a pris cette mesure pour enrayer l'inflation accentuée par le retour des sanctions américaines.

ANNE CHEYVIALLE
@AnneCheyvalle

MOYEN-ORIENT Les boutiques du grand bazar de Téhéran fermées, l'image est assez inédite au pays des mollahs. Mardi, pour la deuxième journée consécutive, rapportent les agences de presse, les puissants commerçants, soutien traditionnel du régime iranien, ont baissé leurs rideaux en signe de protestation contre la dégringolade de la monnaie. Le rial iranien a perdu 52 % depuis le début de l'année. La dépréciation s'est accélérée lorsque, début mai, Donald Trump, a dénoncé l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien. Cette annonce ouvrant la voie à un renforcement des sanctions économiques américaines contre l'Iran, en deux phases, début août puis en novembre.

De quoi générer de l'inflation, via les prix importés et une moindre concurrence sur le marché local et accentuer le mécontentement contre la vie chère. Déjà, en décembre, la réduction de subventions sur des prix avait provoqué des manifestations dans plusieurs villes du pays. Si l'économie s'est redressée depuis 2015 - taux de

croissance de 4,3 % en 2017 -, elle reste très fragile avec un niveau élevé de pauvreté et de chômage, évalué à 12 % selon le FMI.

Appelant à l'unité nationale, le président iranien, Hassan Rohani, a tenté d'apaiser les tensions sociales, mardi, tout en défendant son bilan économique et mettant en cause « la propagande des médias étrangers ». « Dans le pire des scénarios, je promets que les besoins élémentaires des Iraniens seront pourvus. Nous avons assez de sucre, de blé et d'huile de cuisson. Nous avons assez de devises étrangères pour en injecter dans le marché », a assuré le président, qui fait face à la vive opposition des ultra-conservateurs.

Valeur refuge

Le pays compte deux systèmes de change : un taux officiel fixé par la banque centrale à 1 dollar pour 42 540 rials utilisé pour rembourser les dettes à l'extérieur et régler certaines importations et un taux libre dépendant de l'offre et la demande. Ces dernières semaines, c'est le sauve-qui-peut alimenté par le marché noir. « Les Iraniens achètent des devises étrangères ou de l'or, valeur refuge, dans la pers-

pective des sanctions sur les métaux précieux, note Victor Béquillieriez, économiste risque pays à Bpifrance. En une semaine, le taux est passé de 70 000 à 90 000 rials pour un dollar. » Les plus fortunés vont investir à l'étranger. Pour freiner l'hémorragie, le gouvernement vient d'interdire l'importation de 1 300 produits sur quatre catégories : textiles et produits en cuir, appareils ménagers, meubles et produits de santé. « Même si le pays affiche de confortables réserves de change et un excédent courant, l'enjeu est de ne pas trop peser dessus », ajoute l'économiste. Les produits n'ont pas été choisis au hasard, substituables aux importations et visant à renforcer le tissu productif local.

« Le plus important, insiste de son côté Thierry Coville, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), est de préserver les exportations de pétrole, qui assurent 80 % des recettes en devises. » « Les Européens, ajoute-t-il, se sont prononcés pour le maintien dans l'accord nucléaire, ils doivent tenir leurs engagements et continuer d'importer. » L'Iran devrait pouvoir compter sur la Chine et l'Inde, ses deux principaux clients. ■

L'IRAN EN CHIFFRES
POUR 2017, SELON LE FMI

4,3%

Taux de croissance

12%

Taux de chômage

10%

Taux d'inflation



Mardi, pour la deuxième journée consécutive, les boutiques du grand bazar de Téhéran ont baissé leurs rideaux en signe de protestation contre la chute de la monnaie iranienne. Le rial a perdu 52 % depuis le début de l'année. FATEMEH BAHRAMI/ANADOLU AGENCY/AFP FORUM

Grève au grand bazar de Téhéran

Le régime iranien a interdit l'importation de 1 300 produits de luxe pour limiter la fuite des devises

TÉHÉRAN - correspondance

Pour le deuxième jour d'affilée, mardi 26 juin, les rideaux d'une grande partie des boutiques du grand bazar de Téhéran sont restés baissés. La veille, le 25 juin, des manifestations disparates avaient eu lieu aux alentours, en plein centre de la capitale iranienne, contre la chute drastique de la monnaie nationale et la fluctuation des devises étrangères. Des affrontements avec les forces de l'ordre ont été rapportés. « Nous ne voulons pas d'un dollar à 100 000 rials! », ont scandé les manifestants. Le 24 juin, les commerçants d'au moins deux bazars de Téhéran, spécialisés dans l'électronique et la téléphonie, avaient cessé leurs activités, en signe de mécontentement.

Depuis février, le dollar a grimpé de presque 100 % face au rial. Alors qu'en février un dollar se vendait à presque 45 000 rials sur le marché informel, ces derniers jours, il a atteint 90 000 rials. Déjà, au début de l'année, l'Iran avait été traversé par une vague de manifestations dénonçant la vie chère et le mauvais bilan économique de l'Etat. Ces critiques s'étaient étendues à toutes les branches du pouvoir, et, de source officielle, vingt-cinq personnes ont été tuées.

Ces derniers mois, beaucoup d'Iraniens ont multiplié les

achats de devises étrangères, inquiets des menaces des Etats-Unis de sortir de l'accord international sur le nucléaire iranien – devenues réalité le 8 mai. Autre raison de cette ruée: de nombreux instituts de crédit, qui proposent des taux d'intérêt élevés, ont fait faillite récemment, et les rumeurs fusent sur la fragilité accrue du secteur bancaire iranien.

Origines floues

Pour tenter de juguler cette crise, le gouvernement d'Hassan Rohani a imposé un taux de change fixe (42 143 rials pour un dollar) et un montant limité d'achat de dollars pour les Iraniens voyageant à l'étranger. L'Etat a également interdit l'importation de plus de 1300 « produits de luxe » ou « dispensables », dans le but de diminuer la sortie du pays des devises étrangères. Pour le moment, ces

initiatives n'ont pas suffi à calmer les craintes.

Pour l'heure, les origines du mouvement de contestation du bazar restent cependant floues. Les médias critiques du président Rohani ont, dans un premier temps, donné raison aux manifestants, qui dénoncent la mauvaise gestion du gouvernement. Puis, en quelques heures, lundi, ils ont changé de ton, dénonçant des « semeurs de troubles » et des « casseurs ». Ce retournement laisse penser que les ultraconservateurs ne cherchent pas, présentement, à instrumentaliser ces protestations. Mardi matin, dans une rare démonstration de solidarité, le chef du pouvoir judiciaire, Sadeq Larijani, un adversaire farouche du président, a menacé de « peine capitale » quiconque « cherche à déstabiliser l'économie du pays ». Il s'exprimait peu après M. Rohani,

qui avait appelé la justice à poursuivre ceux qui « brisent les espoirs du peuple ».

Ces grèves ont par ailleurs éclaté dans des bazars de la téléphonie, alors que le secteur est secoué par des affaires de corruption. Le ministre des télécommunications, Mohammad-Javad Azari Jahromi, a récemment identifié quarante entreprises, ayant obtenu 220 millions d'euros de devises au taux officiel, afin d'importer des téléphones mobiles. Ces compagnies n'ont finalement acheminé en Iran que 75 millions d'euros de marchandises. Et nul ne sait où sont passés les deux tiers des devises achetées à taux réduit.

Le bazar, qui avait occupé un rôle central dans la révolution iranienne de 1979, n'est plus le poumon économique du pays. Il ne reflète plus, non plus, les revendications du peuple. Ces dernières années, d'autres acteurs économiques et politiques très puissants, dont des organisations et fondations étatiques et para-étatiques, ont émergé en Iran, même si, au sein du bazar, quelques commerçants, grâce à leurs liens étroits avec le pouvoir, ont pu y obtenir un poste ou gagner en influence. Et, sans doute, les révélations telles que celles faites par M. Jahromi ne plaisent guère, ni au bazar ni à ceux qui ont, toutes ces années, tiré profit de leur proximité avec le pouvoir. ■

GHAZAL GOLSHIRI

Washington met la pression sur les pays importateurs de pétrole

Les Etats-Unis demandent à tous les pays de stopper complètement leurs importations de pétrole iranien d'ici le 4 novembre s'ils veulent éviter les sanctions américaines rétablies après le retrait de Washington de l'accord sur le nucléaire iranien, a déclaré mardi 26 juin un haut responsable américain. « C'est une de nos principales priorités de sécurité nationale. Je n'irai pas jusqu'à dire "zéro exemption" de manière définitive, mais la position est bien que nous n'octroyions pas d'exemptions », a prévenu ce responsable du département d'Etat devant la presse. Ce diplomate vient de se rendre dans de nombreux pays européens et asiatiques, et échangera prochainement avec la Chine et l'Inde.

 Le Canard enchaîné mercredi 27 juin 2018

La Turquie en prend pour cinq ans

RÉÉLU, DIMANCHE, chef de l'Etat turc, avec 52,5 % des voix et une majorité parlementaire, Recep Tayyip Erdogan a désormais les mains libres jusqu'en 2023.

Depuis plusieurs semaines, dans les chancelleries et les gazettes, spécialistes et observateurs occidentaux commentaient – à raison – le dynamisme et les espoirs de l'opposition turque. Mais les « vrais citoyens », comme les appelle Erdogan, n'ont fait qu'une bouchée des pronostics.

Malgré l'instauration de l'Etat d'urgence, qui a suivi la tentative de putsch de juillet 2016, les dizaines de milliers de personnes interpellées, le limogeage de plus de 150 000 fonctionnaires,

l'emprisonnement de journalistes, d'écrivains, de professeurs, de magistrats, d'avocats, d'étudiants, la fermeture de nombreux journaux, le blocage de sites Internet, malgré ces geôles que la justice turque a vidé de leurs prisonniers de droit commun pour y entasser les prisonniers d'opinion, malgré les condamnations de l'ONU et d'ONG comme Human Rights Watch pour des enlèvements, des détentions illégales et les tortures pratiquées dans les commissariats, le pays a préféré le sultan au « chaos » qu'il lui prédisait.

Seule bonne nouvelle, le Parti démocratique des peuples (HDP), formation de gauche notam-

ment proche de la cause des Kurdes, du féminisme ou des combats pour l'environnement, a dépassé le score de 10 % lui permettant de maintenir des députés à l'Assemblée. Parmi eux, le journaliste Ahmet Şık, libéré sous caution après avoir passé 434 jours en prison pour « terrorisme », qui a été élu à Istanbul.

Tandis que les grands dirigeants occidentaux peinaient à réagir officiellement, trois chefs d'Etat se sont immédiatement empressés de féliciter Erdogan : le Hongrois Viktor Orban, son homologue bulgare, Boiko Borissov, et Vladimir Poutine.

Les démocrates se reconnaissent entre eux...

S. Ch.

Turkey's revolution continues

Mustafa Akyol
Contributing Writer

More than 55 million Turks went to the polls on Sunday to elect the country's new president and to form its new parliament. As has happened repeatedly since 2002, the winner was President Recep Tayyip Erdogan. With more than 52 percent of the vote, Mr. Erdogan secured a mandate to rule Turkey until 2023 — the centennial of the founding of the Turkish Republic after the fall of the Ottoman Empire in World War I.

To many, especially in the West, yet another victory for Mr. Erdogan seems hard to understand. The economy has been gloomy. The Turkish lira is in free fall against other currencies. Democracy is in precipitous decline, too. Moreover, the usually fractured opposition seemed to get its act together this time, forming a coalition and putting forth Muharrem Ince, a charismatic candidate. All this led to a widespread expectation that Mr. Erdogan could lose this time, or at least would face a major setback.

But Turkey's strongman proved as strong as ever. The reason for this is not ballot rigging. It is not even just the way that Mr. Erdogan holds a grip on power with his command of the news media. The truth is, most people who voted for Mr. Erdogan will vote for him no matter what. They didn't see this election as a competition between politicians promising better governance. They viewed it as an act of defiance against a century-old existential enemy.

The story goes back to modern Turkey's 1923 founding by Mustafa Kemal Ataturk, whose top-down secularist reforms created a Westernized urban population that viewed him as a savior. But the same "Kemalist Revolution" left behind a traumatized conservative class, which felt itself as "a stranger in your own home, a pariah in your own land," as the Islamist poet Necip Fazil put it in 1949.

When multiparty elections were introduced in 1950, the conservatives began to enter the system. But they were repeatedly punished by "the regime's guardians," as the secular elite proudly called itself. Only with Mr. Erdogan's election and solidification of power in the early 2000s was this secular hegemony fully broken.

This is what Turkey's religious conservatives are thinking about when they vote for Mr. Erdogan and his



SEDAT SUNA/EPA-EFE, VIA, REX — SHUTTERSTOCK

A poster of President Recep Tayyip Erdogan of Turkey that reads, "Thank you Istanbul," in Taksim Square in Istanbul, Turkey, on Tuesday.

Justice and Development Party, not his flaws, which they may silently admit he has. They aren't thinking about newspapers that have been taken over or professors who have been put in jail, but about how the Arabic call to prayer was outlawed in the 1930s and the head scarf was banned in the 1990s. Against this "Old Turkey" that the religious conservatives despise, Mr. Erdogan proved to be their savior. The more sensible among them may sense that their "New Turkey" is hardly any better than the old — but still it is *their* Turkey.

In other words, Mr. Erdogan is surfing on a sense of a historic revolution, driven by a revolutionary zeal. After a century in the wilderness, Turkey has become great — and Muslim — again. The rest is trivia.

This sense of world historical importance distorts how conservatives are able to see the rest of the world. They assume that the whole world, and especially the evil cabal that supposedly runs it, attaches as much importance to Turkey's conservative turn as they do. And so they believe the main theme of Mr. Erdogan's giant propaganda machine: conspiracy. They see a global conspiracy to topple Mr. Erdogan; they believe there are endless plots, coup attempts and manipulations against which the New Turkey must be defended. (Of course they felt this suspicion confirmed by the *real* coup attempt in July 2016.)

This conspiratorial mind-set explains away any problems the country faces, and so helps immunize the president. In other countries, a poorly performing economy might make a president unpopular — especially if his own unorthodox economic theories

seem to have played a role. In Turkey, it's used as evidence of an "economic attack" from the West.

A recent poll found that four out of five voters — much more than Mr. Erdogan's base — find this conspiracy plausible. It may in the end turn out that the more trouble Turkey faces, the more consolidated Mr. Erdogan's base becomes.

What is most interesting about the New Turkey is its relationship with "democracy." Human rights groups and Western news outlets may say that Turkish democracy is dying, but Mr. Erdogan and his supporters honestly and genuinely believe that Turkey is in fact more democratic than ever.

How can that be? For the president and his supporters, "democracy" has one simple meaning: Whoever wins the ballots should lead the nation — by ruling not just the executive but also the legislative and judicial apparatuses, the media, academia, religion and culture. There is hardly any realm in state or society that should remain autonomous from the elected leader, who represents an almost sacred "national will."

When Westerners speak of "democracy," however, they intuitively mean *liberal* democracy, which includes values like freedom of speech, a free press, the rule of law, an independent judiciary, academic freedom and property rights. But the synthesis of liberalism and democracy isn't necessary; Turkey is just one of several "illiberal democracies" in ascendance around the world.

But no one should forget that Turkey is bigger than Mr. Erdogan, just as it was bigger than Ataturk.

The Erdogan Revolution is likely to continue in the foreseeable future, but it can't go on forever.

Ultimately, when Old Turkey fully fades and the tide turns against the reactionary excesses of Mr. Erdogan's New Turkey, a third Turkey may arise: a Turkey where no group is hegemonic, no one feels like a "pariah in your own land" and finally every person is free.

MUSTAFA AKYOL is a senior fellow at the Cato Institute and the author of "Islam Without Extremes: A Muslim Case for Liberty."

Recep Tayyip the First

Erdogan inaugurates a new political era in Turkey

“New Turkey” will be more Islamist, nationalist and authoritarian

June 28th 2018 | ANKARA

www.economist.com

AMID a frenzy of honking, a young woman leant out of the window of a car, one of the hundreds that besieged the headquarters of the ruling Justice and Development (AK) party in Ankara, making an Islamist salute with her left hand and an ultranationalist one with her right. Outside the building, thousands of cheering, singing AK supporters awaited their leader, fresh from his big victory at the polls. “This is Turkey’s new liberation,” yelled a man hoisting a flag emblazoned with the image of President Recep Tayyip Erdogan and the coat of arms of the Ottoman empire, his voice barely audible over the din. “The West will not boss us around,” said another man, a schoolteacher. It was the evening of June 24th, day one of what Mr Erdogan calls the New Turkey, a synthesis of Islamic nationalism and Ottoman nostalgia, and possibly the last day of the old republic founded by Kemal Ataturk.

Hours earlier, despite predictions of a much closer race, Mr Erdogan and his party, plus their ultranationalist allies, scored a double knockout in Turkey’s elections. In the presidential contest, the Turkish strongman defeated the main opposition hopeful, Muharrem Ince, by taking about 53% of the vote, compared with Mr Ince’s 31%. In the parliamentary vote, his AK party and its coalition partner, the hardline Nationalist



Movement Party (MHP), won a combined total of 54%, enough to ensure a comfortable majority with 344 seats out of 600 in the assembly. The opposition alliance, led by Mr Ince’s CHP and the Iyi party, won just 189 seats. The pro-Kurdish HDP won 12%, enough to clear the electoral threshold and send 67 of its members to parliament.

Though free, it was the most unfair election in Turkey in decades. Under pressure from government cronies, most news outlets pretended that two of the main candidates, Selahattin Demirtas of the HDP and Meral Aksener of Iyi, did not exist. The main national broadcaster and its sister channels offered Mr Ince less than a tenth of

the airtime devoted to Mr Erdogan, and ignored his last rally, attended by hundreds of thousands of supporters, on the eve of the vote. A report by the Organisation for Security and Cooperation in Europe welcomed the high (88%) voter turnout, but concluded that Mr Erdogan and AK had enjoyed excessive media coverage, misused state resources and used the state of emergency to restrict the freedoms of assembly and expression.

For Mr Erdogan, the victory marks the last step on the road to a constitution that replaces the parliamentary system put in place by Ataturk, the country’s founding father, with a presidential one. Under the new changes, adopted by a slim majority in a 2017 referendum and now in effect, Mr Erdogan has complete control of the executive, including the power to issue decrees, appoint his own cabinet, draw up the budget, dissolve parliament by calling early elections, and pack the bureaucracy and the courts with political appointees. The office of prime minister will disappear.

The president’s supporters say the new system will speed up decision-making, further reduce the army’s ability to meddle in politics and make unstable parliamentary coalitions a thing of the past. His opponents say the constitution means Mr Erdogan no longer presides over a government, but a regime.

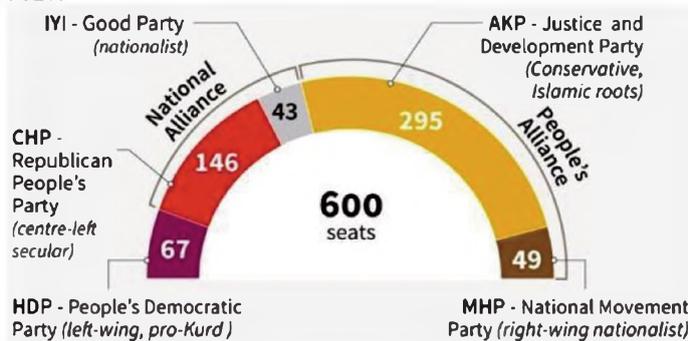
The only conceivable check on the president’s powers, parliament, is now in the hands of his AK and its ally, the MHP, which took 11% of the vote, about twice as much as most polls had predicted. Mr Erdogan’s party, of which he is absolute master, will ensure that whatever comes out of the president’s mouth becomes law. The MHP and its septuagenarian leader, Devlet Bahçeli, who went from calling Mr Erdogan a dictator to becoming one of his biggest cheerleaders, will pull him even further to the nationalist right.

Mr Bahçeli has made it clear he opposes any new overtures towards the Kurds and other minorities, and that he wants Mr Demirtas to stay behind bars. (The HDP leader has been under arrest since 2016 on vague terrorism charges, and fought his presidential campaign from a prison cell.) Two days after the election, the MHP called on Mr Erdogan to extend Turkey’s state of emergency, which has been in place for almost two years, and which the president had promised to lift in the last days of his campaign. “Erdogan got his presidency, so he must feel very good,” says Soli Ozel, a veteran Turkish commentator, “But he’s now beholden to Bahçeli.”

Even if Mr Erdogan ends the state of emergency, there is little reason to think he will stop hounding opponents (tens of thousands have been jailed following a bloody attempted coup in 2016), muzzling the press (the number of journalists behind bars would be enough to staff a couple of newspapers) or picking fights with the West. When they first came to power in 2002, Mr Erdogan and AK partially kept their promise of more freedoms for all citizens, especially Kurds. But over the past decade, almost the only freedoms they have upheld are those of their conservative voters—striking down a law banning →

Turkish parliament

NEW



OUTGOING



Source: Turkish press agency

© AFP

→ women who wore the Islamic veil from state universities and institutions, for instance.

With his new constitution, Mr Erdogan has laid the foundation for a system that in effect removes the secular elite, public institutions and parliament as the middlemen between the president and the people, says Karabekir Akkoyunlu, a Turkish scholar at São Paulo University. But

the president may find that remaking society, using a mix of Islamism, nationalism and nostalgia for a vanished empire is harder than remaking the institutions.

The Turkey over which Mr Erdogan now presides remains bitterly divided. On one side there are conservative Muslims and nationalists, for whom he remains a symbol of prosperity, religious freedom and national pride. On the other

stand secularists, liberals, and the Kurds of the south-east, who see him as a corrupt and repressive despot. Expecting him to heal divisions he has partly been responsible for creating is naive, argues Soner Cagaptay, the author of a recent book about Mr Erdogan. "He's not authoritarian because he is crazy, but because he is rational," he says. "Down the line, it's the only way for him to avoid losing power." ■

THE IRISH TIMES
irishtimes.com

JUNE 28, 2018

Erdogan re-election threatens further instability in Middle East

President dreams of reclaiming Ottoman politico-military-religious heritage

Micheal Jansen / June 28, 2018
www.irishtimes.com

The re-election of Turkish president Recep Tayyip Erdogan to a new five-year term in office poses a serious threat to the stability of the Middle East. Having won the top job and a majority in the national assembly, Erdogan is determined to not only change Turkey from a parliamentary to a presidential system of governance but also pursue transformative domestic and regional agendas.

He seeks to turn Turkey into a faith-based state and extend its regional reach and influence through military means and export of the Salafi fundamentalist brand of Islam. His dream is for Turkey to reclaim its Ottoman politico-military-religious heritage with himself as sultan. He intends to accomplish this project by 2023, the centenary of the founding of modern Turkey by Mustafa Kemal Ataturk.

Ironically, Ataturk was a militant secularist who erased the country's Ottoman past and relinquished Ottoman possessions. He could turn over in his grave if Erdogan achieves his vision.

In 2003, soon after Erdogan's Justice and Development Party took power and he became prime minister, Ankara adopted a policy of "zero problems with neighbours" and cultivated good relations with Syria, Iran, Iraq, Iraq's Kurdish region and Israel. This policy, however, clashed with Erdogan's missionary Ottoman vision to which he gives precedence.

"Zero problems" faltered in 2009 when Turkey criticised Tehran for cracking down on protests against the fraudulent election of Mahmoud Ahmadinejad. In 2010 Ankara condemned ally Israel when its naval commandos stormed a Turkish ferry carrying activists bound for Gaza, killing 10. In 2014, Erdogan castigated Israel's war on Gaza and adopted the Palestinian cause as a means of courting Arab public opinion and securing for Turkey a role in negotiations between Palestinians and Israelis.

DESTRUCTIVE ACTION

He followed up verbal interventions with destructive action on the ground, creating problems with all Turkey's neighbours. He has



Turkish president Recep Tayyip Erdogan is determined to reclaim former Ottoman possessions in both Syria and Iraq.
Photograph: Alkis Konstantinidis/Reuters

every intention of continuing on this destructive course.

Since 2011, Erdogan has supported Syrian rebels and foreign jihadis seeking to oust Syria's government and occupied towns in the north of that country. The Turkish army has deployed a surrogate force of largely jihadi fighters in Turkish-held areas along the Syrian-Turkish border and in Syria's north-western Idlib province. Erdogan claims he seeks to prevent Syrian Kurds from connecting with rebellious Turkish Kurds in the southeast of his country but he is, in fact, creating Turkish-protected jihadi bases in Syria, ensuring the survival of extremists, using them to strike outside these bases, and giving them opportunities to migrate.

He is determined to reclaim former Ottoman possessions in both Syria and Iraq. His efforts in Syria are likely to risk clashes with Moscow and Tehran which are fighting to restore Damascus's sovereignty over the entire country and could lead to conflict with Baghdad's ally Iran and, perhaps, the United States in Iraq.

Erdogan has stepped up air raids on Turkish Kurdish militants based in the Qandil mountains in northwestern Iraq and threatens to attack Kurdish fighters in the Sinjar district in northeastern Iraq. There the Kurds have prevented the return of Islamic State to the region where it slaughtered, raped and enslav-

ed thousands of non-Muslim Yezidis.

Determined to export political Islam and pay an imperial role through neo-Ottomanism, Erdogan seeks to use the pan-Arab Muslim Brotherhood to promote his regional goals. He prepared for this mission by offering sanctuary to Egyptian Brotherhood fugitives and providing them with a radio station to broadcast to supporters following the 2013 overthrow and arrest of Egypt's president Mohamed Morsi, a senior Brotherhood figure.

This has alienated Egypt, Saudi Arabia and the United Arab Emirates, which have outlawed the Brotherhood as a threat to their security. Erdogan has exacerbated tensions with these countries by siding with Qatar, another Brotherhood backer, in its dispute with them and dispatched troops to Qatar. Erdogan has also sent troops to Somalia and Sudan and plans to deploy 60,000 in the region to give Turkey strategic reach.

SYRIAN REFUGEES

Erdogan has adopted three approaches to the 3.5 million Syrian refugees settled in Turkey. The majority have been warehoused, educated and skilled refugees offered citizenship, and thousands have been transferred to Turkish-occupied territory in northern Syria. He intends to increase their numbers as his military takes more territory.

Ankara's clients administer these areas which are connected to Turkey's power and communications grids, depend on Turkish trade and teach Turkish in local schools. Damascus has threatened to liberate these areas, opening new fronts in the multi-front Syrian civil and proxy wars.

Erdogan is certain to continue blackmailing the European Union by demanding billions of euro in exchange for preventing Syrian, Afghan and other refugees from transiting Turkish territory en route to Europe. In response to the deal, migrants have adopted new routes through the region and North Africa to reach the EU, risking their lives and creating problems for transit countries and European destination states. ■

Michael Jansen is based in Cyprus and writes on the Middle East

Kingmaker brings ultra-nationalism to Erdogan's Islamist mix

Supporters in Turkey say Devlet Bahçeli's party is patriotic; critics call it fascist

Laura Pitel in Ankara
June 30, 2018
www.ft.com

Surrounded by stony-faced men, a 70-year-old ultra-nationalist who was last in government in 2002 declared himself one of the big victors of Turkey's crucial elections.

Devlet Bahçeli — his first name means "state" — was written off for years as an ageing relic of an outdated era of politics, with his National Movement party (MHP) thought to be on the brink of extinction.

But now the party is in pole position to provide President Recep Tayyip Erdogan with a parliamentary majority — a shift that could make Turkey's bloody Kurdish conflict still harder to resolve and complicate its troubled relations with the west.

"We have overcome all the obstacles, defeated the game playing and frustrated the dark plots," said Mr Bahçeli, as he hailed the MHP's "historic success" on Sunday night while alluding to enemies inside Turkey and beyond.

"The Turkish nation has made the MHP a key party in parliament and given it important responsibilities," he added in his characteristic flat delivery.

Supporters describe the party's stance — a breed of Turkish nationalism that is hostile to minority rights and suspicious of outside powers — as patriotic. Opponents call them fascists.

Mr Bahçeli, a deputy prime minister in the last government before Mr Erdogan's AK party came to power 16 years ago, is an eccentric leader, a former university lecturer with a PhD in economics, a fear of flying and a collection of vintage American and European cars.

His sympathisers say he has reined in the MHP, which in decades past has faced allegations of links to street violence, assassinations and organised crime.

But during the election campaign he repeatedly called for a general amnesty for convicts including "brave and fearless" men such as Alaattin Çakıcı, an imprisoned mafia leader.

In addition to his hardline stance on the Kurdish conflict, in which tens of thousands of people have died over three decades, Mr Bahçeli takes a tough position on the disputed island of Cyprus and regularly calls for the return of the death



Devlet Bahçeli, leader of the Nationalist Movement party, at an election rally: 'We have overcome all the obstacles, defeated the game playing and frustrated the dark plots,' he said after the results © AP



Supporters of Devlet Bahçeli rally in Ankara: his sympathisers say he has reined in the MHP, which has faced allegations of links to street violence, assassinations and crime © Reuters

penalty.

Now such positions are no longer just opposition rhetoric. Mr Bahçeli paid a visit to the presidential palace this week to discuss future co-operation after Mr Erdogan's Islamist-rooted party fell just short of a majority in Sunday's vote.

"The MHP are the kingmakers," said Nigar Goksel, Turkey director at the International Crisis Group.

"The success of the AKP-MHP

" The success of the AKP-MHP partnership shows that the Islamist-nationalist fusion is alive and kicking in Turkish society "

Nigar Goksel,
International Crisis Group

partnership shows that the Islamist-nationalist fusion is alive and kicking in Turkish society."

Only a few years ago it would have been unthinkable for the MHP and Mr Erdogan to work together. In 2014, Mr Bahçeli described the Turkish leader's plans to enhance his own powers as "a death sentence for democracy".

Mr Erdogan, meanwhile, defined his first decade in power by what he termed "trampling on nationalism". He pushed for greater Kurdish cultural rights and took the big political risk of launching a

peace process with the Kurdistan Workers' party (PKK).

But for the past three years the Turkish president has been on a different tack. A ceasefire with the PKK collapsed in 2015 after an inconclusive general election, and Mr Erdogan declared the Kurdish issue could be solved only through military means — a tough stance that was followed by electoral success.

Today Mr Erdogan's speeches are infused with a mix of Islamist and nationalist imagery. The president has tapped into a deep vein of nationalism that runs through Turkish society. US support for offshoots of the PKK in northern Syria has also fuelled the widely held view that foreign powers are working together with internal enemies to destroy the Turkish nation.

"He has a very strong ideology based on Islam and the Ottoman past, but he's also a pragmatist," Umut Uzer, an expert on Turkish nationalism at Istanbul Technical University, said of Mr Erdogan. "His allies changed and he wants to stay in power."

Working together has proved mutually beneficial for the MHP and the AKP. When Mr Bahçeli, who has clung on to the MHP leadership since 1997, faced an internal party revolt after the 2015 elections, it was quashed by the courts. The MHP rebels saw the move as the work of the Turkish president.

In return, the MHP leader backed Mr Erdogan's dream of creating a powerful presidential system. They struck a formal electoral alliance in the run-up to Sunday's parliamentary and presidential elec-

tions.

A split in the MHP was expected to cut deep into the party's support. But instead its share of the vote held steady at 11 per cent, giving the MHP-AKP alliance a parliamentary majority and helping Mr Erdogan over the line in the presidential contest.

Pollsters are still puzzling over the strong performance of a party that held just three political rallies. Analysts say that the AKP-MHP alliance will limit the chances of a new dialogue with the PKK and could lead to further campaigns against Kurdish militants in Iraq and Syria.

Western diplomats are anxious over the impact on Turkey's already strained ties with the EU and the US.

Sinan Ogan, who served as a foreign policy adviser to Mr Bahçeli and later challenged him for the party leadership, said that his former boss would probably not push for a rupture with the west but would avoid being "bosom buddies" with Turkey's traditional allies.

Government officials speculate that the MHP could be given control of a vital ministry. Mr Ogan suggested Mr Bahçeli might prefer a more informal advisory role.

But Mr Erdogan has already acknowledged his debt to the ultra-nationalists. In his victory speech on Sunday night, the Turkish president devoted a special segment to his unlikely allies. His voice breaking, he bellowed: "Thank you to Devlet Bahçeli, the chairman of the Nationalist Movement party and all the members of the MHP." ●

L'AKP bénéficie du succès inattendu du parti nationaliste MHP

Le parti d'Erdoğan sauve sa majorité au Parlement grâce à son alliance avec les nationalistes, opposés à toute concession envers les Kurdes

ISTANBUL - correspondante

Les politologues et les instituts de sondages disaient du Parti d'action nationaliste (MHP, droite nationaliste) qu'il serait le grand perdant des législatives du dimanche 24 juin. Pourtant, le MHP a suscité la surprise en recueillant 11 % des voix.

Une aubaine pour son partenaire de coalition, le Parti de la justice et du développement (AKP islamo-conservateur) de M. Erdoğan, ainsi tiré d'un bien mauvais pas. Sans cette alliance, l'AKP, avec 42 % des voix, était assuré de perdre sa majorité parlementaire.

Le chef du MHP, Devlet Bahçeli, 70 ans, a salué lundi le « succès historique » de l'Alliance du peuple, qui est venu déjouer les plans de ceux qui misaient sur un scénario de crise. « C'est avec stupéfaction que nous assistons au succès et à l'essor du peuple », a déclaré M. Bahçeli.

Son étonnement est compréhensible. Lui-même n'a guère fait campagne, il n'affichait pas de programme. Son unique revendication était la libération d'Alaattin Çakıcı, un ancien chef de la pé-

gre qui purge actuellement une peine de prison. « Est-il juste de laisser nos frères moisir derrière les barreaux? », avait-il interrogé en vain le 23 mai après lui avoir rendu visite à la prison de Kirikkale. Le président turc n'a pas voulu entendre parler d'amnistie.

Etonnamment, le score du MHP est le même que celui réalisé aux législatives de novembre 2015 alors qu'entre-temps un schisme s'est produit au sein du parti, quand Meral Aksener, l'une de ses égéries, a fait défection pour créer son propre parti (Iyi Parti, Le Bon Parti) à l'automne 2017, entraînant avec elle une partie de la base.

La « dame de fer » de la politique turque pensait chasser sur les ter-

res de l'électorat nationaliste. Elle a mené sa campagne tambour battant, malgré les obstacles placés en travers de sa route par le pouvoir islamo-conservateur : électricité coupée, salles impossibles à louer, militants attaqués. A Gaziantep, ville proche de la frontière syrienne, des camions envoyés par la mairie AKP ont bloqué son convoi, empêchant ainsi la tenue de son meeting.

Attaques et intimidations

En tant que candidate à la présidentielle, Meral Aksener a obtenu 7,3 % des voix, moins que Selahattin Demirtas, le leader kurde qui a fait campagne depuis sa prison (8,4 %). Aux législatives, Le Bon Parti a recueilli 10 % des suffrages, soit 44 députés au nouveau Parlement qui en compte 600 en tout, contre 550 autrefois. C'est un échec pour cette ancienne ministre de l'intérieur qui a peut-être payé dans les urnes son alliance avec le Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche), à l'origine d'une ouverture en direction de l'électorat de la gauche pro-kurde.

Muharrem Ince, le candidat du

CHP à la présidentielle, est allé rendre visite à Selahattin Demirtas à la prison d'Edirne (ouest). Il a demandé publiquement sa libération. Meral Aksener l'a réclamée elle aussi.

Or, aux yeux des ultranationalistes, le problème kurde n'existe pas. M^{me} Aksener n'étant pas tout à fait sur cette ligne, elle n'a pas pu séduire les électeurs nationalistes. Selon les analystes, les suffrages recueillis par Le Bon Parti venaient du CHP, pas du MHP.

Avec cinq partis représentés, le Parlement est diversifié et très polarisé, à l'image de la société. Le fait que deux partis de la droite nationaliste – MHP et Bon Parti – y siègent témoigne de la vigueur de ce courant politique.

Sa résurgence va de pair avec la montée en puissance du discours agressif envers la gauche kurde, devenu monnaie courante chez une bonne partie de l'élite au pouvoir. Attaques, intimidations, interpellations ont d'ailleurs été le lot des candidats du Parti de la démocratie des peuples (HDP, prokurde) tout au long de la campagne. ■

M. JÉ.

Avec cinq partis représentés, le Parlement turc est diversifié et très polarisé, à l'image de la société

 30 Juin 2018

Irak: treize jihadistes exécutés pour calmer la colère populaire

L'appel à « exécuter les membres de l'Etat islamique emprisonnés et condamnés » est venu d'abord de la rue. Dans la ville de Nasiriyah, dans le sud du pays, des manifestants appuyés par les milices chiites du Hachd (« mobilisation populaire ») ont réclamé la tête des jihadistes qui venaient de tuer huit membres des forces de l'ordre. Ils avaient été pris dans une embuscade tendue par un commando de l'Etat

islamique sur la route entre Bagdad et Kirkouk. Six d'entre eux étaient apparus ligotés dans une vidéo diffusée par l'agence Aamaq de l'EI. La centrale jihadiste menaçait de les exécuter, réclamant des autorités irakiennes la libération de toutes les femmes de jihadistes détenues dans les prisons de Bagdad.

Pour calmer la colère populaire, le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, a or-

donné l'exécution immédiate des terroristes condamnés à mort et qui ont épuisé tous les recours juridiques. Treize des quelque 300 jihadistes dans ce cas, retenus dans les prisons irakiennes, ont donc été pendus. D'autres exécutions pourraient suivre dans les jours qui viennent. Car « garder ces criminels emprisonnés sans appliquer la juste peine prévue donne l'occasion de voir se reproduire des crimes inhumains », a déclaré le vice-

président irakien, Humam Hamoudi.

En pleine négociation avec le mouvement chiite de Moqtada al-Sadr, arrivé en tête des élections de début mai, pour la formation d'un nouveau gouvernement, Haider al-Abadi veut montrer sa fermeté. Il avait déclaré en décembre « la victoire finale » des forces irakiennes contre l'Etat islamique. Mais on assiste depuis plusieurs semaines à une recrudescence des attaques, enlèvements et embuscades menés et revendiqués par les jihadistes dans plusieurs poches où ils restent implantés.

HALA KODMANI

VENDREDI 29 ET SAMEDI 30 JUIN 2018



BACHAR EL-ASSAD Retour à une vie "normale"

Il paraît bien loin le temps où Bachar el-Assad conduisait sa voiture place des Omeyyades, le cœur battant de Damas, ou déambulait en amoureux avec son épouse, Asma, dans les souks d'Alep.

Depuis le lancement de la révolte contre son pouvoir au printemps 2011, ces opérations de relations publiques sont terminées. La sécurité personnelle du raïs est un impératif de tous les instants, qui a bousculé nombre de ses habitudes. Mais pas toutes. Le couple Assad continue d'habiter leur maison de Malki, un quartier résidentiel de la capitale. Bachar travaille toujours à son bureau du « Palais du peuple » sur lequel trône un grand ordinateur, et reçoit dans une maison en pierres ocre sur une colline en contrebas du mont Qassioun pour des entretiens avec la presse.

Les premières années de la révolte, alors que son pouvoir vacillait, le raïs ne sortait pratiquement pas de ses résidences. Mais depuis que l'aviation russe est venue à son secours, il s'autorise de nouveau des escapades : à Homs, dans la Ghouta reconquise par ses troupes, et dans la « montagne des Alaouites », son fief, où la population a payé un lourd tribut à la guerre. Objectif de ces déplacements : montrer que le Président reprend ses habitudes d'antan, comme si rien ou presque n'avait changé dans la vie d'un leader qui réprime de manière sanglante ses opposants.

UNE FAMILLE SOUS HAUTE PROTECTION

Asma, elle aussi, se montre plus volontiers, en train de recevoir des blessés de guerre ou des orphelins, ou lors de parrainages d'événements sociaux. Fini le temps des doutes pour la première dame qui a reconnu avoir décliné de juteuses offres financières pour quitter son mari et fuir, avec ses enfants, la Syrie en guerre. Une guerre qui a coûté la vie à plus de 350 000 personnes et provoqué l'exil de 5 millions d'habitants.

Sous haute protection, les trois garçons du couple continuent de fréquenter une école damascène. Eux aussi se

déplacent. En juillet 2017, Hafez, l'aîné âgé alors de 15 ans qui porte le prénom de son redouté grand-père, est allé au Brésil participer aux Olympiades de mathématiques. Discrétion oblige, la presse a découvert par hasard sa présence à Rio.

Quelques semaines après, accompagné de ses frères Zein (14 ans) et Karim (13 ans), le trio a séjourné en Russie à Artek, un ancien camp de pionniers de l'époque soviétique, transformé en centre de loisirs pour enfants de toutes les nationalités, désireux d'apprendre la langue russe et de « vivre une expérience forte ». Mais, là encore, la nouvelle n'a filtré que beaucoup plus tard.

Depuis l'assassinat en 2012 de son mari Assef Shawkat, pilier de l'appareil sécuritaire. Bouchra, la sœur aînée de Bachar, réside aux Emirats arabes unis, mais elle revient régulièrement à Damas, visiter le clan.

Le couple reçoit parfois, le dimanche soir, un oncle qui partage son temps entre l'Europe et la Syrie. Bachar dispose toujours de gardes du corps, la plupart issus de la minorité alaouite, sa communauté. Des Iraniens, ses autres alliés, les ont-ils rejoints ? Mystère. Très peu d'informations filtrent sur la vie privée des Assad. Un couple résilient. A l'image du pouvoir qu'il incarne. ■

Georges Malbrunot



Le « raïs », dans les rares images qu'il laisse filtrer, se donne l'apparence d'un homme affable.



Au début des années 2000, la propagande officielle présente une famille moderne.



Depuis la terrasse du palais présidentiel qui domine la capitale Damas.

VENDREDI 29 ET SAMEDI 30 JUIN 2018



RECEP TAYYIP ERDOGAN

Le nouveau sultan

Recip Tayyip Erdogan a mis fin au suspense. Réélu dès le premier tour de la présidentielle, le 24 juin, il reste le maître absolu du pays au moins jusqu'en 2023, l'année du centenaire de la fondation de la République turque par Mustafa Kemal. Au balcon du palais blanc de Bestepe, un complexe de 1 150 pièces édifié en 2014 au cœur de la capitale Ankara, le président turc reconduit a savouré son triomphe devant des partisans en liesse. Ce palais à la Ceausescu est aussi le symbole d'un pouvoir toujours plus autoritaire



Le président turc est devenu le symbole d'un pouvoir toujours plus autoritaire.



Entouré de sa garde d'honneur aux costumes hérités du grand Empire ottoman.

et personnel. Si l'AKP des premières années rassemblait des profils divers, l'entourage d'Erdogan s'est progressivement restreint, au gré des purges et des remaniements ordonnés par le « raïs ». L'ancien Président Abdullah Gül, un ami de trente ans, en a fait les frais.

Le premier cercle présidentiel est d'abord constitué de sa famille : sa femme Emine, à ses côtés depuis toujours, ses enfants, Ahmed, Bilal, Esra et Sumeyye, la cadette étant la plus talentueuse et celle qui joue un véritable rôle de conseillère politique de l'ombre. Enfin son gendre, Berat Albayrak, ministre de l'Energie après avoir fait ses classes dans un grand groupe industriel proche du pouvoir, a la haute main sur ce secteur clé de l'économie. Il pourrait être le dauphin du « sultan ». Le second cercle autour d'Erdogan est constitué d'anciens compagnons de route islamistes avec lesquels il a fait ses armes à Istanbul dans les années 1970. Depuis quinze ans, les postes ont été distribués à ces fidèles de la première heure : ministères, direction du parti ou sièges de députés. Sa garde rapprochée, c'est le MIT, les services de renseignement. Leur directeur, Hakan Fidan, le bras droit d'Erdogan sur les questions de sécurité et de terrorisme, est considéré par le Président comme sa « boîte noire ».

L'homme fort de la Turquie s'est également entouré d'hommes d'affaires dévoués tels que Mehmet Cengiz. Des magnats de la construction, le plus souvent, qui servent de financiers des projets du « raïs ». Ils bâtissent les grandes infrastructures : l'aéroport géant qui se construit sur la rive européenne d'Istanbul par exemple. Ils financent les campagnes électorales et ont racheté la plupart des journaux et des chaînes de télévision, permettant un contrôle quasi total de l'information. Le groupe Demirören a acquis les titres du groupe Dogan, considéré comme le « Murdoch » des médias turcs jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Erdogan.

ENRICHISSEMENT PERSONNEL

Les soupçons de dérive affairiste d'Erdogan ont été alimentés par un scandale de corruption révélé en décembre 2013, impliquant plusieurs de ses proches. Le Président est soupçonné par ses opposants d'enrichissement personnel. Il se serait arrogé d'importantes commissions sur les marchés publics distribués à ses proches, selon un homme d'affaires turc en exil. De fait, son train de vie est aujourd'hui très éloigné de ses origines modestes. Les dépenses d'Emine Erdogan dans des boutiques de luxe ou chez des antiquaires au cours de ses voyages à l'étranger ont fait jaser. La première dame est arrivée à Londres en mai avec un sac Hermès à 50 000 €. ■

Guillaume Perrier
Guillaume Perrier a récemment publié *Dans la tête de Recep Tayyip Erdogan* (Actes Sud, 240 p., 19 €).